TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 765 — 22 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 9 - LUNDI 10 SEPTEMBRE 1979

La France et la R. D. A. relancent leur coopération économique

(Lire page 20)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 160 F CFA; Danemark, 4 kr; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 ris.; Italie, 500 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 160 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le conflit rhodésien

Le raid meurtrier au Mozambique

Une négociation semée d'obstacles

A propos d'un conflit qui a fait plus de vingt mille morts en sept ans, on ose à peine parler de « négociation de la dernière chance » à la veille de la conférence de Lancaster-House, qui réunira à partir de lundi, sous l'égide du gouvernement britannique, les parties en lutte. L'échec de ces pourparlers londoniens préluderait cependant à une nouvelle — et redoutable — phase de la guerre.

La revendication fondamentale des Africains — « un homme, une voix » — semble un peu dépassée depuis l'élection au suffrage universel, en avril, d'un gouvernement à majorité noire. Conformément à une résolution adoptée à l'unanimité par la conférence du Commonwealth, à Lusaka en août, les délégués de Lancaster-House discuteront en priorité de la mise au point d'une « Constitution démocratique comportant des clauses appropriées de sauvegarde pour les minorités » et de la préparation « d'élections libres et honnêtes supervisées par le gouvernement britannique ».

Sur ces deux points, les positions respectives de l'évêque Muzorewa et des deux dirigeants de la guérilla, MM. Mugabe et Nkomo, sont diamétralement opposées. Avançant des raisons d'« efficacité » — un argument auquel Mme Thatcher semble s'être ralliée, — le premier ministre du Zimbabwe-Rhodésie ne veut pas trop réduire les exorbitants privilèges des Européens dans la Constitution actuelle, alors que les coprésidents du Front patriotique revendiquent un « authentique pouvoir majoritaire noir ». En ce qui concerne la tenue de nouvelles élections, l'évêque Muzorewa réclame l'intervention préalable d'un cessez-le-feu, demande rejetée catégoriquement par le Front patrioque, qui ne veut pas se dessaisir d'un atout essentiel.

En fait, invoquant le « contrôle » qu'il exercerait sur des campagnes où sa guérilla est présente, le Front patriotique se considère déjà comme responsable, au même titre que le Royaume-Uni, de l'avenir du Zimbabwe, et il n'attend de Mme Thatcher qu'un transfert pur et simple du pouvoir à son profit, demande à laquelle les conservateurs britanniques ne sont sûrement pas prês de souscrire. L'évêque Muzorewa, tablant sur une consolidation progressive de son armée, dont les succès le comblent de « joie », et de son administration, n'a certainement pas l'intention de céder à ceux qu'il traite d'« agents internationaux du diable ».

S'il le fallait, la présence de M. Smith aux côtés de son premier ministre noir à Londres prouverait à quel point le chemin d'une réconciliation entre Africains est semé d'obstacles. L'évêque Muzorewa n'a pas su encore prouver qu'il détenait autre chose que l'apparence du pouvoir. Quant à ses adversaires, ils ont appris à ne plus bouder les conférences et à y afficher une façade d'unité. Mais ils ne donnent pas plus que par le passé l'impression de vouloir un compromis avec celui qu'ils qualifient de « traître de Salisbury ».

Le seul motif d'optimisme vient de la lassitude quasi générale. Les Africains sont déçus par le « règlement interne » de mars 1978, qui n'a guère contribué à améliorer leur sort. L'évêque Muzorewa doit tenir compte de cette désaffection. Les Européens hésitent à faire leurs valises. Les Etats de la « ligne de front » — Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie — sont découragés par la poursuite d'un conflit qui les épuise. La République Sud-Africaine n'a probablement pas été insensible à la modération souhaitée par Londres. Il n'en reste pas moins que lord Carrigton, secrétaire au Foreign Office, n'aura pas la tâche facile pour rapprocher les positions.

pourrait compliquer la conférence de Londres

M. Kurt Waldheim a énergiquement condamné comme « un obstacle aux efforts de paix », le vendredi 7 septembre, l'attaque de grande envergure lancée l'avant-veille par l'armée de Rhodésie-Zimbabwe contre le Mozambique et qui aurait fait, selon Salisbury, plus de trois cents morts dans ce pays.

L'évêque Muzorewa, pour sa part, a exprimé sa « joie » après la « réussite » d'une opération qui, à ses yeux, ne compromet pas la conférence de Londres sur le problème rhodésien. En fait, l'opération meurtrière des forces de Salisbury pèsera d'un poids très lourd sur les travaux.

De notre envoyée spéciale

Salisbury. — Les forces du Zimbabwe-Rhodésie ont poursuivi, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 septembre, leurs attaques au Mozambique contre « *les quartiers généraux communs de l'armée mozambicaine et de la Zanla* » (branche militaire du mouvement de M. Robert Mugabe).

Selon le commandement rhodésien, dans la province de Gaza, les « *quartiers généraux* » de Mapai, Chicualacuala « B », Mpuzi, Maxaila et Mabalane auraient été détruits. « *Mapai,* dit le communiqué militaire, *a été attaqué par terre et air ; les bureaux, la poudrière, les réserves de carburant, les armes, les pièces de rechange, ont tous été détruits* ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire la suite page 5.)

La stratégie et l'économie américaines

Deux cents missiles mobiles intercontinentaux seront installés aux États-Unis

Le président Carter a annoncé, vendredi 7 septembre, sa décision définitive concernant l'implantation aux Etats-Unis de deux cents missiles mobiles intercontinentaux (MX) dans l'ouest du pays. Ces missiles, dont la mise au point est autorisée par les accords SALT 2 signés en juin, seront installés sur des plates-formes qui seront déplacées régulièrement pour ne pas être vulnérables. Ce système de défense, qui sera totalement opérationnel dans une douzaine d'années, est destiné à faire pièce aux nouveaux missiles intercontinentaux soviétiques qui auraient, sans cela, menacé les missiles fixes américains actuellement en activité. Le ministre soviétique de la défense, le maréchal Oustinov, s'en est pris vendredi « aux milieux impérialistes réactionnaires qui veulent empêcher l'entrée en vigueur du traité SALT 2 en faisant dépendre de diverses exigences sa ratification par le Congrès des Etats-Unis ».

De notre correspondant

Washington. — Le président Carter, qui avait décidé en juin de lancer le programme de mise au point d'un nouveau missile intercontinental mobile, le MX, a révélé, vendredi 7 septembre, le mode de déploiement retenu pour ce nouveau système d'armement qui sera pleinement opérationnel d'ici à 1989.

Le chef de la Maison Blanche a comparé l'importance de sa décision à la création par Truman du Strategic Air Command et à la mise en place, sous l'administration de John Kennedy, des fusées Minuteman à têtes nucléaires. Ce nouveau système d'armement, dont le coût total est estimé à 33 milliards de dollars, vise à remédier à la vulnérabilité des Minuteman dont les silos fixes constituent des cibles de plus en plus faciles pour les Soviétiques.

Le traité SALT 2 autorise le déploiement d'ici à 1985 d'un nouveau système d'armement par chacune des deux super-puissances. Le choix du MX — une décision non négociable, a souligné M. Carter, — démontre la volonté des Etats-Unis de continuer à baser leur panoplie de dissuasion sur une « triade stratégique » (terrestre, aérienne et navale).

Le MX est le plus gros missile jamais construit par les Etats-Unis, bien qu'il soit relativement petit par rapport au SS-18 soviétique. Armé de dix têtes nucléaires de 335 kilotonnes chacune (soit vingt-deux fois Hiroshima), il aura cependant un pouvoir de destruction comparable aux missiles lourds déjà construits en U.R.S.S.

Le mode de déploiement du MX retenu par le Pentagone, et approuvé il y a quarante-huit heures seulement par le président Carter lors d'un conseil national de sécurité, est celui dit du « circuit de course » *(race-track)*. Il tient à la fois de la partie de cache-cache stratégique et du jeu des quatre coins.

Deux cents MX vont être répartis entre quatre mille six cents abris bétonnés, construits par groupes de vingt-trois le long de quarante réseaux installés dans le désert du Nevada et de l'Utah, dans l'ouest des Etats-Unis.

(Intérim.)

(Lire la suite page 3.)

L'inflation reste vive malgré l'escalade des taux d'intérêt

Le chômage augmente

L'inflation continue de poser de sérieux problèmes aux dirigeants américains. Coup sur coup, plusieurs statistiques défavorables viennent d'être publiées. L'indice des prix de gros a augmenté de 1,2 % en août, ce qui porte à 11,1 % sa progression en un an, alors que le taux de hausse annuel des prix à la production est de 14,4 %. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le dollar a été l'objet de vives pressions à la baisse sur le marché des changes, bien que les taux d'intérêt ne cessent de monter. Ainsi, la banque Morgan Guaranty Trust a-t-elle porté son taux de base (prime rate) *de 12,25 à 12,75 %, un niveau jamais atteint et de loin.*

Ces mauvaises nouvelles devraient amener les autorités à poursuivre leur politique monétaire restrictive, et M. William Miller, le secrétaire au Trésor, a annoncé « une période d'austérité d'au moins deux ans pour les Américains ». *C'est dire que les demandes faites à M. Carter pour un soutien de l'activité par des allégements d'impôts ont peu de chance d'être suivies d'effets. Cela malgré le net accroissement du chômage qui, en août, a atteint le taux de 6 % de la population active, contre 5,7 % en juillet et 5,6 % en juin.*

Les nuages s'accumulent dans le ciel économique américain. Les prix de gros ont augmenté de 1,2 % en août, ce qui porte à 11,1 % leur progression en un an. A l'évidence, ces mauvais résultats se traduiront bientôt dans les prix de détail. Les hausses pétrolières ne sont pas seules en cause : les produits alimentaires augmentent fortement eux aussi. Il est à peu près certain que le niveau de vie de millions d'Américains a commencé à baisser.

Autre signe inquiétant : les prix à la production ont augmenté en août de 14,4 % par rapport à août 1978. Les Etats-Unis — dont les progrès de productivité, déjà très lents, continuent de se ralentir — s'installent à tous les niveaux dans une inflation à deux chiffres.

Ces mauvaises nouvelles apportent évidemment de l'eau au moulin de ceux qui, comme M. William Miller, prêchent — et agissent — pour que soit menée une vigoureuse politique de lutte contre l'inflation. L'ancien responsable de la FED (banque centrale), devenu secrétaire au Trésor, ne mâche pas ses mots. Il vient de déclarer, dans une interview au *Washington Post*, que les Etats-Unis vont devoir traverser « *une période d'austérité d'au moins deux ans* », afin d'éliminer le virus inflationiste. M. Miller, s'il invite les Américains à « *se serrer la ceinture* », promet que les sacrifices seront « *équitablement partagés* » et affirme surtout que la récession économique sera de courte durée. Est-ce sa conviction intime ou une façon d'écarter ce que déjà certains demandent à M. Carter, à savoir une réduction d'impôts ? « *Nous ne pouvons pas, au premier signe de difficulté, prendre de mesures précipitées qui feraient le jeu de l'inflation.* »

Toujours est-il que le chômage a nettement augmenté en août (300 000) pour atteindre 6,1 millions de personnes, soit 6 % de la [illegible] 5,7 % depuis le début de l'année). C'est le premier signe d'une dégradation de la situation économique, surtout sensible dans l'industrie automobile.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 20.)

Points de vue

La voix brisée de la France

par JACK LANG (*)

« *Une France fidèle à son génie !* » Pour qui parcourt le monde, la formule est familière. Leitmotiv obsédant, elle est proférée avec nostalgie par les amis fervents — et trop souvent déçus — de notre pays.

Au cours du dernier quart de siècle, les heures de retrouvailles du peuple français avec lui-même — avec son histoire comme avec ses pulsions créatrices — partant avec les autres peuples, furent rares : temps bénis de la fulgurante ère Mendès France, puis de l'explosion incandescente de mai 1968, enfin des préparatifs fiévreux de mai 1974 et de mars 1978 lorsque, sous la conduite de François Mitterrand et sous le regard impatient de nos amis étrangers, le pays s'apprêtait à inventer le socialisme. La France aimée de tous avait enfin repris la parole !

Au rang des moments forts figure aussi la geste gaulienne — dans sa seule version extérieure. Un provo ! Un illuminé ! Tel apparaissait de Gaulle à l'incorrigible bourgeoisie défaitiste française. Quoi ? Braver la puissance américaine par le retrait de la France de l'OTAN, ou par les discours libérateurs de Phnom-Penh et de Québec ou par la reconnaissance de la Chine populaire ? S'opposer aux atlantistes européens par une nouvelle diplomatie au Proche-Orient, ou par le refus si prophétique de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ? Autant de sacrilèges aux yeux effarouchés de la bourgeoisie compradore ! Malgré sa répulsion, elle gardait le silence. Naguère elle avait trop trahi pour affronter l'homme du 18 juin. Au demeurant, à l'ombre immense du chef militaire prestigieux, le colonialisme politique avait cédé la place à un néo-colonialisme économique plus rémunérateur encore, et, sous le drapeau de l'industrialisation du pays, les hommes d'affaires grouillaient aux portes et sous les lambris des ministères !

Le temps de la revanche n'est-il pas venu ? Déchiré entre l'héritage gaulliste et son legs libéral-atlantiste, le pouvoir giscardien oscille, hésite, avance, recule, résiste parfois, renonce souvent.

(*) Professeur agrégé des facultés de droits, membre du P.S.

CONTINUITÉ ET MAJORITÉ

(Lire page 7 le Point de vue de P.-B. COUSTÉ.)

AU JOUR LE JOUR

L'impuissance et la gloire

Quand M. Chirac s'en prend au libéralisme mou du gouvernement, on peut se demander si la critique est double ou simple.

Dans le premier cas, il faudrait en conclure qu'il prône un autoritarisme dur. Dans le second, se poserait une question subsidiaire : lequel des deux termes est l'objet de la critique ? Faut-il en somme un libéralisme dur ou un autoritarisme mou ?

Ce qu'on sait de M. Chirac incline à penser que l'autoritarisme dur aurait ses préférences personnelles. Mais ce qu'on sait des traditions politiques de la France au cours des vingt dernières années indique plutôt que tous les espoirs sont permis à ceux qui savent concilier une liberté musclée avec un pouvoir impuissant.

ROBERT ESCARPIT.

DEUX OUVRAGES SUR LA MUTATION DE L'ÉGLISE

L'évêque et le dominicain

Parus cette année vers la fin du deuxième trimestre — et, de ce fait, quelque peu victimes de l'approche des vacances, — deux ouvrages, révélateurs de la formidable mutation de l'Eglise en moins d'un siècle, méritent d'autant plus d'être rapprochés que leur convergence n'est point due à l'identité du sujet ni aux similitudes de tempérament, de méthode ou d'expérience de leurs auteurs. Il s'agit, d'une part, de « Dialogue en vérité » (sous-titre : « Chrétiens et communistes dans la France d'aujourd'hui »), d'Alfred Ancel ; d'autre part, de « la Doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie », de Marie-Dominique Chenu.

Certes, les deux hommes sont d'Eglise, le premier évêque, le second dominicain. Gaillardement octogénaires, ils n'en sont l'un et l'autre que davantage stimulés par les problèmes de l'heure et sollicités par des solidarités nouvelles. Du même coup, leur fidélité exemplaire à l'Eglise les autorise à exercer rétrospectivement, mais aussi prospectivement, leurs réflexions sur ce mystère indissolublement évangélique et ecclésial qui a toujours été le centre de leur vie et demeure leur raison de vivre.

Là, cependant, s'arrêtent leurs ressemblances. Naguère supérieur du Prado et ancien évêque auxiliaire de Lyon, Alfred Ancel est, à part entière, un membre de la hiérarchie ecclésiastique aussi soucieux d'affirmer sa « pleine communion avec le pape et les évêques » que de « se présenter » dans son livre « à titre personnel ».

Il est assez fin pour s'être douté des remous que n'allait pas manquer de provoquer, dans les milieux catholiques traditionnels, la publication de son ouvrage aux Editions sociales (« Pensez donc, chez les communistes ! »). Mais il est aussi assez honnête pour avouer les limites de son expérience très singulière d'évêque-ouvrier. Il ne l'a été, dit-il, que « pendant cinq ans » et « jusqu'à un certain point ». S'il n'en précise pas le caractère artisanal (plus qu'ouvrier) et l'aspect partiel (horaire à mi-temps), il se situe : « Je n'ai jamais été engagé dans l'action syndicale ni dans l'action politique. » La suite du livre le prouve d'ailleurs amplement.

Très différentes ont été et continuent d'être les occupations et les options du dominicain. On le sait aussi à l'aise parmi les penseurs du treizième siècle que parmi les militants du treizième arrondissement de Paris lors de la Résistance et de la guerre d'Algérie. S'il n'a jamais été lui-même prêtre-ouvrier, ce maître en théologie a tout de suite compris ce que pouvait représenter comme témoignage l'engagement total des prêtres en usine. Avec les pionniers de cette expérience à laquelle, en 1954, le Vatican a entendu mettre fin, il a manifesté de mille façons son accord profond, mais en faisant son propre métier, c'est-à-dire en élaborant, « dans la coulée d'une théologie de la création », une « théologie du travail », qui a tout de même fini par avoir raison des forcenés du ghetto clérical.

Oh ! certes, il a payé cher cette fidélité à ses amis et à cette liberté de pensée qui le caractérise, bien antérieure à la querelle, et qui n'a pas encore dit son dernier mot. On l'a persécuté, on l'a éloigné, on a voulu le réduire au silence. Et, finalement, parce qu'aussi il était meilleur thomiste que les pseudo-thomistes de Rome et de Navarre, le concile a sonné pour lui — et pour nous tous — non pas l'heure de la revanche, mais celle de la justice et de la vérité.

Rien donc d'extraordinaire à ce que diffèrent et convergent à la fois les deux dernières expressions écrites des deux itinéraires en question.

ANDRÉ MANDOUZE.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

DÉFENSE

Sécurité nationale et stratégie européenne

par PAUL GRANET (*)

DANS la polémique sur la stratégie nucléaire française, aucun des protagonistes ne va jusqu'au bout de sa logique..

1) Examinons d'abord le cas des gaullistes. Pour eux, la dissuasion doit être nationale. La riposte doit venir du sol national, lorsque celui-ci est menacé. Certes, on peut ne pas attendre que l'ennemi soit au pont de Kehl... Certes, la notion de sanctuaire appliquée aux territoires dont l'invasion déclenche la riposte nucléaire peut être élargie. Mais il demeure un lien très étroit entre l'utilisation de l'armement nucléaire et un péril mettant en cause l'intégrité physique de la nation.

Oui, mais... des éléments de la première armée française sont outre-Rhin. Il serait temps de se redemander à quoi ils servent et à partir de quel moment on peut considérer qu'ils sont « en péril ».

Dans la logique gaulliste, la première armée française devrait être ramenée sur le sol national. Si elle reste sur le sol allemand, un minimum de coordination avec les forces de l'OTAN est nécessaire. Il a d'ailleurs toujours existé. Il est même plus étroit qu'on ne le suppose — ce qui explique les « découvertes » périodiques de la presse en ce domaine. Il en était ainsi au temps du général de Gaulle et il ne saurait en être autrement aujourd'hui pour des raisons évidentes qui tiennent pêle-mêle aux errements passés, à la géographie et à l'organisation des forces du pacte de Varsovie.

Il est vrai que la première armée n'occupe pas de « créneau » à la frontière Est-Ouest, et qu'elle n'a pas été équipée de Pluton. Mais ces précautions sont illusoires. D'abord parce que cette armée peut, en quelques heures, être au contact de l'envahisseur. Ensuite parce qu'il est difficile d'imaginer, à échéance de dix ou vingt ans, que les meilleurs éléments de l'armée française en soient réduits à un rôle de piquet d'honneur — c'est-à-dire ne soient pas dotés d'artillerie atomique, le jour où celle-ci sera suffisamment miniaturisée.

Incidemment, voilà un deuxième débat escamoté par les gaullistes. Dans la logique de la stratégie de dissuasion — tout ou rien, — l'armée de terre ne devrait pas être dotée d'artillerie atomique.

Mais n'est-ce pas rendre impossible le développement de la vocation mondiale de la France ?

Peut-on imaginer la France jouant en Afrique avec la bombe H sous prétexte que quelques tribus noires utiliseraient des mitrailleuses « atomiques » ? Le problème de la « réponse graduée » ou du « niveau d'intervention dissuasive » existe.

2) Il n'y a guère moins d'irréalité chez les partisans d'une « collaboration nucléaire franco-allemande ».

Ils s'obstinent à ignorer que la nucléarisation de l'armée allemande serait probablement un casus belli avec les pays de l'Est et constituerait le cas type où l'opinion française pousserait massivement à adopter une position de neutralité. C'est dire que l'on se situe au départ dans une situation qui justifie la *doctrine gaulliste de 1960.*

Certes, on peut concevoir — et j'avoue que le scénario me séduit — une négociation d'ensemble avec les Allemands dont les bases seraient : nous faisons ensemble l'Europe, vous abandonnez l'OTAN, et nous vous accordons — pour certains cas — notre protection nucléaire. Ainsi, il y aurait accord international entre la France et l'Allemagne et donc nul abandon de notre souveraineté au profit d'un appareil supra-national imprévisible. Mais ce serait oublier que les Allemands, tous partis confondus, ne considèrent pas que notre force nucléaire est « crédible ». Et qu'ils préfèrent, vu les dangers réels ou supposés qui les menacent, l'OTAN et les Etats-Unis.

L'impasse

Bref, la polémique sur la défense nationale oppose des gaullistes qui veulent ignorer — ce que selon toute probabilité le général de Gaulle aurait admis — que l'évolution technique (je veux dire la miniaturisation des projectiles atomiques) modifiera bien un jour prochain la stratégie, et des atlantiques qui prennent leurs désirs pour des réalités (et si depuis la CED leurs désirs n'ont pas changé, les réalités, elles, ne sont plus les mêmes).

Alors, c'est l'impasse ? Oui. Provisoirement du moins. Et c'est l'impasse pour l'Europe.

Il est évident que l'absence d'une défense européenne est un obstacle à la construction européenne.

Qu'est-ce qu'une confédération qui n'a pas une ébauche de politique extérieure commune ? Comment concevoir une politique extérieure commune sans stratégie militaire commune ? Comment avoir des politiques économiques communes sans une conception globale commune de la défense nationale ? Et comment — même sur un plan économique élémentaire — faire confiance à des partenaires qui peuvent à tout instant être l'objet d'un chantage de la part d'un pays tiers (allons jusqu'à l'absurde. Les Américains pourraient dire aux Allemands : nous vous retirons nos troupes et notre protection si vous n'achetez pas nos céréales) ?

Dieu merci, les politiques se débattent au milieu de situations beaucoup moins nettes que celles imaginées par les conceptuels. Et l'Europe se fait chaque jour parce que les Américains n'ont pas intérêt à faire des problèmes militaires et économiques un « package deal ».

Concluons sur l'essentiel... et sur le souhaitable. L'existence d'une force française de dissuasion, dont l'emploi soit à la seule discrétion du président de la République française, ne saurait être remise en cause. Ce qui exclut totalement sa délitescence dans une force européenne ou franco-allemande de dissuasion (1).

A partir de là, il est souhaitable que se dégagent, au fil des années, et à toutes fins utiles, une conscience, une doctrine, une volonté européennes en matière de défense. Elles pourraient être recherchées dans trois directions. Un comité des ministres européens de la défense et un bureau commun d'études stratégiques. Un développement en commun des fabrications européennes d'armements. Une collaboration étroite dans les deux domaines situés immédiatement en amont de la défense, et qui, demain, seront essentiels : l'espace et le cycle du combustible nucléaire.

Et n'oublions pas que, si la stratégie militaire va évoluer d'ici à l'an 2000 par la généralisation des armes nucléaires tactiques, elle va être bouleversée ensuite par la banalisation, au profit d'une bonne cinquantaine d'Etats, et notamment de tous les Etats européens, de la « bombe » atomique et de sa descendance...

(*) Député (apparenté à l'U.D.F.), ancien ministre, ancien secrétaire général adjoint de la défense nationale.

(1) *« Ce que je tiens à dire de la façon la plus nette, c'est que la dissuasion française est une dissuasion française... La France est opposée à toute hypothèse directe ou indirecte d'armement nucléaire de l'Allemagne. »* Valéry Giscard d'Estaing. 9 février 1978.

La France doit participer à SALT 3

par JEAN-PIERRE COT (*)

L'EUROPE est la région du monde où se trouvent accumulés, sur un espace géographique très restreint, le plus grand volume de forces destructrices de toute sorte. L'Europe est considérée comme la région par excellence où pourrait se dérouler entre les super-puissances un conflit nucléaire limité pour elles, mais désastreux pour nous.

Dans ces conditions, refuser d'envisager, même un instant, que la France puisse participer aux négociations SALT 3 qui, pour la première fois, aborderont le problème des armes de théâtre tirées d'Europe sur l'Europe — et telle est aujourd'hui la position du pouvoir — est une absurdité. Il est à la fois illogique et dangereux que soit traité en l'absence des Européens le problème de la sécurité de l'Europe. Il faut que les socialistes se battent pour que la France participe à SALT 3.

La tradition socialiste préfère toujours le règlement des litiges internationaux par le débat plutôt que par la force. Nous sommes heureux aujourd'hui de constater que la France occupe enfin sa place au comité du désarmement de l'ONU.

Nous déplorons que les propositions de M. Giscard d'Estaing en faveur d'une nouvelle conférence sur le désarmement en Europe prétendent limiter celle-ci à la discussion des seules armes conventionnelles, comme si les forces nucléaires ne constituaient pas l'essentiel de la menace qui pèse sur tous. Le P.S. avait écrit dans ses propositions d'actualisation du programme commun : *« Le gouvernement prendra toutes initiatives en vue de l'élargissement à toute autre puissance nucléaire, notamment la France, des négociations sur les SALT au moment requis par l'état de la négociation. »*

Une telle attitude fera peut-être sourire les sceptiques. La France peut-elle vraiment prétendre être associée à de tels accords entre deux Etats dont la puissance dépasse si considérablement la sienne ? Cette réaction néglige à nos yeux la donnée fondamentale et relativement récente que l'on reconnaît maintenant à la force de dissuasion nucléaire française une certaine crédibilité. Les socialistes doivent proposer de faire de cette arme de guerre une arme de paix, c'est-à-dire d'utiliser justement, au contraire de ce que font nos gouvernants actuels, notre appartenance au « club nucléaire » pour participer à part entière aux discussions sur le contrôle et la limitation de ces armes !

A part entière, voilà la *seule condition* que nous entendons mettre à la participation de notre pays à SALT 3. Il n'est bien évidemment pas question que cette participation puisse se faire de façon directe ou déguisée, à travers un élargissement de la représentation américaine à une quelconque représentation « occidentale » : cela ne ferait que renforcer ce que nous entendons avec persévérance remettre en cause, à savoir la politique des blocs et sa conséquence, la division de l'Europe. *A part entière*, cela signifie donc pour nous que la France ne peut participer aux négociations SALT 3 qu'avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Etats-Unis et l'Union soviétique. Pour les spécialistes de ces négociations, cela signifie que la dissuasion nucléaire française doit être reconnue comme un *« système central »*, c'est-à-dire un système de dissuasion capable en toute hypothèse d'atteindre le territoire de l'ennemi potentiel, et non comme un simple élément d'appoint de la capacité militaire de l'OTAN. Est-il vraisemblable que les Etats-Unis et l'Union soviétique se prêtent à une telle reconnaissance ? Les pays de l'OTAN ont reconnu que la force de frappe française est en mesure de *« jouer un rôle propre contribuant au renforcement global de la capacité de dissuasion de l'alliance »*. Cela revient à accepter implicitement le caractère de « système central » de la force nucléaire française.

Quant à l'U.R.S.S., son désir bien connu de voir cette force incluse dans les futures discussions devrait la conduire à reconnaître également cette réalité : il serait paradoxal pour les Soviétiques d'insister pour que la France soit considérée dans SALT 3 comme intégrée dans l'OTAN, alors qu'ils se sont si souvent félicités de la sortie de la France de l'organisation militaire intégrée en 1967.

Indépendamment de la logique très forte qui pousse à prôner la participation de notre pays à SALT 3 — encore une fois, comment imaginer une discussion sur la sécurité en Europe qui se déroule par-dessus notre tête et de laquelle nous ne saurions que ce que les Américains ou les Soviétiques voudraient bien nous dire ? — il reste, pour conforter l'attitude que nous préconisons, à procéder à une évaluation des dangers et des opportunités liés à cette orientation.

La crédibilité...

Les dangers sont essentiellement au nombre de deux : celui de ramener la France, sans contrepartie, en dessous du seuil de crédibilité nucléaire aujourd'hui atteint ; et celui que notre pays se révèle incapable de tenir effectivement la place à laquelle il aura prétendu. Examinons de près ces dangers.

Le premier peut être présenté *grosso modo* à travers le type suivant d'argumentation : les Etats-Unis et l'Union soviétique peuvent renoncer, sans que leur capacité de défense soit entamée, à un pourcentage ou à un nombre donné de missiles ou de têtes nucléaires, tant leur capacité d'« overkill » (de « surtuer ») est aujourd'hui considérable. La même exigence appliquée à notre pays nous laisserait pratiquement désarmés. L'argument paraît fort mais se révèle infondé. Tout d'abord, parce que SALT 3, comme ses devanciers SALT 1 et 2, a toutes chances de conduire à des négociations en termes de « plafond » d'armements (tant de missiles de telle catégorie, tant de têtes nucléaires de telle puissance). Et il est tout à fait évident que la France aurait pu, par exemple, souscrire sans difficulté à la partie de l'accord SALT 2 limitant à 2 250 le nombre de vecteurs stratégiques autorisés. Par ailleurs, il paraît dès aujourd'hui évident que les accords SALT 3 porteront autant, sinon davantage, sur la limitation d'armements qui n'existent pas encore, au moins sous forme opérationnelle. La négociation ne pourra nous contraindre au-delà de ce que nous estimerons acceptable.

...et la vérification

Le second danger tient au problème de la vérification, qui est au cœur de toutes les discussions des SALT. C'est sur cette question : *« Pouvons-nous être sûrs à 100 % que l'U.R.S.S. remplira ses engagements ? »*, que les faucons américains mèneront l'essentiel de leur bataille contre la ratification de SALT 2. Or, qui dit vérification dit aujourd'hui, puisque l'U.R.S.S. se refuse obstinément à toute forme de contrôle *in situ*, satellites d'observation, systèmes que la France ne possède pas à ce jour. Outre cependant que la construction et le lancement de tels satellites sont envisagés pour une date antérieure à l'expiration de SALT 2, il y a là un créneau où les pays associés au sein de l'Agence spatiale européenne pourraient avantageusement regrouper leurs capacités technologiques : les satellites d'observation peuvent comporter des usages aussi bien civils que militaires (météorologie, téléphone, détection minérale...).

Les opportunités nouvelles et favorables que pourrait susciter la participation de la France à SALT 3 apparaissent par contraste considérables.

La première est que la voix de la France à ces discussions, voix d'une puissance nucléaire certes, mais aussi d'une puissance non suspecte de nourrir pour elle-même une quelconque ambition hégémonique, cette voix pourra infléchir les futures négociations dans le sens d'un véritable désarmement. Certes, ceux qui diraient, par exemple, que le poids des budgets militaires doit être ramené à un certain pourcentage du P.N.B. de chaque pays, les excédents existants étant affectés au développement du tiers-monde, ceux-là pourraient être taxés de naïveté politique. Mais notre fierté, à nous socialistes, est aussi de savoir refuser ces attitudes qui ne se parent du froid réalisme que pour dissimuler, mal, la résignation ou la satisfaction par rapport à l'état de choses existant.

Cela dit, l'opportunité qui nous paraît la plus importante consiste dans l'effet de dégel des blocages européens actuels que notre participation entraînerait. Pour n'évoquer que la situation de la plupart des Etats de l'Europe occidentale, il est clair que leur caractéristique essentielle consiste dans leur dépendance militaire à envers les Etats-Unis. Le cas de la R.F.A. est à cet égard presque caricatural : dotée d'une puissance économique reconstituée, ayant retrouvé une réelle audience internationale, la R.F.A. continue aujourd'hui de trembler à la moindre menace de retrait des troupes américaines qui peut être agitée à Washington. Comment peut-on se déclarer partisan de la construction d'une Europe politique indépendante des blocs, sans vouloir changer d'abord cette donnée-là ? Certes, les Allemands ont aujourd'hui, du fait de la crise, des conflits d'intérêts de plus en plus aigus avec les Etats-Unis ; certes, leur « foi » dans la volonté de défense éventuelle de l'Europe par les Etats-Unis est plus ébranlée qu'ils ne veulent bien le reconnaître publiquement : le risque du « découplage » entre la défense par les Américains de la zone d'influence qu'ils se sont vu attribuer à Yalta et celle de leur propre territoire apparaît de plus en plus comme une réalité imaginable. Mais, dans cette situation, tant que la France, tout en refusant la conception atlantiste du renforcement du pilier européen de l'OTAN, se bornera à se replier sur une ligne Maginot, même nucléarisée, l'alternative n'existera pas.

Une participation à part entière de la France à SALT 3, cela peut être aussi le commencement de la fin de la sujétion militaire de l'Europe occidentale aux Etats-Unis, ce peut être la possibilité, pour nos partenaires de la C.E.E. par exemple d'être informés sur les données de la géostratégie mondiale par une source purement européenne ; ce peut être la possibilité que devrait alors offrir la France à ses partenaires, notamment à cette autre puissance nucléaire qu'est la Grande-Bretagne, d'établir une véritable concertation européenne sur ces problèmes cruciaux ; ce peut être même, progressivement et sur certains thèmes limités pour commencer, la possibilité que s'exprime à SALT 3 une position qui ne serait pas uniquement française mais véritablement européenne.

Les chances d'aboutissement d'un tel processus, comme plus encore les conséquences politiques et militaires auxquelles il pourrait conduire, sont aujourd'hui pratiquement impossibles à évaluer avec quelque certitude. Cependant, ceux qui aspirent à la réalisation en Europe d'un autre modèle de société, libéré de toute sujétion extérieure et mariant enfin la démocratie politique et la démocratie économique, sentiront les possibilités et les virtualités d'une telle attitude pour notre pays.

(*) Député socialiste de Savoie.

Beaucoup de hauts cris pour rien

par le général RENÉ LAURE (C.R.)

ON reste confondu devant les procès d'intention faits au général Buis, à Alexandre Sanguinetti et à M. Bourges — tous d'appartenance gaulliste — pour avoir énoncé cette *vérité d'évidence* que la défense de la France ne pouvait ignorer celle de l'Allemagne.

Il est clair pourtant que, dans l'éventualité d'une agression par moyens conventionnels en provenance de l'U.R.S.S., les forces soviétiques, *considérablement plus puissantes que celles de l'OTAN*, viendraient border le Rhin en quelques heures ou, au mieux, en quelques jours.

Cette éventualité d'une agression par moyens conventionnels est certainement la plus probable aujourd'hui. Voici quelques années, il n'en était sans doute pas ainsi. Nous nous reposions sur les Etats-Unis du soin de faire jouer ce qu'on appelait *l'ombrelle nucléaire* pour dissuader les Russes de s'élancer de la sorte à l'assaut de l'Europe. Aujourd'hui cette ombrelle est plus que mitée. Nul ne peut assurer que l'Amérique décidera, *en quelques minutes*, de venir au soutien de l'Europe en assumant pour elle-même d'énormes risques. Qui peut croire qu'un président Carter, qui ne parvient même pas à faire voter par le Congrès un programme minimum d'économies d'énergie, aurait assez d'indépendance et de goût du risque pour appuyer, de façon quasi automatique, sur le bouton nucléaire ? Dans ces conditions, l'Allemagne et la France ne peuvent moins faire que de compter sur elles-mêmes en conjuguant leurs défenses.

Dissuasion ? Que de sottises et de sophismes n'a-t-on pas énoncés depuis vingt ans à ce sujet ! On le mesure bien en constatant que les professeurs de l'Ecole de guerre et les stratèges en chambre ont bien rarement songé à éprouver leurs théories en imaginant des *cas concrets*. De tels *Kriegspiele* auraient montré qu'il est peu de personnages politiques — sauf peut-être de Gaulle — qui auraient eu assez d'indépendance, d'esprit d'entreprise et de cynisme pour prendre, eux-mêmes, le risque de déclencher sur le monde l'*Apocalypse*... mais que, en revanche, il en existe beaucoup pour faire accroire à leurs peuples — ce qui les satisfait grandement — qu'on peut empêcher la guerre en ne la faisant point.

Et puis, tout n'est-il pas en évolution ? La *dissuasion* était plausible, au niveau des deux très grandes puissances, lorsque existait un certain *équilibre de la terreur*. Elle l'est déjà beaucoup moins aujourd'hui pour ces mêmes superpuissances. J'ai été le témoin à Washington, aux côtés du colonel Mitterrand, de cette lente évolution qui remonte à 1964. Nous participions de près à l'élaboration de la doctrine de l'alliance atlantique sur l'emploi de l'arme nucléaire. C'était au temps où McNamara régnait sur le Pentagone. Il avait pris conscience du fait que la doctrine des *représailles massives* (« massive retaliation ») était de moins en moins crédible, et, de là, on est passé, presque sans transition, à la doctrine de la *riposte graduée* (« flexible response »), qui n'impliquait plus, de façon systématique, l'attaque nucléaire des grandes cités. On en est venu maintenant — grâce à l'extrême précision des fusées nucléaires — à l'idée de la *neutralisation des fusées adverses dans leurs silos*. En quelque sorte, le rappel de la contrebatterie de 1918 ! Nul doute que l'essence générale de cette évolution réside dans l'impossibilité d'accepter l'idée des hécatombes humaines par centaines de millions : en d'autres terme, la *peur de l'emploi de l'arme absolue*. Dans le même temps, on a réalisé des *armes nucléaires tactiques du champ de bataille* et on imagine maintenant — toujours pour les utiliser sur le champ de bataille — des *bombes à neutrons*. On est loin, comme on le voit, des théories du départ. Seule reste l'exigence, entre les Super-Grands, de l'équilibre approximatif des grands moyens nucléaires. D'où les accords SALT.

Mais qu'en est-il lorsque cet équilibre n'existe pas — c'est le cas de la France et de l'U.R.S.S. — et qu'il faut, tout à la fois, imaginer une double riposte : face à la menace conventionnelle et face à la menace nucléaire ?

Dans cette dernière éventualité et au cas où l'Amérique retomberait dans sa politique d'isolement, peut-on croire vraiment que la France userait de son arme nucléaire en prenant pour objectif quelques *cités* soviétiques (seule chose qu'elle puisse faire avec son armement stratégique actuel) en étant assurée, à cent pour cent, de recevoir, dans les minutes qui suivraient, une riposte qui anéantirait *toutes* ses cités. Même Michel Debré ne le ferait point...

Alors que reste-t-il comme solution ? D'abord de mettre au point dans le cadre européen — et, bien sûr, en premier lieu avec l'Allemagne — une politique de défense commune fondée, selon la forme de l'agression, sur les deux hypothèses de la défense par moyens nucléaires et de la défense par moyens conventionnels. Dans le premier cas l'effort financier et l'effort technologique à faire exigent impérativement le soutien des industries de pointe allemandes. Dans le second cas nous devons faire l'effort nécessaire pour que notre dispositif de défense ne soit pas ce qu'il est : le tiers, à peine, du potentiel germanique.

Ce retour à une idée proche de celle de la C.E.D. fait hurler d'horreur tous les protagonistes de *l'indépendance nationale* et, d'abord, celui que j'ai déjà nommé et pour qui j'ai de l'amitié. D'abord chacun sait que l'indépendance, même sur le plan militaire, n'existe pas vraiment. Ensuite la conjugaison des forces est une nécessité *absolue*. Enfin ont-ils le droit de parler si haut de *l'indépendance nationale à tout prix* ceux-là même qui, après avoir tellement prôné l'idée de l'Algérie française (et la conservation de son indépendance énergétique), ont accepté l'abandon d'une parcelle si importante de notre patrimoine national ?

Le premier devoir de la France est d'être lucide et réaliste sans vouloir surestimer sa force parce qu'elle est la France. Le premier devoir des Français est de ne pas se défier par principe de leurs dirigeants et de ne pas mettre à profit toute occasion pour les décrier à la face du monde.

Le Monde

étranger

NICARAGUA

Des étrangers aux côtés des guérilleros

De notre envoyé spécial

Managua. — *« Vous n'auriez pas une gauloise ? »* Le jeune milicien — *« battle dress »*, mitraillette à la hanche et pistolet au côté — a lu par-dessus notre épaule le formulaire que nous remplissions pour obtenir la carte d'identité professionnelle désormais obligatoire au Nicaragua pour tous les journalistes étrangers. L'accent ne saurait tromper : Marc est français...

Il est plutôt petit, trapu, ses cheveux, longs, sont aussi noirs que ceux de ses *« companeros »* (camarades) nicaraguayens qui l'entourent. Le visage est ouvert avec un sourire un peu carnassier. Signe particulier : Marc porte un anneau d'or passé à l'oreille gauche. Voici son histoire:

Arrivé il y a huit mois en Amérique latine de son Bordeaux natal, il avait, avec la fougue de ses vingt-cinq ans, envie d'en découdre *« quelque part »*. Après quelques pérégrinations au Pérou *(« Je ne voulais pas mourir sans avoir vu Machu-Pichu »)* puis en Colombie, il débarque au Costa-Rica. Là, à l'en croire, tout fut simple. *« Un Nicaraguayen m'a dit : « On y va ? » Et on y est allé. Nous avons rejoint un camp d'entraînement sandiniste. — Au Nicaragua ? — A la frontière. »*

Quelques rudiments militaires acquis à Djibouti (Marc demeure vague sur ce point) et éprouvés au Kurdistan turc, où il aurait fait le coup de feu au côté des peshmergas, furent ses lettres de créance auprès des sandinistes.

Entré le 29 mai au Nicaragua avec la première colonne, qui tenta de s'emparer du poste frontière de Peñas Blancas, Marc s'est replié avec ses camarades sur la Loma-Cien, la Colline-Cent, où, pendant un mois et demi, enterrés dans des tranchées, ils firent face à une garde nationale plus nombreuse et bien équipée, *« mais qui n'avait pas notre moral »*. Ce furent des combats terriblement meurtriers, beaucoup plus proches de la guerre classique que de la guérilla. *« Dans mon escouade, nous étions neuf. Il n'y a eu que deux survivants. Le pire, c'étaient les obus de 125 et les fûts d'essence mélangés d'huile que l'aviation larguait sur nous. »*

« Es muy valioso » (« Il est très courageux »), dit de lui un Mexicain qui était avec lui à la colline 100. Marc n'a pas connaissance d'autres Français qui se seraient battus dans les rangs des Sandinistes. Cependant, M. Jaime Weelock, un des dirigeants les plus populaires de l'armée sandiniste (il est, à trente-trois ans, l'un des neuf membres de la direction nationale du front et ministre de la réforme agraire) nous assure que d'autres Français ont participé aux combats contre les somozistes.

Surtout des Latino-Américains

Le Nicaragua fut, ce printemps et cet été, le lieu de rencontre de jeunes gens venus des quatre horizons. Les uns étaient attirés par l'aventure, le baroud. Marc le Bordelais était-il de ceux-là ? Il avoue de vagues sympathies anarchistes, mais assure n'avoir aucune formation politique. Simplement, il a ressenti que *« le Nicaragua était une cause pour laquelle il valait de perdre sa vie »*.

Un Mexicain nous raconte l'histoire d'un jeune anarchiste suisse fauché sur le front sud alors qu'il chargeait en criant : *« Vive Bakounine ! »*. Il y a aussi cet Allemand, arrivé simple soldat, et qui est aujourd'hui à l'état-major de l'armée sandiniste.

Mais ce sont surtout les latino-américains qui ont combattu en nombre aux côtés des muchachos contre les troupes somozistes. Pour eux, l'enjeu était plus grave : cette révolution, c'était une répétition générale de celle qu'ils espèrent, avec une confiance désormais renouvelée, mener un jour dans leur pays. Colombiens, Salvadoriens, Boliviens, Vénézuéliens, Brésiliens, Panaméens, Costaricains, Péruviens, Argentins, Guatémaltèques se sont retrouvés par centaines sur l'un ou l'autre front. Cet internationalisme latino-américain n'est certes pas une nouveauté : bien avant « Che » Guevara, cet Argentin devenu un héros de la révolution cubaine avant d'aller mourir dans les maquis boliviens, César Sandino lui-même avait, vers 1930, vu affluer auprès de lui, dans les montagnes du nord du Nicaragua, des volontaires de plusieurs pays du sous-continent.

Mais cette fois, c'est la quasi-totalité de l'élite révolutionnaire d'Amérique latine qui s'est retrouvée dans ce mouchoir de poche, entre le Pacifique et l'Atlantique : quatre membres sur cinq de la direction nationale du parti socialiste révolutionnaire du Pérou, la quasi-totalité des survivants de l'armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) d'Argentine, plus de cent trotskistes colombiens (à qui leur activisme après la victoire a d'ailleurs valu d'être expulsés), une brigade de Panaméens dirigée par un ancien ministre, M. Spadafora, etc.

« Cette révolution est pour nous comme un livre ouvert », nous dit un guérillero guatémaltèque. *« Elle nous rappelle ce que nos défaites auraient pu nous faire oublier*, ajoute un Bolivien, *que, comme le disait « Che » Guevara, une révolution ne veut se faire que les armes à la main. »*

Aucun de ces guérilleros ne doute de la prochaine étape : le Salvador. *« Dans quelques semaines »*, prophétise le compagnon mexicain de Marc le Bordelais.

JEAN-PIERRE CLERC.

ÉTATS-UNIS

LES NOUVEAUX MISSILES

(Suite de la première page.)

Chaque missile, dont le poids est de 87 tonnes, sera régulièrement déplacé sur son circuit, d'un abri à un autre, sur un camion-remorque soigneusement bâché. Il sera ainsi impossible, pour les satellites-espions, de déterminer quand le véhicule transporte ou non un missile. Même si les Soviétiques localisaient avec assurance chacun de ces missiles, ils n'auraient que peu de chances de les détruire puisque le temps sera suffisant pour les changer d'abris entre le lancement et l'arrivée des fusées adverses.

Ce sont près de 15 000 kilomètres de routes qui vont ainsi être construites pour permettre l'évolution de ces gigantesques engins.

M. Carter a souligné que le système choisi répond aux cinq critères qu'il avait impérativement fixés au préalable :

— Il garantit la « survie » de missiles en cas d'attaque nucléaire même massive ;

— Il est vérifiable selon les critères acceptés lors des négociations sur la limitation des armements stratégiques, puisque le toit de chaque abri sera conçu pour s'ouvrir, laissant les satellites de reconnaissance faire un inventaire global, avant que les missiles ne soient à nouveau déplacés ;

— Il a un effet minimal sur l'environnement ;

— Son coût est jugé raisonnable et son entretien ultérieur (400 millions de dollars par an) négligeable (M. Brown, le secrétaire à la défense, a rappelé que le coût d'opération des bombardiers B-52 s'élève à 1,5 milliard de dollars annuellement) ;

— Enfin, il est conforme aux dispositions contenues dans les accords SALT 2.

Plusieurs sénateurs, peu enclins à avaliser ce traité, ont déjà fait savoir que le déploiement de ce nouveau système affaiblit leur opposition aux accords signés en juin à Vienne par MM. Carter et Brejnev. Les Etats-Unis devront cependant démanteler plusieurs de leurs missiles Minuteman lors du déploiement du MX, pour se conformer au plafond fixé par le traité SALT 2, si celui-ci entre en vigueur.

(Intérim.)

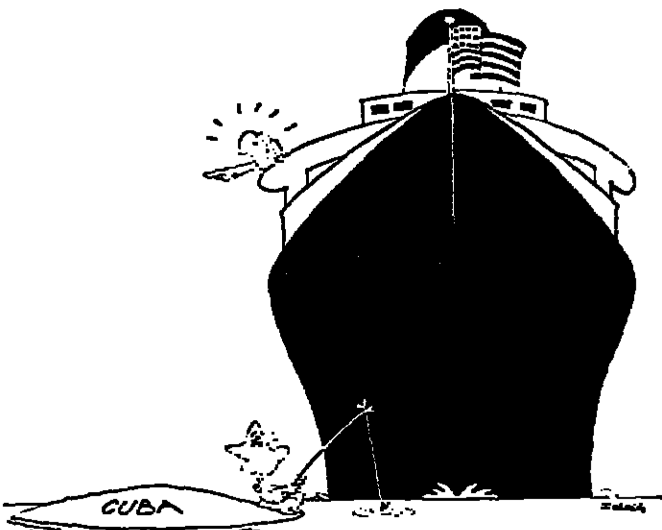
LA BRIGADE SOVIÉTIQUE A CUBA

M. Carter affirme que l'affaire doit être traitée avec « fermeté » mais sans « exagération »

Washington *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*. — Le président Carter a déclaré, vendredi 7 septembre, à Washington, au cours d'un discours radiotélévisé, que la présence d'une brigade de combat soviétique à Cuba était *« une affaire très sérieuse »* et que *« le temps était à une diplomatie ferme »*, mais qu'il ne fallait pas céder *« à la panique et à l'exagération »*. *« Nous sommes parvenus à la conclusion, à la suite d'efforts intensifiés de renseignement, qu'une unité de combat soviétique est actuellement stationnée à Cuba. Nous avons des preuves qu'une telle unité se trouve à Cuba depuis quelque temps, peut-être depuis un bon nombre d'années »*, a dit M. Carter.

« La brigade est composée de deux mille à trois mille hommes. Elle est équipée d'armes classiques comme une quarantaine de chars et quelques pièces d'artillerie de campagne, et a effectué un entraînement en tant qu'unité organisée. Ce n'est pas une unité d'attaque. Elle ne possède pas de capacités aéroportées ou maritimes et n'a pas d'armes permettant d'attaquer les Etats-Unis. L'objectif de cet unité de combat n'est pas encore clair », a ajouté le président.

» Nous avons le droit d'insister pour que l'Union soviétique respecte nos intérêts et nos préoccupations, si l'Union soviétique attend de nous de respecter sa sensibilité et ses préoccupations », a poursuivi le chef de l'exécutif américain. M. Carter a indiqué que, face à ce problème *« délicat »*, *« notre pays tout entier doit réagir non seulement avec force et fermeté, mais aussi avec calme et sens des proportions »*.



(Dessin de CHENEZ.)

Peu auparavant, M. Brzezinski, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, en s'adressant à des directeurs de journaux, s'en était vivement pris à Cuba, qualifié de *« fantoche de l'Union soviétique »*. Il a estimé qu'il était *« fondamentalement ridicule »* de la part de Cuba de se prétendre non aligné sur Moscou. *« Militairement, Cuba dépend entièrement de l'U.R.S.S., et l'aide militaire soviétique dépasse de loin les besoins défensifs cubains »* et est utilisée *« pour combattre à l'étranger »*, a ajouté le conseiller du président.

BRÉSIL

Le retour d'exil de M. Brizola bouleverse le panorama politique

Après quinze années d'exil, l'ancien gouverneur du Rio-Grande-do-Sul, M. Leonel Brizola, est rentré au Brésil, jeudi 6 septembre. M. Brizola entame une tournée de meetings dans l'Etat du Rio-Grande-do-Sul, fief de l'ancien P.T.B. (parti travailliste brésilien), qu'il entend reconstruire. Il devrait ensuite s'installer à Rio-de-Janeiro. Son retour a été rendu possible par l'adoption, il y a une dizaine de jours, de la loi d'amnistie politique, qui a déjà permis le retour de dizaines d'exilés.

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Etrange destin que celui de M. Brizola. Si le régime militaire uruguayen n'avait pas décidé, en septembre 1977, d'expulser sans explications le réfugié qu'il avait accueilli treize ans plus tôt, le retour au Brésil de l'ancien gouverneur ne soulèverait vraisemblablement pas un tel intérêt aujourd'hui. Il n'était plus, en effet, au fond de l'Uruguay, qu'un cossu propriétaire foncier qui avait apparemment renoncé à la politique.

Arrivant à New-York en provenance de Montevideo, M. Brizola affirmait, en 1977, qu'il était *« social-démocrate »*. Une déclaration judicieuse dans la conjoncture du moment : les Etats-Unis et la social-démocratie européenne redécouvraient le problème des droits de l'homme en Amérique latine, et étaient prêts à appuyer les opposants modérés aux régimes militaires. A moitié oublié au Brésil, M. Brizola se vit brusquement propulsé sur la scène internationale, invité aux réunions de l'Internationale socialiste et aux dîners du département d'Etat.

Ce prestige à l'étranger lui a rapidement permis de regagner le terrain perdu au Brésil même, et son retour modifie totalement le panorama politique. M. Brizola ne fait pas mystère de ses intentions de reconstituer le parti travailliste brésilien, créé en 1946 par le président Vargas, et qui était en passe, au moment du coup d'Etat militaire de 1964, de devenir la principale force parlementaire du pays. Mais comment se présente ce nouveau P.T.B. et quelle est au juste aujourd'hui la ligne de M. Brizola lui-même ?

Apparemment, l'homme politique pondéré qui rentre au Brésil en parlant de *« socialisme démocratique »* et d'un parti ouvert aux classes moyennes n'a plus grand-chose à voir avec le tribun populiste dont les prises de position incendiaires ont contribué, avant 1964, à accélérer la crise du gouvernement de son beau-frère, le président Goulart. M. Brizola songe à une formation de centre gauche au socialisme modéré, dont les caractéristiques paraissent d'ailleurs correspondre davantage aux modèles d'Europe occidentale, dont il s'inspire, qu'aux réalités économiques d'un Brésil marqué par de violents contrastes sociaux.

M. Brizola compte sur l'acquis du mouvement travailliste brésilien, cependant érodé après quinze ans de dictature militaire. Passé l'euphorie du retour, il lui faudra commencer à évaluer la force réelle dont dispose encore le P.T.B., et en dénouer les contradictions : comme tout populisme latino-américain, le travaillisme brésilien est composé de courants hétérogènes. Pour certains milieux centristes, l'ancien gouverneur apparaît surtout comme l'homme susceptible de servir de garde-fou face à la montée des courants d'extrême gauche en cette période de libéralisation.

Certains membres de la gauche voient au contraire dans le P.T.B. l'outil permettant de forger la base électorale qui leur fait défaut, et croient que l'ancien gouverneur s'oriente sur la voie du socialisme. *« D'autant*, affirme l'un d'eux, *que, contrairement à Peron, Brizola rentre au pays pour y diriger l'opposition et non le gouvernement. Il devra donc maintenir une position ferme. »* L'absence de doctrine fixe de l'ancien P.T.B. facilite d'ailleurs les tentatives d'« entrisme », tant de droite que de gauche, au sein du parti.

M. Brizola devra affronter de nombreux adversaires. La droite voit toujours en lui l'homme politique « incendiaire » et « subversif » qui lui avait causé tant de craintes avant 1964, et la presse conservatrice ne lui épargne pas ses critiques. Il reste la « bête noire des forces armées », plus que n'importe quel autre proche de l'ex-président Goulart.

M. Brizola ne bénéficie pas non plus de la sympathie de l'actuelle direction du parti d'opposition toléré M.D.B., qui a conscience que son retour achèvera d'exacerber les contradictions déjà grandes au sein de ce mouvement. A gauche, l'ancien gouverneur doit faire face à l'opposition de secteurs proches du parti communiste — qui ne sera pas légalisé. Ceux-ci critiquent les liens entre M. Brizola et la social-démocratie, allemande surtout. Aujourd'hui premier investisseur étranger (avant même les Etats-Unis) au Brésil, la République fédérale verrait en M. Brizola une solution de rechange idéale en cette période de démocratisation.

Mais l'opposition la plus sérieuse au P.T.B. viendra sans doute de ceux qui auraient dû constituer son principal appui : les milieux syndicaux.

Malgré ces difficultés, l'ancien gouverneur a déjà réussi à occuper le devant de la scène politique. Sa rentrée en fanfare préoccuperait certains secteurs des forces armées, que le président Figueredo a cru bon de rassurer en critiquant, le 5 septembre, *« ceux qui veulent tourner en sens inverse les pages de l'histoire »*. Mais le régime militaire est mal venu de s'étonner : quinze ans de dictature n'ont-ils pas empêché l'apparition de nouvelles figures politiques susceptibles de se substituer à celles d'hier ?

THIERRY MALINIAK.

CHILI

Du 9 au 16 septembre

LA C.I.S.L. ORGANISE UNE « SEMAINE DE BOYCOTTAGE » CONTRE LA JUNTE

La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) a annoncé à Bruxelles qu'une « Semaine de boycottage » serait organisée, du 9 au 16 septembre, contre les navires chiliens à l'occasion de l'anniversaire de la prise du pouvoir par les militaires le 11 septembre 1973. La Confédération a aussi invité au boycottage des communications téléphoniques avec le Chili. La Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) et diverses organisations syndicales régionales latino-américaines se sont jointes à ce mouvement.

A Paris, au cours d'une conférence de presse, la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la FEN ont affirmé, vendredi 7 septembre, leur solidarité avec la Centrale unie des travailleurs (CUT) chilienne. M. Mario Navarro, un des dirigeants de la CUT, a indiqué, au cours de la même réunion, qu'une manifestation de masse avait eu lieu le 4 septembre à Santiago pour réclamer le retour à la démocratie et que des grèves de la faim de parents de disparus se poursuivaient depuis le 3 septembre dans la capitale chilienne au siège de l'UNICEF, dans six églises et à l'ambassade du Danemark. En France, deux grèves de la faim ont lieu à l'église Saint-Merri, (Paris), et à La Rochelle.

M. Navarro a dénoncé la venue du ministre des affaires étrangères de la junte chilienne, M. Cubillos, qui doit être reçu le 12 septembre à Paris par M. François-Poncet.

CANADA

Au Québec

M. LÉVESQUE S'EFFORCE DE RASSURER LE SECTEUR PRIVÉ

Québec *(A.F.P.)*. — Le gouvernement québécois ne procédera pas à d'autres nationalisations après celle, en cours, de l'industrie de l'amiante, a déclaré le premier ministre M. Lévesque, jeudi 6 septembre, en présentant un *« énoncé de politique économique »* intitulé *« bâtir le Québec »*. En compagnie de M. Bernard Landry, ministre d'Etat au développement économique, le premier ministre s'est attaché à corriger l'image « dirigiste » de son gouvernement. Ce document, fruit de trois ans de concertation interministérielle, constitue un *« plan d'action »* du Québec, dans le cadre actuel du fédéralisme canadien. Il n'est pas chiffré, mais indique les principes de l'action économique du gouvernement : confiance à l'industrie privée, et, d'autre part, gestion la plus efficace et la plus « québécoise » possible des ressources naturelles de la province.

[Peu après son arrivée au pouvoir, M. Lévesque déclarait à New-York, le 25 janvier 1977, devant l'Economic Club, qu'il « n'était pas question de nationalisations dans le fer, le cuivre ou le secteur de l'aluminium, pas plus que dans celui de la transformation du bois ». Seul l'amiante allait être nationalisé.

La réaffirmation de cette politique non dirigiste est manifestement destinée, à l'approche du référendum sur la souveraineté-association, prévu pour le printemps prochain, à rassurer le secteur privé.]

AFRIQUE

LE BURUNDI ENTRE LES GÉANTS

II. — Les périls de l'enclavement

De notre envoyé spécial JEAN PLANCHAIS

Le Burundi a fêté cette année le dix-septième anniversaire de son indépendance. Dans un premier article, nous avons présenté un régime en place depuis trois ans (« le Monde » du 8 septembre).

Dans ce second article, nous analysons les efforts du Burundi — cette Suisse africaine — pour diversifier ses activités et ainsi « se désenclaver ».

Bujumbura. — L'agriculture est la priorité des priorités, a proclamé après sa prise de pouvoir en 1976 le Conseil suprême révolutionnaire. Évidence dans un pays qui compte 90 % de paysans ? Voire. Le Burundi n'est pas dépourvu de ressources minières que lorgnent certains, à l'Est ou à l'Ouest. Encore que la principale, le nickel — un des plus grands gisements du monde, qui affleure la surface — ne soit guère cotée pour le moment.

Mais les nouveaux dirigeants, pour la plupart issus de familles d'agriculteurs, voulaient amener à eux la masse paysanne. Frais émoulus il y a trois ans des universités et des écoles, ils étaient soucieux d'écologie. Un développement industriel hâtif eût créé d'autre part, un déséquilibre intérieur dangereux. Enfin, sortis de la tutelle belge, ils n'entendaient pas retomber, par ce biais, dans d'autres dépendances.

Trois récoltes par an. Mais deux millions d'hectares cultivables pour 4 millions d'habitants. Une croissance démographique de 2,5 % par an, selon les estimations officielles que certains jugent optimistes. Une production traditionnelle : le café, qui représente 90 % des exportations. Lorsque les prix du café ont flambé en 1976 et 1977, les ressources du Burundi ont été suffisamment florissantes pour améliorer l'approvisionnement en produits de première nécessité et de favoriser la création d'entreprises de petites dimensions. Depuis lors, la chute des cours du café a marqué le début d'une période de « vaches maigres ».

Un gros effort de diversification et d'amélioration n'en a pas moins été engagé. La culture du thé, déjà commencée sur une large échelle, est progressivement étendue aux petites exploitations familiales. Le premier objectif reste d'assurer les besoins d'une population qui ne peut compter sur le traditionnel bananier (900 000 tonnes de production annuelle). Les rizières s'étendent, la culture des légumes d'origine européenne s'accroît. En même temps, le gouvernement cherche à développer les transports intérieurs.

Surtout, il s'efforce de mettre sur pied une industrie du conditionnement, pour ajouter une valeur suffisante à un café et à un thé transportés pour l'instant en vrac par le lac Tanganyika, puis acheminés par camions ou voie ferrée, gagnent, Dar Es-Salaam, en Tanzanie, le port le plus encombré du monde : des navires y attendent parfois un an d'être déchargés... Le conditionnement permettrait peut-être un transport par avion, comme c'est le cas pour le thé du Kiwu voisin.

Le ciment, denrée rare

Maintenir à cet effet le pont aérien vers Mombasa et Dar Es-Salaam subventionné au départ par la C.E.E. ? « *Il faut l'arrêter*, répond le colonel Bagaza. *Il nous coûterait trop cher une fois normalisée la situation créée par la guerre entre la Tanzanie et l'Ouganda. Pour le moment, nous ne transporterons par avion que des pièces de rechange et des produits finis.* » Le désenclavement aérien du Burundi est en effet en préparation, par des méthodes plus classiques. La coopération française a donné son accord et prévu le financement d'une ligne aérienne exploitée par Air France avec des Boeing 747 Jumbo Jet qui transporteront à la fois des touristes et des marchandises. L'allongement et le renforcement de la piste de l'aérodrome de Bujumbura ont commencé.

Il y faudra du ciment. Le ciment est aujourd'hui la grande hantise du Burundi. Sa pénurie bloque en partie le développement du pays. Non seulement les constructions de logements sont en panne, mais aussi celles d'équipements indispensables. Un hôpital modèle construit pour les femmes dans les collines reste inachevé, menacé par la végétation. Partout les chantiers sont au point mort. Jusqu'en 1977, le ciment venait en grande partie... de Corée du Nord. Puis les prix ont monté en flèche et Dar Es-Salaam s'est engorgé. En même temps, la ligne de chemin de fer et son matériel se sont dégradés : le ciment, on l'ignore parfois, est une denrée périssable. On est monté à près de 100 dollars la tonne *free out* Dar Es-Salaam. Les pays voisins ont fait des promesses — onéreuses — qu'ils n'ont pas tenues.

Comment, dans les conditions actuelles, pourrait-on entrevoir l'exploitation de ressources minières ? Les représentants de la Banque mondiale rêvent toujours de nickel. Mais pour l'instant seuls quelques métaux rares, comme la bastanelzite, utilisée dans la fabrication des écrans de télévision en couleurs, méritent qu'on s'y atache. Le Bureau français de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) termine un inventaire qui n'avait été fait jusqu'à présent que superficiellement.

Le Burundi se compare volontiers, avec ses montagnes, ses lacs et son climat, à une Suisse africaine. Mais c'est une Suisse à 1 200 kilomètres de la mer à vol d'oiseau et qui n'a, on l'a vu, pour y parvenir que le ciel ou des artères sans cesse menacées d'occlusion.

Cet enclavement géographique commande une politique extérieure prudente et nuancée : le « non-alignement positif ».

« *Nous sommes neutres à l'égard des grandes puissances. Neutres en Afrique aussi*, dit le colonel Bagaza. *Mais ce n'est pas une neutralité dans tous les domaines. Nous soutenons certaines actions pour le développement du tiers-monde, pour le désarmement... Nous soutenons par exemple l'U.R.S.S. lorsqu'elle agit en faveur de la décolonisation. Lorsqu'elle arme les mouvements de libération comme en Angola par exemple. Mais non lorsqu'elle intervient dans des pays déjà indépendants, comme l'Éthiopie. Nous acceptons des accords économiques, mais pas de pactes militaires. Avec le Zaïre nous entretenons, après les anciennes querelles de dirigeants, de bonnes relations* (1). *Avec la Tanzanie, les choses, après les difficultés causées par la guerre, se normalisent progressivement. Enfin avec le Rwanda, si les rapports sont parfois assombris, ce n'est pas du fait des dirigeants. Nous avons l'un et l'autre nos réfugiés...* »

Le président Bagaza a participé, à Kigali, à la conférence franco-africaine à laquelle assistait M. Giscard d'Estaing.

« *Une conférence pas comme les autres. Nous en retirons ce que nous avons apporté. Plus que les grandes déclarations, les conversations entre ministres des affaires étrangères et entre hauts-fonctionnaires ont permis de débloquer certaines situations. Attendons pour mesurer les résultats de ces méthodes de travail inusitées...* »

La coopération française, cependant, apporte au Burundi une aide non négligeable. Une mission militaire de douze membres participe à l'organisation et à l'entraînement de l'armée et de la gendarmerie. Quatre-vingt-cinq coopérants, enseignants, juristes, économistes, techniciens, sont en poste.

« *La France*, affirme pourtant le chef de l'État, *pourrait faire plus. Elle en a les moyens. Nous restons en queue du peloton. Nous appartenons pourtant à la mouvance française. Nous avons l'impression d'être en droit d'attendre un effort de coopération accru dans tous les domaines : infrastructure, transports, agriculture. Surtout, nous avons choisi le français comme langue de culture et pour accéder au monde extérieur. Nous voudrions être mieux aidés en matière d'enseignement. Même si la France a pris en charge nos facultés de médecine et de lettres.* »

Le Burundi se déclare avec fierté « *le cœur de l'Afrique* ». Les institutions provisoires issues du coup d'État de 1976 ont fonctionné dans une période agitée sans devenir durement oppressives. Et la gestion économique, soumise à des à-coups sévères, conserve non sans peine une cohérence rare dans le tiers-monde. L'équipe dirigeante a jusqu'à présent résisté assez bien à l'usure et aux tentations du pouvoir. Il lui reste à prévoir les moyens de se renouveler sans ruptures violentes et à réaliser cette unité nationale par-delà les ethnies qu'elle a mis en tête de son programme.

La « voie dure » du colonel Bagaza est une longue route.

FIN

(1) Le Zaïre a tout lieu d'être satisfait : sur sa demande le Burundi lui a réexpédié sans ménagements les petites colonies zaïroises qui pratiquaient depuis longtemps la pêche sur la rive orientale du Tanganyika. Le colonel Mobutu a accueilli comme un succès personnel le retour « volontaire » des enfants prodigues, devenus des réfugiés dans leur pays d'origine.

Gouverner en Afrique

Le colonel Bagaza au cours d'un entretien a, en réponse à des questions, tracé le portrait du chef d'État africain.

Le culte de la personnalité ? « *Il n'y en a pas ici. Il n'y en a pas besoin. Mais s'il le fallait, comme dans les pays voisins, nous y viendrions. La personnalisation du pouvoir est un moyen d'action. Il y a des pays qu'il faut unifier autour d'un homme, où il faut créer une histoire nouvelle...*

» *Les chefs d'État européens sont prévisibles, par leur formation, leur carrière, le processus de leur accession au sommet dans un cadre défini. Les chefs d'État africains sont souvent propulsés au pouvoir par des circonstances qu'ils n'ont pas prévues et sans y avoir été préparés. Ils s'efforcent de gouverner avec très peu de forces politiques qui s'expriment au grand jour. Je ne parle pas des forces occultes...*

» *Et les structures sont faibles et fragiles. Ils ont très peu d'action sur les « leviers du pouvoir » : il n'y a pratiquement pas de « leviers ».*

» *Ils ont à peine le temps de se faire une idée des choses, de se bâtir un nom qu'arrive une autre vague. Les changements de mentalité dans l'Afrique d'aujourd'hui sont d'une rapidité effrayante.*

» *L'armée ? En Afrique, elle n'a pas de traditions. Or l'armée, c'est un état d'esprit, avec des tabous, des filières qui n'existent pas chez nous. Quand on dit que « l'armée prend le pouvoir », on se trompe. Les armées africaines ne sont pas homogènes : ce sont des gens qu'on a mis ensemble et qui ne s'acceptent pas. Est-ce que l'« armée zaïroise » est au pouvoir ?*

» *Nous sommes un monde nouveau. Il nous manque la continuité dans le changement.* »

Algérie

Opposant et ancien ministre de M. Ben Bella

M. Boumaza estime que sa visite a contribué au « dégel qui semble se dessiner »

De notre correspondant

Alger. — M. Bachir Boumaza devait regagner ce samedi 8 septembre Genève, où il vit en exil depuis treize ans, après un séjour de quinze jours en Algérie, au cours duquel il a rendu visite à sa famille et a pris de nombreux contacts. Ministre de l'économie de M. Ben Bella, M. Boumaza avait accepté le portefeuille de l'information dans le gouvernement formé après le « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965. Il n'avait pas tardé à rompre avec le régime et avait quitté l'Algérie.

« *En dépit des divergences qui demeurent*, nous a déclaré l'ancien ministre avant son départ, *l'avènement du président Chadli et sa façon d'aborder les problèmes me semblent inaugurer, au moins sur le plan psychologique, une situation nouvelle. J'ai voulu, par mon retour, encourager ces efforts. Je ne regrette pas de l'avoir fait. Tout d'abord, ma présence, les nombreux entretiens que j'ai eus à tous les échelons, ont contribué, j'en suis persuadé, au dégel qui semble se dessiner. J'ai pu, d'autre part, appréhender directement la réalité du pays, mesurer les évolutions qui se sont produites. Les gens m'ont exposé leurs problèmes, à Alger comme à Kherrata, mon village natal. J'avais certes suivi de près, en Suisse, les mutations intervenues, je me tenais étroitement informé. Mais rien ne remplace la présence. Mon voyage constitue un élément très important pour mes analyses futures.*

— Quelles conclusions tirez-vous de ce séjour ?

— *Tout cela est encore trop neuf et, ne voulant pas tomber dans une facile démagogie, j'estime qu'il est encore trop tôt pour formuler des conclusions. Les gens que j'ai vus, et c'est normal, m'ont exprimé leurs préoccupations quotidiennes, mais ils oublient d'exposer ce qui a été fait et qui paraît aller de soi. Ce pays a été transformé, peut-être même bouleversé. Un certain nombre d'insuffisances sont aisément visibles. Toutes les doléances que j'ai entendues peuvent être ramenées à une cause fondamentale : l'absence de démocratie, l'insuffisance de la participation réelle des citoyens aux décisions, une façon de gouverner en vase clos. J'ai pu constater que, confusément, les mesures prises par le président Chadli et la personne même du chef de l'État ont éveillé un certain espoir de voir se démocratiser la vie politique.*

— Les institutions permettent-elles une évolution de ce type ?

— *Rien actuellement dans la Charte nationale ou la Constitution n'empêche la démocratie. Mais il faut que toutes les clauses de ce texte soient vraiment appliquées. Il faut être réaliste et partir de ce qui existe pour mettre en route une évolution. Ceux qui détiennent le pouvoir doivent accepter les critiques. Un exemple : au moment où l'Algérie milite pour un nouvel ordre international de l'information, il faut qu'elle-même donne l'exemple et fournisse, ainsi que le veut la Charte nationale, une information pleine et entière aux citoyens. Ce n'est pas le cas actuellement dans certains domaines. On parle ainsi des grèves dans les pays voisins, mais on garde un total silence sur les mouvements sociaux chez nous, alors que les revendications des ouvriers sont fondées car ils ne reçoivent pas leur juste part du revenu national. Je pense profondément que l'équilibre de ce pays se trouve dans un consensus national où chacun doit pouvoir s'exprimer.*

— Votre vœu le plus pressant ?

— *Je souhaite que l'équipe au pouvoir facilite le retour de tous les patriotes et j'espère que ces derniers viendront eux aussi prochainement se retremper dans les réalités algériennes.*

— Avez-vous rendu visite à M. Ben Bella ?

— *Toutes les conditions étaient apparemment réunies pour que j'effectue une telle visite. Aucune restriction n'a été posée à ma liberté de circuler non plus qu'à ma faculté de recevoir. De son côté, le président Ben Bella est en principe autorisé à recevoir tout Algérien désireux de le visiter. Et ses visiteurs sont nombreux. Il se trouve que par la force des choses je ne suis pas un visiteur comme les autres. C'est après mûre réflexion, et pour ne pas apporter de l'eau au moulin des éventuels adversaires de la détente et de la réconciliation, que j'ai décidé, et vous le comprendrez, avec infiniment de tristesse, de remettre cette visite à une autre occasion.* »

Propos recueillis par
DANIEL JUNQUA.

Tunisie

LE CONGRÈS DU PARTI UNIQUE

De nombreux délégués ont implicitement mis en cause la libéralisation

De notre correspondant

Tunis. — Au terme de quatre jours de débats plutôt mornes, le dixième congrès du parti socialiste destourien prend fin ce samedi 8 septembre par l'élection du comité central. C'est parmi les quatre-vingts membres de cette instance que le président Bourguiba choisira dans les jours qui viennent ses vingt collaborateurs directs qui siégeront au bureau politique.

Pendant les dernières quarante-huit heures, quelque cent cinquante congressistes sur les huit cent cinquante-huit qui participent aux assises sont intervenus pour présenter leurs remarques sur le rapport du secrétaire général, M. Hedi Nouira. Ce fut une longue sucession d'approbations sur le modèle de société proposé, sur le programme de développement économique et social tracé, sur la condamnation de l'opposition et les mérites de l'unipartisme, et sur la politique d'ouverture que doit désormais appliquer le parti.

Toutefois, en ce qui concerne ce dernier point, de nombreux délégués ont manifesté implicitement des réserves. Sans se déclarer opposés à cette libéralisation, mais partant des dramatiques événements du 26 janvier 1978, ils ont prêché la « *prudence et la vigilance* » afin de barrer la route aux « *brebis galeuses* » qui ne chercheraient à s'infiltrer dans le parti que pour mieux le trahir.

Plusieurs orateurs ont pris l'exemple des anciens ministres relevés de leurs fonctions ou démissionnaires avant le « *jeudi noir* », en décembre 1977, à la suite de leurs désaccords avec la politique adoptée par le gouvernement lors de la crise syndicale, et dont la plupart ont continué de siéger au comité central et sont mandatés par leurs cellules pour participer au congrès. Certains orateurs les ont qualifiés de « *traîtres* » et de « *complices des ennemis du pays* », et ont mis en cause leur intégrité et ont demandé leur exclusion du parti.

Les anciens ministres concernés n'ont pas répliqué à ces accusations qui ont été souvent très applaudies par une partie des congressistes mais surtout par des « *observateurs* » qui avaient pris place au fond de la salle.

M. D.

● *M. Mehdi Alaoui, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires du Maroc* (U.S.F.P.M.) a proposé, le vendredi 7 septembre, au F.L.N. algérien, une rencontre afin de discuter du problème du Sahara occidental.

C'est de la tribune du congrès du parti socialiste destourien auquel il était venu apporter le salut de son parti, que M. Alaoui a lancé cet appel. — *(Corresp.)*

Comores

LA CONTESTATION ÉTUDIANTE SE DÉVELOPPE

Selon des rapports convergents, plus d'une centaine d'écoliers et d'étudiants comoriens auraient été arrêtés entre le 18 août et le 2 septembre en Grande-Comore. La majorité d'entre eux auraient été relâchés depuis. Ces détentions ont fait suite à une campagne — notamment par voie de tracts — en faveur du rétablissement des bourses d'études en France (supprimées voilà quatre ans par l'ancien régime de M. Ali Soilih), du droit aux études pour les bacheliers contraints de faire un service national et de la garantie de l'emploi pour les enseignants.

A partir du 18 août, pour enrayer une contestation croissante, la police locale aurait procédé à des arrestations à domicile. Le 2 septembre, elle aurait dispersé une réunion à laquelle participaient des représentants de l'A.S.E.C. (Association des stagiaires et étudiants comoriens en France) ainsi que des lycéens et des enseignants du lycée de Moroni. La plupart des arrestations auraient eu lieu à cette occasion.

Les lieux de détention seraient le camp militaire de Voidjou, les locaux de l'ancien haut commissariat français, la prison dite « Citerne » et la prison centrale de Moroni. Des Comoriens résidant en France ont entrepris une campagne d'information. Contacté par un avocat parisien, le procureur de la République de Moroni aurait fait savoir que la justice « *n'ignorait pas cette affaire mais n'en avait pas encore été saisie par la police* ».

AFRIQUE

LE CONFLIT RHODÉSIEN

(Suite de la première page.)

A Mabelane, les Mozambicains auraient subi de lourdes pertes, et la quasi-totalité de la base aurait été brûlée.

Le commandement de l'aviation dit avoir bombardé la ville de Malvernio et détruit un centre de communications dans le voisinage, ainsi qu'un train transportant des marchandises et bloqué entre deux des cinq ponts attaqués quelque temps auparavant.

Tout en évaluant à trois cents le nombre de morts dans le camp adverse *(nos dernières éditions du 8 septembre)*, Salisbury dit avoir eu treize soldats tués quand leur hélicoptère Bell-205 a été abattu.

Jamais une opération d'une telle envergure n'avait été lancée auparavant par Salisbury contre le Mozambique ou la Zambie. Pour justifier cette escalade, les attaquants assurent avoir réuni les preuves d'une « *coalition* » entre le Mozambique et la Zanla pour mener des attaques contre le Zimbabwe-Rhodésie. *Un « soldat mozambicain »*, qui aurait été capturé alors qu'il combattait aux côtés guérilleros, « *a dévoilé que cent hommes des forces populaires de libération du Mozambique* (F.P.L.M., armée régulière mozambicaine) *ont été envoyés au cours des dernières semaines à la rescousse de la Zanla* », indique un communiqué rhodésien.

Que ces attaques interviennent à la veille de la conférence de Londres ne peut être simple coïncidence. Deux thèses, pas forcément incompatibles, circulent parmi les *observateurs* à Salisbury : la première assure qu'on s'est proposé de forcer le Front patriotique à ne pas venir ou à compromettre les discussions de Londres (l'évêque Muzorewa espérant alors parvenir à un accord avec les Britanniques sur quelques amendements constitutionnels) ; la seconde invoque le *seul souci : arriver à Londres en* situation de force sur le terrain.

Bien que ce raid ne puisse que peser lourdement sur les prochaines discussions. Le premier ministre de Salisbury a déclaré vendredi, avant de s'envoler pour Londres : « *Il ne faut voir dans cette opération aucun prétexte ou intention autre que l'autodéfense* ». A propos de la conférence elle-même, il a ajouté : « *Je crois que nous allons réussir à résoudre le problème de ce pays une fois pour toutes... Si une partie quitte la conférence mais si le gouvernement britannique y reste, nous arriverons à un accord.* »

La veille, l'évêque Muzorewa avait dit au Parlement que le raid au Mozambique était « *une des opérations les plus réussies que nous ayons jamais menées* ». Il s'est déclaré « *inondé de joie* ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. François-Poncet s'entretient avec son collègue sud-africain de l'affaire des Springboks et de la Namibie

L'entretien de M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, ce samedi 8 septembre, avec son collègue français, *M. François-Poncet, ne passera* pas inaperçu, bien qu'il ne soit pas le premier du genre. Le refus d'un visa aux Springboks a attiré l'attention sur les relations franco-sud-africaines.

Cette affaire n'occupera pourtant dans la conversation qu'une place restreinte. M. Pik Botha a précisé qu'il ne demanderait pas à la France de revenir sur sa décision. C'est bien plus la situation en Afrique australe qui sera évoquée, notamment en Namibie où le processus d'émancipation — *dans lequel la France joue un rôle* en tant que membre du Conseil de sécurité et du « groupe de contact » occidental — est dans une impasse.

L'affaire des Springboks a cependant mis en évidence l'évolu*tion de la politique de la France* qui, il y a quelques années encore, armait l'Afrique du Sud. Amorcée lors de l'arrivée à l'Elysée de M. Giscard d'Estaing, elle a été accentuée pendant le séjour au Quai d'Orsay de M. de Guiringaud. Entre la domination des minorités blanches et l'ensemble de l'Afrique noire, le gouvernement *français a choisi*. Le refus du visa à la célèbre équipe de rugby n'est que la conséquence de ce choix ; un choix dont *M. François-Poncet, qui a son* « fief » politique dans le Lot-et-Garonne, est le premier embarrassé...

Aux reproches faits aux autorités françaises de mélanger le sport et la politique, on répond, dans les milieux gouvernementaux, que cette confusion est le fait du gouvernement de Pretoria lui-même. La discrimination raciale en Afrique du Sud ne fait pas l'objet de dispositions particulières dans le domaine sportif. Mais dans le sport comme ailleurs elle est constante. Selon la documentation dont dispose le gouvernement français, une réglementation discriminatoire s'applique aux associations sportives comme aux autres : la législation sur l'habitat interdit à un Blanc d'assister sans autorisation à un match dans une zone non blanche et vice versa ; les subventions aux activités sportives ont été, en 1978, presque trois fois moindres pour les non-Blancs (pourtant cinq fois plus nombreux) que pour les Blancs, et les clubs sportifs peuvent, en principe, s'ouvrir à toutes les races, mais moins de 10 % le font. Le dernier vainqueur noir du « Marathon des deux océans », n'a pu bénéficier de son prix : un séjour dans un hôtel *qui n'accepte pas les Noirs*. La plupart des équipes sont racialement homogènes. Des matches interraciaux existent mais sont soumis à autorisation. Dans le public des stades, la ségrégation est de règle, notamment dans l'Etat libre d'Orange et au Transvaal.

« Un artifice publicitaire »

Devant cette situation, l'adjonction dans l'équipe sud-africaine qui devait venir en France de quelques joueurs de couleur (probablement deux), pour la première fois dans une compétition internationale, est apparue au gouvernement français comme « *un artifice publicitaire à usage externe* ».

Le second reproche avancé contre le refus du visa aux Springboks est que le gouvernement français fait deux poids deux mesures. Que ne manifeste-t-il la même rigueur en suspendant les relations sportives avec *tous les pays qui violent les* droits de l'homme, à commencer par ceux de l'Est ? Comme ils sont légion, toute relation sportive internationale deviendrait rapidement impossible. Il y a cependant une différence, souligne-t-on dans les milieux gouvernementaux, entre les régimes oppresseurs, mais honteux de l'être, et u nrégime qui érige la ségrégation en doctrine fondamentale et qui se propose en exemple. Une telle attitude, dit-on, « *offense profondément* » le monde noir dont *la France* ne veut pas se désolidariser.

Bien entendu, on se défend à Paris de céder à des injonctions soviétiques, en faisant remarquer que l'U.R.S.S. ne peut décider de la participation de quiconque aux Jeux olympiques de Moscou et en soulignant que la politique française en Afrique s'est souvent et vivement, à KolWezi et autres lieux, heurtée à celle du Kremlin.

La logique voudrait cependant que cette attitude de principe fût poussée jusqu'au bout. Pourquoi suspendre les relations sportives avec Pretoria et non les relations commerciales ? Evidemment, parce que les relations commerciales d'ailleurs limitées, sont profitables à l'économie française. Le commerce *franco*-sud-africain connaîtrait cependant des difficultés si un puissant mouvement de boycottage se dessinait. L'Europe des Neuf, pour sa part, a adopté, dès octobre 1977, un code de conduite « anti-apartheid » (1), dans ses relations économiques avec l'Afrique du Sud, dont les dispositions, estime-t-on à Paris, sont correctement observées.

Un tel code est-il imaginable dans le domaine sportif ? L'affaire des Springboks *établit* un précédent pour les sports d'équipe dans les relations bilatérales mais elle ne règle pas le problème des sportifs individuels ni celui des compétitions internationales.

Lors de leur réunion d'Athènes en mars dernier, les ministres des sports des pays du Conseil de l'Europe ont exprimé « *leur opposition à toute discrimination en matière de sport* » et ont estimé que « *les contacts sportifs avec les* pays pratiquant l'apartheid, pour *autant que ces contacts reflètent dans la composition des équipes et des délégations sportives cette politique raciale, devront être découragés* ». Une telle prise de position reste vague.

Que va faire la Grande-Bretagne où doit se produire prochainement une autre équipe sud-africaine ? Placée devant le même dilemme que la France, elle se trouve dans une situation administrative différente. L'absence de visa entre la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud (ancien membre du Commonwealth) résulte d'un accord réciproque, alors que la France, qui avait aboli unilatéralement et sans réciprocité le visa au profit des Sud-Africains, pouvait le rétablir et, par conséquent, le refuser de son propre chef.

Une chose est sûre : en sport comme dans d'autres domaines, l'isolement de l'Afrique du Sud s'accentue. De quarante et un en 1977, les pays qui entretiennent des relations sportives plus ou moins épisodiques avec elle sont tombés à trente-quatre en 1978. En 1979, les seuls déplacements à l'étranger des équipes de rugby sud-africaines ont eu lieu, jusqu'ici, en Rhodésie.

Reste à savoir si ce genre de pression fait ou non progresser la déségrégation ? Celle-ci a fait des progrès dans certains sports (matches de football interraciaux, mais entre équipes homogènes, boxe professionnelle, athlétisme), mais ils ne sont nullement décisifs et, de 1977 à 1979, le nombre des manifestations sportives interraciales a diminué. Pour les partisans de l'octroi de visas aux Springboks, l'isolement risque, en fin de compte, de « durcir » l'apartheid ; pour ses adversaires, au contraire, seule la pression internationale a incité les autorités sud-africaines à *prendre quelques* mesures de désagrégation, encore trop timides. Il convient donc de la maintenir. Tel est l'avis du gouvernement français, ainsi d'ailleurs que des organisations sportives non blanches d'Afrique du Sud.

MAURICE DELARUE.

(1) *Le Monde* du 21 septembre 1977.

DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET DE LA HAVANE

M. Castro traite les pays modérés de « saboteurs » et de « pantins de l'impérialisme »

La conférence des pays non alignés devait se terminer dans la journée de samedi 8 septembre, un jour plus tard que prévu. Vendredi matin, la commission de ministres des affaires étrangères chargée d'étudier la question cambodgienne avait été le théâtre d'un violent incident. M. Castro était venu défendre lui-même la position du « siège vide », alors que le maréchal Tito avait *déjà quitté* la salle de réunion. M. Castro a pris à partie les pays « modérés », qu'il a qualifiés de « saboteurs », de « naufrageurs » et de « pantins de l'impérialisme ».

L'absence de *toute* représentation cambodgienne constitue un succès pour Hanoï comme pour La Havane. Elle a été dénoncée par le ministre singapourien des affaires étrangères, M. Rajaratnam. Il a affirmé que cette mesure revenait en fait à expulser du mouvement le régime Pol Pot « parce qu'une intervention *militaire étrangère a été couronnée de succès* ». *Cela* aboutit, selon lui, « à lancer les uns contre les autres les mouvements de libération » dans une « guerre par personne interposée entre deux puissances (...). Il ne s'agit pas vraiment de la nature du régime de Pol Pot ou de Heng Samrin (...). On peut considérer cette situation comme une première tentative pour aligner les non-alignés ».

Le premier ministre vietnamien, en revanche, a dénoncé vendredi, dans une conférence de presse, les « manœuvres abominables » de la Yougoslavie pour remettre au pouvoir les Khmers rouges. L'attitude du maréchal Tito, a ajouté M. Pham Van Dong, est « injustifiée et injustifiable » lorsqu'il condamne la présence de troupes « étrangères » au Cambodge. — (A.F.P., Reuter.)

De notre envoyé spécial

La Havane. — La représentation du Cambodge et la condamnation de l'Egypte auront dominé le sommet de La Havane jusqu'à entraîner sa prolongation, reléguant à l'arrière-plan les progrès faits dans d'autres domaines, notamment économiques. Le caractère répétitif des chapitres sur lesquels les non-alignés adoptent des positions communes, qu'ils s'efforcent ensuite de conserver dans *d'autres enceintes internationales et* notamment aux Nations unies n'empêche, de sommet en sommet, une évolution des prises de position allant souvent parfois dans le sens d'un durcissement.

Le *fait que* cette année la rencontre avait lieu à La Havane, et la cristallisation de deux grands courants du mouvement autour de Cuba d'une part et de la Yougoslavie d'autre part, donnait un plus grand *relief* à des divergences pourtant anciennes puisqu'elles s'étaient exprimées au sommet d'Alger en 1973.

Les Yougoslaves ont fait, depuis 1961, du non-alignement la pièce maîtresse de leur politique étrangère, car ils ont pour principale préoccupation de *défendre leur* indépendance à l'égard du bloc soviétique. En revanche, M. Fidel Castro considère les pays socialistes comme les « *alliés naturels* » des non-alignés et ceux-ci comme devant être à l'avant-garde d'un combat contre l'impérialisme, principalement américain. Les conceptions opposées du non-alignement qu'ont la Yougoslavie et Cuba s'expliquent à la fois par leur situation géographique et leur histoire. *C'est* l'arbitrage de *deux Etats — l'Inde et l'Algérie*, dont l'attitude au sein du mouvement est assez voisine, — qui a permis de rapprocher les positions yougoslaves et cubaines et d'adopter dans le préambule de la déclaration politique une définition du non-alignement masquant les divergences. Si d'autre part ce texte évoque la collaboration des non-alignés avec les « *forces progressistes* » il ne fait pas référence aux « *pays socialistes* ».

L'antagonisme cubano-yougoslave s'est manifesté avec éclat à propos de la représentation du Cambodge. Il a été fait appel aux chefs d'Etat pour sortir de l'impasse, vendredi 7 septembre, et finalement décidé de renvoyer la décision à la conférence ministérielle *devant se tenir dans* deux ans. D'ici là, la situation au Cambodge permettra peut-être aux non-alignés de se prononcer plus clairement. Cette affaire a permis aux deux tendances de se compter. Le gouvernement de *Phnom-Penh* a bénéficié non seulement de l'appui du bloc socialiste (Vietnam, Cuba, Afghanistan, Laos), mais aussi de pays (notamment Angola, Mozambique, Bénin, Madagascar, Congo, Nicaragua, Grenade) exprimant, certes avec des nuances, des vues assez proches de celles de Cuba. En revanche, la représentativité du régime déchu de M. Khieu Samphan a été défendue avec beaucoup d'insistance par la Yougoslavie, la majorité des Etats asiatiques non communistes — l'Inde pour sa part penchant pour la chaise vide — et divers pays modérés (Argentine, Egypte, Zaïre, Pakistan, Malaisie, Somalie, Pérou...)

L'autre affrontement a eu lieu au sein du groupe arabe à propos du Proche-Orient. Certains Etats arabes demandaient que l'Egypte soit condamnée à La Havane comme elle l'a été à Bagdad. Mais une telle condamnation ne pouvait être prononcée aussi nettement par un groupe hétérogène comme celui des non-alignés, qui comprend des pays qui entretiennent des relations avec Israël, sans parler de l' « *impérialisme* ». S'il ne s'est trouvé aucun pays pour prendre la défense des accords passés par l'Egypte, celle-ci a pu se prévaloir d'appuis suffisants pour échapper à une condamnation exprimée en termes trop humiliants pour elle et pour ne pas être « suspendue » du mouvement.

Cette question a elle aussi dû *être soumise à l'arbitrage des chefs* d'Etat et de gouvernement puisqu'aucun consensus clair ne s'était dégagé en commission. La conférence a, d'autre part, fait sienne la résolution demandant la convocation des Nations unies en assemblée extraordinaire au cas où un débat sur les droits des Palestiniens ne pourrait avoir lieu au Conseil de sécurité en raison du veto américain.

Les non-alignés ont, d'autre part, renouvelé leur soutien à la République de Chypre, aux peuples zimbabwéen, namibien et sud-africain. Ils étaient appelés par ailleurs, dans la nuit de vendredi à samedi, à exprimer *leur* préoccupation devant la situation au Sahara Occidental et à rappeler les décisions prises au cours de la seizième session de l'O.U.A. en juillet à Monrovia, demandant que soit hâté le processus d'autodétermination des populations sahraouies. Le Maroc a répliqué que ce problème relevait de sa souveraineté territoriale.

Les mêmes Etats ont été *parmi* ceux qui ont tenté d'éviter que le document final, comme le projet de déclaration finale rédigé par Cuba, n'exprime l'appui des non-alignés à la « *lutte anticoloniale des peuples des Caraïbes, notamment Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane française* » et que la politique d' « *occupation illégale* » de l'île de Mayotte, aux Comores, par la France, soit également dénoncée. Les *efforts* de la diplomatie française jusque dans les couloirs de la conférence de peuvent empêcher la région de porter intérêt à *la situation dans les Antilles* françaises. « *Lorsqu'il y a des îles proches qui sont encore des colonies, il y a sans doute quelque chose à faire* », a déclaré à La Havane le nouveau premier ministre de Granade, M. Maurice Bishop, socialiste.

Un recul de l'influence yougoslave

Aujourd'hui, la majorité des pays latino-américains à l'exception, en particulier, du Guatemala, du Honduras, de Haïti, de Saint-Domingué et du Chili — *qui* en a été mis à l'écart après l'assassinat d'Allende sont membres de plein droit ou observateurs au sein du mouvement des non-alignés. Les derniers venus y ont accédé peu de temps après leur indépendance (Surinam, Grenade) ou la révolution (Nicaragua). C'est là, dans la sphère d'influence américaine, une évolution non négligeable et le représentant de Cuba *n'a pas été le seul latino-américain* à la conférence à critiquer Washington. M. Michael Manley, le premier ministre jamaïcain, a notamment invité les Etats-Unis à plus de clairvoyance.

Parmi les porte-parole de l'Afrique noire adoptant des positions maximalistes (Madagascar, Bénin, Congo et Ethiopie), le président malgache s'est distingué en présentant un véritable exposé politico-économique de la situation internationale. En revanche, les pays de la « première ligne », qui entourent le Zimbabwé-Rhodésie — le président angolais M. Neto, malade, n'était pas à La Havane — ont exprimé avec une certaine mesure leur solidarité avec les peuples combattants pour leur indépendance auxquels ils apportent leur aide. Mais deux pays seulement, le Gabon et le Zaïre — sans doute en reconnaissance de services rendus — ont pris son parti.

La vérité, les Etats africains modérés *participent pour la plupart sans* grande conviction au mouvement et c'est sans doute par pure courtoisie qu'ils n'ont pas dénoncé le rôle de Cuba en Afrique. On peut en dire autant de quelques pays asiatiques *qui, comme l'Indonésie et Singapour,* ménagent les Etats-Unis. Enfin le conflit du Proche-Orient semble encore empêcher les Etats arabes de la région de jouer un rôle plus grand dans le mouvement, ce qui ne sera sans doute plus le cas à partir du prochain sommet, qui se tiendra à Bagdad.

Celui de La Havane, auquel ont participé cinquante-deux chefs d'Etat, de gouvernement ou d'organisation de libération, traduit certes un sensible infléchissement du mouvement non-aligné ; mais il ne représente pas vraiment un tournant. Les pays progressistes, autour du noyau étroitement lié à l'Union soviétique, sont encore en minorité. Mais ils sont les plus actifs et les plus combatifs.

Aussi la condamnation des Etats-Unis est-elle cette année un peu plus sévère, alors que l'U.R.S.S. ne se trouve pas mise en cause dans le document final. Le fait que le sommet se soit tenu à La Havane a donné un relief tout particulier à la réunion, mais cela ne veut pas dire que Cuba va désormais y faire la *loi. S'ils ont parfois quelque peu* paru faire le *forcing*, les Cubains ont montré des capacités de compromis au cours des discussions. La déclaration finale ne sera pas aussi tranchée que le discours de M. Fidel Castro. Celui-ci va pourtant marquer de sa personnalité la présidence du mouvement pendant les trois prochaines années. Plusieurs pays, la Yougoslavie en tête, ont voulu introduire dans le fonctionnement du bureau de coordination des mécanismes — réunions plus *fréquentes* au niveau *ministériel*, élargissement de vingt-cinq à trente-cinq du nombre des membres de façon à tenir compte du pluralisme de la communauté des non-alignés et contrebalancer quelque peu l'influence *cubaine. La Yougoslavie souhaite* ainsi préserver l'influence qu'elle a exercé sur le mouvement pendant longtemps.

Plus qu'un club, le mouvement des non-alignés va-t-il devenir un instrument mondial de lutte pour servir les thèses cubaines ? « *Cuba*, nous déclarait un de ses hauts dirigeants, *ne va pas « cubaniser » le mouvement. Nous sommes conscients de son caractère hétérogène et devons en tenir compte. Mais nous voulons le maintenir dans sa ligne anti-impérialiste la plus radicale, sans aller jusqu'à la rupture. On ne peut penser de la même façon selon que l'on est Castro ou le roi de Jordanie, mais nous trouvons que celui-ci est plus proche de nous que Singapour. Nous n'avons pas demandé la permission à Moscou pour envoyer eds soldats en Afrique et les Soviétiques ne sont pas d'accord avec tout ce que nous faisons. Nos relations avec l'U.R.S.S. sont comme celle de la France et des Etats-Unis. Mettre le mouvement dans les mains de l'U.R.S.S. serait le détruire.* »

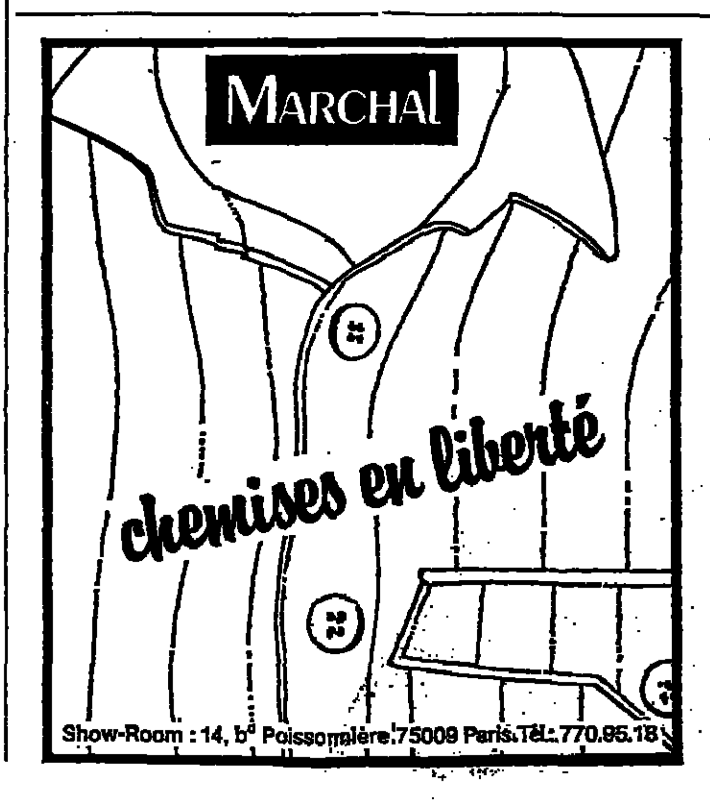
GÉRARD VIRATELLE.

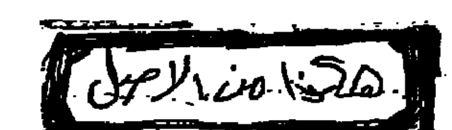
Ouganda

L'ONU SUSPEND SON AIDE ALIMENTAIRE

Un porte-parole des Nations unies à Kampala a annoncé, le vendredi 7 septembre, la suspension de l'aide alimentaire de l'Organisation internationale à l'Ouganda à la suite de la saisie, par des soldats tanzaniens, d'un convoi de seize camions à l'aéroport d'Entebbe en juillet. Ce *convoi* transportait des vivres destinés aux nombreux réfugiés ougandais du Sud soudanais. Le président ougandais doit, à ce sujet, rencontrer à New-York ce samedi M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

D'autre part, Radio-Ouganda a annoncé vendredi que le Conseil consultatif national, qui joue le rôle de Parlement dans l'attente d'élections prévues en 1981, verrait le nombre de ses membres passer de trente à quatre-vingt-onze avant le 3 octobre. — *(A.P., Reuter.)*





PROCHE-ORIENT

APRÈS LA RENCONTRE ENTRE MM. SADATE ET BEGIN

L'Égypte et Israël ne paraissent pas pressés d'aborder au fond le problème palestinien

De notre correspondant

Jérusalem. — L'envoyé spécial du président Carter au Proche-Orient, M. Strauss, se rend, dimanche *9 septembre*, au Caire, et il sera deux jours plus tard à Jérusalem. Officiellement, l'objet de son voyage est de prendre *connaissance des résultats du sommet* de Haïfa.

Lors de sa dernière visite à Jérusalem et au Caire, M. Strauss avait enregistré un *double refus*, des Israéliens et des Egyptiens, à propos du projet de résolution américain sur la question palestinienne. Cette fois encore, il risque de connaître des déconvenues; s'il a exprimé son intention d'activer les négociations, les dirigeants israéliens et égyptiens, de leur côté, viennent de laisser entendre à Haïfa qu'ils n'étaient guère pressés de faire avancer leurs discussions sur l'autonomie, ou plus exactement de faire apparaître leurs profondes divergences sur ce point. En Israël, la presse fait même état *d'une décision conjointe prise* par MM. Sadate et Begin de ralentir pendant quelque temps le rythme des pourparlers. Redoutant la *précipitation*, le gouvernement israélien pense éviter ou retarder d'éventuelles pressions américaines.

Pour sa part, M. Sadate semble adopter une attitude tactique qui rejoint celle de M. Begin. Il ne veut rien brusquer. A Haïfa, en insistant à *maintes reprises* sur la nécessité de rechercher une « *paix globale* » et de satisfaire les « *droits légitimes* » du peuple palestinien — *soulevant même* la question de Jérusalem, — le chef de l'État égyptien a paru avant tout se soucier de consolider les relations bilatérales entre Le Caire et Jérusalem.

M. Sadate a voulu créer une atmosphère de détente. Il a fait une concession pour permettre un accord de principe sur le délicat problème du pétrole du Sinaï, et n'a cessé de multiplier les marques d'amitié.

Selon des *sources* égyptiennes, M. Sadate avait fait préparer, avant de venir à Haïfa, un document qui, concernant l'autonomie et le statut de Jérusalem, aurait été considéré comme « *très dur pour Israël* », mais le président égyptien aurait finalement décidé, au dernier moment, de ne pas le présenter.

Certains témoignages ou commentaires israéliens confirment apparemment que la confrontation des grandes divergences entre Israël et l'Egypte a été renvoyée à plus tard et que les pourparlers sur l'autonomie vont continuer à marquer le pas, alors que le vif du sujet n'a même pas été encore abordé depuis quatre mois.

Le « gel » de fait des négociations sur l'autonomie éloigne davantage — s'il en était besoin — l'éventualité d'une participation jordanienne, alors que, la veille du sommet d'Haïfa, celle-ci était encore annoncée comme probable, et peut-être prochaine, par MM. Sadate et Yossef Burg, chef de la délégation israélienne aux négociations sur l'autonomie. A Jérusalem, des personnalités israéliennes ont soudainement lancé de vives attaques contre la politique du roi Hussein. M. Itzhak Modaï, ministre de l'énergie, a déclaré : « *Si le souverain hachémite se joint aux pourparlers, il faut s'attendre à ce qu'il réclame beaucoup plus que ce qui est prévu dans les accords de Camp David.* » Pour sa part, le président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, M. Ahrens, a assuré : « *Si le roi Hussein se joignait aux négociations, je ne vois pas dans les vingt ans à venir la possibilité de lui restituer la moindre parcelle de Judée ou de Samarie* (Cisjordanie). *Tout ce que nous pouvons lui donner, c'est la paix.* »

Arrestation à Gaza

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les forces de sécurité israéliennes ont lancé, dans la région de Gaza, un grand « coup de filet » dans les milieux palestiniens militants. Soixante-dix personnes ont *déjà* été appréhendées, selon le porte-parole de l'armée, et d'autres arrestations sont prévues. Des membres de la Saïka (organisation *palestinienne* d'obédience syrienne) auraient reconnu leur participation à plusieurs attentats en Israël. Ils ont été interpellés en possession d'explosifs. Il s'agit de la plus vaste opération de ce genre à Gaza depuis plusieurs années. Mais le plus remarquable est sans doute que le fils du Dr Haïdar Abdoul Chafi a été arrêté. Il est soupçonné d'appartenir à un réseau du Fath. Cette arrestation intervient quelques jours après la visite rendue par M. Dayan au Dr Abdoul Chafi, lui-même proche de l'O.L.P.

FRANCIS CORNU.

Au « Nouveau Vendredi » de FR 3

Un dialogue idyllique

L'interview conjointe de MM. Begin et Sadate par Jean-Marie Cavada, présentée le 7 septembre sur FR 3 par le « Nouveau Vendredi », n'a pas apporté, sur le déroulement de la négociation en cours, de précisions inédites ou de révélations. Son intérêt était plutôt d'ordre psychologique. Rarement, en effet, la bonne entente des deux hommes, se donnant la réplique sur fond de drapeaux entrecroisés dans un jardin de Haïfa, aura été aussi évidente.

Un Begin prolixe et souriant n'a pas cessé de trouver dans son partenaire, parfois bégayant dans ses citations de Bernard Shaw et secouant sa pipe en signe d'approbation, un assentiment chaleureux. Les deux hommes d'Etat semblaient même mettre une certaine coquetterie à surenchérir sur leur optimisme, sur les mérites de M. Carter, qui sut « créer la confiance », et la nécessité de relations de bon voisinage et d'amitié entre leurs peuples. Le président Sadate appela avec sérénité les autres chefs d'Etat arabes à rallier le tapis vert, tout en reconnaissant qu'il n'avait « aucune nouvelle » du roi Hussein de Jordanie et que le président Assad n'avait sans doute pas « voulu comprendre » sa visite à Jérusalem.

M. Begin parvint même à conserver son sang-froid et à avoir l'indignation courtoise en dénonçant un « sacrilège » lorsque le nom de l'O.L.P. (« the so-called PLO ») fut enfin prononcé et que J.-M. Cavada, s'arrachant à l'euphorie régnante, osa comparer sa lutte nationale à celle du peuple juif. Le chef de l'État égyptien assura, pour sa part, que Camp David, « merveilleux exemple », avait permis de « faire pour les Palestiniens ce qui n'avait jamais été fait auparavant ». Une certitude tranquille et indestructible ainsi qu'une réelle sympathie semblaient, en tout cas, inspirer les deux partenaires de ce dialogue idyllique. — P.-J. F.

Egypte

Inquiet du rapprochement entre intégristes et marxistes

Le président Sadate tente de se concilier les Frères musulmans

De notre correspondant

Le Caire. — Depuis le mois dernier, la jeunesse égyptienne se presse dans les cinémas pour voir la nouvelle œuvre de Youssef Chahine, *Alexandrie, pourquoi?* De tous les temps forts du film, un seul provoque les ovations du public : lorsque deux jeunes officiers de l'armée royale égyptienne *(Nasser et Sadate) rendent visite* au cheikh Hassan El-Banna, fondateur et « *guide suprême* » de la confrérie des Frères musulmans. Les applaudissements sont-ils suscités par cette scène symbolique ou par la phrase élogieuse de Mahomet sur les soldats égyptiens que cite alors le cheikh ? « *Par l'ensemble* », rétorquent les fondamentalistes islamiques, passés maîtres depuis longtemps dans l'art de toujours tirer vers eux la couverture de la religion.

Préoccupé par le rapprochement — réel à la base, imaginaire au sommet — entre intégristes et marxistes, *le gouvernement égyptien* a récemment mis en prison une soixantaine de personnes accusées d'avoir reconstitué clandestinement le parti communiste égyptien *(le Monde* du 30 août 1978). A l'égard des extrémistes religieux, le pouvoir paraît en revanche avoir changé de tactique. Le raïs avait longtemps été à l'endroit des intégristes d'une longanimité jugée excessive par certains de sescompatrio tes musulmans. Puis, ces derniers mois, excédé par les incidents confessionnels suscités en Haute-Egypte par les « groupes islamiques », il avait entrepris une véritable guerre, par voie de déclarations très dures et d'investigations policières, contre les extrémistes religieux de diverses tendances que l'homme de la rue rattache tous à la célèbre organisation des Frères musulmans.

Désormais, il est clair que si *le* président Sadate continue à jeter l'anathème sur divers groupuscules islamiques, il a décidé, en revanche, *d'essayer derechef de* se concilier le courant intégriste *« bourgeois »*. Au cours d'une réunion tenue le 21 août dernier à Ismaïlia avec les principales notabilités musulmanes, le raïs a tendu la main au courant majoritaire des Frères musulmans, représenté à cette rencontre par son *« guide suprême »* Mᵉ Omar Telemsani, juriste septuagénaire, mystérieux et passionné, à la barbe aussi blanche que sa Mercedes.

L'inquiétude des chrétiens

S'adressant directement à lui, le président égyptien lui a lancé tout à trac, à la surprise générale, que *« en tant que chef de l'Etat il avait le pouvoir de dissoudre la confrérie et d'interdire son journal* (le mensuel *Al-Daoua)*, *mais qu'il ne prendrait pas ces mesures »*. *« J'en appelle à Dieu de la pureté de mes actes et de mon innocence »*, a proclamé incantatoirement le guide des Frères. *« Aurais-je eu un préjugé contre toi, Omar, que je n'aurais pas agi comme je l'ai fait »*, lui a répondu le raïs. Etonnant dialogue qui a fait écrire à la presse cairote : *« Au milieu des applaudissements on a vu luire une nouvelle ère de paix entre le pouvoir exécutif et les Frères musulmans. »*

Au détour d'une phrase, M. Sadate a en *quelque sorte donné* droit de cité à la confrérie. Mais les *« ères de paix »* entre l'Etat égyptien et l'organisation intégriste n'ont jamais duré longtemps. Sans remonter jusqu'à la fondation de la confrérie, en 1929, il faut rappeler qu'après la révolution de 1952 les *« officiers libres »* avaient coopéré avec les Frères.

Jusqu'à ce que ceux-ci, par leurs intrigues et leur opposition aux réformes, contraignent Nasser à dissoudre leur association, en janvier 1954.

L'objectif qui sous-entend l'action religieuse des Frères est et a toujours été de participer au pouvoir, en attendant de s'en emparer. On exclut au Caire que le président ait l'intention d'associer *d'une manière ou d'une* autre les amis de Mᵉ Telesani à l'action gouvernementale. C'est plutôt vers la satisfaction de certaines revendications *« juridiques »* de la confrérie que le pouvoir pourrait s'orienter. En d'autres termes : islamiser un peu plus la législation. Mais cela n'est pas du goût de tout le monde en Egypte, alors que des juristes examinent les moyens de réformer la Constitution dans un sens musulman — bien que le texte en vigueur fasse déjà de l'islam la religion d'Etat — la hiérarchie chrétienne d'Egypte exprime de diverses façons son *inquiétude. Al Karaza*, organe du patriarcat copte orthodoxe, constate : *« Si nous étions dans un pays comme l'Arabie Saoudite, peuplé seulement de musulmans, le cas serait différent. Mais l'Egypte réunit des citoyens musulmans et chrétiens, et on ne peut oublier ceux-ci lorsqu'on légifère. »*

La voie n'est pas large pour le raïs, qui ne tient certainement pas à s'aliéner les quelque cinq millions de coptes, mais qui veut aussi protéger son régime des menées intégristes.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Iran

CHEF DE FILE DU CLERGÉ PROGRESSISTE

L'ayatollah Taleghani critique la politique appliquée par l'imam Khomeiny contre les Kurdes

Plus d'un million de personnes (deux millions selon les autorités iraniennes) se sont rassemblées, le vendredi 7 septembre, dans le cimetière de Beheshte-Zahra, à Téhéran, afin de commémorer le premier anniversaire du « *vendredi noir* ». Le vendredi 8 septembre 1978, l'armée du chah *avait ouvert* le feu sur des manifestants à la place Jaleh, tuant quelque quatre mille personnes, selon l'opposition, cent vingt-trois à en croire les responsables de la monarchie. Ce samedi, déclaré jour férié, un grand défilé populaire devait se dérouler à Téhéran.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, l'ayatollah Taleghani a publiquement critiqué, sans le nommer toutefois, l'imam Khomeiny. Au cours d'une prière collective, organisée vendredi à la mémoire des martyrs de la place Jaleh, le chef de file du clergé progressiste a soutenu que la rébellion kurde ne se serait pas produite si une politique d'ouverture avait été pratiquée dès le début du conflit. Il a notamment déclaré : « *Si nous avions libéré les Kurdes du carcan dans lequel les tenait l'ancien régime, nous n'aurions probablement pas eu à affronter les problèmes actuels.* »

A Moscou, dans l'attaque la plus sévère du régime de Téhéran publiée à ce jour, M. Alexandre Bovin, principal commentateur des *Izvestia*, tout en reconnaissant le rôle de premier plan joué par le clergé dans la révolution, et son droit de participer à la vie politique de l'Iran, doute que « *la conception théocratique du rôle de l'Etat puisse aider l'Iran à devenir un pays moderne et prospère* ». Il estime que la révolution islamique s'est révélée être, jusqu'à présent, un « *échec qui a engendré le chaos économique, les persécutions politiques, l'hystérie anticommuniste et la répression fanatique des minorités ethniques en Iran* ».

En revanche, les Etats-Unis paraissent vouloir se rapprocher du régime de l'imam Khomeiny. Après avoir accepté de dépêcher des armes et du carburant au gouvernement de Téhéran, l'administration américaine envisage de nommer un nouvel ambassadeur pour remplacer M. Cutler, nommé en mai, mais qui n'avait pas reçu l'agrément du gouvernement iranien. — *(Reuter, A.F.P.)*

OCÉANIE

Le sort des réfugiés indochinois

Une mise au point de l'ambassadeur d'Australie

A la publication dans le Monde *daté 26-27 août d'un article sur les réactions racistes suscitées en Australie par l'arrivée de réfugiés indochinois, nous avons reçu de M. J.R. Rowland, ambassadeur d'Australie à Paris, la lettre suivante :*

Afin que les lecteurs du *Monde* puissent apprécier cet article, il leur faudrait savoir que l'Australie est, par rapport au nombre d'habitants, le pays du monde qui a recueilli le plus grand nombre de réfugiés indochinois.

Depuis 1975 l'Australie a accueilli plus de 25 000 de ces réfugiés. Ceux-ci venaient pour la plupart des camps d'Asie du Sud-Est, les autres étant 2 000 « boat people » ayant atteint les côtes australiennes. Par rapport à la population du pays, qui est de 14,3 millions d'habitants, ce nombre donne un taux d'un réfugié pour 580 habitants, soit bien plus que la France et les Etats-Unis, qui arrivent tous les deux immédiatement après l'Australie avec environ un réfugié pour 950 habitants. Aux termes du progamme en cours, l'Australie accueille 14 000 réfugiés vietnamiens par an, alors que l'objectif en France est de *1 000* par mois. *D'ici juin* 1980, l'Australie aura accueilli 37 000 réfugiés, soit un réfugié pour 390 habitants.

Les effets sociaux produits par une telle augmentation du nombre d'arrivants sont accentués par le fait que les réfugiés sont enclins à se regrouper dans trois ou quatre grands centres urbains ou existent les meilleures possibilités d'emploi, et des communautés indochinoises déjà établies.

L'Australie n'est pas le seul pays où la volonté d'accueillir des réfugiés d'Indochine ait provoqué quelques réactions locales. Au cours des dernières semaines, on a fait état de semblables événements dans au moins un des principaux pays d'accueil des réfugiés. De plus, je pense que la plupart des observateurs conviendront que les arrivées massives d'immigrants — dont nombre de personnes n'étant pas d'origine européenne — après la seconde guerre mondiale n'ont provoqué dans l'ensemble que peu de frictions.

La politique du gouvernement australien est de consentir le maximum d'efforts en faveur de personnes qui sont abandonnées à la pitié internationale par les bouleversements survenus en Indochine. Que certains signes de tension apparaissent en Australie indique peut-être que notre pays fait un effort honorable.

Le Monde

politique

DEVANT LES JEUNES GISCARDIENS A SAINT-POL-DE-LÉON

M. Raymond Barre affirme que les radios locales peuvent comporter « un germe puissant d'anarchie »

Saint-Pol-de-Léon. — M. Raymond Barre est arrivé vendredi 7 septembre à 16 h. 30 à Saint-Pol-de-Léon (Finistère) pour participer à la dernière séance de travail du campus d'été organisé par le mouvement des Jeunes Giscardiens. Dans la matinée, une manifestation (réunissant trois mille personnes selon les organisateurs et un millier selon les pouvoirs publics) avait eu lieu à l'appel des unions départementales de plusieurs organisations syndicales

De notre envoyé spécial

et des partis politiques de l'opposition. Après avoir répondu aux questions des participants à ce séminaire, le premier ministre s'est rendu à l'hôtel de ville de Saint-Pol où il a été reçu par le maire, M. Kervella (majorité).

« Heureux » d'être parmi des militants « qui ont fait la preuve de leur indépendance et de leur dévouement », M. Barre, au cours des quelques heures qu'il a passées au collège du Kreisker où se tenait le séminaire, a visité trois des « ateliers » qui ont permis aux deux cents responsables du mouvement de parfaire leur formation militante et doctrinale durant deux sessions d'une semaine. Il a exhorté son auditoire en ces termes : « Si nous voulons préparer l'avenir, il faudra faire autrement et être autrement. »

M. Barre semblait manifestement ravi de se trouver devant un public peu suspect de combattre sa politique. Il a réglé quelques comptes avec les *« professionnels des manifestations »* et de la *« démoralisation »*, stigmatisé *« la petite agitation, les intrigues et les petites manœuvres »*, ainsi que ceux qui parlent *« des difficultés du présent avec une légèreté coupable »*, loué enfin *« la maturité du monde du travail, qui fait preuve d'une grande lucidité et d'une grande modération »*. Surtout, il a réaffirmé son opposition à la multiplication des radios locales, affirmant que celles-ci peuvent comporter un *« germe puissant d'anarchie »*.

M. Hugues Dewavrin, porte-parole et principal animateur du mouvement des Jeunes Giscardiens, s'est félicité du *« bon état »* de ses *« troupes »*, qui, au-delà des exercices *« d'expression orale »*, des séances *« argumentation politique »* sur le thème *« cinq ans de réformes »*, des cours de doctrine, ont, selon lui, acquis le sentiment *« d'appartenir à une communauté humaine »*. Selon M. Dewavrin, ce campus d'été a également permis de *« faire le point avec un certain nombre de ministres »* (sept membres du gouverneent, outre le premier ministre, se sont rendus au collège du Kreisker) sur différentes actions que les Jeunes Giscadiens ont l'intention d'entreprendre au cours de l'automne et du printemps prochains afin d'améliorer leur implantation, notamment chez les apprentis, en milieu rural et *« dans le monde artistique et culturel »*.

Au cours d'une séance de *« dialogue »* avec une centaine de responsables du mouvement, M. Barre a abordé les thèmes suivants :

● L'AVENIR. — *« Le gouvernement n'a pas seulement pour objectif et pour tâche de maîtriser les difficultés du présent, dont beaucoup parlent avec une légèreté coupable, mais aussi et surtout de préparer l'avenir. La France, pour cela, doit prendre un grand tournant. Ce à quoi nous résistons aujourd'hui, ce sont les nostalgiques du passé. (...) Nous sommes entrés dans l'une des phases de l'histoire mondiale, où la sélection est impitoyable ; notre problème est de demeurer parmi ceux qui, comme l'a dit le président de la République, doivent rester dans le peloton de tête. »*

» La France doit être une nation indépendante et moderne, les Français doivent être responsables et avoir confiance en eux. Pour atteindre cet objectif, il faut que nous ayons une économie forte et concurrentielle, une agriculture dynamique, une industrie de compétition et non une industrie qui subsiste à grands coups de subventions de l'Etat, et que nous réduisions notre dépendance énergétique : pour cela il ne faut pas que nous soyons pieds et poings liés entre les mains des producteurs de pétrole. L'intérêt des Français est d'avoir une plus grande part de leur énergie assurée par le nucléaire. Il nous faut aussi un idéal et l'idéal c'est une société plus solidaire où les êtres humains peuvent s'épanouir ; une société qui connaisse une évolution qualitative tout autant que quantitative. (...) Les obstacles, ce sont le refus du changement, la complaisance à ce qui existe, la chez les êtres frileux, le manque de confiance en soi. Il y a les professionnels de la démoralisation, mais ils font partie du passé et, progressivement, ils vont disparaître avec le passé. »

M. Barre a lancé à son jeune auditoire : « *Ne regardez pas la France à partir de tout ce qui est petite agitation, intrigues et petites manœuvres ; regardez la France qui est tournée vers l'avenir. Ainsi, nous arriverons à construire cette société de mesure, de responsabilité et de solidarité à laquelle nous sommes tous attachés.* »

● L'EMPLOI. — S'étonnant que *« ceux qui étaient auparavant au pouvoir n'aient pas fait preuve d'imagination »* en la matière, le chef du gouvernement a déclaré : *« Ne vous laissez pas intoxiquer par ces annonces régulières selon lesquelles la France sera tranformée en un immense parking pour chômeurs, et pour chômeurs jeunes. Nous n'en prenons pas le chemin. »* A propos du troisième pacte pour l'emploi, il a ajouté : *« Jamais autant de fonds n'ont été mis à la disposition des jeunes, à la disposition d'emplois pour les jeunes. Depuis 1974, il n'y a pas de pays en Europe qui ait créé plus d'emplois que la France. »*

● LES MANIFESTATIONS. — *« S'il n'y avait pas les porteurs de pancartes, on s'ennuirait. Il faut qu'il y ait quelque animation dans l'existence. Je ne suis pas contre eux parce que c'est la liberté d'expression. Dans ce genre de manifestation, il y a toujours des intentions politiciennes. Mais il y a un moment où les préoccupations politiciennes ne sont pas de mise »*, lorsque, a-t-il expliqué, la France est *« confrontée à des difficultés importantes »*. Regrettant que certains mouvements de revendication naissent dans les entreprises publiques *« où sont assurés des revenus corrects et la sécurité de l'emploi »*. Il a toutefois ajouté : *« Je constate que, depuis trois ans, le nombre de jours de grève en France n'a pas cessé de diminuer. »*

● LA SOCIETE DE CONSOMMATION. — *« Le président de la République a vu, dès les années 70, l'inflexion qui se produisait dans les données de la croissance mondiale et dans les mentalités, perçu les aspirations nouvelles qui se manifestaient dans le monde (...). Les aspirations individuelles et sociales conduisent à introduire dans la croissance une nouvelle dimension qui ne concerne plus uniquement la consommation. Elles visent à faire apparaître une qualité de la vie liée à des aspects culturels. eJ suis profondément convaincu que la civilisation des années 50 a été une civilisation où un système de valeurs a été ébranlé, et, dans un bon nombre de ses parties, abattu. Ce que nous devons retrouver, c'est le respect de certaines valeurs, comme le respect de la dignité des hommes. »*

● LES PRIX. A propos de l'augmentation du prix du pain, M. Barre a déclaré : *« Le contrôle des prix est une stupidité, car il détériore de façon grave les conditions de la vie économique d'un pays. Il ne faut pas revenir sur la liberté des prix : c'est peut-être la décision la plus importante que le gouvernement ait prise en fonction de l'avenir. La libération des prix restera un facteur du développement de l'économie française. »*

● LES RADIOS LOCALES. — *« Je suis, pour des raisons tenant à l'unité de la France et à sa cohésion, partisan du monopole d'Etat de la radio-télévision. Celui-ci ne doit pas être conç comme un endoctrinement de l'information ni comme une mainmise de l'Etat sur l'information (...). Néanmoins, ce que l'on appelle la « liberté de l'information » par rapport au monopole, c'est la multiplication des radios locales. J'y suis opposé. Il peut y avoir un germe puissant d'anarchie dans ce phénomène des radios locales. Or, dans les circonstances difficiles, ce qui compte, c'est la cohésion de la nation. »*

LAURENT ZECCHINI.

TÉMOIGNAGES

Autrement dit...

Ah ! quel raffut dans mon ancien collège, au Kreisker, à Saint-Pol-de-Léon ! Et quels équipages ! MM. Barre, d'Ornano, Beullac ! Rien que ça. Tout ce gratin rappliquant dans la capitale du chou-fleur pour assister aux assises du mouvement des jeunes giscardiens, provisoirement et abusivement nommé « Autrement ».

Autrement dit, serait-ce un renouvellement de l'antique alliance du trône et de l'autel ? Il paraît que le collège du Kreisker offrait un prix de pension nettement moins cher que les autres établissements. Faut croire que tout va mal si la famille giscardienne elle-même tire le diable par la queue.

Autres temps, autres maîtres, autres élèves ! Là où l'apologétique allait bon train, M. d'Ornano a parlé de béton, M. Beullac de journée continue et le professeur Barre d'économie. Quelle décadence... On nous entretenait autrefois de Pascal et de Thomas d'Aquin. De casuistique et d'intellect-agent ! Encore heureux que nul conférencier bien en cour n'ait cru bon de faire une communication sur Guy de Maupassant. On nous parlait peu de celui-là. Il devait être à l'index. Il arrive aussi à l'Eglise d'avoir du goût...

Vieux collège du Kreisker, où j'ai usé des culottes, des rages et des chagrins, vieux murs où roulaient les vents, collège des pensées jansénistes et des hivers sans fin, je ne m'attendais pas tout de même à cette hérésie : la république mondaine entre tes murs austères. Nos professeurs, plus férus de grec et de latin que de bonnes manières, montraient moins de dévouement pour les fils à papa que pour les petits paysans. C'était leur grandeur. Je devine leur étonnement : les escarpins là où sonnaient nos galoches ! L'autosatisfaction politique là où tout était inquiétude, les doucereuses litanies giscardiennes là où vibrait le psaume vigoureux et grégorien ! Et comme vous, vieux maîtres, moi aussi, je me sens trahi... Au nom de Lamennais, à quand des assises socialistes dans la vieille maison ?

XAVIER GRALL.

POINT DE VUE

Continuité et majorité

par PIERRE-BERNARD COUSTÉ (*)

RENTRANT de vacances à l'étranger, nombreux sont les Français qui ont constaté que le franc gardait sa valeur vis-à-vis des monnaies étrangères. Ce n'est pas un hasard, mais le fruit d'une politique poursuivie depuis des années malgré les difficultés et les incompréhensions. Cette défense du franc doit être poursuivie.

Comment peut-elle l'être ? En ébranlant la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement ? En se plaçant en dehors de celle-ci ? En refusant de donner à l'Etat les recettes, c'est-à-dire consentir à l'impôt ? Certainement pas ! Alors, il est évident que c'est à l'intérieur de la majorité qu'il faut proposer et donc agir.

En maintenant la valeur du franc vis-à-vis du dollar, le gouvernement, qui connaît comme nous la dépendance énergétique de la France, assure aux Français l'approvisionnement vital du pétrole et des matières premières aux moins mauvaises conditions relatives possibles. Ce faisant, il lutte contre l'inflation importée et la réduction du pouvoir d'achat à l'intérieur. Cet impératif monétaire d'aujourd'hui ne peut que s'imposer à nous pendant de nombreuses années, car ce n'est pas demain ni dans dix ans que la France aura une réelle moindre dépendance énergétique. Nos efforts sont donc engagés pour longtemps, bien au-delà des perspectives du VIIIe Plan !

Il s'agit donc de savoir si les Français comprennent que cette situation exige des sacrifices, mais surtout la *continuité des efforts*. La question se pose d'abord aux parlementaires qui doivent, avant tout débat ou décision, tenir compte de ce fait essentiel, priorité des priorités. L'équilibre nécessaire du commerce extérieur et de la balance des comptes conditionne toutes les autres décisions économiques, sociales, et donc politiques. Ce n'est qu'après cette prise de conscience et l'acceptation de ses conséquences sur la vie quotidienne de chacun que nous devons proposer toutes les mesures qui sont de nature à améliorer le sort de nos concitoyens, et par là-même, à réduire le chômage, surtout des jeunes et des cadres, et relancer les investissements.

Tout alors est question de confiance, et d'abord en nous-mêmes, députés de la majorité. Cette question de confiance, nous devons la résoudre par la *cohésion de la majorité*, c'est-à-dire que tout en discutant mesures et propositions, nous devons toujours aboutir au renforcement de la majorité, voire même si possible à son élargissement, compte tenu que la vie de la nation est en jeu.

Le dialogue avec le gouvernement doit être amélioré, avec tous les ministres, et le premier ministre en particulier, à l'intérieur de nos groupes parlementaires respectifs et désormais par des *réunions communes* de nos groupes parlementaires, préparées, franches et utiles. L'heure n'est pas aux disputes de boutiques, on attend de nous l'exemple de la cohésion, de l'imagination et de l'action pour atteindre les objectifs du salut national et relever ainsi les défis qui nous assaillent.

Cette cohésion est la condition de la continuité d'une action inspirée par les engagements que nous avons pris devant le corps électoral, et cela jusqu'en 1983, terme de notre mandat. Les électeurs sont là, avec leur bon sens, pour nous les rappeler.

Précisément, puisque « *nous sommes revenus dans un temps d'angoisse nationale* », comme le dit Michel Debré, devons-nous privilégier la solidarité majoritaire, seule solution excluant une crise politique — tout en veillant à faire dans tous les domaines de la vie nationale mieux et plus.

A travers les attaques adressées au gouvernement, sachons discerner celles qui sont constructives, — donc excellentes —, de celles qui, en fin de compte, ne visent qu'à atteindre le président de la République — clé de voûte de notre République. Fidèles au fondateur de la Ve République, le général de Gaulle, devons-nous tout faire pour l'éclairer et l'aider.

(*) Député du Rhône (apparenté R.P.R.).

La voix brisée de la France

(Suite de la première page.)

Nimbée de volutes. Enveloppée de draperies. Gonflée de voiles. Ainsi, toute délicatement apprêtée, blanche proue de la pureté, la politique extérieure de la France exhibe ses atours les plus séduisants : élégance, charme, courtoisie. Précédant le cortège, deux chants en célèbrent la gloire : l'apologie du mondialisme, l'exaltation du millénarisme.

A ce double exercice spirituel, le président se livre avec délice. Fuite dans l'espace par les vertus de l'une ? Fuite dans le temps par la magie de l'autre ? Il faut y regarder de plus près.

Le mondialisme

Le mondialisme d'abord. Peut-être ne s'agit-il après tout que d'une inoffensive tautologie une de celle que, au temps des médias, raboteurs de pensées denses, un pouvoir présidentiel vénère et révère. Le savant truisme se formulerait ainsi : *« En l'an 1979, rien — ni homme ni chose — n'échappe à l'internationalisation. »* Qui peut en douter ? Et à quoi bon nier vérité d'évidence ?

Mais l'hymne mondialiste recèle deux autres facettes — plus vigoureusement réverbérantes d'une idéologie originale : l'une s'appelle « résignation », l'autre se nomme « illusion ».

La résignation conduit à accepter comme inéluctable l'intégration de la France dans le marché mondial, à en subir les lois, puis à les brandir à l'intérieur du pays pour disculper le gouvernement de sa désastreuse incompétence : ainsi du grossier mensonge sur l'incidence prétendue déterminante du prix du pétrole sur l'inflation, le chômage et le reste. De ce déplacement de responsabilités, résulte un amollissement pernicieux de la volonté nationale : *« Rien ne sert de combattre, se disent trop de Français ! La France ? Pauvre fétu de paille sur un océan démonté de barbarie ! L'inflation ? Ce n'est pas Barre, ce sont les émirs ! Le chômage ? Ce n'est pas Giscard, ce sont les Coréens ou les Japonais qui, par leurs bas prix, ruinent nos industries ! »* Et ainsi de suite ! Ainsi apoltronne-t-on un peuple ! Ainsi s'inaugure une décadence quand, pour vaincre une crise, on fait douter une nation de ses ressources intellectuelles et de ses capacités d'action.

L'autre facette du mondialisme s'enracine dans l'illusion. Elle se fonde sur la croyance — angélique ? Tactique ? En tout cas superficielle, — en la réconciliation de systèmes économiques et sociaux dissemblables (pays socialistes — pays capitalistes ; pays pauvres — pays riches). Un syncrétisme mièvre se distille, ornemental et verbal, abolissant artificieusement les différences : thème de la « détente idéologique » entre l'Est et l'Ouest ; thème des « gestions multinationales communes » entre le Nord et le Sud (1976). La décoction émolliente est aussitôt combattue par le contrepoison revigorant des actes effectifs du gouvernement français : sanguines diatribes de M. Poniatowski sur le « communisme international » dans l'enceinte même de l'Assemblée ; ralliement attristé des délégués français aux thèses américaines contre les pays en voie de développement au sein des organisations internationales — FAO, ONUDI..., ou dans les conférences diplomatiques.

Autre échappatoire, autre mirage : le millénarisme. L'Horizon 2000 ! Visions d'histoire à la Fenouillard ou examen scientifique de notre devenir ? On ne pourrait que se louer de l'engouement futurologique présidentiel s'il débouchait sur une véritable prise de conscience du désastre qui se prépare : la vassalisation du pays, le déclin de notre culture, le recul de la langue française dans le monde, l'amputation de notre patrimoine intellectuel, écologique, industriel, immobilier, la poujadisation généralisée des esprits. Dire la vérité au pays, ce n'est pas — contrairement à ce qu'affirme le président, — organiser « la conjuration des myopes », mais sortir la nation de son engourdissement, lui ouvrir grands les yeux. A quoi sert-il de plonger son regard vers les lointains rivages de l'an 2000, si la seule et pâle ambition qu'on en propose aux Français est le rattrapage de l'Allemagne !

En un domaine au moins — les relations Nord-Sud, — les premières déclarations présidentielles laissaient présager selon l'engagement de M. Giscard d'Estaing de 1974 — « l'avènement d'une ère nouvelle dans les relations internationales ».

Les fruits n'ont, hélas !, pas tenu les fleurs. Au lieu d'une audience politique d'avant-garde, l'accumulation de gestes rétrogrades ! Ainsi de la navrante politique africaine : soutien aux régimes les plus corrompus ou les plus meurtriers ; interventions militaires illicites (Tchad, Shaba...) en prétendue réponse à une invasion soviéto-cubaine fabriquée de toute pièce ; opposition à de profondes modifications des échanges (remise de dettes, aide aux transferts technologiques, revalorisation des produits de base...).

Pas même le temps d'un voyage n'aura duré l'éclaircie entre l'Algérie et la France. Pourtant, tournant la page, le peuple algérien avait réservé, en 1975, au président français un accueil amical, chaleureux, enthousiaste, émouvant. Un espoir s'était levé. Organisateur à Paris de la conférence Nord-Sud, M. Giscard d'Estaing venait à la rencontre de Houari Boumediène, président des pays non-alignés pour trois ans. Les deux nations allaient-elles bâtir ensemble un système nouveau d'échanges et l'offrir en exemple aux autres pays ? A peine les lampions éteints, soutien inconditionnel à Hassan II et à son entreprise impérialiste d'un autre âge au Sahara occidental ; invitation aux industriels français à préférer les contrats mirifiques avec le chah d'Iran — aujourd'hui envolés en fumée — plutôt qu'avec l'Algérie ; restrictive à la coopération technique et scientifique au péril de notre langue (1) ; atteintes non réprouvées et non sanctionnées à la dignité et à la sécurité des travailleurs algériens en France.

Nouvelle escalade avec les sinistres lois Stoléru : l'éventuel rapatriement forcé et arbitraire d'hommes qui ont donné leur santé, leur jeunesse, leur foi à l'économie française. Offense à la nation algérienne tout entière ! Reniement d'une dette d'honneur ! Oublie-t-on que les Algériens ne sont pas les inventeurs, mais les victimes de l'émigration, et que le fait colonial — non producteur d'emploi et d'éducation, organisation d'exportation de main-d'œuvre — est l'unique responsable de la venue en France des travailleurs algériens. Briser, à présent, ce lien humain unissant les deux continents, c'est autant qu'une rupture d'amitié, la violation de la morale internationale.

On comprend mal les raisons d'un tel gâchis. La France y perdra plus que l'Algérie, y compris en termes de pur intérêt : marchés échappant aux entreprises françaises, régression de la langue française, perte d'influence dans le tiers-monde. Ressentiment et cécité paraissent gouverner le pouvoir présidentiel. M. Giscard d'Estaing n'a jamais porté l'Algérie dans son cœur. Avec le roi du Maroc, on croit revivre les fastes du régime colonial. Et puis, c'est un monarque ! Avec l'Algérie, on se trouve en terre de rébellion : les manants sont au gouvernail ! D'où sans doute l'aveuglement, les chipotages et les combats d'arrière-garde, chaque fois perdus.

Le libéralisme avancé est toujours en retard d'une bataille. S'arque-boutant sur le passé, il dilapide l'avenir.

Comprendra-t-on enfin que toute grande politique française en Afrique et au Proche-Orient passe nécessairement par la restauration de l'amitié algéro-française : l'échec probable du soit-disant dialogue euro-arabe avec les Etats du Golfe en administrera, une fois de plus, la preuve. C'est d'abord avec l'Algérie et non avec des régimes pro-américains qu'on jettera un pont entre le Nord et le Sud. De même, c'est avec l'Algérie que pourrait naître une politique méditerranéenne ambitieuse : un front culturel commun, une sécurité partagée, une fraternité contagieuse. Puisse le voyage de M. François-Poncet à Alger inaugurer cette phase nouvelle.

Autre dossier brûlant, autre rendez-vous manqué : la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance. Pourquoi n'être pas resté neutre et n'avoir pas favorisé la réconciliation et le respect du droit ? Si empressé à recommander, par l'appel de Yaoundé, la stabilisation en Afrique au profit des gouvernements établis, pourquoi a-t-on méconnu ce principe de sagesse énoncé dès sa création par l'O.U.A. : l'« Uti Possidetis » — l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme ? Pourquoi avoir précipité la Mauritanie dans la guerre, réarmé le Maroc, organisé des « commandos mobiles » et des « détachements d'interventions rapides » ? Pourquoi les Jaguar ? Bref, pourquoi cette recolonisation d la région ? Et pour quel résultat ?

La France et le Maroc, isolés diplomatiquement par la conférence de Monrovia ! L'accord de paix Mauritanie - Polisario ! Une armée marocaine démoralisée ! La France continuera-t-elle à suivre le Maroc dans son délire juridique (droit de suite, droit de préemption...) ou reconnaîtra-t-elle enfin cette norme de jus cogens qui s'impose à tous : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Comme il a su le faire en d'autres circonstances — loi Veil, loi sur la majorité..., — M. Giscard d'Estaing peut redresser la barre. Les amis de la France lui demandent de conduire le rétablissement de la paix.

⁂

Les autres chapitres du palmarès de cinq années d'abandon se récitent sur le même mode litanique : reconnaissance de la suprématie du dollar par les accords de la Jamaïque, consécration de la domination du mark par le S.M.E. — et sans suppression autre que symbolique des omntants compensatoires ; réintégration partielle de l'O.T.A.N. ; acceptation de la gestion trilatérale — Washington, Bonn, Tokyo — du capitalisme mondial ; soumission à l'américanisation de notre culture...

Ces choix extérieurs sont, en vérité, dictés par les choix intérieurs. N'en déplaise aux belles âmes qui, au cours de la campagne européenne, firent reproche aux partis d'avoir mêlé politique intérieure et construction européenne, l'autonomie des relations extérieures est un leurre : ni l'Europe, ni les autres continents ne constituent des territoires de neutralité, épargnés par la lutte des classes et l'impérialisme. Inversement, la renaissance d'une volonté extérieure de la France passe par une révolution intérieure des mœurs, des institutions, de l'économie : affranchissement vis-à-vis du marché international par une croissance plus dépendante ; libération vis-à-vis de la tutelle scientifique, commerciale, alimentaire, culturelle américaine. Telle serait l'ambition d'une France de gauche. C'est en engendrant un nouveau modèle de développement que la France sortira de la crise, sera « fidèle à son génie », et, partant, pourra à nouveau faire entendre une voix claire dans le monde.

JACK LANG.

(1) Alors même que ni les dirigeants de l'Algérie indépendante — 4 millions d'enfants apprennent le français contre 300 000 en 1962 ! — ni les tenants de la culture arabo-islamique, — et, en particulier le Cheikh Bachir Ibrahimi, père de l'actuel ministre-conseiller du président — n'ont voulu écarter la langue française (tout au contraire !).

Le Monde

société

DEUX JEUNES GENS INCULPÉS APRÈS LE MEURTRE D'UN ADOLESCENT A ROUEN

Pour 10 grammes

De notre envoyé spécial

Rouen. — Fabrice X... et Gérard Chassaigne, les deux jeunes meurtriers d'un adolescent de dix-sept ans, Frédéric C..., dans la forêt verte près de Rouen, mercredi 5 septembre (nos dernières éditions du 8 septembre), ont été inculpés, vendredi 7 septembre, pour « homicide volontaire ».

La forêt verte, aux portes de Rouen, une splendeur. Des ormes centenaires, des allées qui s'enfoncent sous des nefs, c'est la forêt écologique des amoureux, des adeptes du « jogging ». Là, le 5 septembre, à 1 heure, deux jeunes gens, Gérard Chassaigne, vingt-cinq ans, sans emploi, et Fabrice, seize ans, lycéen, ont tué Frédéric C., dix-sept ans. Le « grand » l'a étranglé avec une ceinture, tandis que le « petit » lui plongeait dans la poitrine six coups de couteau. Une véritable exécution, comme si Frédéric n'avait pas « rempli le contrat », comme s'il les avait « donnés ».

Arrêtés le lendemain par la brigade criminelle de Rouen, les deux garçons avouaient leur crime et en donnaient les raisons : il leur avait volé 10 grammes de haschisch. Pour ces 10 grammes — le haschisch se vend à Rouen, selon les variations du marché, de 6 F à 15 F le gramme, — ils ont décidé de le punir.

Frédéric C. habitait chez ses parents, entrepreneurs en maçonerie, et préparait un concours d'entrée dans une école commerciale.

Dans la soirée de mercredi 5 septembre, Frédéric, qui depuis peu « fumait un joint de temps en temps », *se rend au concours d'entrée dans une école commerciale, se rend au domicile de Gérard Chassaigne, un appartement « bourgeois » où des intoxiqués légers se rencontrent. Gérard, plus âgé, domine le groupe. Frédéric est « attendu ». C'est pourquoi il a, sur lui, un grand couteau de cuisine. On discute, on se dispute, on boit. Puis il est conduit, les mains liées, vers la mort. Les policiers, qui, depuis six mois, suivaient les activités de Gérard Chassaigne et de ses amis, n'ont pas tardé à le retrouver.* « On ne s'attendait pas à une telle violence, *disent-ils.* Nous savions qu'il y avait des consommateurs de drogue, des revendeurs, mais nous ne pensions pas qu'ils en arriveraient là. » *Comme si les jeux n'avaient plus assez d'intérêt. Du petit « dealer » au grand truand, il y a un abîme de sensations, et la singularité du fumeur de « joint » ne vaut pas celle du manieur de couteau. Pour Gérard, qui a vingt-cinq ans et qui porte un nom de guerre — David Niels, — il est temps de passer à des actes plus troublants. Alors, 10 grammes ou 10 kilos, ça n'a plus d'importance, il est prêt à l'acte gratuit.*

Les enquêteurs n'ont pas retrouvé de traces de lutte sur les lieux du crime. Aucune ecchymose sur le corps de Frédéric. Pas de vrai mobile non plus. « Ils ne mentent pas, leurs aveux concordent, il n'y a rien d'autre que cette violence inouïe », *répondent les policiers à ceux qui ne peuvent croire qu' « on tue pour si peu » et qui pensent que ce crime « pour 10 grammes » cache quelque chose comme la compromission de jeunes gens de bonne famille dans un trafic de drogue plus important.*

On jase, on échafaude, c'est normal. On veut toujours trouver à un crime des explications qui ne rendent pas trop étrange le coupable. Mais les jeunes s'en tiennent là : « Il n'avait pas remboursé sa dette. » *Leur dérision fait échec au bon sens. Gérard Chasseigne, qui est le fils adoptif d'un homme d'affaires parisien connu, habitait un quartier résidentiel de Rouen, 79, rue Verte. Une banderole sur sa porte. On peut y lire, en lettres gothiques : « la Rêverie ».*

CHRISTIAN COLOMBANI.

JUSTICE

L'arrestation de Me Michel Graindorge suscite de vives réactions en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, vendredi soir 7 septembre, devant la prison de Saint-Gilles, à Bruxelles, pour réclamer la mise en liberté de Me Michel Graindorge, arrêté il y a une semaine, à son retour de vacances, et accusé d'avoir organisé l'évasion, cet été, du gangster français François Besse, complice de Jacques Mesrine. Le matin, une manifestation silencieuse, organisée par des avocats au palais de justice, avait été annulée à la suite d'un appel à l'apaisement du bâtonnier de l'ordre des avocats. L'affaire a suscité des réactions dans les milieux politiques. M. Ernest Glinne, président du groupe socialiste à l'Assemblée européenne, a notamment souligné « l'insuffisance du code de procédure pénale qui permet une procédure lente et non contradictoire », les avocats de Me Graindorge n'ayant pas accès à l'ensemble du dossier avant un mois.

L'affaire Graindorge suscite les passions. Les innombrables amis de l'avocat ont la conviction qu'il est innocent mais ils savent depuis toujours que « quelque chose devait arriver ». Parce que Michel Graindorge n'est pas un avocat comme les autres. Il n'est pas marginal, mais il « dérange ». Les photos publiées par la presse belge, qui le montrent menottes aux poings, accentuent la sérénité de son doux visage de Christ aux cheveux longs. La passion dévorante se dissimule derrière une foi tranquille et profonde.

Me Grandorge, qui a trente-neuf ans, est hanté depuis l'enfance par l'univers concentrationnaire et cellulaire : il est le fils d'un gardien de prison. Le monde qu'il a découvert dans sa jeunesse l'a bouleversé et révolté. Profondément marqué par les images de son enfance dès l'université, il militait à l'extrême gauche mais sans pour autant s'attacher à un mouvement particulier. Indépendant, défendant sa liberté à tout prix, il combattait pour des causes au coup par coup plutôt que pour des organisations. Non violent, il voulait persuader les autres de l'être aussi et de vaincre par la raison. Ainsi lui arrivait-il de déranger même une certaine gauche favorable à une action plus directe.

« J'assume totalement l'évasion de François Besse »

Depuis plus de dix ans, il n'a cessé de lutter pour la réforme du régime pénitentiaire en Belgique. Quand on lui expliquait que, traditionnellement, le système belge a été, depuis la fin du dix-neuvième siècle, considéré comme le plus libéral d'Europe, il réagissait : « *Il est fondamentalement suranné, chez nous autant qu'ailleurs.* » Et il écrivait récemment : « *Les détenus ont raison de se révolter, car la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme s'arrête aux portes des pénitenciers.* »

Animateur du comité de défense des détenus, il combattait pour tous, sans distinction, de droite ou de gauche, encore qu'il faisait partie du comité Klaus Croissant — ce qui avait déplu à beaucoup de magistrats bruxellois.

Son amour de la liberté à tout prix l'a-t-il poussé jusqu'à l'organisation de l'évasion de François Besse ? Ses amis ne le pensent pas et quand, dans la salle d'audience du palais de justice, le gangster s'est précipité, l'arme au poing, sur le juge Durand, le 26 juillet dernier, Me Graindorge avait essayé de le raisonner : « *Ne fais pas le con, François !* »

L'avocat savait ce qu'il risquait. Qu'il ait aidé Besse, personne ne le croit. Qu'il ait connu les intentions du gangster, c'est possible, mais on estime qu'il n'avait pas le droit, dans ce cas, de les révéler. Dans un carnet saisi par les enquêteurs, ou aurait trouvé cette phrase : « *J'assume totalement l'évasion de François Besse, même si je désapprouve la manière dont elle s'est déroulée.* »

Ce serait le seul reproche, très mince, que le procureur du roi lui adresse.

PIERRE DE VOS.

Le magistrat instructeur déclare recevables les constitutions de parties civiles contre M. Robert Hersant

M. Emile Cablé, premier juge d'instruction à Paris, a rejeté les conclusions déposées en février par Me Albert Benatar, défenseur de M. Robert Hersant, inculpé le 29 novembre 1978 d'infraction à la législation sur l'organisation de la presse française. L'avocat demandait au magistrat de déclarer irrecevables les plaintes et et constitutions de partie civile formées en mars 1977 contre son client par le Syndicat C.G.T. des journalistes, le Syndicat national des journalistes, le Syndicat C.F.D.T., le Syndicat F.O. et aussi par l'Union fédérale des consommateurs, plaintes qui avaient entraîné l'ouverture de l'information.

« Une atteinte au libre exercice de la profession »

M. Cablé estime, en premier lieu, que l'intérêt collectif de la profession de journaliste ne se limite pas, comme le soutenait M. Benatar, au simple respect du droit du travail. Car la concentration d'entreprises de presse dans un même pouvoir de fait, en violation de l'ordonnance du 26 août 1944, est « *de nature à porter atteinte au libre exercice de la profession et, par voie de conséquence, à léser gravement l'intérêt collectif des jounalistes* ». L'ordonnance de 1944, note le magistrat, édicte en faveur des journalistes, dans « *le souci d'assurer à la presse française un avenir authentiquement démocratique* », des « *règles exorbitantes du droit commun* » ayant pour objet de leur « *garantir, nonobstant le lien contractuel de subordination, l'indépendance intellectuelle et morale* ».

En ce qui concerne l'intervention de l'U.F.C., M. Cablé déclare que « *l'acheteur ou le lecteur d'une publication périodique ne se distingue pas d'un consommateur* », au sens de la loi du 27 décembre 1973, qui autorise les associations déclarées et agréées ayant pour objet statutaire la défense des consommateurs, à se présenter devant les tribunaux pour des faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs. Or l'intérêt du lecteur de publications est « *lésé par les concentrations d'entreprises de presse, alors surtout qu'elles se dissimulent sous le masque trompeur des opérations de prête-nom interdite par l'ordonnance de 1944* ».

M. Hersant a décidé de faire appel de cette ordonnance devant la chambre d'accusation.

L'affaire du casino de la Grande-Motte : une information judiciaire est ouverte.

Une information a été ouverte, vendredi 7 septembre, par le parquet de Montpellier dans l'affaire de malversation au casino de la Grande - Motte (Hérault) (*le Monde* du 7 septembre). Le dossier de l'enquête des renseignements généraux et du service des jeux avait été déposé la veille au palais de justice. Le procureur de la République a désigné M. André Larroque, juge d'instruction, qui n'avait encore procédé à aucune audition, vendredi 7 septembre. Des inculpations pourraient être annoncées dans le courant de la semaine prochaine, indique-t-on de source judiciaire.

● *Après l'émission pirate de radio consacrée à l'avortement*, diffusée le 17 janvier, Mme Geneviève Prost, cinquante-trois ans, médecin, vice-présidente du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), a été inculpée à son tour, vendredi 7 septembre, par M. Emile Cabié, premier juge d'instruction à Paris, d'infraction à la loi sur le monopole, comme l'avaient été, le 5 septembre, Mlle Merija Surdutes et Mme Simone Iff.

A Paris

Violences au siège des éditions Alain Moreau

Sept personnes blessées lors d'une intervention de la police

Plusieurs plaintes pour violation de domicile, voies de faits, violences et injures vont être déposées, après une intervention policière, vendredi 7 septembre après-midi, à Paris, au siège des éditions Alain Moreau, puis au commissariat de police du 34, rue de Rivoli.

Voici, selon le récit que nous en a fait M. Alain Moreau, le déroulement des faits qui se sont produits, vendredi, au 4, rue Charlemagne (IVe arrondissement) dans le quartier du Marais, à Paris. A 16 h. 15, des pompiers, alertés par un voisin mécontent, se sont présentés dans cette rue pour éteindre un feu de planches et de vieux papiers sur un terrain vague situé en face des éditions Alain Moreau. Le feu était notamment alimenté par les ouvriers chargés des travaux de rénovation du siège de la maison d'édition. « *Il s'agissait*, nous a dit M. Moreau, *d'un brasero qui n'inquiétait personne et qui brûlait depuis des semaines.* »

Un policier motocycliste, arrivé sur les lieux, interpella l'éditeur sur le seuil de son immeuble lui demandant si c'était « *lui le responsable* ». « *Oui*, répondit-il, *je suis responsable de l'entreprise.* » « *Vos papiers* », demanda le policier. « *Pas question*, répliqua l'éditeur, *je suis ici chez moi.* » Quelques minutes plus tard, des renforts de police, alertés par le motocycliste, se présentaient rue Charlemagne. Une demi-douzaine de gardiens de la paix firent irruption dans le hall de la maison d'édition, bousculant et frappant les personnes présentes : membres de la famille de M. Moreau, employés et ouvriers du chantier.

La confusion grandit. Arrivèrent deux inspecteurs de police qui, à leur tour, demandèrent à M. Moreau de présenter ses papiers. Nouveau refus de l'éditeur qui répète qu'il est chez lui. Survient un commissaire de police qui ordonne à ses subordonnés de passer les menottes à M. Moreau. Celui-ci résiste et est jeté à terre. Dans la mêlée un policier (matricule n° 4744) brandit son arme. Les gardiens de la paix parviennent finalement à embarquer un ouvrier du chantier, ainsi que MM. Marc et Pascal Moreau, respectivement frère et neveu de l'éditeur. Selon leurs témoignages, ils seront encore victimes, dans le fourgon de police, puis au commissariat, de nombreuses brutalités avant d'être relâchés vers 19 heures.

Après cette intervention de la police, sept personnes ont dû recevoir des soins. Un médecin de l'hôpital Saint-Louis a ordonné, pour elles, des arrêts de travail de trois à quinze jours.

[Selon la préfecture de police, interrogée ce samedi matin 8 septembre, les violences qui se sont produites rue Charlemagne auraient pu être évitées si M. Moreau avait immédiatement accepté de dire au gardien de la paix qu'il était éditeur et que le petit feu ne serait plus alimenté. La préfecture de police — qui ne dispose pas encore de tous les éléments précis sur cette affaire — affirme que s'il y a bien eu « violence et énervement » ce fut le fait de toutes les personnes présente. On nous a aussi indiqué que le commissaire de police qui s'est rendu sur les lieux avait lui-même été frappé.]

UN INDUSTRIEL PARISIEN ÉCROUÉ POUR ESCROQUERIE A L'ASSURANCE

Un industriel parisien, M. Alain Porthault, directeur des établissements Porthault (textiles), a été inculpé, par M. Marcel Lemonde, juge d'instruction à Annecy (Haute-Savoie), d'escroquerie à l'assurance, d'outrages à agent par dénonciation d'un délit imaginaire et omission volontaire de témoigner en faveur d'un innocent incarcéré. Il a été écroué à la prison de Bonneville.

Le 24 mars 1978, M. Porthault portait plainte, accusant un auto-stoppeur de lui avoir dérobé pour 1,4 million de francs de bijoux et de fourrures. Après la diffusion d'un portrait-robot, un suspect était placé en garde à vue pendant quatre jours, mais l'industriel avait déclaré ne pas le reconnaître.

La brigade de recherches d'Annecy fut intriguée par le fait que les bijoux étaient assurés depuis seulement deux mois et que M. Porthault acceptait de ne recevoir de l'assurance que la moitié de la somme prétendument perdue, soit 700 000 F. Mercredi 5 septembre, une perquisition à la résidence secondaire de l'industriel, à Rambouillet, permettait la découverte d'une montre, dont M. Porthault avait affirmé qu'elle lui avait été volée. Placé en garde à vue, M. Porthault devait alors avouer son escroquerie à l'assurance. Sa femme a été inculpée de recel et placée sous contrôle judiciaire.

[M. Alain Porthault, qui est âgé de cinquante ans, est connu des sportifs : il fut sept fois international de rugby entre 1951 et 1953. Il participa aussi aux demi-finales du 100 mètres des Jeux olympiques d'Helsinki en 1952, et termina cinquième du relais 4 × 100 m. En 1949, il avait été champion de France du 100 m.]

● ERRATUM. — Dans nos dernières éditions datées 8 septembre, une erreur typographique a rendu incompréhensible un passage de l'article d'Alain Guichard consacré au livre d'André Harris et Alain de Sédouy, *Juifs et Français* Nous rétablissons cette partie du du texte :

La difficulté d'être juif, est aussi le sujet traité sur un autre registre, par François Debré. C'est un livre dur et tendre : dur par les descriptions de la bêtise et de la cruauté humaines, tendre par l'amour que l'on y discerne pour les victimes résignées de cette méchanceté ; drôle aussi, parfois, car ces victimes, et l'auteur, ont de l'humour ; émouvant, enfin, car le rêve de Théodore Cerf, une fois réalisé, sera assombri par tant de déception et d'inquiétude que le héros, ami de l'abbé Grégoire et du comte de Clermont-Tonnerre, initiateur de la loi d'égalité en faveur des juifs, se demandera, devant le risque « d'assimilation » conséquence de cette égalité, si, en définitive, il ne s'est pas « égaré ».

MÉDECINE

Selon le professeur Steptoe

DES OVULES FÉCONDÉS POURRAIENT ÊTRE IMPLANTÉS CHEZ DES « MÈRES DE REMPLACEMENT »

Edimbourg (*A.P.*). — Il est envisageable, vient de déclarer le professeur Patrick Steptoe, dont les travaux ont permis la naissance du premier « *bébé éprouvette* » (*le Monde* du 27 juillet 1978), que des mères puissent prêter leur corps quelques mois à des femmes dans l'incapacité de mener une grossesse à terme.

Il suffit, a-t-il précisé au cours de la réunion annuelle de l'association britannique des médecins et chercheurs, d'implanter dans l'utérus d'une « *mère de remplacement* » un ovule de la vraie mère fécondé en laboratoire par le sperme de son mari. Les femmes souffrant d'ennuis cardiaques ou rénaux ou de malformation de l'utérus pourraient, selon lui, profiter de cette technique.

Cependant, la technique du professeur Steptoe n'a pas encore permis de répondre à tous les espoirs qu'elle avait suscités. Il demeure des obstacles majeurs, techniques, moraux et légaux. Trente-deux femmes ont été artificiellement fertilisées par l'équipe du professeur Steptoe. Quatre grossesses seulement ont été possibles, dont deux n'ont pu être menées à terme du fait d'ennuis génétiques dans le développement du fœtus.

DÉFENSE

● *Les deux comités de soldats des camps militaires de Suippes et de Mourmelon*, situés près de Châlons-sur-Marne, ont tenu, vendredi 7 septembre à Paris, leur première conférence de presse. A cette occasion, les deux comités, qui souhaitent l'instauration d'une coordination régionale, puis nationale, ont réclamé de meilleures « conditions de travail » (quarante heures par semaine), une solde équivalente au SMIC, le respect des normes civiles de sécurité, de meilleures conditions d'hygiène, ainsi que des affectations et des transports mieux adaptés.

CATASTROPHES

Après le passage des cyclones David et Frédéric

La République Dominicaine, ruinée risque de connaître vingt ans de marasme

Le ministre des affaires étrangères de la République Dominicaine a lancé un appel à l'aide internationale pour son pays, qui a été ravagé par les cyclones tropicaux David et Frédéric. De toute urgence, la République Dominicaine a besoin de vivres (en particulier de nourriture pour les enfants), de médicaments, de pilules pour purifier l'eau et de vêtements.

Les informations sur les dégâts montrent à quel point la situation du pays est catastrophique : trois cent cinquante mille personnes sont sans abri ; l'eau potable et l'électricité ne pourront être de nouveau distribuées avant un mois. Le seul cyclone David a détruit 90 % de l'agriculture, en tout premier lieu la canne à sucre, qui assure 60 % des exportations. Les dégâts causés à l'agriculture sont estimés à 350 millions de dollars (1 505 millions de francs). Tous les autres secteurs d'activité et les équipements ont aussi subi des dommages énormes : industrie et commerce, 150 millions de dollars ; habitations, 30 millions ; écoles, 10 millions ; routes et ponts, 25 millions ; bâtiments publics et installations sportives, 5 millions ; équipements touristiques, 10 millions ; hôpitaux publics, 20 millions ; adduction d'eau, 5 millions ; forêts, 10 millions ; pêche, 1 million ; divers, 4 millions.

A cela s'ajoutent les pertes dues à l'arrêt de toute activité productrice : 365 millions, et les dommages dus à Frédéric, qui gène toujours les opérations de secours.

Il n'est pas inutile de comparer ces chiffres avec le budget national dominicain : 400 millions de dollars environ pour 1979. On estime déjà qu'il faudra vingt ans pour compenser les effets de cette double catastrophe. Selon M. Federico Suro Franco, ambassadeur-délégué permanent de la République Dominicaine auprès de l'UNESCO, le désastre s'est produit l'année même où le pays allait parvenir à l'autosuffisance alimentaire. A défaut d'une aide extérieure massive et rapide, la famine risque de régner sur la République dominicaine pendant les six prochains mois.

A Haïti, David a tué huit personnes, en a blessé cinq. Il a détruit o uendommagé près de cinq cents habitations, faisant ainsi deux mille neuf cents sans-abri.

A la Dominique, la situation est telle que de nombreux habitants partent sur de petites embarcations pour les îles voisines (la Martinique, la Guadeloupe, la Barbade, Sainte-Lucie...). Selon le premier ministre, les dégâts atteindraient 222 millions de dollars (954,6 millions de francs). Les trois quarts des quatre-vingt mille habitants sont actuellement sans abri...

David, qui n'est plus qu'une « tempête tropicale », est parvenu sur le golfe de Saint-Laurent et se dirige maintenant vers Terre-Neuve. Son passage sur la côte est des Etats-Unis a provoqué la mort de seize personnes et fait pour 100 millions de dollars (430 millions de francs) de dégâts, dont 60 en Floride et 29 dans la région de Baltimore (Maryland).

Le Centre national des cyclones de Miami a annoncé la formation sur l'Atlantique d'un autre cyclone tropical, Gloria. Le 7 septembre, Gloria a été repéré à 1 600 kilomètres au sud des Açores. Elle se déplaçait vers le nord-ouest, à 20 ou 25 kilomètres à l'heure. Pour le moment, Gloria ne menace aucune terre.

● *L'ambassade de République Dominicaine*, 2, rue Georges-Ville, 75116 Paris, reçoit les dons en faveur des sinistrés.

● *L'Action d'urgence internationale* va envoyer en République Dominicaine deux équipes médicales. Les dons peuvent être versés au C.C.P. Paris 6 887 00 - T.

● *Un comité national d'aide aux sinistrés des Caraïbes*, présidé par M. Robert de Billy, président de la Maison d'Amérique latine, s'est constitué, vendredi 7 septembre, à Paris.

Banque Sudaméris - France, 12, rue Halévy, Paris (9e), compte bancaire n° 6-30461, « Comité aide sinistrés cyclone ».

Le Monde aujourd'hui

COMMUNICATIONS

Questions et réponses

NOUS vivons le temps de la communication, du dialogue. Quiconque a quelque chose à communiquer, c'est-à-dire tout le monde, le peut. Grâce aux ondes, l'entraîneur d'une équipe de foot, le responsable fédéral de la pêche au vif ou le directeur d'une coopérative locale peuvent, tout aussi bien qu'un ministre ou un délégué syndical, communiquer avec le grand public et apporter l'information dont la précision est une des qualités essentielles. Nul ne s'en prive, et nous serions impardonnables de ne pas tout savoir. D'autant que jamais, mais alors jamais, une question ne reste sans réponse. C'en est fini du temps où ceux qui savaient gardaient pour eux leur savoir.

D'aucuns en doutent. Ils ont tort. Voici quatre scènes pour les convaincre de leur mauvaise foi. Et me permettre d'affirmer que chaque question a sa réponse. Vive la communication !

Scène I

Question. — Monsieur le responsable des grossistes en fruits et légumes, expliquez-nous comment 1 kilo de tomates acheté 0,46 F au producteur est vendu 7,20 F au consommateur, et...

Réponse. — *Ecoutez. Au niveau de la pêche, les Italiens...*

Q. — Je disais que les tomates achetées 0,46 F au... (1).

R. — *Il faut savoir que la poire, au niveau des conditions météorologiques, et compte tenu de la conjoncture, se trouve être un fruit qui, dans le contexte international...*

Q. — Tout de même, les tomates, à Paris, sont vendues...

R. — *Ecoutez. Au niveau de la consommation, si l'on compare le prix du pain et celui de l'asperge...*

Q. — Oui, mais les tomates...

R. — *Bien sûr, les tomates... Mais il faut savoir que, désormais, au niveau du pétrole...*

Q. — Certes, le pétrole. Mais quand la tomate est vendue...

R. — *Ecoutez. Nous avons à faire face, au niveau de l'exportation du porc — et cela est vrai pour l'automobile...*

Scène II

Question. — Nous voudrions savoir monsieur le représentant de la boulangerie française et des territoires d'outre-mer, à propos de l'augmentation du prix du pain...

Réponse. — *Ecoutez. Au niveau de la boulangerie, il faut savoir que si nous comparons la production et le prix des tomates...*

Q. — Sans doute. Mais les différences de prix entre la baguette...

R. — *Ecoutez. Ce qu'oublie le consommateur, c'est que, au niveau des entreprises — prenez la sidérurgie — vous n'avez jamais eu, depuis une dizaine d'années... Et on peut en dire autant pour le charbon...*

Q. — Certes, le charbon. Mais le prix du pain...

R. — *Je vais répondre à votre question. Le pain, c'est vrai... mais au niveau des charges et des conventions collectives... Prenez, par exemple, les vélomoteurs. Au niveau européen, les vélomoteurs posent un problème conjoncturel...*

Q. — C'est vrai. Mais le prix du pain...

R. — *J'y arrive. Si l'on considère que l'alcoolisme...*

Scène III

Question. — Pensez-vous, monsieur le ministre, qu'une solution peut être trouvée au problème de la sidérurgie ?

Réponse. — *Ecoutez. Au niveau de la liberté des prix, nous avons constaté que la tomate et le pain ont subi des hausses qui ne sont pas admissibles.*

Q. — Les syndicats de la sidérurgie pensent, quant à eux...

R. — *C'est une question conjoncturelle que, à la lumière des nouvelles conjectures, on peut poser ainsi : la tomate et le pain...*

Q. — Certes. Mais la sidérurgie ?

R. — *Je vais répondre à votre question. Si les partis de l'opposition, au niveau du problème de la tomate, voulaient bien réviser leur chiffre et éviter une démagogie qui, au niveau du panier de la ménagère...*

Q. — Bien sûr. Mais est-il vrai que les sidérurgistes...

R. — *Ecoutez. Il s'agit de savoir, au niveau de la production à venir du pétrole iranien, si la tomate italienne, dans un contexte européen et au niveau des échanges planifiés qui nous ont été imposés par des problèmes au niveau hydrométrique...*

Scène IV

Question. — La rentrée, qu'on nous annonce chaude, verra-t-elle un renouveau du parti auquel vous appartenez et celui de M... ?

Réponse. — *Ecoutez. Ce qu'il faut bien savoir, au niveau de la balance économique européenne... Prenez le prix du pain, par exemple, ou de la tomate...*

Q. — Certes. Mais on a dit que votre parti et celui de M...

R. — *Je veux d'abord dire une chose. Il ne sera jamais question pour nous de favoriser la tomate italienne. Mais cela ne veut pas dire qu'au niveau de la sidérurgie...*

Q. — Bien sûr. Mais y a-t-il un renouveau de l'alliance entre...

R. — *Ecoutez. Quand le gouvernement voudra bien réviser ses chiffres et éviter une démagogie qui, au niveau du panier de la ménagère... et je n'oublie pas le contexte international...*

Q. — On peut donc penser qu'entre votre parti et celui de M...

R. — *Je vais répondre à votre question. La tomate italienne, on ne peut le nier, a des qualités, et n'oublions pas qu'au niveau météorologique, la tomate française...*

Q. — C'est vrai. Mais y a-t-il, entre votre parti et celui...

R. — *Ecoutez. Si la sidérurgie française — et le problème se pose aussi pour le porc et l'automobile...*

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

(1) Les chiffres cités n'ont, bien entendu, comme les dialogues eux-mêmes, qu'un rapport fugitif avec la réalité.

NATURE

Histoire de loirs

CEUX qui, par exemple, parlent des ours, se divisent en deux catégories : ceux qui en ont vu et observé, et ceux qui n'en ont jamais vu. Et encore, je ne suis pas sûr que le nombre de ceux qui en ont vu, dépasse le nombre d'ours encore vivants en Europe... Pour ma part, je me garderai bien de parler de ce que je n'ai pas vu, je ne parlerai que de ceux que nous connaissons bien, que nous voyons chaque jour dans la maison, qui est aussi la leur, quand ils nous réveillent en pleine nuit ou quand ils passent sur les poutres du plafond le matin au petit déjeuner, c'est-à-dire les loirs.

Hier encore, en réparant une ancienne couverture d'une grange à foin, derrière un chevron vermoulu, j'ai trouvé un loir dans son nid d'herbes sèches et de coques de noisettes, au milieu d'un trou du mur.

Car n'en déplaise aux naturalistes, pour lesquels en règle générale les loirs font leurs nids au sommet des arbres, dans un trou de rochers ou dans un tronc d'arbre creux, ici, cas particulier, et il y en a d'autres, les loirs ont pour habitat depuis des siècles les granges, soit le fenil, soit le chaume qui couvre encore certains toits, ou encore un trou dans le mur. Et chaque grange à son loir, quand ce n'est pas une tribu de sept ou huit spécimens... Ils se sont si bien habitués à l'homme qu'ils le regardent fixement et sans aucune crainte. Leur ennemi le plus dangereux est le chat qui rôde dans les granges.

Dès qu'ils sortent de leur hibernation, ils sont pris d'une agitation frénétique, déchirant des cartons, dérobant nos olives, ouvrant nos pots de miel et d'amandes, pillant nos récoltes de noisettes et de mûres dans les bois, allant même jusqu'à goûter nos champignons cuits ! Ils ne dorment presque pas, ou alors dorment toute une journée de brouillard et de pluie, roulés en boule dans un trou de mur, devant nous sans aucune crainte. Avec ce qui paraît être des mains et non des pattes de devant, ils font partie des animaux arboricoles dont la dextérité manuelle est liée au développement des centres cérébraux correspondant à une forme d'intelligence qui caractérise l'être humain aussi. S'il est bien vrai que nous devons notre habileté manuelle à la lointaine existence arboricole de nos ancêtres, cela est une raison de plus pour que nous soyons proches des arbres et des loirs. Les loirs s'appellent la nuit avec un curieux toussotement. Au début, nous l'avions attribué aux bouchons de liège qu'ils rongeaient afin de boire l'huile au goulot des bouteilles qu'ils tiennent entre leurs deux mains ! De la même façon ils savent dévisser les couvercles des bocaux. Comme ils marchent rarement sur le sol, mais qu'ils sautent de branche en branche, leurs chemins sont les haies des prés où ils récoltent aussi leur nourriture : baies, noisettes, noix...

Le grand sommeil

Lewis Carroll a imaginé un loir endormi qui ne se réveille que pour boire du thé et manger des tartines et se rendort aussitôt. Le dicton populaire ne dit-il pas aussi « *dormir comme un loir* » ? Ce n'est qu'une image d'écrivain, mais qui en dit peut-être plus long sur un des aspects des loirs que les descriptions des naturalistes, pour lesquels le loir est un animal de 13 à 16 centimètres, avec une queue de 13 centimètres, gris cendré, soyeux, dessus blanc, queue grise avec une raie blanche en dessous et bien fournie de poils, qui s'engourdit l'hiver, sort en mars et a ses petits en juin ! Mais pour moi, celui qui a le mieux parlé de cet animal, sans en dire un seul mot, est un peintre chinois, Ts'ien Hsuan (1235-1301), qui a peint un merveilleux loir sur une branche d'arbre, se dirigeant vers un fruit, et c'est bien ainsi que nous le voyons nous aussi dans les arbres, sept siècles après !

MICHEL JOURDAN.

PRISON

Devant les murs

L'ABRI ressemble à ceux qui sont posés dans les rues aux arrêts des bus. Dessous, une dizaine de personnes sont alignées sur un banc, les autres piétinent en plein air. Là, trois fois par semaine, se retrouvent les femmes, les sœurs, les amies, les mères, les maris... de ceux et celles qui sont enfermés derrière les murs. On ne verrait pas écrit en grosses lettres « maison d'arrêt », on penserait aussi bien que tous ces gens attendent leur moyen de transport habituel. Ils bavardent, échangent des nouvelles, plaisantent : « Ils devraient installer une buvette et un stand de frites, ça marcherait croyez-moi... », *lance une femme.*

A l'intérieur, il y a environ deux cent cinquante personnes ; dehors on en compte à peine trente à 13 heures 45, un quart d'heure avant le début des « parloirs ». Une vingtaine arriveront dans l'heure qui suit. Mais cela fait tout de même un grand nombre de prisonniers qui n'ont pas souvent de visites. La prison renferme une majorité d'hommes, et c'est pour cela que, devant, il y a surtout des femmes, jeunes pour la plupart, soignées, bien mises pour venir voir le mari ou l'ami... Elles disent qu'elles sont de toute façon plus fidèles que les hommes et que les prisonnières qui sont là, à quelques mètres, sont en général très délaissées.

« Elle est pas là aujourd'hui la grande rousse ? », *demande une jeune femme accompagnée d'un petit garçon et qui vient à la fois pour le frère et le mari...* « Elle est passée au tribunal », *répond une blonde décolorée dont l'ami est enfermé pour proxénétisme.* « Il paraît qu'elle a pris cinq ans... » *Silence...* « elle était brave », *murmure-t-on, et quelqu'un ajoute :* « Ça fait tout drôle quand on connaît... » « Votre mari, ça fait combien qu'il est dedans ? » *s'enquiert une petite maigrichonne.* « Un an... et il est toujours pas passé... Il y en a, il paraît que ça fait deux ans et demi qu'ils attendent... » « Moi... ça fait trois mois. » « Trois mois ? Eh bien, vous êtes pas sortie de l'auberge... »

Mme L..., cela fait un an que, trois fois par semaine, elle prend le car à midi, à 43 kilomètres de là, où elle habite, arrive à 13 heures et prend son tour à partir de 13 h. 30 pour pouvoir voir son mari vingt minutes aux environs de 16 heures. « J'en ai vu en un an... », *dit-elle,* « il y en a qui passent leur vie, comme ça, à attendre leur mari... dès qu'il est sorti, il retombe... »

Chacun, en arrivant, inscrit son nom sur une feuille puis attend son tour, mais personne ne cherche à resquiller. Tout le monde sait trop ce que c'est que d'être là, immobile, des heures, parfois dans le froid. « Ici, on est tous à la même enseigne », *explique Mme L...* « On nous fait entrer dedans seulement une demi-heure avant notre tour. Chaque parloir dure vingt minutes et on passe six par six. Les deux mois avant Noël c'était épouvantable parce que vous avez des gens qui viennent seulement à ce moment-là. Il fallait être là à 9 heures le matin pour entrer à 16 heures. Certains arrivaient à 7 heures. Et les visites étaient réduites à dix minutes. »

« Il ne s'est jamais habitué »

Mme L... raconte qu'elle a déjà dépensé près de 4 000 francs pour ses trajets. « Quand je serai habitué », *lui avait dit son mari,* tu viendras moins. » « Il ne s'est jamais habitué... » *Elle n'a jamais manqué un jour.*

Les visiteurs viennent les mains vides car on ne doit rien entrer dans la prison, sauf du linge de rechange. Tout le reste, du savon au papier à lettres, des gâteaux aux cigarettes, le prisonnier doit l'acheter à la cantine et le payer plus cher que dans le commerce. « Forcément, « ils » prennent leur pourcentage », *explique Mme L...* « Mon mari, quand il est entré, il était en sandales ; on m'a interdit de lui apporter des chaussures. Il a fallu qu'il se les achète. Je lui ai déjà donné 3 000 francs et encore... il ne dépense presque rien... Quand vous pensez qu'ils peuvent acheter des lames de rasoir, des lacets, de la bière dans des boîtes en métal... ça me fait bien rigoler quand on sait qu'en entrant « ils » leur enlèvent tout. »

Elle ajoute qu'elle a encore de la chance, elle travaille et n'a pas de problèmes d'argent « c'est moi qui avais l'habitude de tenir les comptes, alors ça me change pas... Il faut pas trop se plaindre, il y a pire... mais vous savez, c'est quand vous êtes dans l'embarras que vous comptez vos amis... Ils viennent pas vous voir parce qu'ils ont trop peur que vous leur demandiez quelque chose... »

« Vous pensez qu'il va prendre combien, votre mari ? », *s'inquiète sa voisine de banc.* « Oh ! la la !... je ne sais pas... Il vaut mieux prévoir plus, comme ça, on n'est pas déçu... » « Mais vous avez de l'espoir, quand même ? l'espoir, ça fait vivre ?... »

ANNE GALLOIS.

MARCHÉ

La glaneuse

ELLE trottine, elle butine dans le champ des rebuts, son cabas épuisé virevolte au vent chaud de midi. Pendant que vous surveillez le gigot, elle slalome, légère, entre les cageots épars, fait son miel de deux pêches douteuses, une salade fanée, trois poires blettes. Preste, elle soupèse, et le cabas, lassé mais complice, bâille et engloutit. Famélique chasse hebdomadaire, triste paradis du vendredi.

Les râblés des quatre saisons, condescendants et bienveillants, la hèlent par son prénom : « Hé ! Adrienne regarde les tomates que je t'ai gardées ! » *Un remerciement-gémissement, le cabas englouti, ses petits yeux déjà s'enfuient.*

Son regard toujours si bleu est en vadrouille entre le ras des trognons et le ciel de midi, où quelqu'un l'attend peut-être. Parfois, elle se paie le luxe de s'arrêter trois secondes, joue à la passante indifférente, à la grande dame distraite qui n'aurait pas vu passer les heures, passer les ans. Mais au bout du marché grondent déjà les gueules béantes des bennes de ramassage qui ne font pas le détail. Alors très vite elle repart, elle trottine, elle butine, écrasée sous le ciel de midi, le ciel où sûrement s'impatientent les salades triomphales et les pêches pansues de son jour de gloire.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

UN NOUVEAU SUPPLÉMENT :

Le Monde Dimanche

« Le Monde aujourd'hui », né le 11 juin 1972, paraît pour la dernière fois cette semaine. Pour offrir à ses lecteurs une lecture plus abondante et plus variée pendant leur temps de loisirs, « le Monde » publiera désormais un nouveau supplément hebdomadaire « le Monde Dimanche ».

Il gardera du « Monde aujourd'hui », marqué par la personnalité de Pierre Viansson-Ponté, qui en fut le responsable, le souci de la vie quotidienne en France et à l'étranger, celui aussi des débats d'idées. Il analysera les conséquences présentes et futures du progrès technique et offrira une rubrique consacrée aux événements historiques vus à travers les recherches les plus récentes.

Il contiendra les programmes commentés de radio et de télévision, des chroniques et des jeux.

« Le Monde Dimanche » est publié dans « le Monde » daté dimanche-lundi dont le prix est porté à 3 francs.

Il sera adressé dès le vendredi par envoi séparé à tous nos abonnés, sans changement de tarif.

ÉVASION

La bourlingue au noir

LE vieux caboteur à vapeur ne manque pas de souffle malgré son aspect délabré et la rouille qui le ronge comme un remords du temps passé. A bord, quelques garçons (et filles) dans le vent... du large. Des Anglais bien sûr, en errance le long des côtes françaises, après une traversée « *tourmentée et laborieuse* » du Channel (et c'était une autre paire de manches) ! Fuyant les vacances « pépères », ils ont choisi la bourlingue au noir sur les chemins de l'évasion, le bagne presque. En effet, avec ses allures de péniche sage, le vapeur (pourtant écossais) n'économise pas le charbon et ingurgite ses 2 tonnes par vingt-quatre heures. Ça fait bien suer l'équipage. De plus, n'ayant pas de quille, il est ballotté par les vagues. Résultat : « *Tout le monde a le mal de mer, sauf moi* », note, imperturbable, Nick. Ah ! les privilèges du capitaine ! Si on s'étonne de les voir embarqués dans cette galère, il répond : « *Dites que c'est provisoire...* »

Alambic

La trentaine encore rêveuse, une bouille sympathique pleine de taches couleur de rouille, Nick n'en revient pas du bon tour qu'il se joue à lui-même. Constructeur naval de profession, il a sauvé pour 1 400 F de la casse ce bateau « *spécialement dessiné pour s'échouer* ». La marée peut ainsi l'apporter comme une offrande sur la plage. Le temps de décharger la cargaison, et la suivante le reprend. Fabriqué pendant la guerre, il transportait des munitions le long des côtes anglaises à partir de la rivière Clyde. D'où son nom : *Clyde-Puffer*. Puff étant le bruit de la vapeur « traduit » en anglais.

Les entrailles de la « bête » méritent une petite visite. La machinerie est un énorme alambic : « *C'est là qu'on fait bouillir la marmite.* » Besogne de Vulcain, « *toutes les cinq minutes, il faut concasser le charbon et le mettre dans le foyer* ». Avec un flegme tout britannique, le capitaine énumère les cinq possibilités d'explosion de cette marmite haute de plusieurs mètres : « *Pas d'eau, trop de pression, etc. Mais elle est bien, j'espère.* »

Un étalage des puces

Sous le pont de lattes distendues, le carré ressemble à un grenier ou à un étalage des puces. Quelques matelas couverts de suie, des chaises bancales, les lampes à pétrole dans un coin, et un grand trou au milieu qui donne sur la soute à charbon.

C'est là que vivent nos « clochards de la mer ». Le coin-cuisine est réduit à la portion congrue. La raison est évidente : « *A quoi bon préparer de bons plats puisque nous rejetons tout ce que nous avons mangé dès le large.* » Un stock important de carottes. « *Nous n'avons pas de radar, alors nous en mangeons beaucoup pour voir loin !* » Mais on peut aussi parfois rêver. Sur la jaquette du livre *Parlons français*, cette phrase à ne pas oublier : « *Avez-vous des grenouilles ?* »

Devant ces marins en haillons, noirs de la tête aux pieds, mais heureux de pelleter le charbon, le mal de mer au ventre, la raison s'interroge et... « chavire ». Pourquoi ? Sur cette île plus ou moins flottante, coupée du monde, ils retrouvent la « chaude » (!) fraternité des temps héroïques et le prix de l'effort. Le pionnier se réveille. « *Je fais des boulots tellement sales que je ne les accepterais jamais pour de l'argent, comme nettoyer l'intérieur de la cuve ou suer des heures devant la chaudière dans une chaleur suffocante.* » Du travail dur, accepté avec la foi du charbonnier. « *C'est fou, hein ? Mais tel est notre choix : nous ne voulons pas, en vacance, avoir une vie ennuyeuse.* » Ils sont servis !

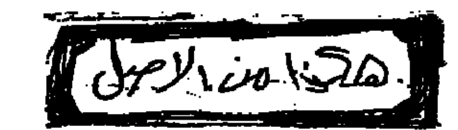
La récompense ? Une jouissance ineffable : « *La liberté de naviguer, un frisson d'aventure et la fierté de dire, l'hiver venu, aux amis : on a fait ça.* »

Nick reconnaît enfin : « *On a peut-être un peu d'eau de mer dans le cerveau...* »

JULES MICHELOT.

« COULEUR DU TEMPS QUI PASSE »

A cette place, du 11 juin 1972 jusqu'à la veille de sa mort, le 7 mai 1979, Pierre Viansson-Ponté livrait tous les huit jours à nos lecteurs son « Fil de la semaine ». Un choix de ses premières chroniques avait été publié par Stock en 1974 : « Des jours entre les jours ». Un deuxième tome paraît chez le même éditeur sous le titre « Couleur du temps qui passe » et sera en librairie au milieu du mois. Un troisième et dernier tome verra le jour en janvier prochain.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Il Messaggero
di Roma

Un prestige menacé

« On peut se sentir offensé par mille choses, constate le quotidien romain *IL MESSAGGERO (...), mais ce qui s'est passé l'autre jour devant le palais Montecitorio, à en croire une agence de presse, semble effectivement absurde (...). Le député démocrate-chrétien Agostino Greggi, le condottiere de la lutte pour la défense de l'ordre et de la moralité catholique rigoureuse, s'est senti blessé dans sa prestigieuse dignité de parlementaire parce qu'un agent de ville, de service devant le Parlement, lui a donné du « Monsieur ». Pourtant, c'est avec une extrême courtoisie que l'agent aurait dit : « Excusez-moi, Monsieur, votre » voiture est mal parquée (...). » La réaction de l'homme politique aurait été — selon une autre agence — immédiate et décidée : « Je fais ce que je veux, et puis vous devez m'appeler » monsieur le parlementaire (...). Si vous ne savez pas qui je » suis, vous feriez mieux d'aller travailler à Tufello. »*

Il y a dans ce quartier populaire de la banlieue romaine devantage de *« monsieurs »* que de *« parlementaires »*, constate *IL MESSAGGERO.*

Depuis la publication de cette information, l'honorable parlementaire a démenti avoir protesté de telle manière. Mais il est vrai que l'on aime les titres en Italie et que *« dottore »* et *« professore »* ornent en général chaque *« monsieur »* prononcé. A se croire en Autriche-Hongrie, où, à défaut d'être né noble, chacun était *« madame la concierge », « madame la femme du secrétaire de mairie », « monsieur le balayeur »*, etc.



Voulez-vous « wadloper » avec môa ?

A en croire la correspondante du magazine américain *TIME* aux Pays-Bas, les Néerlandais ont découvert un nouveau sport d'été : ils *« wadlopent »*, c'est-à-dire que *« pendant des heures ils marchent, ils pataugent à marée basse dans le bas fond boueux du Waddenzee (...). Cet exercice n'a aucun but, sinon celui de revenir sur la terre ferme avant que la marée ne vous rattrape (...). Les habitants de la région, qui ont renoncé à ce sport depuis qu'ils ont pu s'acheter des bateaux, contemplent, amusés, ces citadins toujours plus nombreux qui paient chacun quelque 20 F pour patauger dans la boue derrière un guide professionnel ».*

Mais ce sport bizarre n'est pas sans danger : *« depuis qu'en 1978 un guide perdu dans le brouillard avec un groupe de cinquante-trois personnes a dû faire appel aux hélicoptères de la marine néerlandaise pour les secourir, les autorités ont décidé de limiter le nombre de wadlopers à cent cinquante par jour ».*

Les écologistes se félicitent pourtant de la naissance de cette nouvelle distraction, car, comme l'a dit une dame qui dirige une clinique pour phoques (dont la population a été réduite dans cette région par la pollution), *« après s'être rendu compte du caractère unique de cette région, ils sont plus sensibles ensuite aux dommages qu'on peut lui causer ».*



Quand les OUA 77 prennent la clé des champs

Le chroniqueur du quotidien gabonais *L'UNION* écrit : *« Deux ans après la réunion de l'Organisation de l'unité africaine à Libreville, je vois dans la rue de petits malins bien protégés rouler encore dans des bagnoles immatriculées OUA 77, quand ce n'est pas EG quelque chose. Les week-ends au Cap-Estérias, à Cocobeach ou à Lambaréné, etc., avec des petites nanas, on ne va pas me faire croire que c'est pour une mission d'intérêt public, non ? Pourtant, on utilise ces mêmes bagnoles, qui devraient rester au garage pour révision ou au repos.*

» Et, à propos, je me rappelle qu'il avait été décidé en son temps de faire l'inventaire de ces machines. On les avait signalées un peu partout au Gabon et même à côté. La chasse à la voiture ainsi organisée devait se terminer comme elle avait commencé... Et un gros « non lieu » qui m'a laissé « baba » fut prononcé à la satisfaction de tous ces possesseurs de « volants volés ». Après cette chasse bredouille, doit-on conclure que ces OUA 77 ont vraiment et définitivement pris la clé des champs ? »



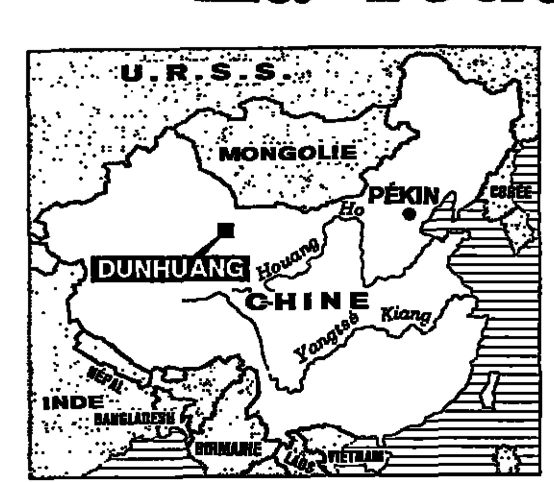
Ne les induisez pas en tentation !

En Grande-Bretagne, les vols dans les temples se multiplient, relate le quotidien indépendant *THE GUARDIAN. « Selon l'Office d'assurances ecclésiastiques, auprès de qui 97 % des églises anglicanes sont assurées, aucun objet n'est ni trop volumineux ni trop lourd pour échapper à l'attention de ces nouveaux enthousiastes (...). Les officiers de la police du Sussex chargés de la prévention ont donc demandé à ceux qui sont chargés des responsabilités terrestres dans les temples de prendre certaines précautions. Le remède le plus évident suggéré par les policiers est de fermer les temples quand ils ne sont pas surveillés pour éviter aux contrevenants d'avoir à dire des prières de contrition. Mais de nombreuses autorités cléricales, qui voient leurs congrégations diminuer de plus en plus, répugnent à fermer leur porte à qui que ce soit.*

» Mais il est un moyen simple qui consiste, par exemple, à enlever les petits objets de valeur tels que les chandeliers ou les plats en argent (...). Ainsi, la cathédrale de Chichester ne sort les objets en argent que durant les services et s'est procuré des chandeliers de cuivre, etc., pour les remplacer le reste du temps (...). L'office d'assurances a eu à connaître en une année de quatre mille cas de vols dans les seize mille églises qu'il assure et confirme que les voleurs deviennent de plus en plus audacieux. »

Lettre de Dunhuang

La route de la soie



EN 1907, la spectaculaire découverte par l'archéologue anglais Sir Aurel Stein de bannières peintes et de manuscrits enfouis dans une grotte de Dunhuang depuis le dixième siècle A.D. provoquait une véritable explosion dans le monde des orientalistes. Depuis lors, nombre de publications ont été consacrées à l'étude de ce site bouddhique du Gansu chinois (1). Mais il semble que depuis une trentaine d'années, rares sont les Occidentaux qui ont pu y avoir accès.

Poste frontière militaire où se rejoignaient les deux routes de la soie du nord et du sud, aux environs de notre ère, Dunhuang, à l'extrémité occidentale du Gansu, commandait la route pour les voyageurs venus de l'ouest ou de l'est, caravaniers, marchands, moines, ambassadeurs.

Centre religieux dès le quatrième siècle, lieu de passage des pèlerins qui l'enrichissaient de leurs dons, il devait naturellement devenir un centre artistique capital.

Une inscription sur une stèle datée de 698 relate qu'en 366 un moine pèlerin, Lo Cun, frappé par la vision de dix mille bouddhas dans les cieux, alla vivre en ermite dans la falaise et y aménagea un sanctuaire. Et depuis le cinquième siècle — quand la dynastie des Liao du Nord y agença les premières grottes peintes et sculptées, — après une période de splendeur sous les Tang aux septième-huitième siècles, et jusqu'au règne des empereurs mongols, les Yuan, le complexe monastique allait être le reflet de l'évolution de l'art bouddhique en Chine, et aussi celui de la situation politique et économique de l'empire. Sous les Ming, puis sous les Qing, malgré des restaurations massives, la veine artistique s'épuise, l'art de Dunhuang est mort.

ON atteint actuellement l'agglomération moderne à partir de de Liu-Yuan, l'une des nombreuses haltes du train dans sa course à travers le Gansu et le Xinjiang. Il faut parcourir 135 kilomètres par la route. Le paysage est lunaire, désertique, comme troué par notre route anachronique. Les vallonnements de terre noire ajoutent à une angoisse diffuse. Deux fois dans le lointain, des lumières rappellent que deux fermes d'Etat de dix mille habitants ont surgi dans ces zones désolées ; les petites étoiles de l'électricité nous ramènent au vingtième siècle, et la rencontre de longues files de camions-citernes rappelle que, dans le Qinghai, il existe une « mer de pétrole ».

CHEF-LIEU de la province, centre agricole important, avec une industrie en voie de développement, Dunhuang, située dans une vallée enchâssée entre les monts Ming-Sha et San-Wei, compte dix mille habitants. Des boutiques bien approvisionnées s'alignent le long de l'allée principale bordée d'arbres.

La campagne est riche, verte. Le blé, le millet, le coton, le sorgho et les arbres fruitiers y poussent en abondance. Par endroits, se sont implantées des usines, mécaniques, chimiques, des filatures de coton.

Mais ce qui vaudra bientôt à Dunhuang d'être un centre d'intérêt privilégié, ce sont assurément les célèbres grottes de Mogao et deux autres groupes de sanctuaires en voie de réfection. Et aussi un site plein de charme : à 5 kilomètres au sud de la ville, « la Source du Croissant » se dissimule entre les dunes mouvantes de sable fin et blanc, qui changent de forme au gré des vents. La voiture s'arrête à la limite des champs irrigués. Après une demi-heure de marche apparaît, vu de haut, un croissant géant bleu, étang d'où s'échappe un filet de rivière : sur les bords, quelques arbres et des vallonnements inattendus.

Un temple en ruine semble surgir du sol ; trois cours superposées avec des bases de colonnes de pierre, quelques parois murales encore debout et, au fond, quelques marches qui mènent au « sanctuaire » (?) délabré, ouvert à tous vents. Temple tardif, si l'on en croit la peinture qui recouvre le mur du fond, très détériorée, mais parfaitement discernable : tendances « terribles » de l'art du tantrisme ?

A ma visite des grottes de Mogao reste lié le souvenir d'une rencontre providentielle. Celle de M. Zhang Shuhong, peintre et directeur de l'Institut de recherches sur les objets culturels de Dunhuang, fondé en 1943. Depuis plus de trente-cinq ans, il étudie et recopie inlassablement les peintures murales de ces grottes.

Les réserves de Dunhuang contiennent plus de deux mille copies de fresques (2) — dont une partie a été exposée à Pékin en 1951, puis en Inde — prêtes à constituer une riche exposition. Il faut souhaiter qu'elle puisse avoir lieu en France. M. Zhang garde un souvenir nostalgique du « Paris des Montparnos » où il vécut de 1925 à 1935, et qui conserve actuellement dans un musée, deux de ses tableaux. L'Institut a établi le dossier complet des « objets culturels » qui ont résisté aux pillages et aux intempéries, des photographies, des publications.

Situées à 25 kilomètres au sud-ouest du chef-lieu, les grottes sont creusées au flanc d'une falaise abrupte, entre les monts Ming-Sha et San-Wei. On y accède par une arche triomphale, rutilante et dorée : un « pailow » de date récente. A sa droite, les bâtiments de l'Institut. Un jardin où serpente une petite rivière mène à la falaise qui barre le paysage, creusée de trous, entrées des quatre cent quatre-vingt-douze grottes dénombrées actuellement, disposées sans ordre apparent en deux, trois, cinq registres, sur une longueur de 1 600 mètres.

Accolés à la falaise au centre, quatre temples de bois charpentés, à toits superposés, ont été élevés vers le onzième siècle ; un autre date des Qing. Des restaurations ont été entreprises de 1963 à 1966 alors que la falaise menaçait de s'écrouler. Sa consolidation par des galeries extérieures et des escaliers peut-être trop massifs, construits avec un matériau lourd, surprend lorsqu'on a gardé le souvenir d'anciennes photographies...

Devant la surabondance de peintures murales (45 000 m2) et d'œuvres plastiques (plus de 2 500) on ne laisse pas d'être surpris par la découverte d'innombrables détails.

L'ART de Dunhuang n'est pas seulement un grand art religieux, mais aussi une véritable leçon d'histoire, un raccourci de la vie de cour, de la vie quotidienne de la Chine du passé, de ses liens avec les anciennes principautés de l'Asie centrale. Ainsi, l'architecture figurée, les types ethniques, les nombreux instruments de musique, les danses locales, les échoppes avec cette perspective plongeante caractéristique d'une certaine peinture chinoise, les scènes familières : dans la grotte 323, un bébé dort dans le sac à dos porté par sa mère. Toutes sortes d'animaux peuplent les murs et les plafonds. Des femmes-oiseaux, souvenir de la Sirène antique, conservent la grâce de leurs sœurs d'Adjânta en Inde.

Les peintures religieuses n'échappent pas non plus au brassage des civilisations. Dans la grotte 260, un Bodhisattva squelettique (cinquième, ou sixième siècle) rappelle celui, célèbre, de Sikri dans l'art du Gandhâra. Ce thème de la période d'austérité du futur Bouddha Sakyâmuni se rencontre rarement en Chine. Peut-être la proximité chronologique explique-t-elle sa présence dans cette grotte. Les scènes de Jatakas — vies antérieures du Bouddha — se retrouvent fréquemment : ainsi, dans la grotte 419, daté de la fin du sixième siècle, celui du Bodhisattva sacrifiant son corps pour nourrir les bébés-tigres affamés.

Des scènes de la vie du Bouddha, thème également peu fréquent dans l'art chinois, sont illustrées dans quelques grottes : la tentation de Mara, mais aussi, figuration plus rare, dans la grotte 290, la naissance du futur Bouddha, puis le bain du bébé, thème traditionnel, ici sinisé ; ce ne sont plus les éléphants de l'Inde, mais des dragons bien chinois qui aspergent l'enfant de jets d'eau ! Sur une paroi murale, la légende de la fondation du royaume de Khotan rejoint la mythologie de l'Occident : l'enfant-roi abandonné, nourri par une source de lait miraculeuse, évoque le destin de Romulus et Rémus ! Une étonnante carte du mont sacré de la Chine, le Wu Tai, couvre le mur ouest de la grotte 061.

Les statues d'argile, aux couleurs éclatantes, vaste Panthéon de divinités disséminées dans tous les sanctuaires, témoignent des styles multiples de l'art chinois. Enfin, la présence d'effigies géantes vient rappeler cette tradition iconographique du Bouddha colossal qui, depuis Bamiyân, dans l'Afghanistan actuel, s'était répandue tout au long des oasis de la route de la soie : celui de la grotte 096, exceptionnellement taillé dans la pierre, d'une hauteur de 38 mètres, daté de 695, restauré sous les Qing et repeint en 1929, traverse de toute son imposante stature les trois étages de la falaise.

EGLY ALEXANDRE.

(1) En octobre 1979, un colloque est prévu à Paris, organisé par l'équipe française de chercheurs des Hautes Etudes, qui poursuit activement l'étude d'une autre partie de ces manuscrits rapportés par Paul Pelliot et déposés à la Bibliothèque nationale de Paris.

(2) Plus précisément, à part quelques rares exemples d'époque tardive, ce sont des peintures *a tempera* dont les couleurs minérales et végétales ont remarquablement résisté au temps.

ANGLETERRE

Du vin au pays du Cheddar

L'ANGLETERRE produit aujourd'hui du vin. Que les viticulteurs français se rassurent, notre partenaire européen ne prétend pas venir nous concurrencer. Ses prétentions sont encore fort modestes. L'ensemble du vignoble anglais ne couvre que quelques centaines d'hectares et ne produit que quelques cinq cent mille bouteilles de vin — les très bonnes années, comme en 1976. Une goutte... dans l'océan du vin français.

C'est à Hambledon, dans le Hampshire, près de Southampton, que se trouve le plus ancien des vignobles que les Anglais reprennent goût à cultiver depuis la fin de la guerre. Mais le plus important se trouve à Lamberhurst Priory, dans le Kent. Ailleurs, la mode aidant, d'autres vignobles sont nés dans l'Essex, dans le Berkshire et même à Lincoln — à plus de 300 kilomètres au nord de Londres ! Ce dernier est d'ailleurs essentiellement symbolique.

Le jeune vin anglais existe donc. Et ce n'est pas de la piquette... loin de là. Nous l'avons dégusté au manoir de Pilton dans le Somerset, au sud-ouest de l'Angleterre : en plein pays du cidre et du fromage de Cheddar.

La petite route tortueuse se faufile entre les haies de noisetiers, de colline en colline et de village en village, à travers un riche bocage, parsemé de cottages de pierre grise. Ici, c'est le royaume de la verdure, de la fraîcheur et des grasses prairies : l'un des climats les plus cléments du Royaume-Uni, adouci par le Gulf Stream et les vents d'ouest.

La tour carrée de pierre moussue de l'église de Pilton — caractéristique avec ses quatre petites flèches d'angle — émerge au milieu des tilleuls centenaires. Encore un chemin creux bordé de vieux murs de pierre investis par le lierre, la mousse et les fougères, et voici la grille du manoir, à un jet de pierres de l'église. Derrière la demeure du treizième siècle — qui appartint un temps à la Couronne, — les vignes alignent leurs élégantes rangées qui montent à l'assaut d'un côteau exposé plein sud. Quelques hectares soignés avec tout l'amour que les Anglais savent porter à la nature.

M. Nigel de Marsac Godden, le propriétaire, nous invite à déguster l'un de ses meilleurs crus. Un blanc 1976, l'année de la grande sécheresse. Année faste tant pour la quantité que la qualité. Cette année-là, le petit vignoble de Pilton a produit plus de trente mille bouteilles de blanc et de rosé. La récolte moyenne tourne autour de dix mille bouteilles.

Mil neuf cent soixante-dix-neuf, qui a commencé par un hiver très rigoureux, ne donnera même pas six mille bouteilles. La vendange sera tardive, mais ce pourra être un assez bon cru, si septembre reste beau.

De taille très modeste, le vignoble est planté de ceps allemands Muller-Thurgau (Riesling-Sylvaner) et de Seyval blanc français (Val-de-Loire et Champagne).

Le résultat ? Une très agréable surprise, pour une région où le sol, bien que rocailleux en surface, reste encore très humide : un vin blanc léger, très clair, au bouquet délicatement « fleuri », plaisant au palais. Au fond, assez proche de nos vins de Moselle, mais qui conserve un caractère typiquement anglais : un vin discret, réservé, plein de charmes délicats dont le meilleur cru est le 1975.

Une tradition ancienne

En 1964, Nigel de Marsac Godden s'installe au manoir de Pilton pour y planter des vignes : il est le premier à venir tenter sa chance à l'ouest. Sa vocation de vigneron lui est venue presque par hasard, au début des années 60, en entendant une émission de radio sur le vin : *« J'ai toujours aimé faire pousser des trucs. Après l'émission sur le vin, je suis allé voir les quelques pionniers anglais de la viticulture. Et, après une étude de rentabilité avec un comptable londonien, je me suis lancé... »*

Mais est ce bien un hasard ? Certains de ses ancêtres étaient en effet Huguenots, originaires du sud-ouest de la France. Ils vinrent s'installer en Angleterre vers 1714 pour fuir la répression. Il est vrai aussi qu'en plantant des vignes à Pilton, Nigel de Marsac n'a fait que ressusciter une tradition vieille de plusieurs siècles. En 956, la charte du roi Edwy octroie à l'Abbaye de Glastonbury le droit de planter des vignes et de faire du vin. L'histoire du vignoble de Pilton remonte à 1189 : mais il sera abandonné vers 1260 pour être transformé en réserve de gibier.

Un écrivain du treizième siècle explique que la terre du Somerset était trop humide et trop grasse et que la vigne donnait trop de feuilles et de branches, mais pas assez de grappes. Il ajoute pourtant que les abbés de Glastonbury croyaient au « noble breuvage » et cultivaient un vignoble sur les pentes ensoleillées de Pilton. Les calendriers de l'époque notaient d'ailleurs : mars pour la taille de la vigne et décembre pour la fermentation de la vendange... et de la bière.

Comment expliquer la renaissance du vignoble anglais ? Peut-être parce que les Anglais s'intéressent de plus en plus au vin. Longtemps réservée à une élite fortunée, le goût du vin commence à entrer dans toutes les couches sociales : les voyages à bon marché sur le continent ont donné à beaucoup l'habitude de le boire aux repas. Depuis une bonne dizaine d'années, les « Wine Bars » font fureur à Londres, mais aussi dans le reste de l'Angleterre. *« Cela fait plus chic d'inviter une dame dans un « Wine Bar »*, explique Nigel de Marsac, *c'est un endroit élégant, à la mode... »*

Entre la bière et le whisky, le vin est donc devenu une nouvelle passion. Une passion qui s'est transformée en « hobby » : des « amateurs » fabriquent aujourd'hui leur propre vin à la maison à partir de sachets vendus dans le commerce...

GÉRARD TESSOUR.

SOCIETE

LA VIE DU LANGAGE

Ne dites pas... mais dites

ON a plus de plaisir à éclairer qu'à gourmander, et c'est un rôle ingrat que celui de grammairien-gendarme. Mais aussi, pourquoi tant de négligences inexcusables, chaque jour, partout, dans l'utilisation de la langue ? On s'en amuse un temps, on les subit en silence. Mais il arrive un moment où le silence est une complicité. Epinglons donc quelques-unes de ces fautes publiques.

Des centaines de milliers de voyageurs arrivant dans les gares parisiennes, m'écrit un lecteur, entendent, diffusée par les haut-parleurs, l'annonce que voici : *« Veuillez vous assurer de n'avoir rien oublié dans le train. »*

Incorrection bizarre. Jamais *s'assurer* ne s'est construit avec de et l'infinitif. C'est sans doute une contamination par la construction nominale : *« Veuillez vous assurer de l'heure de départ de votre train. »* La seule forme correcte est évidemment : « Veuillez vous assurer que vous n'avez rien oublié, etc. » Peut-on suggérer courtoisement et fermement à la S.N.C.F. de n'employer que cette forme d'annonce ?

Des centaines de milliers de lecteurs du *Monde* ont pu relever, dans le numéro du 24-25 juin 1979, cette autre incorrection : « Il n'en reste pas moins que les autorités nippones (...) ne sont pas prêtes d'ouvrir l'accès de leur territoire à Concorde. »

Fausse élégance et confusion de deux constructions, l'une et l'autre correctes : « Les autorités nippones ne sont pas *près* d'ouvrir l'accès, etc. », et « ne sont pas *prêtes* à ouvrir, etc. » Il est exact que les meilleurs écrivains ont parfois confondu, jusqu'au dix-huitième siècle, *près de* et *prêt de*. Mais nous n'écrivons plus pour Louis XIV !

Personne ne confond, dans l'usage quotidien : « Il est prêt à s'en aller », et : *Il est près* de s'en aller. » Il fallait choisir entre l'un et l'autre. Au demeurant, un conseil : écrivez dans un cas : « Les autorités ne sont pas *à la veille de*, etc. », et dans l'autre : « Les autorités ne sont pas préparées, *disposées* à, etc. »

Ballons d'essai et ballons ovaux

Une belle grosse perle bien ronde sur TF 1, voici quelques mois. Le présentateur discute avec un fervent du rugby, aujourd'hui passé dans les cadres, et lui demande pour clore l'interview s'*« Il vous arrive encore de toucher vous-même à des ballons ovaux ? »* Ovaux toi-même ! Est-il, pour la dixième fois, excessif d'exiger des journalistes de la télévision et de la radio nationales *un* minimum de connaissance de notre langue ?

Irritant et inquiétant : l'emploi systématique de *digital* pour présenter une montre à affichage *numérique* de l'heure, (14 h. 32, 14 h. 33, etc.) par opposition à l'affichage traditionnel à cadran et aiguilles. Cet anglicisme prétentieux et aberrant traîne dans trop de placards publicitaires, entre autres ceux de la régie nationale des usines Renault. On voudrait croire, naïvement, qu'il suffira de signaler la faute pour la voir rectifiée ?

A la mode : l'emploi d'*alternatif, alternative*, pour « de rechange », en parlant des énergies nouvelles, de la politique, d'un itinéraire conseillé ! C'est l'anglais *alternative*, adjectif effectivement traduit par le *Robert & Collins*, qui fait autorité (1), par « de rechange ».

Le risque de contresens est évident. Proposer un système monétaire mondial *de rechange* est clair. Mais parler d'un système monétaire *alternatif* ou d'une monnaie *alternative* ne peut que signifier l'*alternance* de deux systèmes ou de deux monnaies.

Confus : l'utilisation des noms propres à la radio-télévision et dans la presse. Controverses sur le genre de « la » ou « le » Nigéria. Le lecteur bien informé des choses de l'Afrique qui reproche à notre journal de préférer le masculin (le Nigéria) a sans doute raison sur le fond. L'appellation anglaise est, en effet, une traduction de (la) *Nigérie* (le pays des Noirs).

Mais on devrait dire, dans les mêmes conditions, *LA* Libéria pour « la Libérie », le pays des hommes libres. En fait, seul l'usage peut trancher, et il est largement tiré vers le masculin par la prédominance des noms de pays africains en A : le Kénya, le Botswana, le Rwanda, le Ghana, l'Ouganda ,etc.

Au contraire, les finales en IE appellent le féminin : la Gambie, la Tunisie, l'Ethiopie, la Mauritanie, etc., et les finales autres (qui *ne* sont ni en IE ni en A), vont le plus souvent vers le masculin, lequel en l'espèce est plutôt un neutre, genre non marqué : le Mali, le Congo, le Sénégal et le Niger (qui sont à l'origine des fleuves), mais la Haute-Volta (exception bizarre ?), le Togo, le Cameroun, etc.

En somme, l'usage tend à régulariser ces « séries » sans se préoccuper de raisons étymologiques ou historiques, et c'est bien ainsi.

L'ayatollah fête le « Mouloud »

Problème annexe : les mots d'origine, toujours dans la presse écrite ou parlée. Pourquoi parler de l'*Aïd el Kébir* de l'islam alors qu'il s'agit tout simplement de la « Grande Fête », s'interroge un lecteur. De même, la fête du *Mouloud* est celle de la « naissance » du Prophète, comme notre Noël. Les *ayatollahs* d'Iran sont des « Voix de Dieu », etc.

Même exotisme quand il s'agit d'Israël, dont la *Knesset* est une Assemblée nationale ou un Parlement ; le *Roshanna* est le Jour de l'An, et la fête du *Yom Kippour*, celle du « Grand Pardon ».

En l'espèce, on ne peut évidemment rien blâmer ni rien encourager systématiquement. Il est normal que des journalistes fassent jouer la petite touche de couleur locale, le rien de dépaysement qui plaît à juste titre au lecteur. Il est tout aussi normal de franciser tout ce qui peut l'être. Solution de Normand, la plus sage : donner les deux formes en les séparant par des tirets ou une pause de la voix. Mais des termes comme *ayatollah*, qui recouvrent une réalité complexe (à la fois « Docteur de la Loi », « prophète », « évêque », etc.), ne gagnent pas à être francisés.

Laisser-aller : un lecteur se plaint d'entendre journellement à la télévision : « Vous habitez où ? », « Vous donnez combien ? », etc. On navigue là entre deux écueils : la forme directe, sans inversion, dans laquelle l'interrogation n'est marquée que par une intonation montante, fait « familier » et simple. La forme soignée (« Où habitez-vous ? », « Combien donnez-vous ? »), fait un peu « précieux ». A choisir entre les deux inconvénients, mes préférences vont sans hésitation à la forme soignée ; et sans doute aussi celle de la très grande majorité des auditeurs ou téléspectateurs, même de ceux qui n'emploient guère que la forme familière entre eux. Il y a de la démagogie à vouloir « faire peuple » en matière de langage.

JACQUES CELLARD.

Dernières nouvelles. — Mardi 4, au Bulletin d'information de 23 h., sur TF 1, deux « belles » coup sur coup : *« Au cours de cette séance, le maréchal Tito a* abjuré *ses collègues de ne pas renoncer, etc. »* Un instant plus tard, et toujours très sûr de lui, le présentateur poursuit : *« Menahem Begin* va-t-aborder *ses conversations dans un esprit »*, etc.

Elle a bonne mine, la voix de la France.

(1) *Le Robert et Collins*, dictionnaire français-anglais, English-french, S.N.L. Dictionnaire Le Robert, Paris ; Collins Publisher, Glasgow, 1978.

ÉTRANGERS

Un couvert de plus à table

UNE vingtaine d'étrangers d'un côté, de toutes les races, de toutes les nationalités ; de l'autre, une trentaine de Français, des ménages encore jeunes pour la plupart. Les seconds, dit la règle du jeu, sont à l'issue de ce petit cocktail sensés inviter chez eux les premiers dans les prochains jours. Un verre de punch et les groupes se mélangent, les langues se délient, bientôt les agendas sortent, les rendez-vous sont pris.

A l'origine de cette réunion, le cercle d'accueil de l'Alliance française (1) : fort de vingt-cinq ans d'âge et de six cents familles membres, il permet aux étudiants d'entrer en contact avec des Français, la meilleure façon de connaître le pays et de pratiquer sa langue.

« Depuis trois mois que je suis à Paris, avoue une étudiante grecque qui prépare son doctorat en droit, *la seule personne française avec qui j'ai pu parler, c'est la directrice de mon hôtel. »* Cet isolement qui, à part quelques favorisés, touche indifféremment tout le monde — et pas seulement ceux qui souffrent d'une timidité maladive, d'un physique disgracieux ou que distingue la couleur de leur peau — est encore accru par le fait que les séjours à Paris sont de plus en plus courts en raison de la hausse du coût de la vie.

Simplicité

C'est tout au long de l'année à un véritable travail de psychologue que se livre la secrétaire du cercle : *« Aux étudiants, dix à vingt par jour, venus spontanément ou sur le conseil de leur professeur, je demande leurs goûts, leurs pôles d'intérêt, pour les apparier au mieux avec les familles qui se présentent. Je vérifie aussi auprès de ces dernières qu'elle ne voient pas là un moyen commode et gratuit de perfectionner leur propre connaissance des langues étrangères... »*

Certains s'engagent à recevoir une fois tous les deux ou trois mois un étranger à dîner. D'autres ouvrent sans restriction leur porte à trois ou quatre étudiants : *« Mais deux, c'est déjà très bien*, dit Mme Elizabeth Gufflet, la jeune présidente du cercle, *surtout lorsqu'ils ne parlent pas très bien le français, la conversation en est facilitée. »* Il y a bien sûr des champions de l'accueil : cette dame de soixante-seize ans par exemple, abonnée du cercle depuis plus de quinze ans, qui trimbale vaillamment dans sa 2 CV ses hôtes d'un jour des vieux hôtels du Marais à Chantilly ou Saint-Germain-en-Laye ; ou encore cette famille de Vannes qui en est aujourd'hui à son quatre-vingt-seizième visiteur, à raison de deux ou trois tous les quinze jours ! Une règle d'or en tout cas : faire les choses simplement. *« Trop d'entre nous se croient encore obligés de mettre les petits plats dans les grands ; les étrangers préféreraient parfois aux honneurs réservés à un hôte de marque la tranquille intimité d'une famille retrouvée. »*

Ouvrir ainsi le cercle de famille est souvent une aventure payante des deux côtés : *« Nous avions un fils muré dans sa timidité, incapable de se faire des amis*, racontent ces vétérans du cercle. *Nous avons pensé qu'un étranger peut-être... Le premier, un Autrichien, avait trente ans, le gamin tout juste quatorze. Le soir même, ils combinaient déjà des vacances communes. »* La porte ouverte sur l'étranger, c'est souvent le départ d'une amitié.

Parfois seulement le plaisir d'une soirée : *« Les Français ont toujours un peu tendance à considérer comme une B. A. l'accueil aux étrangers*, dit Mme Gufflet. *Il va falloir, pensent-ils, se battre les flancs pour la conversation. Et puis, les jeunes, si vous croyez que ça les amuse de mener la vie de famille... »* C'est ignorer qu'il y a parmi les étudiants de l'Alliance une densité très exceptionnelle de gens cultivés, des jeunes bien sûr, mais aussi des personnes plus âgées, des médecins, des professeurs, des ingénieurs, qui viennent se recycler pour les besoins de leur métier. *« Certains assureraient à eux seuls le succès d'un dîner »*, confie ce cadre supérieur, ravi d'avoir reçu, avec une Sud-Africaine et un professeur d'université texan, un assureur iranien de quarante ans au témoignage passionnant et à la culture encyclopédique.

« C'est bon de prendre un bol d'air », commente, tandis que la fête se termine, Marie-Claire T..., directrice de crèche venue ici avec son mari, qui sort d'une conversation animée avec un Japonais de trente-deux ans, professeur de mathématiques venu à Paris *« apprendre votre belle langue pour le plaisir »*. Un amoureux de la France qui, pour une fois, ne s'en retournera pas chez lui avec le seul souvenir de notre grammaire, de nos musées et des banquettes de nos cafés...

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

(1) 101, bd Raspail, 75270 Paris, tél. 544-38-28, poste 99.

DOUANE

Histoire d'un bouleau

DEBUT août, un peintre norvégien, Aage Wilhelm Hoff, part en voyage pour les îles Orcades, au nord de l'Ecosse. Dans son sac, il emporte un jeune bouleau d'environ 50 cm (peut-être est-il bon de préciser qu'il ne pousse aucun bouleau sur les Orcades et que les quatre-vingt-dix îles de l'archipel ne possèdent que très peu d'arbres en raison de leur climat).

A la douane de l'aéroport des îles Kirkwall, Aage W. Hoff déclare son arbre, qui est aussitôt confisqué pendant trois jours pour prendre le temps d'examiner les lois concernant les immigrations de bouleaux. Pour cela, on est obligé de contacter l'Ecosse.

Après trois jours, on annonce au peintre que l'arbre en question doit rester en quarantaine pendant trois semaines, en attendant de trouver une solution, car c'est la première fois qu'un tel cas se présente.

« Mais il va mourir, mon arbre, sans eau ni terre ! » A la douane, personne ne veut prendre en charge la vie d'un arbre pendant trois semaines. Alors... alors seulement la permission est accordée pour la plantation du bouleau.

Ainsi, le 8 août 1979, l'arbuste fut enfin planté dans une des vallées au nord de Rackwick, dans l'île de Hoy, accompagné d'une bouteille à l'intérieur de laquelle sont inscrits la provenance de l'arbre, la date de sa plantation et le nom du donateur. Un paysan du village de Rackwick va prendre soin de la croissance du bouleau...

EVE RAMBOZ.

TÉLÉVISION

Visages offerts

EN U.R.S.S., « si vous voulez photographier des personnes, il convient de solliciter leur consentement ». *C'est dans l'A.B.C. du parfait touriste. Interdit de saisir les gens dans leur réalité candide.*

Sartre distinguait déjà le comportement que nous avons dans le secret de la solitude de celui que nous affichons en public, sous la contrainte des regards. Visage abandonné ou contrôlé. Terreur d'être surpris en flagrant délit de soi-même, dans l'autobus, par exemple, quand on se découvre observé par quelqu'un de connaissance depuis un moment. Un moment de trop.

C'est que le visage, c'est grave. Autrefois, le bon peuple ne connaissait guère son roi que sur monnaie sonnante, et il se précipitait sur son passage pour le voir quand celui-ci sortait du palais, pour son plaisir ou pour être mené à la guillotine. Le visage encore : au siècle dernier, les « dames à portrait » avaient le droit de porter en médaillon, sur l'épaule, l'effigie sertie de pierreries... de l'impératrice Eugénie.

Aujourd'hui, le visage s'anime et se trahit sur le petit écran. Nous savons comment nos gouvernants battent des cils, sourient, passent la main dans leurs cheveux, montrent les dents. La caméra fouailleuse débusque même la France profonde pour découvrir sa face burinée, la mettre à nu, en démonter les ressorts. Chanteurs, ministres ou paysans n'existeraient pas s'ils ne montraient patte blanche en se laissant canarder. Un Victor Hugo d'aujourd'hui ne saurait être lu sans être vu. Pour être reconnu, il faut être connu, et il sera de plus en plus difficile d'avancer masqué ou de se voiler la face.

Il y a sans doute un lieu idéal pour appréhender l'autre, et nous savons qu'il est aussi malséant de regarder quelqu'un sous le nez que de ne pas le regarder dans les yeux. Mais la télévision a faussé le rapport en permettant de voir sans être vu, de tester l'autre, de l'éprouver dans ses ridules les plus révélatrices. Le visage est offert, et il y a de la demande.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

VU DU LANGUEDOC

Un bouquet d'orties

VOICI revenue la paix des calmes aurores, quand le soleil, en glissant dans la cité par la porte d'Aude, frappe au chevet les vitraux de Saint-Nazaire. Voici, dans la plaine à vignes, le silence à peine strié de quelques cigales retardataires. Sur les collines de Pech-Marie comme aux flancs de l'Alaric, voici les gens du Carcassès redevenus enfin eux-mêmes...

Car les assauts ont reflué ; le combat s'est interrompu faute de combattants. Ils sont repartis vers leur nord, les blonds envahisseurs aux cuisses blanches ou couleur de homard, bardés de caméras et de transistors, les soutes pleines d'un pillage sans risque : tapisseries et statuettes, bouteilles de corbière ou de minervois, tableaux et gravures, bois sculptés, pêle-mêle avec les « semelles de Trencavel », une pâtisserie coriace qu'un commerçant ignare ou sans scrupules a baptisée du nom du plus courageux et malheureux résistant aux reîtres de Montfort (imaginons qu'on propose aux gastronomes de passage en Limousin les « bûchettes d'Oradour » !).

« *N'i a prou !* » (« C'est trop ! »), comme disait un vigneron de Barbaira.

Il y a, certes, invasion et invasion. Celle d'aujourd'hui, dont l'arme absolue est le traveller-chèque, n'a pas le caractère sanglant de la guerre que les barons « français » firent aux Occitans, sur l'injonction d'Innocent III.

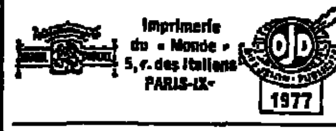
Dans un pays où, cependant, le souvenir des exactions est loin d'être effacé, où des villages portent encore les noms de La Croisade ou La Crouzette (qui a le même sens en langue d'oc), comment ne pas ressentir à l'égal d'une agression la ruée estivale de gens dont la plupart ne feraient pas de mal à une mouche, mais qu'on sent prêts à nous marcher bravement sur les pieds, à s'étendre tout bottés dans nos lits, et qui transforment déjà nos places ou nos jardins en poubelles, et la cathédrale en snack ?

« *N'i a prou !* » La tolérance n'est plus digne de son nom lorsqu'elle tourne au masochisme. L'hospitalité, vertu languedocienne, commerce des stigmates d'un passé inexpiable.

Nous savons, ici comme ailleurs, vénérer un ennemi mort. Ce fut le cas pour la dépouille mortelle de Simon de Montfort, d'abord inhumé à Saint-Nazaire, puis ramené en Ile-de-France, et dont il reste, dans le transept, la pierre tombale. Mais qu'on ne nous demande pas de l'arroser de nos larmes ! Qu'on nous pardonne même si, à l'instar de Gaston Bonheur et de ses condisciples des années 30 au lycée de Carcassonne, il nous arrive de déposer sur la dalle un bouquet... d'orties.

MAURICE CHAVARDÈS.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°
1977

REGARD

L'arabe-image

LE désert, trois dromadaires, des silhouettes brunes dans un accoutrement blanc : c'est l'Arabe. Faites prosterner ces hommes pour la prière : c'est l'islam.

La publicité est l'art de saisir toutes les opportunités pour vendre. Comme on le sait, il y a du Khomeiny dans l'air et du couscous « fraternel » sur les murs.

L'image de l'Arabe est un phantasme têtu : émir ou nomade, sa différence est une caricature, un cliché qui se perpétue depuis l'époque coloniale au mépris de l'histoire et du sens. Cet Arabe, on le veut image. Lointain et exotique. Ombre qui suggère. Désir chaud et dépaysement. Humble et serveur de thé à la menthe sous une tente caïdale. Quand cet Arabe débarque, en chair et en os, en Occident, traverse les grands boulevards, il devient suspect. Plus de folklore. Plus de soleil. Ce n'est plus une image en couleurs encadrée dans un Abribus. Alors, on regarde ailleurs.

TAHAR BEN JELLOUN.

PARALLÈLES

Prince et paysan

EUGENE TOURLONIAS est né en 1900 : sa vie a été celle d'un paysan auvergnat vivant aux abords des monts du Forez.

Le prince italien Allessandro Torlonia est né en 1901 : c'est, dit-on, le plus gros contribuable de Rome.

Il se trouve que ces deux hommes ont plusieurs ancêtres communs, parmi lesquels Antoine Tourlonias, qui vivait en Auvergne à la fin du XVI[e] siècle. Dans la descendance d'Antoine, beaucoup sont restés au pays : Eugène est de ceux-là. Mais, vers 1750, Marin Tourlonias quitte l'Auvergne et la France pour l'Italie. Il vivra à Sienne, s'y mariera, et il aura un fils, Jean, né en 1754. Jean Torlonia (son nom va s'orthographier de la sorte en Italie) s'installera à Rome, changeur, puis assez vite banquier.

En 1793, la Banque Torlonia tient guichet au palais Raggi. Après le traité de Tolentino, le pape Pie VI est en difficultés financières : il doit payer à la France plusieurs millions de livres. Jean Torlonia avance la somme. Le souverain pontife reconnaissant le fera marquis de la Vieille Rome. Torlonia devient alors une sorte de banquier officiel du Saint-Siège. En 1800 avec Pie VII, il sera prince Torlonia, duc de Bracciano. Toute la haute aristocratie européenne défilera dans ses salons. Stendhal y sera invité. Parmi les descendants de Marin et du prince Jean, Allessandro Torlonia.

Eugène Tourlonias habite son petit hameau d'Auvergne et Allessandro Torlonia son palais romain. Les deux hommes ont le même âge. Ils ne se rencontreront sans doute jamais.

Eugène Tourlonias connaît bien l'histoire de sa famille et celle des princes italiens, mais à Rome, se souvient-on encore des lointains ancêtres auvergnats ?

CHRISTIAN LASSALAS.

RADIO-TELEVISION

« LE DERNIER TRAIN », de Jacques Krier

Voyage à l'intérieur de la grande famille

SUR le bord du ballast, un homme, le visage en sang, téléphone. Derrière lui, la B.B. encastrée dans un mur de soutènement a entraîné dans son embardée plusieurs wagons. La vie de Marcel Davaine, cinquante ans, conducteur de locomotive, vient de basculer au kilomètre 226 de la ligne Paris-Bruxelles avec le déraillement du convoi de marchandises qu'il menait et la mort d'un collègue.

Le fait divers qui commande les deux épisodes du « Dernier Train », de Jacques Krier, pourrait n'être qu'un procédé classique pour mieux faire « passer » une étude sociale de trois heures, car le dessein d'André Stil, auteur du scénario et des dialogues, était de conter l'existence d'un cheminot, avec, en filigrane, la société du nord de la France. Pourtant, la fiction s'intègre parfaitement au documentaire, peut-être parce que ce genre d'accident, même s'il reste exceptionnel dans l'absolu, est des plus banals ; il suffit d'une défaillance des freins. Seul le rebondissement final, introduit pour les besoins d'une *happy end*, semble un peu outré, bien qu'il soit directement inspiré d'un événement authentique.

Chaque ligne du scénario, le moindre détail de l'instruction (après l'inculpation pour homicide involontaire), nous entraînent dans le quotidien du conducteur. La reconstitution du drame est l'occasion de connaître le fonctionnement de la machine, de ses multiples dispositifs de sécurité, du « mouchard », appareil qui enregistre tous les gestes et données.

De même, l'hypothèse de la défaillance humaine amène un long flash-back sur les dernières journées de Marcel, semblables à tant d'autres avec les changements de machine, le dépôt, les horaires parfois éreintants.

En plus de la mort d'un ami, le kilomètre 226 a été fatal à un vieux rêve : à deux mois de la retraite, il sait qu'il n'a plus aucune chance de connaître son dernier train, celui qu'il aurait dû conduire, comme le veut la tradition, orné de ses deux quilles et que les autres auraient salué à son arrivée en gare par une salve de pétards.

La réussite de cette fiction-vérité ne doit rien au hasard. André Stil, comme la plupart des interprètes, est originaire du Nord, il a enquêté pendant plusieurs mois auprès des cheminots, questionné ceux qui avaient déjà été accidentés, repéré les lieux de tournage. Georges Staquet, qui tient le rôle de Marcel Davaine, a appris à conduire la machine pour acquérir tous les réflexes des professionnels et traduit avec finesse les rapports qui unissent l'homme à la motrice. Comme Véronique Silver, sa femme, et Ronny Coutteure, il donne à son personnage un poids, une pudeur à cent pas d'une caricature qu'il n'était pas facile d'éviter. Jacques Krier a réalisé un portrait chaleureux qui ressemble fort à un hommage, à vous donner envie de prendre le train et de vivre en Avesnois.

JACQUES SICLIER.

(1) « Le Dernier train ». « *L'Accident* », mercredi 12 et « *la Petite Maison* », jeudi 13 septembre, TF 1, 20 h. 35.

« DEMAIN LES HOMMES », de Breugnot et Bouthier

Cinq couples au banc d'essai

AU titre « Demain, les hommes », il manque un point d'interrogation. Pascale Breugnot et Bernard Bouthier ne nous convient pas à un cours magistral, (c'eût été ennuyeux), ils ne cherchent pas à définir le compagnon modèle pour la femme de l'an 2000 (c'eût été risqué), mais se contentent de recenser quelques « échantillons représentatifs », nous laissant le soin de choisir la solution qui, dans les années à venir, pourra faire rimer couple et bonheur.

Les cinq reportages réalisés dans différents foyers illustrent avec précision le comportement de l'homme dans la crise quotidienne et la façon dont la femme le considère. Tous ces témoignages ont été articulés autour d'une fiction qui ne sert qu'à les introduire sous la forme d'une alternative : un futur père, que l'on voit au chevet de sa femme sur le point d'accoucher, se demande s'il doit solliciter un congé de paternité pour se faire homme au foyer ou obliger son épouse à interrompre ses études d'avocate.

Doit-il s'inspirer du jeune cadre accaparé par son métier qui n'a le temps de s'occuper ni de ses enfants ni de leur mère, moins encore des tâches ménagères et joue avec une évidente bonne conscience la carte de la résignation ?

A l'inverse, il peut suivre, voire stimuler, l'épanouissement de sa compagne, avec peut-être à la clé l'équilibre affiché par ce ménage radieux (malgré la perplexité des amis quant aux moyens employés) ou, comme un autre, parvenir à la même sérénité malgré le peu d'efforts consentis par le mâle et après des années de déchirement.

Lui faut-il encore envisager le cas du jeune professeur délaissé qui assume seul l'éducation de ses enfants et avoue y trouver son bonheur ?

A vrai dire, ce fil conducteur bien ténu n'apporte pas grand-chose. L'accouchement final relève de la même gratuité (des émissions médicales l'ont montré et expliqué beaucoup mieux). Tout l'intérêt de l'émission réside, en fait, dans les témoignages recueillis. Il faut un tact et une force de persuasion peu communs pour inciter des couples à analyser leur vie avec autant de franchise et de naturel, à dévoiler leurs faiblesses ou leurs intransigeances devant micros et caméras. A tel point que dans les moments de tension proche du règlement de comptes ou dans les élans de tendresse réciproques, on se sent parfois de trop.

Sans agressivité ni mièvrerie, Pascale Breugnot sait par des questions incisives pousser ses interlocuteurs dans leurs retranchements et relever chacune de leurs contradictions. Il est regrettable que les milieux ruraux et socialement défavorisés n'aient pas été représentés dans cette émission pleine d'un humour qui sauve les instants d'émotion du larmoyant et fait rire de la suffisance des hommes, chacun se disant alors que cela n'arrive qu'aux autres...

YVES CORNU.

★ Mardi 11 septembre, à 20 h. 35.

« KOUMEN », de Ludovic Ségarra

Les abysses de la cosmologie peule

DEJA séduit par les mystiques himalayens, auxquels il consacra ses premiers films, le réalisateur Ludovic Ségarra a succombé à l'envoûtement des rites initiatiques des pasteurs peuls de l'Ouest africain. Le moyen métrage qu'il leur consacre sous le titre de *Koumen* témoigne d'une approche particulièrement judicieuse de l'un des panthéons les plus riches de l'Afrique sud-saharienne.

Pour pénétrer les abysses de la cosmagonie peule, Ludovic Ségarra a choisi un interlocuteur d'une exceptionnelle qualité en la personne d'Amadou Hampaté Bâ. Ce volubile et subtil octogénaire est en effet l'une des personnalités les plus attachantes de l'univers culturel africain et l'un des plus précieux dépositaires d'une tradition orale aux ressources insoupçonnées.

Historien, philosophe, ancien commis de l'administration coloniale française, ancien diplomate, le *Malien Amadou Hampaté Bâ est* avant tout un « *homme de Dieu* » et un humaniste de stature panafricaine. Retiré depuis plusieurs années à Marcory, banlieue résidentielle de la capitale ivoirienne, ce disciple du grand chef religieux Tierno Bokar, fondateur au début du siècle de la secte musulmane des hamallistes, jouit d'une réputation de sagesse et de tolérance. Auteur de plusieurs ouvrages savants, mais également d'un essai à caractère autobiographique intitulé *l'Etrange destin de Wangrin*, il allie à un sens aigu du sacré un humour totalement dépourvu de férocité.

L'errance intellectuelle permanente d'Amadou Hampaté Bâ, des couloirs de l'Unesco au Centre des traditions orales de Niamey, dont il est, avec le Nigérien Boubou Hama, l'un des animateurs, de sa villa de Marcory, où son aura de patriarche attire des milliers de visiteurs à la boucle du Niger, d'où sont originaires ses ancêtres, en faisait le présentateur idéal de Koumen, génie du cheptel. Profondément enraciné dans le monde des civilisations pastorales et de leurs espaces illimités, il explique ici, dans un récit en forme de conte, quelle est la vie quotidienne de ses frères de race, *Noirs parmi les Blancs, Blancs parmi les Noirs*. Et tandis que Ludovic Ségarra promène sa caméra d'un campement peul à l'autre, de pâturages en gués et d'enclos en villages, « *le sage de Marcory* » raconte la légende de Koumen, auxiliaire de Tyanaba, propriétaire mythique des bovidés

C'est une très heureuse rencontre que cette litanie savante, et *pourtant* accessible à *tous, qui* coule des lèvres du vieillard aux yeux pétillants de malice et cette succession de plans où les bœufs aux cornes en forme de lyre composent un hymne à la beauté en même temps qu'un hommage au créateur. Beau langage et perfection de l'image : autant une invitation au voyage dans le cadre somptueux de la vallée du Niger qu'un appel à la réflexion sur les civilisations africaines, trop souvent considérées sous le seul aspect frelaté de l'exotisme.

PHILIPPE DECRAENE.

★ Mercredi 12 septembre, A 2, 22 h. 40.

Les films de la semaine

● **LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES, d'Howard Hawks. — Dimanche 9, TF 1, 18 h.**

Dans cette version filmée d'une comédie musicale inspirée d'un roman d'Anita Loos (satire de la famme américaine « chercheuse d'or » des années 20), Hawks oppose, avec un mauvais goût volontaire, la vulgarité bovine de Jane Russell à la fausse naïveté de Marilyn Monroe, ironise *avec férocité sur le sexe*, l'argent, la chasse au milliardaire. Les hommes, ici, ont perdu le pouvoir et la virilité. Marilyn, qui n'était pas encore une star, y gagna un grand rôle.

● **LE GRAND MEAULNES, de Jean-Gabriel Albicocco. — Dimanche 9, TF 1, 20 h. 35.**

Le roman d'Alain-Fournier, depuis sa publication en 1913, est le livre même du mythe de l'adolescence. Fidèle à la lettre de ce roman, Albicocco, cinéaste du flou artistique, des fioritures esthétiques, s'est révélé incapable de capter la poésie secrète des sentiments, le monde intérieur d'Augustin Meaulnes à jamais fixé sur l'image idéale d'Yvonne de Galais.

● **LE COUPABLE, de Raymond Bernard. — Dimanche 9, FR 3, 22 h. 30.**

Les péripéties, étalées sur vingt ans, de l'adaptation du roman de François Coppée, peuvent paraître mélodramatiques. Or les dialogues de Bernard Zimmer et la réalisation de Raymond Bernard ont dépassé les conventions du mélo pour une critique sociale extrêmement virulente, fustigeant la bourgeoisie et ses intérêts de classe, le rôle de l'argent, l'oppression de la femme et les maisons de correction. Un film des années 30 à revaloriser.

● **L'ILE AUX FILLES PERDUES, de Domenico Paolella. — Lundi 10, TF 1, 14 h. 45.**

L'enfer de l'île du Diable, en Guyane, à la fin du dix-huitième siècle, pour les femmes déportées, traitées comme des esclaves. Les malheurs de Michèle Mercier trimant dans les marécages, crocodiles et pirates, traître aux noirs desseins, amour romanesque, érotisme allusif. Pour redécouvrir Paolella, réalisateur italien de films d'aventures et de mélodrames effrénés, cinéaste baroque et grand coloriste.

● **REGAIN, de Marcel Pagnol. — Lundi 10, FR 3, 20 h. 30.**

Jean Giono n'a jamais été satisfait des films tirés par Marcel Pagnol de ses œuvres. Ici, la résurrection d'un village abandonné de Provence, par le travail et la foi d'un couple de déshérités, se rapproche plus du folklore de Pagnol que du lyrisme et des symboles de l'écrivain de Manosque. Et Fernandel, le rémouleur, semble sorti d'une comédie marseillaise. Mais le tournage en pleine nature, l'exaltation de la vie bucolique et le naturel des acteurs prouvent bien que Pagnol savait s'exprimer en cinéaste à la fois par l'image et par le verbe.

● **QUE LA BÊTE MEURE, de Claude Chabrol. — Lundi 10, TF 1, 20 h. 35.**

Dans un rigoureux suspense psychologique tournant à la tragédie, Chabrol confronte un homme, meurtrier par accident, et un autre homme prêt à tuer par vengeance. Il étend le thème de la culpabilité à la société bourgeoise, sa cible favorite, et nous amène à une réflexion sur les vices de ce monde, la mort, la solitude et l'angoisse. Jean Yanne, chauffard criminel, tyran domestique, bête et vulgaire, est grandiose dans l'ignominie.

● **LES RÉVOLTÉS DU BOUNTY, de Lewis Milestone. — Mardi 11, FR 3, 20 h. 30.**

Aventures maritimes et exotiques, morceaux de bravoure d'une mise en scène spectaculaire. C'est le « remake » — inutile — du grand et beau film tourné par Frank Lloyd en 1935, que tous les cinéphiles ont en mémoire. Le jeu maniéré de Marlon Brando et la technique d'acteur impeccable de Trevor Howard ne peuvent surpasser les compositions inspirées de Clark Gable et de Charles Laughton (qui fut, à jamais, le capitaine Bligh sadique, délirant, pervers).

● **L'AINÉ DES FERCHAUX, de Jean-Pierre Melville. — Mercredi 12, FR 3, 20 h. 30.**

Un roman de Simenon transposé aux Etats-Unis et dont l'adaptation a été conçue selon les histoires de truands qu'affectionne Melville. De beaux paysages, mais l'atmosphère Simenon n'y est pas, non plus que les caractères des personnages. L'affrontement ambigu de Charles Vanel (qui n'était pas d'accord avec les conceptions du réalisateur) et de Jean-Paul Belmondo tourne court. Une déception.

● **FLIC STORY, de Jacques Deray. — Jeudi 13, FR 3, 20 h. 30.**

L'inspecteur Borniche (Alain Delon) et le dangereux bandit Emile Buisson (Jean-Louis Trintignant) jouent à cache-cache. Une histoire vraie tirée des annales policières françaises de la fin des années 40. Une reconstitution presque documentaire, une mise en scène rapide, claire, précise. Le meilleur film de Jacques Deray.

● **LE POISON, de Billy Wilder. — Jeudi 13, TF 1, 23 h. 15.**

Week-end de cauchemar pour un alcoolique qui, à peine désintoxiqué, cherche à assouvir son vice et manque de sombrer dans la folie. Etude d'un cas clinique d'ivrognerie, réalisme noir pour un fléau social. Cette œuvre dont on discuta beaucoup la fin optimiste, d'ailleurs peu vraisemblable, rendit Billy Wilder célèbre en France après *Assurance sur la mort* et valut à Ray Milland le Grand Prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes 1946. Les hallucinations, dans la crise de delirium tremens sont extrêmement impressionnantes.

● **LES AMANTS CRUCIFIÉS, de Kenji Mizoguchi. — Vendredi 14, A 2, 23 h.**

Une tragédie domestique tournée en hommage à Monzaemon Chikamatsu, auteur japonais du dix-septième siècle, qui écrivait pour le théâtre de marionnettes. Un amour brisé par les usages sociaux, une fatalité invincible. L'adultère puni par la crucifixion tient à une férocité, une cruauté que Mizoguchi dénonce en prenant, comme dans la plupart de ses films, la défense de la *femme opprimée* et toujours victime. La beauté esthétique des images en noir et blanc est en accord avec la morale, la flamme intérieure et le sens tragique du cinéaste. Lion d'argent au Festival de Venise 1955.

● **CÉSAR ET ROSALIE, de Claude Sautet. — Dimanche 16, TF 1, 20 h. 35.**

Deux hommes qui aiment la même femme qui les aime tous les deux et passe de l'un à l'autre. On a déjà vu cela dans *Jules et Jim*, de François Truffaut, mais il ne s'agit pas ici de cinéma d'auteur. Jean-Loup Dabadie et Claude Sautet travaillent dans la nouvelle qualité française de la comédie psychologique. Trois beaux rôles pour Yves Montand, Romy Schneider et Sami Frey.

● **LES BAS-FONDS, de Jean Renoir. — Dimanche 16, FR 3, 22 h. 30.**

Adaptation de la pièce de Gorki dans une société moderne, non précisée, mais où l'on retrouve les bords de Marne chers à Renoir. Pas d'« atmosphère russe » mais une humanité profonde et chaleureuse, la fraternité des épaves de la société bourgeoise et d'un aristocrate cherchant sa liberté dans la marginalité. Gabin échappe ici au noir destin qu'exigeait, alors, *son mythe*. Le scénario dédramatisé, l'étude de comportement, la souplesse des mouvements d'appareil avaient, à l'époque, suffisamment d'originalité pour que ce film remportât le premier prix Louis Delluc (1936).

● **UNE INCROYABLE HISTOIRE, de Ted Tetzlaff. — Lundi 17, TF 1, 14 h. 10.**

Adaptation d'une nouvelle particulièrement angoissante de William Irish. Un gamin, témoin d'un meurtre, considéré par ses parents comme un menteur, est traqué dans New-York par les criminels. Une succession de coups de théâtre bien dosés. Frissons garantis.

● **LE GRAND ALIBI, d'Alfred Hitchcock. — Lundi 17, TF 1, 20 h. 35.**

Une jeune femme, qui veut devenir comédienne, joue son premier rôle en se déguisant pour une enquête policière. Mais l'héroïne, comme le spectateur, a été lancée sur une fausse piste. L'intrigue de ce film, pur exercice de style avec lequel Hitchcock chercha, en Angleterre, une consolation à l'échec des *Amants du Capricorne*, repose, en effet, sur un mensonge dont on ne peut pas s'apercevoir avant la fin. Un petit monde londonien est peint avec humour et Hitchcock s'est particulièrement intéressé à ses actrices : Jane Wyman opposée à Marlène Dietrich.

● **RIO BRAVO, de Howard Hawks. — Lundi 17, FR 3, 21 h. 30.**

Un shérif face à une bande de hors-la-loi. Thème bien connu du western mais le traitement que lui a donné Hawks change les perspectives habituelles. John Wayne et Dean Martin (étonnant dans un rôle d'ivrogne) sont des personnages typiquement hawksiens (amitié virile, courage, rachat moral) évoluant dans un univers d'une justesse *et* d'une vérité rares, où la violence n'est jamais gratuite, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui. Un grand classique.

Quatre magazines

TECHNIQUES DE POINTE

« L'OBJECTIF demain » permettra, à partir du 12 septembre, de faire le point sur les recherches et les découvertes les plus récentes dans le domaine des sciences et des techniques. Animateur de l'émission, Laurent Broomhead présentera les nouveautés et leurs concepteurs à l'aide de maquettes et de reportages, puis s'entretiendra avec des invités sur les conséquences politiques, économiques et sociales.

Chaque magazine aura ainsi un thème principal. Le premier sera logiquement consacré à la télévision, qui subit actuellement de profondes transformations : l'écran à cristaux liquides de la grosseur d'un timbre, le vidéodisque, la télévision en relief.

★ « Objectif demain », le deuxième mercredi de chaque mois, A 2, 21 h. 30.

DES FEMMES TRAVAILLENT

APRES une plus ou moins longue période d'« inactivité » — ainsi appelle-t-on les occupations de la femme au foyer, — retravailler est comme une seconde naissance, le souffle adulte de la liberté, mais à quel prix ? Différents barrages s'interposent : mari, enfants, éventuels échecs, car le monde du travail est un cheval au galop qui distance rapidement les retardataires. Même si, heureusement, des stages de formation ou de réinsertion permettent un recyclage, le manque d'assurance, de confiance en soi handicape la femme, et la handicape doublement quand elle se retrouve seule (abandon, divorce) face aux aléas d'une vie à réorganiser, avec les mêmes obligations familiales, rendues plus éprouvantes en milieu rural par l'absence de garderies, de cantines et les difficultés de transports. Frédérique Mani et Dominique Poncet ont écouté et regardé cinq femmes vivre, diversement, cette laborieuse redécouverte de leur identité avec beaucoup de courage et d'optimisme.

★ TF 1, mardi 11 septembre, 14 h. 15, dans la série « le Regard des femmes ».

FRANCE-CHINE

L'ORCHESTRE de Lyon, au mois d'avril dernier, a donné huit concerts en Chine. Ce voyage a été filmé par Pierre Mignot pour le magazine « Expressions ». Les Chinois, pour entendre une musique dont ils n'avaient pas la moindre idée, ont fait queue devant les guichets des salles de Pékin et Shanghaï.

Une vraie rencontre entre deux sensibilités musicales ? Difficile à croire, quoi qu'en disent les musiciens dont ici la satisfaction éclate. Les applaudissements sont sages, presque de politesse. Venus en porte-parole d'une culture occidentale ignorée parce que jusqu'alors interdite en Chine, les interprètes français n'ont guère de leur côté cherché à connaître le prodigieux répertoire traditionnel chinois. On a du moins cette impression.

Une telle incompréhension réciproque tient-elle à la différence de leur condition ? Les artistes chinois sont avant tout des pédagogues qui devaient il y a peu encore enseigner aux masses la grandeur du socialisme et son urgence. Les peintres occidentaux dont ils voyaient pour la première fois des reproductions « *déforment trop la réalité* », ont-ils dit. A la question : « *Les masses populaires en France aiment-elles ce genre de peinture ?* », peut-on leur répondre que là n'est peut-être pas le problème ?

★ Vendredi 14 septembre, TF1, 22 h. 15, dans la série « Expressions ».

ROMAN - PHOTO

LE roman-photo, art mineur ? Majoritaire en tout cas si l'on en juge par les millions d'exemplaires vendus chaque semaine par la presse du cœur. Inventé un soir de 1930 à Rome par des oisifs qui avaient trouvé, dans les poubelles des studios de cinéma, des tombereaux de pellicule et de photos qu'ils avaient assemblées en une histoire, repris aujourd'hui par toute l'équipe de *Hara-Kiri* et par Gottlib dans *Fluide glacial*, le roman-photo s'est élargi à un nouveau public qui ne le prend peut-être pas au sérieux mais s'y laisse prendre (à rire). Patty Villiers a ouvert pour nous une « Fenêtre sur » cette « cuisine » où l'on fabrique du texte-image pour les lectrices « fleur bleue » et les lecteurs égrillards.

★ Mardi 11 septembre, A 2, 17 h. 25.

RADIO-TELEVISION

Samedi 8 septembre

CHAINE I : TF 1

-8 h. 9, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35, Variétés : Numéro un (Francis Perrin).

21 h. 40, Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 22 h. 35, Télé-foot 1.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, La vérité est au fond de la marmite ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 18 h. 45, Les trois caméras de l'été.

20 h. 30, Dramatique : Brigade des mineurs (Didier), réal. C. Jortner.

Didier, treize ans, est le seul homme de la famille, au milieu de quatre sœurs et de sa mère, divorcée. Besoin de s'affirmer ou détresse face à cette solitude masculine, l'âge ingrat prend chez lui des proportions inquiétantes et l'amène des petits méfaits à la délinquance. Un portrait qui, hélas ! n'est pas tout à fait convaincant.

22 h. 10, Danse : Bayanihan (les Ballets philippins).

Danses de la vie quotidienne, danses paysannes et danses rituelles.

23 h. 10, Festival du cinéma à Deauville.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Retransmission théâtrale : les Mouches, de J.-P. Sartre, réal. M. Hermant, mise en scène R. Santon. Avec : M. de Coninck, H. Delmas, R. Faure, A. Medina, etc.

Les mouches, ce sont les Erinyes poursuivant Oreste, vues par Jean-Paul Sartre à une époque où il utilisait les mythes pour démontrer sa conception existentialiste de la condition humaine et où le metteur en scène Régis Santon n'était pas né. Que peut dire aujourd'hui un homme de trente ans avec cette pièce à thèse ?

FRANCE-CULTURE

14 h., Festival de Bayreuth 1979 : « Siegfried », de Wagner, par l'Orchestre du Festival, dir. : P. Boulez, mise en scène : P. Chéreau ;

19 h. 30, Sciences : le darwinisme aujourd'hui (rediffusion) ;

20 h., « Feu M. le Duc », d'après Paul Morand, adapt. : P. Derrez ; 21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

15 h. 30, Présentation en direct des nouveautés discographiques du mois par des auditeurs ; 16 h., Matinée lyrique : Orchestre et Chœurs du Théâtre Bolchoï de Moscou (Tchaïkovsky) ;

19 h., Concert-lecture : Chœurs de Radio-France (Schubert) ;

20 h. 5, Concours international de guitare ; 20 h. 30, Orchestre de chambre national de Toulouse (Bartok) ; 21 h., Semaines internationales de musique de Lucerne 1979 : Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Z. Mehta, en direct du Kunsthaus (Verdi, Beethoven, Mahler) ; 23 h. 2, Ouvert la nuit : les chants de la terre.

Dimanche 9 septembre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, Foi et traditions des chrétiens orientaux ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h., Messe au carmel de Domont (Val-d'Oise), préd. P. Turquet (transmise à l'intention spéciale des sourds et malentendants).

12 h., La séquence du spectateur ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 10, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Tiercé ; 15 h. 35, La chute des aigles ; 16 h. 25, Sports Première.

18 h., FILM : LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES, de H. Hawks (1953), avec J. Russell, M. Monroe, C. Coburn, E. Reid, T. Nooman, G. Winslow. (Rediffusion.)

Pour amener l'amoureux — milliardaire — de l'une d'elles au mariage, deux chanteuses de cabaret américaines s'embarquent sur un bateau pour la France.

19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 35, FILM : LE GRAND MEAULNES, de J.-G. Albicocco (1967), avec B. Fossey, J. Blaise, A. Libolt, A. Noury, J. Villard, C. de Tilière. (Rediffusion).

Au début du siècle, en Sologne, un adolescent rencontre, dans un château mystérieux, une jeune fille qui va être l'amour de sa vie. Poursuivant son rêve, il se heurte, adulte, aux réalités de l'existence.

22 h. 25, Musique : Arthur Rubinstein.

Arthur Rubinstein qui, à quatre-vingt-treize ans, conserve toujours la même chaleur et passion, interprète au piano « Impromptu nº 4 » et « Intermezzo nº 2, opus 117 » de Brahms ; et « Scherzo, opus 31 » de Chopin.

23 h., Tennis. Tournoi open des Etats-Unis à Flushing-Meadow (sous réserves).

CHAINE II : A 2

12 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 12 h. 50, Dessin animé.

13 h., Quinze minutes avec... ; 13 h. 40, Série : Hawaii police d'Etat ; 14 h. 35, Sports : Internationaux de tennis des U.S.A. ; 16 h. 30, Documentaire : Le jardin derrière le mur (Le sanglier) ; 17 h., Série : L'homme de quarante ans ; 18 h., Sports : Aviron ; 19 h., Stade 2 ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été.

20 h. 35, Jeux sans frontière.

21 h. 55, Feuilleton : Splendeurs et Misères des courtisanes, d'après H. de Balzac. Adapt. et réal. M. Cazeneuve. (Rediffusion.)

Dernier épisode. Madame de Serizy a obtenu une audience de Camusot. Introduite dans le cabinet du juge, elle brûle le témoignage de Lucien et convainc le magistrat de tout « oublier ». Trop tard, Lucien s'est pendu dans son cachot...

CHAINE III : FR 3

16 h. 35, Prélude à l'après-midi : Ensemble Ad Artem ; 17 h. 30, Magazine : Il n'y a pas qu'à Paris ; 18 h. 30, L'invité de FR 3 : Guignol ; 19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., Grande parade du jazz : Helen Humes Blues.

20 h. 30, Emission de l'INA : Rue des Archives (Destin).

Images de mort et de guerre. Mosaïque macabre. Réalisation Gérard Patris (à partir de documents d'archives).

21 h. 30, Court métrage : Dud Kosi, d'A. Vaughan.

22 h., Ciné-regards : Jack Lemmon.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle cinéma français d'avant-guerre) : LE COUPABLE, de R. Bernard (1936), avec P. Blanchar, M. Ozeray, M. Moreno, G. Signoret, S. Mais, G. Gil, J. Astor. (N. Rediffusion.)

Le fils d'un magistrat de Caen est séparé par celui-ci d'une fille du peuple qu'il a séduite et qui a eu un enfant de lui. Cet enfant, devenu orphelin, tourne mal et c'est son père qui, en cour d'assises, doit requérir contre lui.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française ; 10 h., Messe à la cathédrale Saint-Jean de Besançon ; 11 h., Regards sur la musique : Villa Lobos ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45 Inédits du disque ;

14 h., « Lorsque cinq ans seront passés », de F. Garcia Lorca, réalis. C.-R. Manuel (redift.) ; 15 h. 23, Musique enregistrée ; 16 h., Le silence des oubliés ; 17 h. 30, Rencontre avec Jean Daniel ;

18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Verdi, avec le chef d'orchestre Nello Santi (enregistrements de Toscanini) ;

23 h., Musique de chambre : R. Leonardi, piano (Schubert), Quatuor Parrenin (Roussel).

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musique Chantilly : Aubert, Addinsell, Stolz ; 7 h. 40, Musique Chantilly (suite) : Strauss, Fall, Komzak ; 8 h., Cantate : Bach ; 9 h. 2, Sélection concert ; 9 h. 7, Charles Tournemire : « l'Orgue mystique » (orgue de la basilique Notre-Dame du Cap) ; 9 h. 30, Vocalises ; 11 h., Harmonia sacra : Blow, Frescobaldi, Bruckner ;

12 h., Equivalences : « Gaston Litaize » (émission ouverte aux interprètes et compositeurs aveugles) ; 12 h. 35, Opéra-bouffon : « La Fille du tambour-major », d'Offenbach ;

14 h., La tribune des critiques de disques « Trio pour piano et cordes en sol mineur » (Haydn) ; 17 h., Concert ; 18 h. 30, « Henry Wood Concert Promenade », en direct du Royal Albert Hall à Londres (Haendel) ;

23 h., Festival de Sceaux 78 : récital de hautbois et guitare (Purcell, Vivaldi, Telemann, Ravel, Haendel...) ; 23 h., Ouvert la nuit : portrait en petites touches (Beethoven).

Lundi 10 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 50, Acilion et sa bande ; 14 h. 25, Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ;

14 h. 45, FILM : L'ILE AUX FILLES PERDUES, de D. Paolella (1961), avec G. Madison, M. Mercier, F. Ranchi, P. Muller, M. Belli ;

A la fin du dix-huitième siècle, une jeune aristocrate française, déportée à l'île du Diable, en Guyane, avec des criminelles de droit commun, tombe sous la coupe d'un officier traitant les femmes comme des esclaves.

16 h. 15, La vie à trois âges ; 17 h., Rendez-vous au club ; 17 h. 25, Une vie, une musique ;

18 h. 5, TF Quatre ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'Avenir ; 19 h. 12, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, FILM : QUE LA BETE MEURE, de C. Chabrol (1969), avec M. Duchaussoy, J. Yanne, C. Cellier, A. Feriac, M. di Napoli, L. Rainer.

Un écrivain décide de tuer l'automobiliste inconnu qui a écrasé son fils et s'est enfui. Il retrouve sa trace et s'introduit chez lui.

22 h. 25, Magazine : Questionnaire.

Avec M. Bernard-Henri Lévy, philosophe, sur le thème : le politique saisi par le religieux ?

CHAINE II : A 2

12 h. 10, Philippe Bouvard ; 12 h. 30, Feuilleton : Petite Madame ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui madame (Des auteurs face à leurs lectrices) ; 15 h., Série : Drôles de dames (Las Vegas) ; 15 h. 55, Sports : Internationaux de tennis des U.S.A. ; 17 h. 25, Fenêtre sur... la maternelle, pour quoi faire ?

17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top club ;

20 h. 35, Magazine : Question de temps.

Biopolis ou la santé à la conquête des organes artificiels.

21 h. 40, Série documentaire : Sept Jours en Perse (Les religions de la Perse avant l'islam).

Avant que l'islam ne pénètre au septième siècle, on trouvait trois minorités religieuses : les zoroastriens, les juifs, les chrétiens. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Réalisation conventionnelle et commentaire un peu trop envahissant.

22 h. 35, Variétés : Salle des fêtes.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Club du vieux manoir ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : REGAIN, de M. Pagnol (1937), avec G. Gabrio, O. Demazis, Fernandel, M. Moreno, E. Delmont, C. Blavette, M. Mathis. (N. Rediffusion.)

Un paysan fruste et une fille misérable, réunis par une vieille femme un peu sorcière, rendent la vie à un village de Provence abandonné et à des terres incultes.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la [connais]sance : l'Allemagne ; 8 h. 32, L'image de la mélancolie, de l'Antiquité aux Lumières ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge : « les Châteaux de sable », d'A. Lanoux ; 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Atelier de recherche vocale ; 14 h., Un livre, des voix : « les Elixirs du diable », de E.T.A. Hoffmann ; 14 h. 42, Bureau de contact ; 15 h., Centre de gravité : l'Europe des parcs nationaux ; 16 h. 50, Libre appel : l'égyptologie ; 17 h. 32, Festival Metamusik 1978 ;

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après J. Verne ; 19 h. 30, Présence des arts : Nicolas Mignard à Avignon ;

20 h., Carte blanche : « les Valises », d'Y. Navarre ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens (Wolfgang-Amadeus Mozart) ; 12 h., Musique de table : « Musique de charme » (Tchaïkovsky, Haendel) ; 12 h. 35, Jazz classique : « Tout Duke » ; 13 h., Les anniversaires du jour : Anton Dvorak ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : musique en plume - Boïeldieu (Orchestre de la Radio de la Hesse) - Lumbye (Orchestre royal danois) ;

15 h., Musique-France-plus (Fauré, Schoenberg) ; 17 h., Musiques rares : Orchestre de chambre de Prague (Schubert, Liszt) ; 18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h., Les grandes voix : hommage au ténor Miguel Villabella ; 20 h. 30, Festival de Saint-Denis 1979 : « Concert Steve Reich », The Nederlands Winds Ensemble ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les fleuves ; 1 h., Douces musiques.

Mardi 11 Septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 45, Acilion et sa bande ; 14 h. 15, Le regard des femmes ;

Lire notre article page 12.

18 h., TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'Avenir ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, Reportage : Demain les hommes, de B. Bouthier et P. Breugnot ;

Lire notre article page 12.

21 h. 50, Variétés : Demis Roussos à l'Olympia.

CHAINE II : A 2

12 h. Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui madame (avec Mmes Monique Pelletier et Nicole Pasquier) ; 15 h., Série : Drôles de dames ; 15 h. 55, Libre parcours ; 17 h. 20, Fenêtre sur...

17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top club.

20 h. 35, Les Dossiers de l'écran, TELEFILM : Mais qu'est-ce qu'on va faire de lui ?, de C. Klotz. Réal. P. Jallaud, avec J. Borenstein, A. Ollivier, A. Bellec, A. Klotz, P. Lehembre, F. Ruchaud, G. Werler et O. Locquin.

François, 11 ans, élève d'un établissement pour retardés scolaires, est en réalité un surdoué. Mais celui-ci s'enfuit quand un inspecteur spécialisé de l'éducation nationale, Jacques Dussoub, découvre son niveau réel d'intelligence et le lui dit.

Vers 22 h., Débat : Les surdoués.

Avec MM. R. Chauvin, auteur du livre : les Surdoués, A. Jacquard, généticien, et J.-C. Terrassier, psychologue.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Association d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : LES REVOLTES DU BOUNTY, de L. Milestone (1961), avec M. Brando, T. Howard, R. Harris, H. Griffith, R. Haydn, Tarita. (Rediffusion.)

A la fin du dix-huitième siècle, l'équipage d'un navire anglais, venu à Tahiti pour chercher des arbres à pain, se révolte, soutenu par l'officier en second, contre un capitaine tyrannique, inhumain.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Vieille Allemagne : Büchner ou le peuple révolté ; 8 h. 32, L'image de la mélancolie ; 8 h. 50, L'escalier d'or ; 9 h. 7, La matinée des autres : l'excision ; 10 h. 45, Etranger, mon ami : « L'œuvre de trahison », de M. Bralich ; 11 h. 2, Festival Metamusik 1978 (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama.

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h., Un livre, des voix : « Les îles du refuge », de L. Koenig ; 14 h. 42, Carrefour des Français ; 16 h. 45, Bureau de contact ; 16 h. 50, Libre appel : la vie au temps des pharaons ;

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, Sciences : la « quincaillerie » de la communication.

20 h., Dialogues avec... P. Lemoine et D. Wolton : Changements techniques et changement social ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien-Musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Œuvres pour piano de Mozart ; 12 h., Musique de table : Musique de charme (Hoffmann, Clarke, Debussy) ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les anniversaires du jour : Clément Doucet ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : musique en plume (Suppe, Strauss, Tauber) ; 14 h. 30, Le coq d'or : Orchestre symphonique de Prague (Rimski-Korsakov) ; 15 h., Musique-France-Plus : Saint-Saëns, Dukas, Jadin, Gaultier, Zbar ; 17 h., Les chants de la terre ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h., Le royaume de la musique ; 20 h. 30, Orchestre de chambre de Toulouse, avec G. Armand (Respighi, Dall'Abaco) ; 21 h., Festival estival de Paris : En direct de la Sainte-Chapelle, les Chœurs de Radio-France (Palestrina, de Lassus, de Victoria, Gallus, Schutz, Lotti, de Viadana) ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 22 h .30, Musiques pour un masque (Purcell, Locke) ; 23 h., Les fleuves : le Tibre (Monteverdi, Liszt...) ; 1 h., Jazz-Pastel.

Mercredi 12 Septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ;

17 h. 30, Studio 3 ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 10, TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'Avenir ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 55, Tirage du Loto ;

20 h. 35, Téléfilm : Le Dernier Train (I. L'accident), de J. Krier. Avec G. Staquet, R. Coutteure, V. Silver ;

Lire notre article page 12.

22 h., Enquête : Dis-moi, pourquoi la drogue ?

Chaque année le nombre des jeunes drogués augmente. Que savent les jeunes de la drogue ? La parole leur est donnée, mais on écoutera aussi des témoignages de psychiatres, de proviseurs, de parents, à qui s'adresse particulièrement cette émission.

CHAINE II : A 2

12 h., Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Les mercredis d'aujourd'hui Madame ; 15 h. 15, Série : Le Magicien ; 16 h. 10, Récré A 2 ; 18 h. 10, On we go ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 10, Quotidiennement vôtre ; 19 h. 45, Top club ;

20 h. 30, Variétés : TV 2, Annie Cordy à l'Olympia ;

21 h. 40, Magazine : Objectif... demain.

Lire notre article page 12.

22 h. 50, Documentaire de l'INA : Koumen

Lire notre article page 12.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : la Croix d'or ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Un film, un auteur) : L'AINE DES FERCHAUX, de J.-P. Melville (1962), avec C. Vanel, J.-P. Belmondo, M. Mercier, M. Silberberg, S. Sandrelli, A. Certes. (Rediffusion.)

Un jeune boxeur raté est engagé comme secrétaire par un banquier qui s'enfuit aux Etats-Unis avec beaucoup d'argent. Rapports ambigus des deux hommes sur les routes d'Amérique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Vieille Allemagne : Paix aux chaumières, guerre aux palais ; 8 h. 32, L'image de la mélancolie : Sur les pentes du songe ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Minnie et la ruée vers l'or », de J. Flory ; 11 h. 2, Festival Metamusik 1978 (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Soliste : J.-F. Heisser, piano (Brahms, Albeniz, Berio) ; 14 h., Un livre, des voix : « Amok », de S. Zweig ; 14 h. 42, L'école des parents et des éducateurs ; 14 h. 57, Points d'interrogation : l'interdisciplinarité en question ; 16 h. 10, Bureau de contact ; 16 h. 50, Libre appel : Qui étaient les anciens Egyptiens ?

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes : Les sources du chant sacré occidental ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien-Musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : œuvres pour piano de Mozart ; 12 h., Musique de table : musique de charme (Messager, Milhaud, Allegri) ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les anniversaires du jour : J.-Ph. Rameau ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : musique en plume (A. Hossein, Walberg) ; 14 h. 30, Musique-France-Plus (Bizet, Honegger, Roussel, Martinon...) ; 16 h. 30, La musique se livre : les lettres à Alma Mahler ; 17 h., Musiques rares : Franz Schmitt (Orchestre de la radio autrichienne) ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h. 30, Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Karajan : « Troisième Concerto brandebourgeois » (Bach), « Trois Pièces pour orchestre, opus 6 » (Berg), « Huitième Symphonie » (Dvorak) ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les fleuves : la Tamise (Haendel, Dowland, Morley, Byrd) ; 1 h., Douces musiques.

Petites ondes - Grandes ondes

Lundi 10 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., L'homme de fer ; 21 h., *A l'ouest du Montana*, film de B. Kennedy.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Les diamants du président ; 21 h. 5, *Point commun*, film d'O. Descamps.

TELEVISION BELGE : 20 h., Les sentiers du monde ; 21 h. 5, Styles ; 22 h. 15, Jazz festival. — *R.T.B. bis* : 19 h. 55, Série : Marcel Pagnol ; 20 h. 45, *le Port de l'angoisse*, d'H. Hawks.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Jack Rollan : « Dites 33 ! » ; 20 h. 35, Barbara ; 21 h. 15, Bruits du monde !

Mardi 11 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Voyage au fond des mers ; 21 h., *le Chasseur de chez Maxim's*, film de C. Vital.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, La petite maison dans la prairie ; 21 h. 5, *l'Ile au trésor*, film d'A. White.

TELEVISION BELGE : 20 h. 45, L'Antarctique à la voile ; 21 h. 55, Hommes de Wallonie : Raoul Warocqué. — *R.T.B. bis* : 20 h. 45, *Château en Suède*, pièce de Fr. Sagan.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Jack Rollan : « Dites 33 ! » ; 20 h. 30, Tell quel ; 21 h. 20, *l'Inconnu du Nord-Express*, film d'A. Hitchcock.

Mercredi 12 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit parade ; 21 h., *le Choix*, film de J. Faber.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Têtes brûlées ; 21 h. 5, *la Sorcière*, film d'A. Michel.

TELEVISION BELGE : 20 h., Football : reportage en direct d'Oslo ; 22 h., Créations super-8. — *R.T.B. bis* : 21 h. 25, Chapeau melon et bottes de cuir.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Jack Rollan : « Dites 33 ! » ; 20 h. 30, *Attends-moi pour commencer*, pièce de J. Rayburn.

Jeudi 13 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Section contre-enquête ; 21 h., *le Pigeon*, film de M. Monicelli.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Hawaii, police d'Etat ; 21 h. 5, *Ailleurs l'herbe est plus verte*, film de S. Donen.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *César et Rosalie*, film de C. Sautet ; 22 h. 20, Le carrousel aux images et le monde du cinéma.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Temps présent ; 21 h. 30, L'île aux trente cercueils ; 22 h. 20, L'antenne est à vous.

Vendredi 14 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les grandes batailles du passé ; 21 h., *Morituri*, film de B. Wicky.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Serpico ; 21 h. 5, *Carrefour*, film de K. Bernhardt.

TELEVISION BELGE : 20 h. 50, Le temps des incertitudes ; 22 h., *Rue Haute*, film d'A. Ernotte. — *R.T.B. bis* : 19 h. 55, *Douze hommes en colère*, film de P. Roland.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Jack Rollan : « Dites 33 ! » ; 20 h. 25, *Sweet Charity*, film de B. Fosse.

Samedi 15 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hawaii 5-0 ; 21 h., *le Refroidisseur de dames*, film de J. Smight.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Kung-Fu ; 21 h. 5, *Mazarin*, film de P. Cardinal (première partie).

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Ya, ya, mon général*, film de J. Lewis ; 22 h. 15, Variétés : Rufus ; 23 h., Eurovision, en direct de la synagogue à Anvers : service israélite - Selichot.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, Le journal ; 21 h. 15, Quarante-sixième gala de l'Union des artistes au Cirque d'hiver - Bouglione ; 22 h. 45, Football.

Dimanche 16 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Histoire des trains ; 21 h., *Liza*, film de M. Ferreri.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Le monde en guerre ; 21 h. 10, *les Rebelles de San-Antone*, film de J. Kane.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Variétés ; 21 h. 20, *Emile Zola ou la Conscience humaine*, adaptation de S. Lorenzi.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Joséphine ou la Comédie des ambitions ; 21 h. 35, La voix au chapitre ; 22 h. 30, Vespérales.

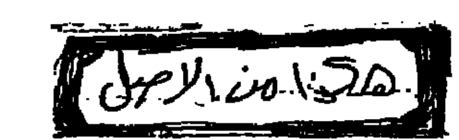
Lundi 17 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., L'homme de fer ; 21 h., *Cinq hommes armés*, film de D. Taylor.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Les diamants du président ; 21 h. 5, *la Française et l'Amour*, film à sketches d'H. Decoin.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Les sentiers du monde ; 21 h. 10, Styles ; 22 h. 25, Moment musical. — *R.T.B. bis* : 20 h. 50, *Chair de poule*, film de J. Duvivier.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20, Vingt-six fois la Suisse : le Valais, ombres et lumières ; 21 h. 35, Des cris de solitude.



RADIO-TELEVISION

Jeudi 13 Septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 50, Objectif santé ; 15 h. 30, les Universiades (en direct de Mexico) ; 16 h. 40, le Tour de l'Avenir ;

17 h. 55, TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ;

19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'avenir ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, Le dernier train (II. la Petite Maison) de J. Krier. Avec G. Staquet, R. Coutteure, V. Silver

Lire notre article page 12.

22 h., Magazine : L'Evénement ;

23 h. 15, FILM : LE POISON, de B. Wilder (1945), avec R. Milland, J. Wyman, P. Terry, H. da Silva, D. Dowling, F. Faylen (N.) ;

Un écrivain devenu alcoolique passe un week-end seul et sans argent, cherchant à se procurer de quoi boire par tous les moyens.

CHAINE II : A 2

12 h., Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui Madame (les Majorettes) ; 15 h., Série : la Famille Adams ; 16 h., L'invité du jeudi : François Périer ; 17 h. 20, Fenêtre sur... Douze enfants sur les bras ; 17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les formations politiques : U.D.F. et C.D.S. ;

20 h. 35, Dramatique : Ego, d'A. Boegner et J.-M. Marcel, réal. : J.-M. Marcel, avec : A. Oumansky, F. Lambiotte, F. Ardant, L. Mercier, P. Laudenbach, G. Chapelier, D. Parain, etc.

Un pianiste au sommet de la gloire ressent le besoin de s'isoler en Corrèze pour mieux se retrouver face à la musique.
Etude de caractère.

22 h. 5, Musique : Première (Ghidon Kremer) ;

Un exceptionnel violoniste (soviétique) qui interprète ici « Variations sur un thème irlandais », d'Ernst, « Chaconne », de Jean-Sébastien Bach et des pièces pour violon de Tchaïkovski.

22 h. 45 : Les peintres du Prado : Vélasquez.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : le Zen ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : FLIC STORY, de J. Deray (1975), avec A. Delon, J.-L. Trintignant, R. Salvatori, M. Barrier, C. Auger, F. Dorner.

A la fin des années 40, un inspecteur de police s'acharne à poursuivre un criminel évadé d'un asile psychiatrique et finit par l'arrêter.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Vieille Allemagne : un démocrate franco-allemand, Heine ; 8 h. 32, L'image de la mélancolie : la chambre et la forêt ; 8 h. 50, L'escalier d'or ; 9 h. 7, Matinée de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag : L. de Vendeuvre : « Le melon cantaloup » ; 11 h. 2, Festival Metamusik 1978 (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama.

13 h. 30, Renaissance des orgues de France : Barr, en Alsace ; 14 h., Un livre, des voix : « Le chasseur de têtes », de G. Croussy ; 14 h. 42, Départementale : la Sologne ; 16 h. 50, Libre appel : le radiotélescope de Nancy.

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la médecine légale.

20 h., « la Chute d'Icare », de S. Ganzl et J.-P. Colas, avec : R. Coggio, S. Pelayo, Y. Arcanel, etc. (rediff.) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien-Musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : œuvres pour piano de Mozart ; 12 h., Musique de table : musique de charme (Donizetti, Couperin, Honegger) ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les anniversaires du jour : Maurice Chevalier ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : musique en plumes (V. du Muy par l'Orchestre de musique symphonique légère) ; 14 h. 15, Concerto (S. Barber, E. Von Koch) ; 15 h., Oratorio : « Abraham et Isaac », de J. Myslivecek ; 17 h., Les chants de la Terre : musiques traditionnelles ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h., Avant-Concert ;

20 h. 30, En direct de Londres : le Philharmonia Orchestra (Penderecki, Schubert) ;

22 h. 20, Ouvert la nuit ; 22 h. 30, Musiques pour un masque (Purcell, Locke) ; 23 h., Les fleuves : l'Amazonie (musique rituelle des Indiens ; musique classique et contemporaine : Villa-Lobos, Bayle, Chavez...) ; 1 h., Douces musiques (Ch. de Saint-Georges, Lalo, Wiener).

Vendredi 14 Septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 50, L'énergie c'est nous ; 15 h. 30, Tour de l'Avenir ;

17 h. 55, TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé ce jour ; 19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'Avenir ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, Au théâtre ce soir : les Petites Têtes, comédie de Max Régnier, d'après A. Gillois. Mise en scène de M. Roux ;

Daniel revient alors qu'on le croyait mort. Irène, sa femme, s'est remariée avec Armand et l'entreprise qu'elle gère maintenant avec son second mari est florissante.

22 h. 15, Magazine : Expressions ;

Lire notre article page 12.

23 h. 15, Magazine : Cinq jours en bourse.

CHAINE II : A 2

12 h., Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : les Amours de la Belle Epoque ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui Madame : Grandir sans maman ; 15 h., Série : la Famille Adams ; 16 h., Magazine : Quatre saisons ; 17 h., Fenêtre sur... la Jordanie ; 17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top Club ;

20 h. 35, Feuilleton : Il y a plusieurs locataires à l'adresse indiquée, de N. Cortal, réal. : F. Chatel ;

Suite et fin des péripéties d'une « communauté ».

21 h. 35, Magazine littéraire : Apostrophes (Les Juifs en question) ;

Avec A. Fabre-Luce (Pour en finir avec l'antisémitisme), A. Harris et A. de Sedouy (la France et les Juifs), B. Chouraqui (le Scandale juif ou la Subversion de la mort), C. Malraux (Et pourtant, j'étais libre), M. Koskas (Balace Bounel).

22 h. 55, Ciné-Club, FILM : LES AMANTS CRUCIFIES, de K. Mizoguchi (1954), avec K. Hasegawa, K. Kagawa, Y. Minamida, E. Shindo, S. Ozawa (v.o. sous-titrée N.) ;

Au dix-septième siècle, au Japon, l'amour, condamné par la société, de l'épouse opprimée du grand parcheminier de Kyoto et d'un jeune secrétaire.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Etudes et chantiers ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, V 3 - Le nouveau vendredi : La dénatalité en Occident.

Les raisons avouées et les causes plus diffuses de la dénatalité sont ici examinées par MM. G. Calot, directeur de l'INED, G. Thorn, ancien premier ministre du Luxembourg, Pierre Simon, gynécologue, le docteur Rainer, ministre de la santé en R.D.A., et M. Pavard, directeur des caisses de retraite.

21 h. 30, Téléfilm : Grilles closes, d'A.-C. Charpentier, réal. : H. Helman, avec V. Tessier, G. Kerner, M. Boucheix, M. Toutain, R. Couteaudier, G. Boibeleau.

Parti de chez lui à la suite du meurtre d'un braconnier commis par le garde chasse, un jeune adolescent se trouve plongé dans les événements de la seconde guerre mondiale. Il sera emprisonné et passera des mois en camp de concentration avant de revenir des années plus tard près de sa mère qui l'attendait.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Vieille Allemagne : vers la Révolution de 1848 ; 8 h. 32, L'image de la mélancolie : le prince et son bouffon ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge : « Le corps qui triomphe », de R. Glausser ; 11 h. 2, Festival Metamusik 1978 ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30 Soliste : Jeanne Chailley-Bert clavecin (M. de Falla) ; 14 h. Un livre des voix : « La légende des mille taureaux », de Y. Kemal ; 14 h. 42, Un homme, une ville : Darwin ; 15 h. 50, Bureau de contact ; 16 h., Pouvoirs de la musique ;

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : dixième anniversaire ;

20 h., Magazine mondialiste : le monde de l'espoir ; 21 h. 30, Black and blue ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien-Musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : œuvres pour piano, de Mozart ; 12 h., Musique de table : musique de charme (Bach, Haydn) ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les anniversaires du jour : Bruno Walter ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : Poème de l'amour et de la mer (Chausson, Dutilleux) ; 15 h., Musique-France-Plus : G. Leroux, Lœillet, Dauvergne, Glazounov, Massenet, Ibert ; 17 h., Musica-Suecia : les « Pères » de la musique suédoise (Duben, Verdier, Roman, Naumann, Krauss, Agrell) ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ; 20 h., Des notes sur la guitare : compositeurs italiens pour guitaristes d'Italie (Galilei, Frescobaldi, Carulli, Paganini) : 20 h. 30, Les chants de la terre : musiques traditionnelles ; 21 h. 20 : Orchestre symphonique de Stuttgart : Bruckner ;

23 h. 15, Ouvert la nuit : grands crus (Mozart) ; 0 h. 5, Musiques pour une utopie : la musique américaine en marge des Summergarden.

Samedi 15 Septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, La vie en vert ; 12 h. 47, Jeunes pratique ; 13 h. 30, Le monde de l'accordéon ; 13 h. 45, Au plaisir du samedi ; 14 h. 50, Bol d'Or motocycliste (en direct du Castelet) ;

18 h. 10, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, Variétés : Spécial vacances, Blankenberge ;

21 h. 40, Série : Los Angeles années 30 ; 22 h. 35, Télé-foot 1.

CHAINE II : A 2

11 h. 45, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h., La vérité est au fond de la marmite ; 13 h. 35, Monsieur cinéma ; 14 h. 20, Les jeux du stade ; 17 h. 10, Récré A 2, les moins d'vingt et les autres ; 17 h. 55, Course autour du monde ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, L'avant-première du palmarès 79.

20 h. 35, Dramatique : Jean le bleu, de J. Giono, adapt. et réal. : H. Martin.

Au début du siècle, Jean apprend de son père à tracer son chemin entre les forces de la terre et les hommes.

22 h. 25, Variétés : Paroles et musique.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes : Thierry la fronde ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Retransmission lyrique : LA BOHEME, de Puccini, par l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. : C. Kleiber ; mise en scène : F. Zeffirelli.

Aiguisé par le destin tragique d'une œuvre laissée inachevée, l'appétit des amateurs d'art lyrique se satisfait davantage de « Turandot » que des premiers opéras de Puccini. Le public pourtant est resté fidèle à « la Bohème », à « la Tosca » et à « Madame Butterfly », et ces ouvrages le lui rendent bien, car, sans nier pour autant la valeur de ses productions ultérieures, c'est dans les premières que Puccini a donné le meilleur de lui-même.

Tant du point de vue de la vérité dramatique que de l'intérêt purement musical, « la Bohème » reste un chef-d'œuvre à part entière, et, si les amours de Rodolphe et de Mimi font sourire les beaux esprits, la conclusion émouvante est un instant toujours très attendu : il est vrai que le malheur des uns fait aussi le bonheur des autres.

22 h. 40, Magazine : Cavalcade (Randonnée à poney).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science ; 8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'Europe au risque de l'Allemagne ; 9 h. 7, Matinée du monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches avec... ; 11 h. 2, La musique prend la parole : Beethoven ; 12 h. 5, Le pont des arts.

14 h., Festival de Bayreuth 1979 : « le Crépuscule des dieux », de R. Wagner, par l'Orchestre du Festival, dir. : P. Boulez, mise en scène : P. Chereau ; 19 h. 30, Assemblée du Musée du désert : les prophètes des Cévennes.

20 h., Carte blanche : « Emmanuel à Joseph à David, une nativité », d'A. Maillet ; 21 h. 55, Ad lib, par M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques ; 7 h. 40, Musiciens pour demain ; 9 h. 2, Actualité du disque ; 11 h. 30, Magazine des musiciens amateurs ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz s'il vous plaît ; 13 h. 30, Chasseurs de sons ; H. Carol au nouvel orgue de Saint-Michel de Draguignan.

14 h., Critiques-auditeurs ; 15 h. 30, Le choix de l'auditeur ; 16 h., Matinée lyrique : « Macbeth », opéra de Verdi (Scala de Milan) ;

19 h., Concert-lecture : autour des vingt-quatre préludes pour piano (M. Ohana) ;

20 h. 5, Concours international de guitare ; 20 h. 30, Fêtes romantiques de Nohant : concert donné au château de George Sand (Brahms, Chopin, Schumann) ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les chants de la terre ; 0 h. 5, Concert de minuit.

Dimanche 16 Septembre

9 h., Bol d'Or motocycliste (en direct du Castelet) ; 9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; 11 h., Messe en l'église Saint-Jean de Libourne (Gironde), prédic. P. Pierre Talec ; 12 h., Cérémonie du souvenir, en la synagogue de la rue de la Victoire à Paris ;

13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Dessins animés ; 14 h. 25, Sports Première : Bol d'Or motocycliste (en direct du Castelet) ; 15 h. 10, Universiades ; 16 h., Série : La chute des aigles ; 16 h. 55, Les rendez-vous du dimanche ;

18 h. 10, Téléfilm : Aventures sur le Mississipi ;

19 h. 25, Les animaux du monde ;

20 h. 35, FILM : CESAR ET ROSALIE, de C. Sautet (1972), avec Y. Montand, R. Schneider, S. Frey, U. Orsini, E.M. Meineke, B. Le Coq ;

Rosalie quitte son amant, César le ferrailleur, pour David, qu'elle a aimé avant lui. César veut la reprendre. Elle va de l'un à l'autre.

22 h. 25, Jazz estival (au Lincoln Center de New-York).

CHAINE II : A 2

11 h., On we go ; 11 h. 15, Concert : Concerto pour flûte, de Mozart ; 11 h. 45, Chorus ; 12 h. 25, Variétés : Tremplin 80 ;

13 h. 20, Série : Têtes brûlées (le Duel) ; 14 h. 15, Documentaire : Voyage au pays kurde ; 15 h. 5, Des animaux et des hommes : les gorilles ; 15 h. 55, Majax : Passe-passe ; 16 h. 40, Série : Un ours pas comme les autres ; 17 h. 40, Cirques du monde : le cirque de Bulgarie ; 18 h. 35, Stade 2 ; 19 h. 40, Top Club.

20 h. 35, Jeux sans frontières ;

22 h. 5, Dramatique : Jean-Jacques Rousseau, de B. Chartreux et J. Jourdheuil, réal. : M. Favart.

Le philosophe campe, entouré de ses livres, dans une nature qui est la scène de théâtre. Jean-Jacques Rousseau est Gérard Desarthe, ironique, intense, froid, fascinant, qui parle de nous, et du théâtre. Son interprétation lui a valu le Prix de la critique 1978.

CHAINE III : FR 3

16 h. 35, Prélude à l'après-midi : Concert de musique française par l'orchestre du Centre national de musique de chambre d'Aquitaine (Saint-Saëns, Roussel, Ravel) ; 17 h. 30, Un comédien, Sylvain Joubert, lit un auteur, Stendhal ; 18 h. 30, Rire et sourire ; 19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., Grande parade du jazz : Jimmy Johnson et Phil Guy.

20 h. 30, Emission de l'INA : Rue des Archives (Enfants si vous saviez).

Dans cette troisième émission de la série, Philippe Colin nous propose un inventaire des rapports que la télévision entretient avec les enfants — que ceux-ci en soient les objets ou les sujets.

21 h. 30, Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : Le cinéma en son temps, les années 40.

22 h., Ciné regards.

Consacré aux films du mois et plus spécialement au film de Volker Schlondorff « le Tambour ».

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle cinéma français d'avant guerre) : LES BAS-FONDS, de J. Renoir (1936), avec J. Gabin, L. Jouvet, S. Prim, V. Sokoloff, J. Astor, Gabriello, C. Bert, R. Le Vigan. (N. Rediffusion.)

Dans un asile de nuit, refuge des épaves de la société aux portes d'une grande ville, un voleur et une jeune fille s'aiment, rêvent d'une vie meilleure.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France ; 10 h., Messe à l'abbaye bénédictine de Jouarre ; 11 h., Regards sur la musique : Villa-Lobos ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Quatuor Alban Berg.

14 h., « Blanche-Neige », par J. Pivin (redif.) ; 16 h., Musique actuelle : Nice-Côte d'Azur ; 17 h. 30, Rencontre avec... Claude Beyrard.

18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.

20 h., Musique de chambre : Lesur, Poulenc, Ohana.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musique-Chantilly : Auber, Mascagni, Strauss ; 7 h. 40, Musique-Chantilly (suite) : Komzak, Kreisler, Strauss ; 8 h., Cantate ; 9 h., Sélection Concert ; 9 h. 7, Charles Tournemire : « l'Orgue mystique » (orgue de la basilique Notre-Dame du Cap) ; 9 h. 30, Vocalises ; 11 h., Harmonia Sacra : Fayrfax, Stanley, Martin, Bach ;

12 h., Equivalences : Schubert, Chopin, Ravel (émission ouverte aux interprètes et compositeurs aveugles) ; 12 h. 35, Opéra-bouffon : « La fiancée vendue », de Smetana ;

14 h., La tribune des critiques de disques ; 17 h., Concert ; 19 h., Musiques chorales : Lassus, Gabrielli ; 19 h. 35, Jazz vivant : la nouvelle musique de l'A.A.C.M. de Chicago ; 20 h. 30, Festival d'Edimbourg : Prokofiev, Stravinsky (B.B.C. Symphony Orchestra) ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Portrait en petites touches : les grandes œuvres du répertoire de piano (suites françaises, de J.-S. Bach).

Lundi 17 Septembre

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h. 50, Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ;

14 h. 10 ; FILM : UNE INCROYABLE HISTOIRE, de T. Tetzlaff (1949), avec B. Hale, B. Driscoll, A. Kennedy, P. Stewart, R. Roman. (N.)

Un petit garçon mythomane est témoin d'un meurtre commis par ses voisins. Ni ses parents ni la police ne le croient, mais les criminels cherchent à le supprimer.

18 h. TF Quatre ; 18 h. 30, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 12, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ;

20 h. 35, FILM : LE GRAND ALIBI, d'A. Hitchcock (1950), avec J. Wyman, M. Dietrich, M. Wilding, R. Todd, A. Sim, S. Thorndike. (N., rediffusion.)

A Londres, sur la foi d'un récit fait par l'homme qu'elle aime et qui est suspecté d'un meurtre, une apprentie comédienne se glisse dans l'entourage d'une grande vedette de music-hall qu'elle croit être la vraie coupable.

22 h. 25, Des idées et des hommes.

CHAINE II : A 2

12 h., Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque ; 14 h., Aujourd'hui Madame ;

15 h., Téléfilm : Une maison dans l'Ouest.

Deux jeunes mariés décident d'aller s'installer dans l'Ouest. Ils rencontreront bien des obstacles.

16 h. 35, Libre parcours ; 17 h. 20, Fenêtre sur... Médecine, peut-on vivre dans les villes ? 17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top club ;

20 h. 35, Magazine : Question de temps (L'instituteur des villes et l'instituteur des champs) ;

21 h. 40, Série documentaire : Sept jours en Perse (L'islam chiite).

Machad, ville sainte de l'islam, où fut enterré l'Imam Reza, est le lieu d'importants pèlerinages des musulmans chiites.

22 h. 35, Variétés : Salle des fêtes.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : l'Union des athées ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Une heure avec le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing.

21 h. 30, FILM (cinéma public) : RIO BRAVO de H. Hawks (1958), avec J. Wayne, D. Martin, R. Nelson, A. Dickinson, W. Brennan, W. Bond, C. Akins. (Rediffusion.)

Dans une bourgade du Texas, à la fin du siècle dernier, un shérif, aux prises avec des bandits, donne à son ancien assistant, déchu par l'alcoolisme, l'occasion de retrouver sa dignité.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : le prophétisme de Tolstoï ; 8 h. 32, Grégoire de Tours et son temps ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marque ; 11 h. 2, Evénement-Musique ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Atelier de recherche instrumentale : musiques ethniques et jazz ; 14 h., Un livre, des voix : « Pélagie la Charette », d'A. Maillet ; 14 h. 42, Bureau de contact ; 15 h., Centre de gravité ; 16 h. 50, Libre appel ; 17 h. 32, Musique actuelle : Nice-Côte d'Azur.

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, Présence des arts ;

20 h., « Quelle heure est-il, Monsieur Paul », de B. Flament, d'après E. Poe (rediff.) ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens (Prokofiev) ; 12 h., Musique de table : musique de charme ; 12 h. 35, Jazz classique : « La chanson de Louis » ; 13 h., Les anniversaires du jour ; 13 h. 50, Les auditeurs ont la parole ;

14 h., Musiques : musique en plume (Benjamin, Percy Faith, Kay) ; 14 h. 30, Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F. (Jolivet) ; Concerts Lamoureux (N. Ch. Bochsa) ; 15 h., Musique-France-Plus (Liszt, Lalo, Ravel, Milhaud) ; 17 h., Musiques rares : London Philharmonic Orchestra (J. Raff) ; 18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h., Les grandes voix : hommage au ténor Miguel Villabella ; 20 h. 30, Concert ; 21 h. 30, En direct de Saint-John's-Smith Square de Londres : Saison internationale des concerts de l'U.E.R. 1979-1980 : Intermèdes florentins de 1589 ; 0 h. 20, Ouvert la nuit : « Opéra de Dresde ».

Petites ondes - Grandes ondes

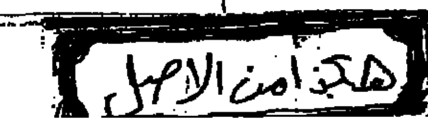
FRANCE - INTER (informations toutes les heures) ; 4 h. 30, Bon pied, bon œil, de Michel Touret et Michel Bichebois ; 6 h. 30, P. Douglas et J.-M. Brosseau ; 8 h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 11 h., Est-ce bien raisonnable ?, de D. Hamelin et J.-P. Pineau ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Côté soleil ; 15 h. 30, La chasse au trésor, de H. Gougaud et J. Pradel ; 16 h., Vous avez dit classique, de J.-M. Damian ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Y'a d'la chanson dans l'air, de J.-L. Foulquier et C. Picher ; 20 h., Feed back ; 22 h. 10, Comme on fait sa nuit on se couche ; 0 h., Bain de minuit, de J.-L. Foulquier ; 1 h., Allo Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

FRANCE - MUSIQUE, FRANCE - CULTURE, informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 8 h. (mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 40 (cult.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h. (cult. et mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) ; 6 h., Variétés et actualités, avec : 6 h. 20, A. Arnaud ; 7 h. 15, G. Thomas ; 7 h. 45, R. Gicquel ; 7 h. 55, J. Boissonnat ; 8 h. 20, E. Mougeotte ; 8 h. 35, Y. Levai ; 8 h. 45, Stéphane Collaro ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h. 30, Interpol ; 14 h., Histoire d'un jour, de P. Alfonsi (cette semaine : Jean Cocteau) ; 15 h., Qu'est-ce qui vous fait rire ?, de R. Willar ; 17 h., Coca-Cola music story ; 17 h. 30, Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Le journal de P. Lescure ; 19 h. 30, Disco 1 000 ; 20 h. 30, Chlorophylle, de F. Diwo ; 0 h., Lionel Rotcage ; 1 h., J.-C. Laval.

R.T.L. (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M. Favières ; 6 h. 45, Léon Zitrone ; 8 h. 30, Anne-Marie Peysson ; 11 h., La grande parade, de Michel Drucker ; 13 h., Journal, de P. Labro ; 13 h. 30, Joyeux anniversaire, d'E. Pagès (et à 14 h. 30) ; 14 h. et 15 h., Ménie Grégoire ; 15 h. 30, Fabrice et Sophie ; 18 h., Journal, de J. Chapus ; 18 h. 30, Hit-parade ; 20 h. 30, Les routiers sont sympas ; 0 h., Station de nuit.

R.M.C. (informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Variétés, avec J. Sacré ; 7 h 15, C. Maurel ; 7 h. 45, P. Meurey ; 9 h. 15, La récréation ; 11 h. 45, Midi match ; 12 h. 40, Quitte ou double ; 13 h., Le journal, de J. Paoli ; 14 h. 30, Vie privée ; 15 h., Les supertubes ; 15 h. 40, L'incroyable vérité ; 16 h., Cherchez le disque ; 17 h., Radio plus ; 19 h. 10, Hit-parade ; 20 h. 30, Venez dans ma radio ; 22 h. 30, Le journal du soir et le livre du jour ; 22 h. 40, Motus.



RELIGION

Le Révérend Robert Runcie est le nouvel archevêque de Cantorbéry

Le Révérend Robert Runcie, évêque anglican de Saint-Albans (Angleterre), *a été nommé*, vendredi 7 septembre, archevêque de Cantorbéry, chef spirituel des quelques soixante-sept millions de membres *de la communion anglicane à travers le monde.* Il remplacera, officiellement, le Dr Donald Coggan en janvier prochain, lorsqu'e celui-ci atteindra son soixante-dixième *anniversaire. Le Dr Coggan avait* déclaré, en juin, qu'il comptait se retirer à cette date « pour céder la place à un homme plus jeune ».

Bien que *le* nom du Révérend Runcie ait été prononcé comme successeur éventuel du Dr Coggan, cette nomination rompt avec la tradition qui veut que l'archevêque de York, le second prélat dans la hiérarchie, devienne archevêque de Cantorbéry. L'actuel archevêque de York, le Révérend Stuart Blanch, cependant, avait récemment fait savoir qu'il ne *briguait* pas le poste.

Autre *raison* possible de cette *nomination* inattendue : aussi bien le Dr Coggan que le Révérend Blanch appartiennent à la tendance protestante (Low Church) de l'Eglise anglicane, alors que le Révérend Runcie *appartient à l'aile plus catholique* (High Church). Bien qu'il n'aime pas les étiquettes, il se qualifie lui-même de « catholique radical ». Or, une *autre tradition* veut *que les archevêques* de Cantorbéry représentent alternativement les deux tendances. Ainsi, au Dr Fisher (Low Church), avaient *succédé le Dr Ramsay (High Church) puis le Dr Coggan* (Low Church).

Le révérend Runcie, dont l'intronisation aura lieu au début de l'année prochaine, est le premier à accéder à ce poste selon la nouvelle procédure simplifiée votée par le Parlement (en effet, les statuts du gouvernement de l'Eglise d'Angleterre — Eglise établie — sont placés sous la seule autorité du Parlement). Une commission spéciale de seize dignitaires, clercs et laïcs, a proposé, après enquête, les noms de deux candidats à la reine Elizabeth, qui, sur les conseils du premier ministre, Mme Margaret Thatcher (conseillée, en fait, elle-même par ladite commission), a choisi l'un d'entre eux.

UN HOMME DU « JUSTE MILIEU »

Agé de cinquante-sept ans et père de deux enfants, un garçon de vingt ans et une fille de dix-sept ans, Robert Runcie est arrivé au poste le plus élevé de la communion anglicane sans suivre le chemin classique qui mène à Cantorbéry. Il n'est venu à la prêtrise que tardivement, à l'âge de trente ans, et cela, selon ses propres dires, « *après bien des hésitations* ».

Pendant la guerre, il commandait un bataillon de blindés des Scots Guards, avec le grade de lieutenant. En marche vers le Rhin, au cours d'un engagement particulièrement dangereux, il réussit à sauver plusieurs de ses hommes d'un char en flammes, exploit pour lequel il reçut la Military Cross (croix de guerre). Après des études littéraires à l'université d'Oxford, il se tourne vers l'Eglise et, ordonné prêtre en 1951, devient rapidement le directeur de Cuddesdon, le collège théologique anglican le plus prestigieux.

« Les hommes d'Eglise parlent trop »

Nommé évêque de Saint-Albans, ancienne ville romaine du Hertfordshire, au nord de Londres, en 1970, le Dr Runcie est surtout connu dans le domaine œcuménique. Depuis 1973, il présidait la commission mixte pour les relations entre anglicans et orthodoxes, qui travaille sur le plan international et se réunit une fois par an. En 1976, à Moscou, elle avait publié une déclaration commune sur un certain nombre de points de doctrine controversés.

Le nouvel — et cent deuxième — archevêque de Cantorbéry est aussi très au fait des questions touchant les mass media, puisqu'il présida, de 1973 à 1979, le comité créé par la B.B.C. pour donner des conseils en matière de religion à la radio et à la télévision. Homme énergique, le Dr Runcie n'est pas un intellectuel en chambre et possède un sens développé des contacts humains. Interrogé sur ses passe-temps favoris, il répondit : « *Les voyages et la lecture des romans de P.-G. Wodehouse et d'Iris Murdoch.* »

En apprenant sa nomination à la tête de la communion anglicane, il a fait part de son « *appréhension* » devant l'ampleur de la tâche. « *S'il est un écueil que je voudrais éviter à tout prix*, a-t-il confié lors d'une conférence de presse, *c'est de devenir une « machine à platitudes ». Les hommes d'Eglise perdent trop de temps dans les réunions, les comités et les assemblées en tous genres*, ajouta-t-il. *Ils parlent trop, et trop souvent dans un jargon incompréhensible. Ils aiment les déclarations creuses et grandioses, mais ils doivent savoir qu'ils ne sont plus ni écoutés ni obéis. L'Eglise a certes le devoir de se prononcer sur les grands problèmes du jour, mais elle doit d'abord s'informer auprès des hommes ordinaires, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Eglise.* »

Le Révérend Runcie s'est défini comme un homme du « *juste milieu* », « *soucieux d'écouter les points de vue de tous les horizons* », mais « *conservateur* » en matière de liturgie. Il est « *hostile* » au principe de l'ordination de femmes prêtres, estimant que la femme peut jouer « *d'autres rôles* » dans l'Eglise en Grande-Bretagne. L'avortement est pour lui « *inacceptable pour la morale chrétienne* » mais il « *comprend* » les arguments avancés par ses partisans.

Le nouvel archevêque de Cantorbéry fera tout pour développer les relations œcuméniques avec les autres Eglises, aussi bien protestantes que catholique. Et le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, a déjà fait savoir qu'il accueillait cette nomination « *avec joie* ».

ALAIN WOODROW.

● *A l'initiative de la colonie britannique de Paris*, un service religieux œcuménique sera célébré à la mémoire de lord Mountbatten of Burma, mercredi 12 septembre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Michael, rue d'Aguesseau, 75008 Paris, en présence de Sir Reginald Hibbert, ambassadeur britannique.

● *L'épiscopat polonais* émet des doutes sur les perspectives de normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat en Pologne, indique un communiqué publié vendredi 7 septembre à l'issue de la cent soixante-dixième conférence des évêques, réunie à Varsovie sous la présidence du cardinal primat Stefan Wyszynski. L'épiscopat polonais, déclare le communiqué, « *est prêt à poursuivre avec les autorités administratives les conversations sur la normalisation des relations Eglise-Etat* ». Mais « *il est difficile de prendre au sérieux la volonté de coopération affirmée (...) tant que n'auront pas été pris en considération les besoins de l'Eglise et les droits des fidèles* ». L'épiscopat regrette notamment l'insuffisance du nombre des églises et la limitation du tirage de la presse catholique. — (*A.F.P.*).

Deux livres sur la mutation de l'Église

(Suite de la première page.)

Pour avoir lu de près ce livre que je lui ai entendu présenter, je dirai qu'il y a, en son principe même, quelque *chose* de touchant et presque de bouleversant dans le « dialogue de Mgr Ancel avec le P. C. F. ». Humainement parlant, ce prélat lyonnais était, en effet, le moins fait pour se lancer dans pareille entreprise.

Le ton est donné par la solennité quelque peu grandiloquente avec laquelle il s'écrie, d'entrée de jeu : « Je m'adresse à vous, communistes de France. » Scrupuleux et méticuleux, jamais dans la suite il n'en dira plus ou moins qu'il ne désire — que ce soit au crédit ou au débit du parti ou de l'Eglise, — chaque phrase un peu osée étant immanquablement reprise et atténuée par la phrase suivante ou en note. Honnêteté *foncière, certes*, mais aussi prudence bien épiscopale. Se sentant épié par ses frères chrétiens et sollicité *par ses amis communistes*, il s'escrime à tenir les deux bouts de la chaîne, avec une première *partie en direction des premiers*, mais en hommage aux seconds, et une seconde partie en sens inverse.

D'où, en particulier, une litanie qui n'a rien d'obséquieux et vient du cœur, mais a de quoi surprendre les militants *dont* les rencontres avec les communistes visent plus au débat ou à l'action qu'à l'édification réciproque : « Je vous remercie (communistes français) parce que vous avez été pour moi une occasion de me renouveler dans la foi » (p. 41)... « Je vous remercie donc parce que vous m'avez aidé à comprendre l'aspect réaliste de la p r é d i c a t i o n du Christ » (*p. 47*)... « Merci à vous, communistes de France, puisque vous *nous* aidez à mieux vivre *notre christianisme* » (p. 74). Et ainsi de suite. Qu'il s'agisse d'économie, de culture, de morale, et même du *discours sur Dieu*, Ancel ne craint pas de louer ses partenaires de l'avoir personnellement débarrassé de bien des restes de libéralisme trompeur, de philosophie païenne, de réflexes bourgeois et d'idéalisme — toutes choses aussi étrangères au réalisme chrétien qu'aux impératifs évangéliques. « Dans ce sens, reconnaît l'évêque, je n'hésite pas à dire que les communistes m'ont évangélisé. »

Symétriquement, les communistes, après l'avoir aidé à « se *remettre en cause* », *sont* harcelés par lui d'« interpellations » *dont* le ton inhabituel (et, il faut bien le *dire, quelque peu prêcheur*), a peut-être justement de quoi faire réfléchir ceux qui auront commencé à *en sourire. Ainsi, faisant* état de ses relations poussées avec tels d'entre eux : « J'ai remarqué que votre comportement est souvent plus humain que certaines formules que vous employez. » A propos de l'éducation de l'homme socialiste : « Au fond, je suis persuadé que vous êtes d'accord avec ma préoccupation, mais, me semble-t-il, elle *n'apparaît* pas suffisamment *dans vos programmes.* » Et ceci, bien dans la ligne de défense chrétienne traditionnelle : « Ne pourriez-vous pas intervenir plus fortement vis-à-vis des Républiques socialistes pour leur demander de faire disparaître toutes les mesures discriminatoires vis-à-vis des chrétiens ? ». Ou encore cette interrogation (perle de candeur ou de rouerie ?) : « Est-ce que l'attachement au matérialisme athée, bien que *secondaire dans* le P.C., ne devient pas un obstacle à son action en faveur du remplacement *du capitalisme par le socialisme ?* A vous de voir. »

Le Père Chenu et la doctrine sociale

Chenu, lui, ne remercie, n'interpelle ni ne sermonne. En son petit *livre fulgurant* (*quatre-vingt-dix* pages pour quatre-vingt-dix ans d'histoire !), nous avons une de ces amples *méditations dont il a le* secret et dont, en l'occurrence, les Italiens ont eu, voici deux ans, la primeur. *Ici*, le lieu théologique n'est nullement de l'ordre de la confrontation d'une expérience particulière avec une expérience collective. Il est de l'ordre de l'affrontement direct de l'Eglise avec elle-même, telle qu'elle peut se déchiffrer et se regarder dans le miroir de grands documents pontificaux, très exactement depuis l'encyclique « Rerum Novarum », de Léon XIII (1891), jusqu'à l'ouverture, par Jean-Paul II, de l'assemblée générale des évêques d'Amérique latine à Puebla (janvier 1979).

Eblouissante lecture que celle du P. Chenu, d'une précision étonnante, mais qui n'est j a m a i s linéaire. Puisqu'il faut bien des repères, il les founit, chemin faisant ou rebroussant chemin. 1931 : l'encyclique « Quadragesimo Anno », de Pie XI, mais, non moins important, son texte de 1927 sur la notion de « charité politique ». Puis, mouvance de Vatican II et inspiration passant de Jean XXIII à Paul VI : « *Mater et Magistra* » (1961) ; « *Pacem in terris* » (1963) ; « *Populorum progressio* » (1967). Enfin, pour le quatre-vingtième *anniversaire* de « Rerum novarum » (1891-1971), à la fois la lettre au cardinal Roy (approfondissant l'allocution pontificale du 1er mai 1968) et la déclaration collégiale du synode de la même année, avec cet aboutissement, ou plutôt ce point de non-retour : « Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile. »

Heureusement que Chenu est là pour que nous ne nous perdions pas dans les tours et détours de *cette fameuse « doctrine sociale »* de l'Eglise : Loin d'avancer au fil des années et des documents avant *l'effacement du vocable lors du* dernier concile — celle-ci a connu bien des hésitations et des contra*dictions internes, chargée* qu'elle était d'opérer une ouverture sans pour autant avoir jamais réussi à *se débarrasser d'un vocabulaire* idéologiquement ambigu et d'un contexte sociologiquement retardataire.

En ce labyrinthe, Chenu est chez lui, tour à tour pétillant et douloureux, oui chez lui, parce que, avec ses compétences multiples, on le surprend en train d'aider à l'accouchement de l'Eglise de demain. Historien, le voici qui rabat le caquet aux chrétiens en leur jetant en particulier à la figure nombre de textes affligeants et pourtant régulièrement *produits* par le magistère : « N'oublions pas aujourd'hui d'où nous venons. » Théologien *particulièrement* sensible a la sémantique, le voilà qui jauge tantôt « le paternalisme de bien*faisance* », *tantôt* le *cléricalisme* inhérent à la notion de « mandat » en a c t i o n catholique, ou au *contraire salue, après son long* étouffement par un « droit de propriété absolutisé », la résurgence *et la victoire de la thèse* — *d'ailleurs* aussi traditionnelle qu'évangélique — sur la destination universelle des biens. Et, pour finir, sociologue et prophète à la fois, il constate, après ce « décapage » de ces dix dernières années : « On ne se réfère plus à une doctrine sociale abstraite, *reçue* de l'autorité, énoncée dans des catégories périmées, mais à une pratique sociale, sous la l u m i è r e et les inspirations de l'Evangile, dans la participation *consciente* à la construction du monde et au mouvement de l'histoire devenus les lieux théologiques *de la foi.* »

* * *

La cause serait-elle donc entendue ? La « *doctrine sociale* » de l'Eglise est-elle bel et bien *morte comme « idéologie »* ? Un « post-scriptum » de Chenu (p. 13) indique plus modestement que la ques*tion reste « ambiguë », au moins* au niveau du terme lui-même. Abandonné en effet par Vatican II, *mais réemployé par Jean-Paul II à* Puebla dans un premier discours, il disparaît le lendemain à la *faveur d'un autre discours et dans* la mesure où le même Jean-Paul reprend le texte de Paul VI... qui *l'écarte.*

Ce qui, en revanche, est certain, c'est que, même dans une perspective comme *celle de Mgr Ancel* — perspective encore très dépendante de l'Action catholique ouvrière, — *même dans cette ouverture*, encore très relative, d'« un certain œcuménisme avec les incroyants », non *seulement il est admis sans* réserve que « personne ne peut faire aujourd'hui de l'histoire sans tenir *compte du marxisme* », *mais il* est affirmé à d'autres hommes qu'à des chrétiens : « Vous avez des droits sur nous. L'humanité a le droit de demander à l'Eglise qu'elle centre tous ses efforts sur la conformité à l'Evangile. »

Et, finalement, lorsqu'il déclare : « Il serait profondément injuste de reprocher aux opprimés leur révolte et leur violence si on ne met pas d'abord en lumière la responsabilité des oppresseurs et la dureté de la *répression* », Ancel dit *en substance la même chose* que Chenu lorsque celui-ci résume ainsi l'irrévocable enjeu du christianisme même : « Le salut du Christ se réalise par et dans la libération des opprimés, au risque que l'Evangile apparaisse subversif à l'ordre établi. »

On raconte que, mécontent du dossier que lui avaient préparé ses conseillers romains pour *Puebla*, Jean-Paul II s'est mis à étudier de près le dossier de la « théologie de la libération ». Pourquoi les « conversions » d'un Alfred Ancel, s'ajoutant modestement à celles d'un Helder Camara, n'aideraient-elles pas le pape à poursuivre, selon les termes de Chenu, cette « r é v o l u t i o n copernicienne » inaugurée par Jean XXIII avec *l'irruption des « s i g n e s des temps »* interprétés « aux dimensions du monde » ?

ANDRÉ MANDOUZE.

★ Alfred Ancel : *Dialogue en vérité. Chrétiens et communistes dans la France d'aujourd'hui*, Paris, 1979, Editions sociales, 230 pages.

★ Marie-Dominique Chenu : *la Doctrine s o c i a l e de l'Eglise comme idéologie*, Paris, 1979, Editions du Cerf, 104 pages.

ÉDUCATION

LE PREMIER FORUM NATIONAL DE LA PRESSE A L'ÉCOLE

La collaboration entre enseignants et journalistes dans les faits

***Le premier Forum national de la presse à l'école* a réuni cent soixante-neuf enseignants du second degré et cent trente professionnels de la presse écrite, du 4 au 7 septembre, au collège de *Passy-Buzenval* (Hauts-de-Seine). *Organisé par le* Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (CIPE), qui regroupe trente journaux nationaux de toutes tendances, avec la collaboration du Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.) et le concours des associations des professeurs de français (AFEF), d'histoire et géographie et de l'Association des journalistes universitaires, cette manifestation *s'était* donné deux objectifs : familiariser les enseignants avec les mécanismes de l'information dans la presse écrite et examiner les différentes utilisations possibles du journal dans la classe. Les responsables du CIPE ont rappelé qu'il incombe aux pouvoirs publics de favoriser la *diffusion* des journaux dans les *établissements scolaires* et ils ont renouvelé leur proposition de participer à la formation des enseignants sur la presse.**

« *Je demande la une pour Noah!* » (1) Avec quelques collègues, ce professeur d'histoire et de géographie de Lyon est en train de faire un journal. Sur les bureaux, les liasses effondrées de dépêches donnent aux yeux de ces enseignants la mesure de la sacro-sainte question qui les tourmente tous : celle de l'objectivité de l'information. Ils ont dû « peser » trier, retenant celle-ci, rejetant celle-là. Sur les soixante dépêches, ils ne pourront en garder qu'une dizaine. Le jeu déjà a tourné à la révélation.

Auparavant ils ont entendu M. Jean-Louis Servan-Schreiber, président - directeur général de *l'Expansion* et vice-président du CIPE, démonter pour eux les mécanismes économiques de la presse, et leur déclarer qu'à son avis les journaux abandonnent à la télévision le rôle de divertissement du public et seront entraînés à devenir de plus en plus élitistes. L'existence de la quasi-totalité des titres de la presse écrite, a-t-il expliqué, repose sur la publicité, et les annonceurs préfèrent s'adresser à des lecteurs qui ont les moyens d'acheter et de consommer.

Au fil des ateliers, de la visite d'imprimeries ou des centres distributeurs des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.), des rencontres, notamment avec le directeur ou le rédacteur en chef de *l'Express*, de *La Croix*, de *Libération*, de *l'Humanité*, du *Matin*, de *Valeurs actuelles* et du *Monde*, la confrontation avec les réalités de la presse ira s'aiguisant. « *L'enjeu commercial de la presse* », selon la formule d'une participante, « *apparaîtra* ».

A l'issue du forum, les enseignants ont reconnu non seulement avoir « *rencontré la tolérance* » par le contact avec des représentants des journaux d'une grande diversité de tendances, mais surtout recueilli une masse de connaissances sur les conditions de fabrication des articles de journaux. « *Connaître ces conditions*, a dit un professeur de français, *est indispensable pour la lecture des journaux.* »

Chocs et froissements

Car l'objectif était bien de rendre les enseignants plus aptes à l'étude de la presse à l'école, la presse considérée non plus comme un adjuvant pédagogique, comme un « gadget » pour rendre plus vivant l'enseignement, comme un support à tel chapitre des programmes, mais plutôt comme un « objet d'étude », comme un fait économique dont la compréhen*sion des mécanismes* rend l'usager averti et critique.

Pour être restée de bon ton, la confrontation entre professeurs et journalistes n'était pas à l'abri des chocs et des froissements. Les enseignants ont du mal à aborder sans répugnance les réalités du monde économique et de l'industrie privée. Les journalistes oublient parfois que toute la profondeur de la vie n'est pas enfermée dans le miroir qu'ils en confectionnent.

Le décalage est accentué par le climat qui pèse sur les personnels de l'éducation : si plusieurs participants du forum ont exprimé le vœu que l'administration ne se mêle surtout pas de décréter, réglementer et régenter l'utilisation de la presse à l'école, beaucoup ont avoué leur peur : peur de ne pas se sentir assez solides pour guider les élèves sur ce terrain malaisé, mais aussi peur de la protestation et de l'hostilité des parents, peur des foudres de l'inspection. Car personne n'a démenti cette affirmation d'une participante : « *En France, l'introduction de la presse à l'école est encore subversive.* »

CHARLES VIAL.

(1) La veille de l'exercice, le tennisman français Noah avait atteint les huitièmes de finale des internationaux des Etats-Unis.

LE TÉMOIGNAGE DE DEUX PARTICIPANTS ÉTRANGERS

M. Richard Bruitting, assistant à l'université de Siegen (R.F.A.) : « Je suis surpris par la manière administrative de considérer l'introduction de la presse à l'école en France. Dans mon pays, la discussion a lieu sur les objectifs pédagogiques. Sur les moyens, nous sommes libres. Intermédiaire entre l'école et la vie quotidienne, la presse est l'un de ces moyens, et son utilisation ne pose pas de problème. »

M. René Duboux, professeur d'histoire à Genève : « Toutes les écoles secondaires du canton reçoivent chaque jour gratuitement les cinq quotidiens — dont un communiste — qui représentent tout l'éventail politique. L'initiation à la presse est d'ailleurs imposée dans certaines classes au cours de la dernière année de la scolarité obligatoire. La *France me paraît avoir un* retard énorme. Ce qui s'est fait ces jours-ci au Forum *s'est passé* il y a vingt ans aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves. Vous en êtes à l'attribution de feuilles de papier dans les classes, pas encore à celle de journaux, quand, dans d'autres pays, les écoles disposent de magnétoscopes couleurs et d'ordinateurs. Il est vrai que tout se *tient : votre télévision* diffuse les mêmes programmes à Lille et à Nice, et elle dépend du pouvoir politique, ce qui est impensable en Suisse... Comme il est impensable qu'un enseignant soit sanctionné parce qu'il aurait introduit un journal politique à l'école. Notre système pluraliste ne le tolérerait pas. »

LA FEN DÉNONCERA LES « CARENCES » NÉES DE L'AUSTÉRITÉ

« *La rentrée scolaire et universitaire s'annonce difficile : aggravation importante du coût de la rentrée pour les familles, persistance des difficultés concernant les e f f e c t i f s, insuffisance des moyens en personnel d'administration et de service, problème des auxiliaires, inquiétude pour l'avenir des universités et de la recherche scientifique, accélération du démantèlement des services médicaux sociaux et sanitaires* », note une motion adoptée par la commission administrative de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) réunie le 6 septembre. Présentant vendredi 7 septembre, au cours d'une conférence de presse, les travaux de cette commission, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a expliqué que la fédération dénoncera « *les carences et les insuffisances nées de l'austérité imposée dans le secteur de l'éducation.* » La FEN souligne qu'il serait particulièrement dangereux dans le contexte actuel, de s'enfermer dans le faux problème de la grève.

« *La FEN attache une très grande importance à ses rapports avec les parents d'élèves* », a déclaré M. Henry. Elle recherchera le maximum de convergences avec la Fédération des conseils de p a r e n t s d'élèves (F.C.P.E.), présidée par Me Jean Cornec, et lui apportera son soutien à l'occasion de la journée *nationale* qu'*elle* o r g a n i s e le 6 octobre.

La FEN, qui proteste « *avec force contre les atteintes aux libertés syndicales* », a annoncé qu'une semaine d'action aura lieu sur ce thème à la fin du mois de septembre, avec quatre grands meetings à Reims, à Bordeaux, à Lens et à Marseille. M. Henry a insisté sur l'importance qu'il accorde à la lettre qu'il a reçue de M. Beullac concernant l'emploi des maîtres auxiliaires à la rentrée. « *C'est un succès* », a conclu le secrétaire général de la *FEN* en expliquant qu'il veillera à ce que les engagements contenus dans cette lettre soient tenus.

Théâtre

La Finlande dans le miroir de Tampere

Chaque année, en août, le Festival de Tampere s'emploie à offrir la vitrine de ce que le théâtre finlandais fait de mieux sur l'ensemble du territoire. La cérémonie d'ouverture a lieu dans un jardin public auprès du théâtre, à la mi-journée, pour que quiconque puisse y assister. Ils étaient cinq ou six cents à être venus ou s'être arrêtés, amateurs ou badauds, quelques-uns assis sur des bancs, la plupart debout. Des tréteaux avaient été dressés. Fanfare, allocutions officielles, saynète comique dans un style de parade que jouaient comédiens professionels et amateurs réunis. L'encadrement scénique était peint, en trompe-l'œil, de briques rappelant celles de la haute cheminée de fabrique qui domine le jardin. Symboliquement. Cette fabrique, voilà un siècle, a marqué les débuts de l'activité industrielle de la ville ; elle a disparu, mais la cheminée a été gardée comme un monument à la gloire de l'industrie qui, d'un bourg, a fait la deuxième ville de Finlande.

Tampere, centre des luttes ouvrières dans un pays alors sous la domination de la Russie tsariste, a été à l'origine de l'essor du théâtre, qui devait être un moyen d'affirmer la personnalité nationale en contribuant à imposer publiquement la langue finnoise et sa dignité littéraire. Ce qui explique le caractère littéraire. Ce qui explique le caractère littéraire, en effet, de la dramaturgie à sa naissance. Jusqu'à cet événement, l'activité dramatique était le fait de tournées en suédois, allemand ou français. Le temps où Saint-Pétersbourg avait sa saison française avec des acteurs tels que Lucien Guitry.

En 1883, l'Union ouvrière de Tampere crée une société de musique, de chant et de théâtre ; en 1901, elle fonde le premier des « théâtres des ouvriers », amateurs au départ, puis professionnels, qui ont inscrit l'art dramatique au cœur de population. En 1904, Tampere se donne un deuxième théâtre, le Théâtre de Tampere, aussitôt professionnel, qui fête, à l'occasion du festival de 1979, son soixante-quinzième anniversaire. Trois quarts de siècle après, les deux théâtres, entreprises privées subventionnées par l'Etat et la ville, disposent d'une seconde et petite salle, si bien qu'ils assurent, l'un et l'autre, plus de cinq cents représentations par an, rassemblant, chacun, environ cent cinquante mille spectateurs dans une agglomération de cent soixante-dix mille habitants alors qu'en 1950 le Théâtre des ouvriers, pour cent quatre-vingt-quatre représentations avait réuni quarante-neuf mille spectateurs !

Malgré la vitalité des deux théâtres de Tampere et le fait qu'ils s'estiment largement ouverts aux différentes catégories sociales, ils n'en apparaissent pas moins comme des institutions soumises à des traditions (le Théâtre de Tampere se déclare conservateur, le Théâtre des ouvriers social-démocrate). Cela a décidé de la fondation d'un troisième ensemble, le Théâtre AHAA, un groupe libre, ambulant, de tendance communiste, soucieux de donner de nouvelles formes au théâtre ouvrier et de porter plus de la moitié de son effort sur le théâtre pour enfants.

La saison estivale du théâtre à Tampere, outre le festival qui, pendant une semaine, aura présenté vingt-deux spectacles, avec la présence du Théâtre national d'Helsinki pour une belle mise en scène par Jack Wittika de la dernière pièce de Harold Pinter, *Trahison*, et de deux troupes étrangères, le Théâtre-Studio de Varsovie de Joseph Szajna et les Marionnettes de Leningrad, a pour pôle d'attraction le Théâtre de Pyyniki.

Pyyniki est une colline boisée, à quelques minutes du centre de la ville, aménagée en parc au bord d'un grand lac. En 1959, à l'initiative de personnalités telles que le critique Olavi Veistäjä, actuel président du festival, un amphithéâtre en bois, pivotant sur lui-même dans une révolution complète, y a été construit, les décors prenant place autour dans un cadre naturel superbe de bouleaux, de sapins et d'eau ; des décors qui, d'un tableau à l'autre, se découvrent au public au fur et à mesure que tourne l'amphithéâtre où celui-ci est assis ; des décors dont le réalisme est fidèle à la tradition du théâtre finlandais, qui n'a guère participé aux recherches scéniques contemporaines.

Cette année, la pièce choisie a été *la Parole* du Danois Kaj Munk, dont Carl Dreyer avait tiré le très beau film, *Ordet*, histoire d'un miracle et peinture des mœurs paysannes dans le Danemark des années 1920. Des fermes construites en dur côté public, une calèche qui va conduire les personnages de l'une à l'autre, le cheval qu'on sort de l'écurie, de vrais bouleaux qu'on abat : dans le Théâtre de Pyyniki, où la représentation a lieu en plein jour au milieu de la nature finlandaise, l'imagerie réaliste a sa poésie, et le metteur en scène de télévision Seppo Wallin, qui était hors concours, a usé adroitement du double mouvement de l'amphithéâtre et des comédiens au début et à la fin des scènes pour créer des plans qui communiquent un relief original au spectacle.

Le jury du festival, présidé par Arvi Kivimaa, personnalité internationale du théâtre finlandais, ancien directeur du Théâtre national à Helsinki, a distingué justement une réalisation du Théâtre des ouvriers de Tampere, une pièce de l'Espagnol Antonio Buero Vallejo, *Fondation*, description de l'univers concentrationnaire à travers la vision de pensionnaires d'un hôpital psychiatrique. Il a inscrit encore à son palmarès la mise en scène du *Revizor* de Gogol par le Théâtre de Kajaani, et les deux interprètes principaux de *Van Gogh et le Facteur*, un épisode de la vie du peintre à Arles, du Danois Ernst Bruun Olsen, par le Théâtre de Tampere. Le répertoire français était présent au festival avec l'*Antigone* d'Anouilh, dans une mise en scène stylisée en noir et blanc du Théâtre de Lahti.

PAUL-LOUIS MIGNON.

Droit de réponse

A la suite de l'article que nous avons publié dans notre numéro daté 26-27 août 1979, nous avons reçu de Théâtre et Lumière la réponse suivante :

M. Cournot a publié dans *le Monde* du samedi 24 août un article sur *Tête d'or*, de Paul Claudel, joué par la Compagnie Théâtre et Lumière, au Théâtre des Bouffes du Nord. A ce sujet, nous tenons à apporter aux lecteurs du *Monde* quelques précisions et à user du droit de réponse sur deux points : M. Cournot parle d'une « jeune compagnie catholique... » et un peu plus loin de « ... mise en scène de la Compagnie Théâtre et Lumière, simple mise en place hasardeuse de figurants costumés... » Entendez là : Compagnie Théâtre et Lumière. Nous tenons à rétablir la réalité des faits : il s'agit d'une troupe où la mise en scène a été faite par un metteur en scène professionnel, et où tous les acteurs sont des comédiens professionnels, et non des figurants, que nous certifions n'avoir engagés sous aucun critère confessionnel.

Les acteurs ont été choqués et surpris d'être taxés et de l'un et de l'autre.

Cela doit être absolument rétabli car cette affirmation est préjudiciable pour eux et pour la Compagnie. Il a peut-être été fait une confusion entre une compagnie théâtrale Théâtre et Lumière et un mouvement artistique Arts et Lumière, dont le manifeste est paru dans les dossiers de presse et dans les programmes et qui est affiché dans le théâtre.

Ce manifeste regroupe une génération de jeunes artistes de toutes disciplines.

Ils n'ont rien à voir avec les comédiens qui jouent dans *Tête d'or*, qui sont engagés par la Compagnie, salariés par elle, sans adhérer au mouvement cité plus haut.

Ces jeunes artistes sont des peintres, des poètes, des compositeurs, des artistes dramatiques, etc., qui reconnaissent dans ce texte le sens de leur travail.

Quand de jeunes artistes disent croire au sens sacré de l'art, cela n'a, encore une fois, aucun caractère confessionnel. Il s'agit, de leur part, d'une certitude que le sacré est la source de l'art.

Le metteur en scène de *Tête d'or* a signé ce manifeste et affiché ainsi son opinion personnelle.

Variétés

ROLLER-DISCO au Palace

Ça y est. Il fallait s'y attendre. Le « roller-disco », c'est-à-dire le patinage à roulettes sur fond de musique disco, a gagné Paris. Où ? Au Palace, bien évidemment, qui veut être le premier à répercuter les pires excentricités venues de New-York. C'est la classe bourgeoise gay qui, la première, a lancé la mode du patin à roulettes en d'autres lieux que les pistes prévues à cet effet, abandonnant le contexte sportif pour la vie nocturne. C'est ainsi qu'il existe à Brooklyn un night-club grand comme la moitié du hall de la gare Saint-Lazare, réservé exclusivement aux patineurs qui exécutent, tout en tournant sur un anneau, les figures les plus folles en rythme avec la pulsation sourde du disco.

Entre le danseur noir de Brooklyn qui, retournant cette mode à son avantage, devient un maître du patinage artistique underground et la « punkitude » parisienne qui essaie tant bien que mal de ne pas s'écarter de la trajectoire donnée afin d'éviter de se fendre le crâne, il y a bien sûr un monde. Là-bas comme ici ce qui, pour les uns, est un prétexte à défoulement, au même titre que le flipper ou la boxe, n'est, pour les autres, qu'un jeu sinistre d'une bourgeoisie qui s'ennuie et qui préfère rire le plus fort possible d'une décadence qu'elle cultive.

Dans les rues du quartier des Halles, on voit déjà des patineurs arborant ces coûteuses chaussures solidaires des roues en plastique (très différentes des bons vieux Midonn et Speedy de notre jeunesse) et qui semblent se croire à l'avant-garde d'un existentialisme nouveau.

Le patin à roulettes, cela peut être très drôle, surtout lorsqu'on n'en a pas fait depuis longtemps et qu'on décide, avec quelques amis, d'une virée nocturne un peu différente. Mais il en faut peu pour tomber dans le grotesque le plus achevé.

Désormais le Palace offre, trois soirs par semaine, sa salle du sous-sol au roller-disco.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

UN BUDGET MODESTE POUR LA CULTURE

Priorité au patrimoine, à la musique et à l'audiovisuel

En hausse de 11,95 %, le budget du ministère de la culture et de la communication, tel qu'il sera proposé au Parlement à l'automne, augmentera moins en 1980 que le budget général de l'Etat (+ 14,3 %). Il atteindra 2 654 millions de francs, soit 0,55 % du budget de l'Etat. Rappelons qu'en 1979 l'augmentation du budget de la culture (qui comprenait alors les crédits de l'architecture, rattachés partiellement, désormais, au ministère de l'environnement et du cadre de vie) était de 17,8 %. (*Le Monde* du 12 septembre 1978.)

On fait cependant observer, rue de Valois, qu'en dépit de ce taux modeste le budget de 1980 traduit une politique « volontariste », qui se caractérise par une modération des dépenses administratives (le titre III, « Moyens des services », augmente de 9,7 %). Les « interventions publiques » (titre IV) s'accroissant de 19,2 %, les dépenses de fonctionnement augmentent globalement de 13,56 % et les dépenses d'équipement de 36,63 % en autorisations de programme, de 10,3 % en crédits de paiement.

Comme l'an dernier, trois priorités ont été retenues :

1) *La protection et la valorisation du patrimoine.* — Un crédit global d'environ 35 millions de francs est consacré à l'année du patrimoine (dont 30 millions pour les actions de sensibilisation, 2,9 millions pour la recherche en ethnologie, 2 millions pour une grande exposition sur les métiers d'art). L'application de la loi-programme sur les musées pour la deuxième année entraîne une hausse d'environ 100 % des autorisations de programme, qui passent de 199 à 396 millions de francs. Les crédits pour les monuments historiques s'accroissent de 40 % en autorisations de programme et de 27 % en crédits de paiement (ce qui doit assurer la réalisation à 105 % du programme d'action prioritaire n° 22 du VII[e] Plan).

2) *Le développement culturel.* — Le chapitre principal est celui de la musique, dont le budget augmente de 56 % : l'aide aux écoles de musique, qui était de 33 millions de francs, est multipliée par 2, comme l'avait annoncé M. Lecat (*le Monde* du 3 août), et un crédit de 7 millions de francs est destiné à l'ouverture du Conservatoire national de Lyon. Pour le théâtre, le budget des théâtres nationaux est seulement actualisé (+ 11 %), mais 11,5 millions de francs supplémentaires sont répartis entre les centres dramatiques (6 millions), les compagnies indépendantes (4 millions) et l'aide à la création (1,5 million). Une dotation de 4 millions est accordée, comme prévu, au Fonds de modernisation du cirque.

Le budget des maisons de la culture et centres d'action culturelle est augmenté de 12 % (+ 8 % en 1979), mais cette hausse sera modulée en fonction du « dynamisme » de chaque établissement, défini par plusieurs critères : qualité, test de la création, politique tarifaire, capacité à travailler hors ses murs, capacité à mobiliser des financements extérieurs de la part des collectivités locales (villes, départements, régions).

3) *La création et la diffusion audiovisuelles.* — La dotation du Fonds de création, mis en place il y a un an, est portée de 5 millions à 7 millions de francs. L'application en année pleine du taux réduit de la T.V.A. sur le cinéma (effective à partir du 1[er] novembre prochain) aura pour conséquence une moins-value de recettes de 180 millions de francs. Enfin, dans le budget des chaînes de télévision, des crédits spéciaux seront affectés aux coproductions avec le cinéma, TF 1 et Antenne 2 étant appelées à bénéficier désormais, comme FR 3, de la carte de producteur, qui leur donnera accès aux mécanismes de soutien.

T. F.

Cinéma

DES SUÉDOIS A PARIS

L'Institut du film suédois s'installe au Studio des Ursulines. En prenant la gérance de cette salle par l'intermédiaire de l'une des deux filiales qu'ils viennent de créer à Paris, S.F.I. S.A. et S.F.I. International, les dirigeants de Svenska Filminstitut se montrent entreprenants à un moment où l'on dit que le cinéma européen est en crise.

Pour Jörn Donner comme pour Aina Bellis, responsable de la diffusion du S.F.I. et initiatrice du projet, il n'est pas question de se cantonner aux films suédois : « *Nous sommes un petit pays de huit millions d'habitants, il faut savoir unir nos efforts à ceux de nos voisins pour présenter un cinéma nordique.* » On tient également à faire remarquer que le Studio des Ursulines aura une programmation d'art et d'essai internationale. Le jeune cinéma allemand et le jeune cinéma espagnol sont souvent cités.

La salle une fois rénovée sera sans doute ouverte en octobre ou en novembre. On parle déjà pour cette première d'un film documentaire inédit de Bergman, sur l'île de Faro où il vit, et d'une réédition en copie neuve d'un film de Pabst de 1925 : *Die Freudlose Gasse (la Rue sans joie)* avec Asta Nielsen et Greta Garbo.

La deuxième filiale, S.F.I. International, sera le bureau de vente exclusif à Paris de Svenska Filminstitut. Un film bien accueilli par le public ou par la critique pourra poursuivre sa carrière dans un réseau de distribution plus important ou encore à l'étranger, voire aux Etats-Unis.

Expérience unique en matière d'étatisation du cinéma, Svenska Filminstitut est une fondation recevant, d'une part, 10 % des recettes des salles de cinéma, soit 31 millions de couronnes par an, et, d'autre part, une aide de l'Etat de 14,5 millions de couronnes par an.

Svenska Filminstitut prend actuellement en charge, en tout ou en partie, quinze à vingt films par an et espère atteindre vingt-cinq. Il partage son budget entre plusieurs types d'aides, dont la plus importante constitue une garantie à la production qui peut représenter 35 % du coût. Il existe aussi une aide donnée conjointement par la télévision et l'Institut.

Dans cette production, on ne voit pourtant pas poindre de nouveaux talents. Jörn Donner, qui craint que ce système d'assistance ait fait perdre aux cinéastes le sens de la réalité économique et celui du public, s'est donné pour tâche prioritaire d'en susciter.

PATRICE BONNAFFÉ.

« THE BIG FIX » de Jeremy Paul Kagan

Rêves et désillusions d'une génération

Il ne porte plus d'imperméable et de chapeau mou, il boit peu de whisky, il a fait ses études à Berkeley à la grande époque des meetings contre le racisme et la guerre du Vietnam : c'est le nouveau « privé » du cinéma américain.

Des engagements idéologiques de sa jeunesse, cet héritier de Sam Spade et de Philip Marlowe garde une vague nostalgie. Bien qu'ayant cessé toute activité militante, il a toujours le cœur à gauche. C'est d'ailleurs pour participer à une lutte électorale et pour faire échec à un sombre complot qui pourrait en fausser le résultat qu'il accepte la mission que lui confie, un jour, une de ses anciennes condisciples de Berkeley, une jolie fille dont il a été amoureux.

Filatures, agressions, meurtres, conflits avec la police locale : l'enquête se déroule selon les lois du genre. On n'y comprend par grand-chose, et c'est sans importance. Seul nous intéresse le comportement du « privé », son caractère, ses rapports avec sa femme (dont il est séparé) et ses gosses, ses réactions devant les événements auxquels il doit faire face. A travers ce personnage rigolard, désinvolte, impertinent, qui joue les blasés et les sceptiques et qui pourtant n'hésite pas à risquer sa vie pour une cause qu'il croit juste, à travers les portraits de quelques autres « demi-soldes » du radicalisme, *Jeremy Paul Kagan* esquisse une analyse pertinente des rêves et des désillusions d'une génération.

Dans le rôle de ce « privé new-look », Richard Dreyfuss apparaît à la fois comme l'anti-Bogart et comme l'anti-Mitchum. Aucun mystère en lui, aucune force animale. Mais un humour à toute épreuve, une fantaisie, une spontanéité, une juvénilité qui forcent la sympathie. Sa création est remarquable. La mise en scène de Jeremy Paul Kagan ne l'est pas moins. Aussi à l'aise dans les scènes intimistes du début du film que dans le morceau de bravoure final (les conjurés veulent faire sauter le grand « échangeur » de Los Angeles), ce jeune réalisateur fait preuve d'une étonnante sûreté de style. Son film est mieux qu'une promesse. On se souviendra de son nom.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

Formes

Drôles d'époques

En cette année Daumier, est-ce à dessein qu'on exhume les anciennes gloires de la caricature ? Car si Daumier est immortel, on se demande qui connaissait encore le nom de SEM avant l'exposition de ses lithographies en couleurs (1). Sem, pseudonyme de Georges Goursat (1863-1934), méritait bien ce repêchage. Témoin de son siècle, du premier quart d'un siècle coupé par la guerre, ce Périgourdin qui, en 1900, fit sans coup férir la conquête de la capitale, a, d'un trait rapide, élégant, net, allégé de tout poil superflu, éternisé l'éphémère, fixé les aspects les plus typiques des périodes — qu'on nous pardonne des locutions plutôt éculées — appelées *la belle époque*, puis *les années folles*.

Belle époque ? Oui, si l'on oublie le revers de la médaille, mais c'est l'avers que Sem a croqué, d'une dent fort dure : le Tout-Paris. Hauts personnages du Jockey-Club ou pas, célébrités en tous genres, dames du grand et du demi-monde, tous sont parfaitement reconnaissables. Les voici, à pied, à cheval ou en voiture, au Bois, au turf, au Palais de Glace, chez Maxim's, aux tables de jeu de Monte-Carlo. Certains sont restés dans les mémoires. L'immense talent de Colette, que Sem a surprise avec son mari Willy, a permis à Polaire de survivre. Il y a également Réjane, Marthe Brandès, Edmond Rostand, Tristan Bernard, Catulle Mendès, Capiello, l'abbé Mugnier et son double féminin, et bien entendu son confrère et ami Forain — Forain dont Jean-François Bory vient de publier un album de dessins et gravures plus féroces encore (2).

Sem, qui fut correspondant de guerre en 1914-1918, n'a rien perdu de son mordant, la paix revenue. La frénésie de la vie mondaine galvanise son crayon qui saisit en plein vol, si l'on peut dire, les couples que déchaîne ce qu'on nommait le jazz-band, qui dessine sans tendresse les belles (?) excentriques aux cheveux coupés.

Une autre collection du musée Carnavalet a été prêtée ailleurs (3) par M. Bernard de Montgolfier, son conservateur en chef : les tableaux de JEAN BERAUD (1846-1935), témoin de son temps lui aussi. Pour lui, *la belle époque* ne commence pas en 1900, mais près de vingt ans auparavant. Pour nous en tenir aux œuvres exposées, *la Baignoire* — du théâtre des Variétés sans doute — est datée de 1883. Ce sont toutes des huiles, en général de petit format, sauf peut-être *les Belles de nuit* (1905), dont les toilettes blanches fascinent les vieux messieurs du Jardin de Paris, situé alors à l'emplacement du futur Grand Palais. C'est dire que ces tableaux d'un petit maître séduisent surtout par leur côté documentaire. Un Paris aujourd'hui méconnaissable, à part le lycée Condorcet, est peint fidèlement avec une candeur consciencieuse. Le salon de la comtesse Potocka, les abonnés décorés et ventripotents lorgnant ou lutinant les ballerines dans les coulisses de l'Opéra, les scènes de rue, les modes féminines — confrontées aux mannequins du Musée du costume, — les funérailles de Victor Hugo, la pâtisserie Gloppe, Longchamp, etc., rien ne manque dans cette évocation bien utile pour la lecture de Marcel Proust, dont Jean Béraud fut d'ailleurs l'ami, et le témoin dans son duel avec Jean Lorrain. C'est le temps retrouvé.

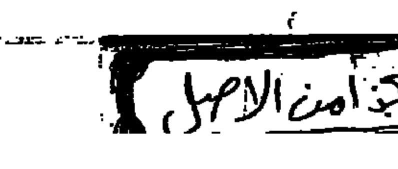
Pour la première fois, une jeune Provençale se produit à Paris. On est même tenté de préciser : « s'est produite », car il est grand temps d'aller voir les résultats de son travail, ou plus exactement l'état actuel de dix ans de recherches (4). VIVIANE JOVIN voudrait en effet intégrer ses compositions à l'architecture intérieure et extérieure d'édifices publics ou d'établissements collectifs. C'est pourquoi s'intitulent « maquettes » toute une série de petits cartons joyeusement colorés, en aplats non figuratifs — encore que des visages par moments s'y inscrivent — et qui font preuve d'une fertilité d'invention étonnante. Mais déjà Viviane Jovin a vu plus vaste avec des agrandissements photographiques, des sérigraphies et elle a réalisé en outre des encres et autres œuvres sur papier où s'exprime une liberté qui n'a pas encore cru nécessaire de s'orienter dans une direction nettement définie.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné.
(2) Editions Henry Veyrier, Anagramme, 12, rue de Nesles.
(3) Mairie du deuxième arrondissement, place Léon-Blum.
(4) Créer, 33, rue Saint-Honoré.







SPECTACLES

théâtres

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : Délire à deux (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h. 30) ; Que n'eau, que n'eau (sam., 22 h. ; dim., 19 h.).
Antoine (208-77-71) : le Pont japonais (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Atelier (606-49-24) : les Chantiers de la gloire (sam., 21 h.).
Bouffes-du-Nord (239-34-50) : Tête d'or (sam., 20 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : le Charlatan (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Comédie Caumartin (742-43-41), Boeing-Boeing (sam. et dim., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées (359-37-03) : le Tour du monde en quatre-vingts jours (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Ecole de l'Acteur-Florent (329-60-22) : les Précieuses ridicules (sam., 21 h.).
Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino (322-28-92) : l'Epouse prudente (sam., 21 h.).
Lucernaire (544-57-34). Théâtre noir : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances (sam., 18 h. 30) ; Supplément au voyage de Cook (sam., 20 h. 30) ; Roméo et Georgette (sam., 22 h. 15). — Théâtre rouge : Toi l'artiste, dis-moi quelque chose (sam., 18 h. 30); *Marie de l'Incarnation* (sam., 20 h. 30) ; Un cœur simple (sam., 22 h. 30).
Madeleine (265-07-09) : le Préféré (sam. et dim., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michodière (742-95-22) : Coup de chapeau (sam. et dim., 21 h. ; dim., 15 h.).
Michel (265-35-02) : Duos sur canapé (sam. et dim., 21 h.).
Nouveautés (770-52-76) : C'est à c't'heure-ci que tu rentres (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Œuvre : les Aiguilleurs (sam., 21 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Je veux voir Mioussov (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Plateau Saint-Merri (222-95-38) : la Passion de Jeanne d'Arc selon Gilles de Rais (dim., 16 h. et 21 h.).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : les Belges (sam., 21 h.).
Théâtre Présent (203-02-55) : les Morosophes (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre-en-Rond (387-88-14) : S. Joly (sam., 21 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : l'Avocat du diable (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Variétés (233-09-92) : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : les Europophages (sam. et dim., 21 h. ; dim., 15 h. 30).

Les opérettes

Renaissance (208-18-50) : la Belle de Cadix (sam. et dim., 14 h. 30 et 20 h. 45).

Le music-hall

Elysée-Montmartre (606-38-79) : Rip Off (sam., 17 h. et 21 h.).
Casino de Paris (874-26-22) : Parisline (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

Les concerts

Lucernaire : Katia Koleva, piano (Brahms, Beethoven, Debussy, Chopin) (sam. et dim., 19 h.).

Jazz, pop', rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05) : Hal Singer, J.-P. Sasson Quartet (sam. et dim., 22 h.).
Chapelle des Lombards : Djamel Allam (sam., 20 h. 30) : Azuquiata y su Melao Pura Salsa (sam., 22 h. 30).
Riverbop (325-93-71) : Daunik Lazro Group (sam. et dim., 21 h. 30).
Slow-Club (233-84-30) : Maxime Saury (sam., 21 h. 30).
Campagne-Première (322-75-93) : Dave Burrell, Michael Zwerin et Sam Woodyard (sam. et dim., 22 h. 30) ; Vince Taylor (sam. et dim., 20 h. 30).
Petit Forum des Halles (297-53-47) : Urban Sax (sam., 20 h. 30).
Aire libre (322-70-78) : Musiques du Kurdistan (sam., 18 h. 30 ; dim., 15 h. 30).

Festival estival de Paris

Radio-France, studio 105 : Joëlle Léandre, J.-F. Heisser, B. Pasquier, E. Belmas, H. Derrien (Rossini, Constant, Scelsi, Schubert, Druckman, Cage, Kurtz) (sam., 18 h. 30).
Conciergerie : Nella Anfuso, soprano; A. Bedois, clavecin (Frescobaldi, Scarlatti, Vivaldi, Marcello, Galuppi).

Festival de Montmartre

Jardins du Sacré-Cœur, square Willette : les Gens du Marais, de W. Soyinka (dim., 20 h. 30, ou lundi en cas de pluie).
Eglise Saint-Pierre de Montmartre : Reine Flachot, violoncelle (Bach, Villa-Lobos) (sam., 20 h. 30).
Crypte du Sacré-Cœur : Ensemble Madrigal (Tartini, Haydn, Francex, Beethoven) (dim., 15 h.).

Fête de l'Humanité

Parc de La Courneuve, sam. : François Béranger, Catherine Ribeiro + Alpes, Cimarrons, Mongo Santamaria, B. Lavilliers, Romie Coutteure, *Jacques Dorian*, « Siderurgie m'était contée », Homus Animalis, J. David, Charles Trenet, les Octaves, Martine Sarri, Théâtre du Petit-Miroir, Cirque Arizona, Patrice Bourgeon, la Bamboche, le Grand Rouge, Yvan Dautin, Pia Colombo, Gwendal, Théâtre du Silence. — Dim. : Giovanna Marini, Pierre Perret, Fabienne Thiébault, G. Vigneault, Orchestre et Chœurs de Leipzig (Wagner, Dessau, Haydn, Weber, Schönberg, Beethoven), R. Coutteure, Arlette Renard, Carnaval de Dieppe, Festival Rock, F. Imbert et Françoise Moreau, Tchouk Tchouk Nougah, Homus Animalis, Théâtracide Troupe, les Maringouins, Cirque Grüss, Moun'Kika, C. Grimm, Karumanta, Frida Boccara, Marcel Azzola, Cirque Arizona, les Coctaves, Patrice Bourgeon, G. Pierron, Michèle Bernard, Philippe Chatel, Mireille Rivat, Imago, G. André, Isabelle Aubret, Stockon's Wing.

Son et lumière

Esplanade de la Défense : Spectacle d'eau et de musique sur la fontaine monumentale d'Agam (sam. et dim., de 21 h. 30 à 22 h. 30).
Invalides : version anglaise (sam. et dim., 21 h. 30 et 23 h. 15); version française (sam. et dim., 22 h. 30).

Dans la région parisienne

Sceaux (660-07-79), orangerie du château : Duo A.-F. Doreau-A. Loewenguth (Beethoven) (sam., 17 h. 30); Quilapayun (musique populaire d'Amérique latine) (dim., 17 h. 30).
Nanterre, Théâtre-par-le-bas (775-91-64) : les Ecrits de Laure (sam. et dim., 20 h. 30).
Breteuil, château : Esther Lamandier, musique du Moyen Age (dim., 17 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot, sam., 16 h. : le Fils du cheik, de G. Fitzmaurice ; 18 h. : les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse, de R. Ingram ; 20 h. : Eugénie Grandet, de R. Ingram ; 22 h. : Arènes sanglantes, de F. Niblo. — — Dim., 15 h. : les Espions, de F. Lang ; 18 h. : Fanny, de M. Allégret, scénario et dialogues de M. Pagnol ; 20 h. : le Plaisir, de M. Ophuls ; 22 h. : Funérailles en rose, de Matsumoto.
Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. : The Black Rose, de H. Hathaway ; 17 h. : Rendez-vous avec la peur, de J. Tourneur ; 19 h. : la Lance brisée, d'E. Dmytryk ; 21 h. : Ma cousine Rachel, de H. Koster. — Dim., 15 h. : Bomber's Moon, de C. Fuhr ; 17 h. : Juliette des Esprits, de F. Fellini ; 19 h. 30 : Sur la piste des Mohawks, de J. Ford ; 21 h. : Adieu, ma belle, d'E. Dmytryk.

Les exclusivités

L'ASSOCIE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
AVALANCHE EXPRESS (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44)
AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
BETE, MAIS DISCIPLINE (Fr.). Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nations, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
BOB DYLAN, RENALDO ET CLARA (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).
CEDDO (Sén., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
CLAIR DE FEMME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; *Gaumont-Gambetta*, 20e (797-02-74) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65).
CORPS A CŒUR (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99) ; Templiers, 3e (272-94-56).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Parnassien, 14e (329-83-11) : (V.f.) 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE DIVORCEMENT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40), Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82), Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA DROLESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : J. Renoir, 9e (874-40-75).
ET LA TENDRESSE ?...BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Français, 9e (770-33-88).
FAUT TROUVER LE JOINT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; (V.f.) : *Paramount-Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

FELICITE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) : Parnassien, 14e (329-83-11) ; (V.f.) : Impérial, 2e (742-72-52)
HAMBURGER, FILM-SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : le Seine (325-95-99).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).
I LOVE YOU, JE T'AIME (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
LA LETTRE ECARLATE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA LIBERTE SAUVAGE (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11); v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE (All., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MELANCOLY BABY (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MEURTRE PAR DECRET (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
MEURTRES SOUS CONTROLE (A., v.f.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).

Les films nouveaux

CHARLES ET LUCIE, film français de Nelly Kaplan : Berlitz, 2e (742-60-33) · Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
UN NEVEU SILENCIEUX, film français de Robert Enrico : la Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).
LE FOUINEUR, film italien d'Ettore Scola (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
THE BIG FIX, film américain de Jeremy Paul Kagan (v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Parnassien, 14e (329-83-11) V.o./v.f : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29)
NE TIREZ PAS SUR LE DENTISTE, film américain d'Arthur Hiller (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) V.f. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; La Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE RABBIN AU FAR-WEST, film américain de Robert Aldrich (v.o) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (225-45-76). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90); Max-Linder, 9e (770-40-04); Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00)
LE DERNIER SECRET DU POSEIDON, film américain de Irwin Allen (v.o) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74); Wepler, 18e (387-50-70).

MICKEY JUBILE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**): Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
NORMA RAE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
NOW VOYAGER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
OURAGAN (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
PASSEUR D'HOMMES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
LA PERCEE D'AVRANCHES (A., v.f.) : *Paramount-Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PERSONNALITE REDUITE DE TOUTES PARTS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
PHANTASM (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
PROPHECY (A., v.o.) (*) : Publicis-*Champs-Elysées*, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Calypso, 17e (754-10-68).
ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE ROMAN D'ELVIS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LA SECTE DE MARRAKECH (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18)) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).
SERIE NOIRE (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60)
LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
TOTO, MISERE ET NOBLESSE (It., v.o.) : Git-le-cœur, 6e (326-80-25)
UTOPIA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
ZOO ZERO (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les séances spéciales

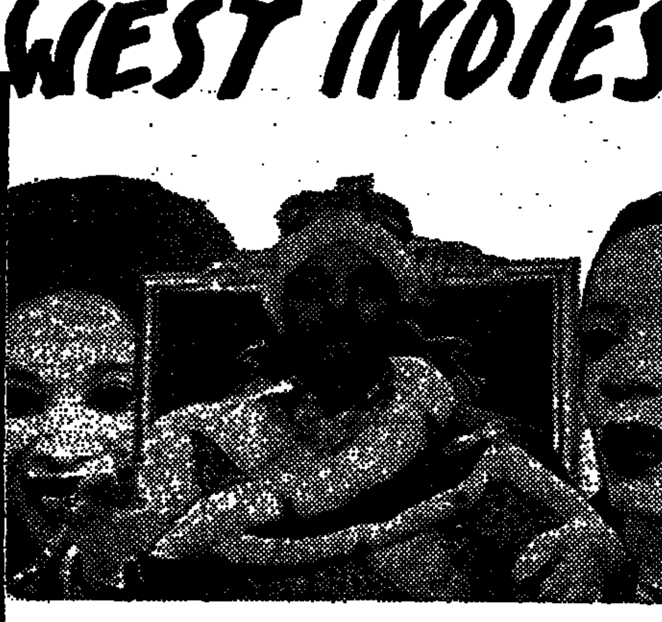
LES AMANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), 20 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 30.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : *Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h.*, 12 h., 24 h.

LA MONTAGNE SACREE (Mex., (V.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 30.
NATHALIE GRANGER (Fr.) : *Action République*, 11e (805-51-33), 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
UNE PETITE CULOTTE POUR L'ETE (Jap., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30.

Les festivals

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 14 h. 10 : Bilitis; 16 h. 5 : le Dernier Tango à Paris; 18 h. 20 : J'ai même rencontré des Tziganes heureux ; 20 h. et sam., 0 h. 30 : Cabaret ; 22 h. 10 : Orange mécanique. — II, 16 h. 15 : A bout de souffle ; 18 h. : A la recherche de Mr. Goodbar ; 20 h. 20 : Easy Rider ; 22 h. 20 : Pierrot le Fou ; sam., 0 h. 20 : l'Œuf du serpent.
HOMMAGE A BETTE DAVIS (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90), sam. : Chut ! Chut ! Chère Charlotte ; *dim. : La mort frappe trois fois.*
CINE-ROCK FESTIVAL (v.o.), Vidéostone, 6e (325-60-34).
ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), en alternance : le Ballon rouge ; Crin Blanc.
MIZOGUCHI (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), sam. : les Contes de la lune vague ; dim. : l'Impératrice Yang Kwei-fei.
WIM WENDERS (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), sam. : Faux mouvement ; dim. : Alice dans les villes.
MARILYN MONROE (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), sam. : Les hommes préfèrent les blondes ; dim. : Chérie, je me sens rajeunir.
HOMMAGE A RENE CLAIR, Palais des arts, 3e (272-62-98), sam. : les Grandes Manœuvres ; dim. : Porte *des Lilas.*
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), 15 h. 15 : Alice au pays des merveilles ; 16 h. 45 : les Aventures de Robin des Bois ; 18 h. 30 : Tex Avery ; 20 h. 10 : le Locataire ; 22 h. : Marathon Man.
STUDIO 28 (v.o.), 18e (606-36-07), sam. : Graffiti Party ; dim. : Répétition d'orchestre.
HOMMAGE A JEAN RENOIR, Action République, 11e (805-51-33), sam. : le Carrosse d'or ; dim. : le Fleuve.
HOMMAGE A LA RKO (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50), sam. : la Maison dans l'ombre ; dim. : les Amants de la nuit.
COMEDIES MUSICALES U.S.A. (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), sam. : Chantons sous la pluie ; dim. : Beau fixe sur New-York.
B. WILDER, V. MINNELLI (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), sam. : Témoin à charge ; dim. : Un, deux, trois.
A. HITCHCOCK (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50), sam. : Number 17, dim. : The Skin Game.
MARX BROTHERS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), sam. : Monkey Business ; dim. : la Soupe au canard.
MUSIQUE (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 16 h. 45 : Dancing Lady ; 18 h. 30 : Ziegfield Follies ; 20 h. : Cabaret ; 22 h. : Jimi Hendrix.
H. BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78), sam. : la Femme à abattre ; dim. : Key Largo.
H. HUSTON (v.o.), Dominique, 7e (705-04-55), sam. : Reflets dans un œil d'or ; dim. : *le Piège.*
STUDIO DE L'ETOILE, 17e (380-19-93), 17 h. 15 : Casanova de Fellini ; 20 h. : les Clowns ; 22 h. : les Trente-Neuf Marches (H.).
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50) (v.o.), I, 15 h. 10 : Jeremiah Johnson ; 17 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 19 h. 50 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Phantom of the Paradise ; sam., 23 h. 50 : Orange mécanique. — II, 15 h. 45 : Easy Rider ; 17 h. 45 : Un après-midi de chien ; 20 h. 5 : Taxi Driver ; 22 h. : Chiens de paille ; sam., 24 h. : Roller Ball.
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71), 15 h. 35 : Un tramway nommé Désir ; 18 h. 5 : Retour ; 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 : Rocky Horror Picture Show ; sam. 24 h. : *Panique à Needle-Park.*
CINEMA ALLEMAND (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), sam. : Effi Briest ; dim. : la Femme gauchère.

Samedi 8 - Dimanche 9 septembre



CARNET

Décès

— M. et Mme Jean Porcher,
M. et Mme Robert Glasse, ses enfants,
M. François Porcher, son petit-fils,
Les familles Vialle, Laborier, *Queuille, ont la douleur de faire* part du décès de

Mme Geneviève BUCHER,

survenu à Bayonne le 6 septembre 1979, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 septembre 1979, en l'église de Caunes-Minervois.

Cet avis tient lieu de faire-part.
14, rue du Général-Catroux, 86 000 Poitiers.
185 E 85 Str. New York, NY 10 028.

— Abraham Cimerman et sa famille,
Charles Cimerman et sa famille,
Les familles Herzberg, de Nancy,
ont la douleur de faire part du décès de

Jankiel CIMERMAN,
ancien déporté,

survenu le 5 septembre 1979, à Nancy.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Bagneux le 7 septembre 1979.

— Le conseil d'administration, la direction et le personnel de l'Union de brasseries et de France-Boissons ont la douleur de faire part du décès de leur secrétaire général

M. Robert URSET,

survenu le 6 septembre.

Les obsèques auront lieu à Corenc (Isère), le mardi 11 septembre, à 10 heures.

Remerciements

— Montpellier, Paris.
M. et Mme Jean-Marie Coste-Floret et leur fille,
M. et Mme Alfred Coste-Floret,
Le contrôleur général des armées et Mme Robert Puret et leurs enfants,
Mlle Christine Marie Coste-Floret,
M. et Mme Paul Railhac et leur famille,
profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Paul COSTE-FLORET,

remercient de tout cœur les personnes qui ont pris part à leur peine.

— La famille Gautheron Bernheim, Dennery, profondément émue par toutes les marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de

Mme Michèle GAUTHERON,
née Bernheim-Dennery,

remercie tous ceux qui l'ont assistée dans sa douleur.

Anniversaire

— A l'occasion du sixième anniversaire du décès de

M. Edmond GIMON,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a quinze ans disparaissait

Paule Tyta GABRIEL,
(Danielle dans la Résistance)

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 9 septembre 1976,

Pierre RONZY

rejoignait dans la joie éternelle

Mme Pierre Ronzy.

En cet anniversaire, leur famille les rappelle à votre prière ou votre souvenir.

— Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu de

M. André VERCHALY,

une pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir, en union avec la messe qui sera célébrée le 12 septembre.

Visites et conférences

LUNDI 10 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 45, 6, place Paul-Painlevé, entrée, Mme Vermeersch : « Vie quotidienne au Moyen Age ».

15 h., entrée basilique, Mme Garnier-Ahlberg : « La basilique Saint-Denis et les tombeaux des rois de France ».

15 h., façade du Panthéon, Mme Pennec : « Vieilles rues autour du Luxembourg » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., devant l'église Saint-Gervais, M. Jaslet : « Les compagnons du devoir du tour de France ».

15 h., 4, place Palais-Bourbon, M. Ragueneau : « L'Assemblée nationale » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., 17, quai d'Anjou, M. Boulo : « L'hôtel Lauzun ».

21 h., métro Saint-Paul - Le Marais, M. Guasco : « Le Marais illuminé » (Lutèce-Visite).

15 h., 2, rue de Sévigné, M. Teurnier : « Les hôtels illuminés du Marais ».

15 h., marches Saint-Gervais : « Le Marais (de Saint-Gervais à l'Arsenal) ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*



SPORTS

BOULES

La « lyonnaise », sport de masse

Bourg-en-Bresse. — Le jeu de boules tend à devenir un phénomène de masse, et les 53es championnats de France, qui ont rassemblé à Bourg-en-Bresse mille six cents joueurs, en ont apporté la preuve.

De notre envoyé spécial

C'est aussi un phénomène de masse en ce qui concerne le public puisque près de quatre mille personnes occupaient le hall central du magnifique parc des expositions de l'Ain pour assister aux phases finales du tournoi.

Depuis décembre 1978, les boules — c'est-à-dire la « lyonnaise » ou la « longue » comme disent les adeptes — sont en effet officiellement un sport. Pour s'en convaincre, il n'était que d'assister, samedi dernier, à des quarts de finale dont l'un dura cinq heures : la résistance physique, la mise à l'épreuve du système nerveux, l'adresse des tireurs, le sang-froid des pointeurs, autant de qualités qui exigent des aptitudes et un entraînement comparables aux autres activités sportives.

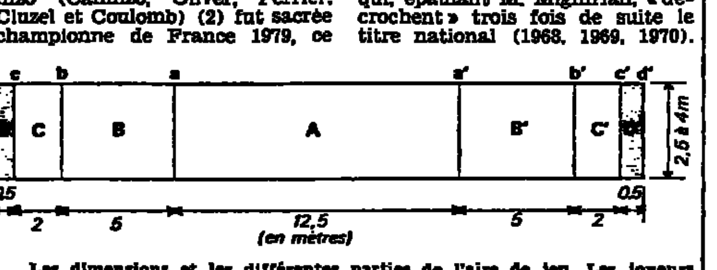
Ces qualités se retrouvent à l'état pur chez les cadets (1) où l'enthousiasme rejoint ici le talent déjà grand : le sérieux avec lequel la jeune quadrette Touron (de la Loire) a forgé sa victoire (13 à 2) face à l'équipe Roux (du Vaucluse) et la joie après la victoire faisaient plaisir à voir. Le sport de boules, qui exige un réel esprit d'équipe et une soumission à l'intérêt du groupe que constitue la quadrette, est certainement une excellente école de générosité et de dépassement.

La Fédération française de sport de boules (cent soixante-dix mille adhérents) est décidée, pour sa part, à mener une vaste politique de promotion et de recrutement parmi la jeunesse. Mais, comme dans tout sport, la première division — les « nationaux » — est la catégorie-phare. Si la quadrette toulousaine Cannizo (Cannizo, Oliver, Perrier, Cluzel et Coulomb) (2) fut sacrée championne de France 1979, ce ne fut pas pourtant à l'issue d'une grande finale contre l'équipe Lapierre (Rhône). Au terme d'un classement par points, la quadrette Lapierre s'est surtout distinguée le samedi après-midi en battant Berthet, leader du classement national à ce moment, par 13 points à 11, après avoir été menée 11 à 1. Dimanche matin, en demi-finale — et alors que l'équipe Berthet s'était « repêchée » aux dépens de Mighirian - Cheviet — Lapierre, au sommet de sa forme, récidivait aux dépens de Berthet (15 à 6). Mais les jeunes Lyonnais (Lapierre, Boursier, Rémond, Richard et Pellet) allaient payer leurs trop généreux efforts en finale, battus 15 points à 5 au bout de deux heures quarante-cinq minutes sans avoir jamais donné l'impression qu'ils pouvaient battre Cannizo.

Dans ce sport, cependant, les retournements de situation peuvent être spectaculaires. Lapierre, mené 11 à 1 le vendredi, en a donné une nouvelle preuve. Il n'y a guère que le tennis où le suspense jusqu'au point final soit comparable.

Lorsqu'on parle des « nationaux » — c'est-à-dire les seize quadrettes de première division — personne ne met en doute leur talent. On relève simplement que ceux qui y accèdent bénéficient ensuite, pour se maintenir en tête d'affiche, de conditions exceptionnelles. Le cas le plus connu est celui de M. Mighirian.

M. Mighirian, qui possède une entreprise de transport routier, a la passion des boules (il ne serait pas le seul P.-D. G. dans ce cas). Comme par hasard, l'entreprise lyonnaise de M. Mighirian est devenue à partir de 1968 une pépinière de joueurs de grande classe (Rivière, Bouvet, Cheviet) qui, épaulant M. Mighirian, « décrochent » trois fois de suite le titre national (1968, 1969, 1970).



Les dimensions et les différentes parties de l'aire de jeu. Les joueurs partant de la zone B (ligne a), le but doit être joué dans la zone B. Et vice-versa. Au-delà des lignes c et c', l'objet est perdu.

Il est probable que, sans le précieux concours de ces joueurs exceptionnels, M. Mighirian n'aurait jamais atteint la division nationale. D'autre part, il est certain que tous les bons joueurs de boules ne bénéficient pas forcément de la « compréhension » de leur patron pour ménager leur talent (les lendemains de compétitions lointaines, les heures d'entraînement en semaine, les frais de déplacement, etc.).

Sans qu'on puisse parler de professionnalisme, le sport de boules à ce niveau n'échappe pas au phénomène de l'« amateurisme marron ». Comment s'en étonner, à l'époque où une large part du mécénat sportif est assurée par la publicité.

Jadis, certains riches bourgeois entretenaient à grands frais « une danseuse ». Aujourd'hui, des chefs d'entreprise peuvent se payer une « quadrette » de boules. A défaut d'être autorisé à faire porter à ses joueurs un tee-shirt marqué à son nom, M. Mighirian a la satisfaction de le lire (à la place de celui de Cheviet) au tableau d'affichage.

CLAUDE DURIEUX.

(1) Il y avait quatre-vingt-seize équipes de cadets à Bourg-en-Bresse.

(2) Une « quadrette » peut disposer de cinq joueurs.

Plus de 170 000 joueurs licenciés

La Fédération française de sport de boules comptait, en 1978, plus de 170 000 joueurs licenciés, se répartissant ainsi :

1re division	32
2e division	1 727
3e division	15 678
4e division	126 213
Cadets	18 471
Minimes	5 867
Benjamins	3 155

TENNIS

LE TOURNOI DES ÉTATS-UNIS

Dure journée pour Billie-Jean King

De notre envoyé spécial

New-York. — Le tandem Ilie Nastase - Renée Richards a assuré le spectacle, vendredi 7 septembre, à Flushing-Meadow, en jouant — et en perdant (6-0, 6-4) — la demi-finale du double mixte contre Bob Hewitt et Greer Stevens.

Ensuite, l'équipe Peter Fleming - John McEnroe a gagné la première soupière d'argent mise en jeu dans le tournoi en battant (6-2, 6-4) Bob Lutz, associé à Stan Smith, la paire qui avait éliminé la veille un des duos les plus illustres de l'histoire du tennis, Roy Emerson et Fred Stolle, totalisant plus de quatre-vingt-quatre ans à eux deux. Entre-temps, les spectateurs du Grand Central, écrasé par le soleil, avaient assisté à une demi-finale dames pathétique : Chris Evert - Lloyd a écrasé Billie - Jean King (6-1, 6-0).

En 1971, quand l'Open des Etats-Unis était disputé sur le gazon rabougri de Forest-Hills, une gamine de seize ans était parvenue en demi-finale du tournoi pour y affronter la reine des courts. King avait battu facilement Evert (6-3, 6-2). Pourtant, cette partie a laissé des traces dans l'histoire du tennis. « *C'était la meilleure chose qui se soit produite dans le tennis féminin depuis que Billie-Jean King avait écrasé Bobby Riggs dans un match-défi deux années auparavant à l'Astrodome de Houston* », a estimé notre confrère italien Rino Tomasi.

Depuis, la reine a été détrônée par la gamine. Plusieurs fois blessée et opérée, King, malgré ses trente-cinq ans, n'a pas renoncé. En juillet dernier, elle a établi un record en gagnant un vingtième titre à Wimbledon, associée à Martina Navratilova. Cependant, vendredi, Chris Evert-Lloyd était très forte. Elle a gagné quatre fois de suite l'Open américain sur toutes les surfaces sans perdre un set de 1976 à 1978. Sherry Acker a reçu, ces derniers jours, une prime spéciale pour avoir interrompu au troisième tour une série de quarante-cinq sets consécutifs victorieux dans cette compétition. Mais Chris Evert-Lloyd voulait trop son cinquième titre américain pour se laisser émouvoir par les détails. En sept matches, disputés depuis 1977, elle n'a concédé qu'un set à King en quart de finale de Wimbledon l'an dernier. Logiquement, elle a donc battu vendredi la vieille dame digne du tennis qui fut quatre fois championne à Forest-Hills (1967, 1971, 1972 et 1974). La leçon a été très dure. Pas une seconde King n'a inquiété Mme Lloyd qui ne lui a laissé aucune chance ni au filet ni au fond du court.

La journée de Billie-Jean King n'était pas terminée pour autant. En fin d'après-midi, elle a disputé avec sa complice Navratilova une demi-finale du double féminin contre Julie Anthony et Sherry Acker. Pour la circonstance, l'apatride jouait son troisième match de la journée. Au cours de la matinée, associée à Bill Scanlon, elle avait en effet disputé les quarts puis les demi-finales des doubles mixtes.

ALAIN GIRAUDO.

VOIR OU ÊTRE VU

(De notre envoyé spécial.)

New-York. — Bjorn Borg a quitté New-York sans faire de nouvelles déclarations sur sa défaite contre Roscoe Tanner en quart de finale. Il a gagné la Suède pour se joindre à l'équipe de la Coupe Davis qui va affronter la Tchécoslovaquie. Toutefois, les commentaires allaient bon train à Flushing-Meadow. Pour certains, les onze « aces » et les dix-sept services gagnants de Tanner ont suffi à balayer le Suédois. Et nos confrères américains ne se sont pas privés d'établir toutes les comparaisons possibles entre l'ouragan David et les balles à 220 km/h. du Californien.

L'entraîneur de Borg, Lennart Bergelin, n'a pas ménagé, pour sa part, les reproches aux organisateurs. Il a notamment jugé anormal que Borg soit obligé de jouer à la lumière artificielle alors que les trois autres grands tournois (Roland-Garros, Wimbledon et Melbourne) sont disputés le jour. Ces programmations sont imposées, selon lui, par la C.B.S., chaîne de télévision qui a l'exclusivité des droits de retransmission sur le tournoi.

Toutefois, Slew Hester, le président du tournoi, a répliqué à ces reproches en disant que Borg n'est pas psychologiquement capable de gagner aux Etats-Unis, en dépit de ses quatre titres de Roland-Garros et de Wimbledon. Cependant, il a reconnu que le premier souci des organisateurs était de faire de Flushing-Meadow le plus grand tournoi du monde, autrement dit, de battre le record de spectateurs de Wimbledon. « Pour cela, il faut avoir deux programmes par jour », a dit Hester. — A. G.

DOLLARS

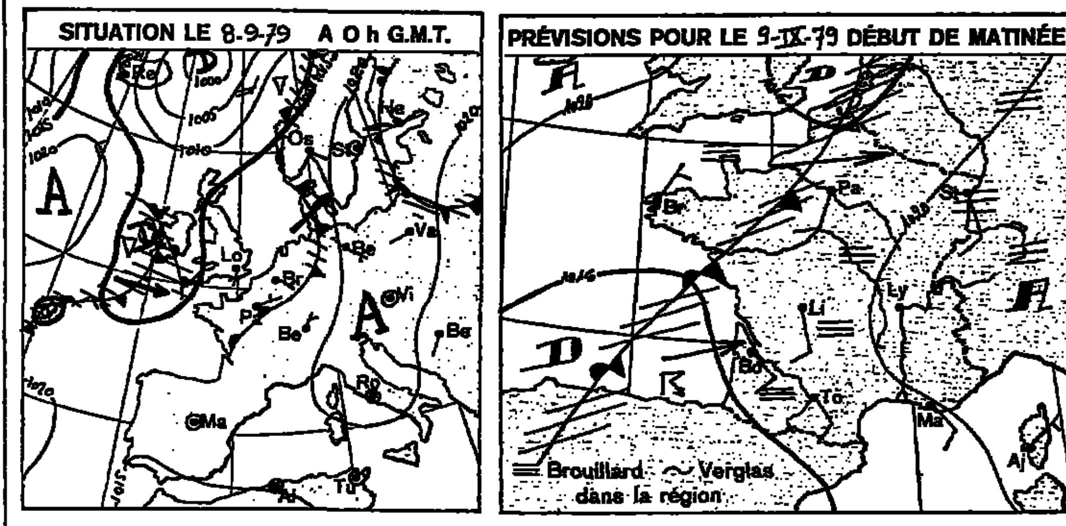
(De notre envoyé spécial.)

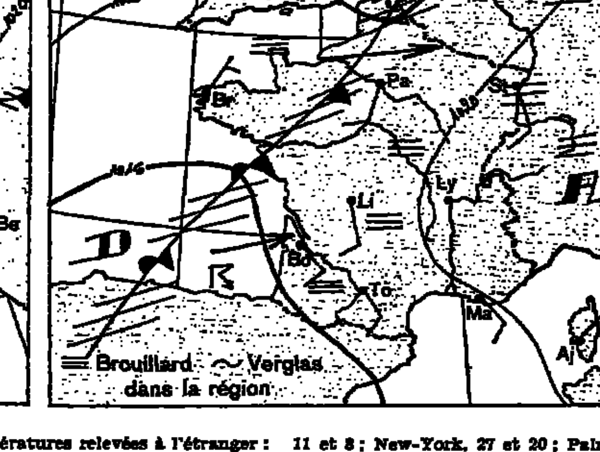
New-York. — Le montant total des prix distribués cette année à Flushing Meadow est de 563 600 dollars contre 100 000 dollars en 1968. Les joueurs de simple (128 hommes et 96 femmes se partagent 193 200 dollars : 525 au premier tour, 900 au second, 1 650 au troisième, 2 850 au quatrième, 4 950 en quart de finale, 9 900 en demi-finale, 19 800 aux finalistes, 39 000 au vainqueur. Les équipes de double (64 masculines et 48 féminines) se voient attribuer 102 900 dollars : 131 au premier tour, 262 au second, 780 au troisième, 1 575 en quart de finale, 3 960 en demi-finale, 7 880 aux finalistes et 15 750 au vainqueur. Les équipes de double mixte ont à partager une bourse de 20 000 dollars : 450 en huitièmes de finale, 750 en quarts de finale, 1 500 en demi-finale et 3 300 aux finalistes et 7 100 au vainqueur.

En outre, l'organisation de l'open des Etats-Unis a nécessité 116 000 dollars pour augmenter la capacité des tribunes, renouveler le revêtement des courts et doubler le nombre des toilettes. Ces sommes proviennent pour une part modeste des recettes de l'open et pour une part importante des commanditaires : banques, fabricants d'articles de sport, de produits sanitaires, de cigarettes, etc. — dont les noms sont cités abondamment sur les chaînes de télévision, mais apparaissent très peu dans l'enceinte des courts. — A. G.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 septembre à 0 heure et le dimanche 9 septembre à 24 heures :

La France restera dans une zone de pressions relativement élevées. La nouvelle perturbation qui abordait les îles Britanniques, samedi matin, pénétrera sur nos régions septentrionales et contribuera, avec l'ancienne limite quasi stationnaire, à entretenir un temps assez nuageux sur la moitié nord du pays. A l'avant, une évolution orageuse se développera sur le Sud-Ouest.

Dimanche matin, le temps sera très nuageux de la frontière belge à la Bretagne et à la Vendée, avec quelques faibles pluies isolées. Cette zone s'étendra, le soir, des Vosges et du Jura aux Charentes, où les précipitations, toujours isolées, prendront un caractère orageux. Après ce passage, le temps deviendra moins nuageux de la Bretagne et de la Vendée au Nord et aux Ardennes.

Les vents resteront en général faibles et très variables en direction selon les régions.

Les températures diurnes varieront peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 24 et 16 ; Bordeaux, 23 et 14 ; Brest, 20 et 12 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 20 et 11 ; Clermont-Ferrand, 26 et 14 ; Dijon, 27 et 15 ; Grenoble, 27 et 13 ; Lille, 23 et 13 ; Lyon, 26 et 14 ; Marseille, 28 et 16 ; Nancy, 25 et 11 ; Nantes, 25 et 11 ; Nice, 24 et 17 ; Paris - Le Bourget, 23 et 12 ; Pau, 24 et 13 ; Perpignan, 24 et 15 ; Rennes, 25 et 10 ; Strasbourg, 27 et 13 ; Tours, 24 et 17 ; Toulouse, 23 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 22 et 12 ; Athènes, 25 et 19 ; Berlin, 25 et 15 ; Bonn, 20 et 14 ; Bruxelles, 22 et 14 ; îles Canaries, 27 et 20 ; Copenhague, 20 et 13 ; Genève, 25 et 12 ; Lisbonne, 27 et 15 ; Londres, 22 et 11 ; Madrid, 29 et 16 ; Moscou, 11 et 8 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 27 et 14 ; Stockholm, 20 et 10.

Samedi 8 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 018,7 millibars, soit 764,1 millimètres de mercure.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 8 septembre 1979 :

DES DECRETS

● Portant attribution d'une majoration exceptionnelle aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire et aux bénéficiaires du complément familial ;

● Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les vins ;

● Fixant les *conditions* de production des vins de pays ;

● Fixant le régime financier des céréales pour la campagne 1979-1980 ;

● Modifiant le décret n° 75-906 du 14 septembre 1975 réglementant la catégorie d'instruments de mesure. Mesures de longueur.

Transports

● *U.T.A. seule sur la ligne Paris-Sydney.* — La compagnie autrichienne Quantas envisage d'abandonner à U.T.A. le monopole d'exploitation de la ligne Sydney-Paris, qu'elle estime peu rentable.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 484

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II							■		
III		■						■	
IV				■					
V					■				
VI							■		
VII		■		■		■			
VIII						■			■
IX							■		
X				■					
XI	■				■				

HORIZONTALEMENT

I. Travaillent aux pièces. — II. N'a pas de toupet ; Pour le prendre, il faut le couper. — III. Peut être assimilé à un rien du tout. — IV. Peut se tenir dans l'eau ; Spécialiste de la fabrication des bottes. — V. Peut porter le chapeau ; Nom qu'on donne à un train. — VI. Sortes de tuiles quand ils sont gros ; Symbole pour un métal brillant. — VII. Est blanc pour l'innocent. — VIII. Algarade ; Agrément d'autrefois. — IX. Comme un chien ; Met au courant (épelé). — X. Qui est donc bien rentrée ; Instrument qui évoque le billard. — XI. L'Alsace et la Lorraine ; Doit être respecté par le copiste.

VERTICALEMENT

1. Sur lesquelles on pourrait glisser. — 2. Souvent suivi d'un bien ; Homme qui aimait jouer aux dames ; Pas suspectée. — 3. Qui gardent longtemps leurs dents. — 4. Bonne quand elle perce bien ; Roulé ; Mot d'enfant. — 5. Inscription sur un effet ; Une sainte pour les orthodoxes. — 6. Cris qui s'élevaient devant le feu ; Opération postale. — 7. Utilisé quand on a déjà doublé ; Morceau de melon ; Fut envoyée paître. — 8. Abréviation pour un prince ; Qui peut facilement brûler. — 9. Pas agité ; Permet d'élever une somme.

Solution du problème n° 2 483

Horizontalement

I. Condamnation ; Tu. — II. Ordinaire ; Benêt. — III. Me ; Assemblés ; Ni. — IV. Miel ; Rue ; Pal. — V. Allô ; Perspicace. — VI. NL ; Gaines ; Sole. — VII. Déçu ; Et ; Arqués. — VIII. Orient ; Eut. — IX. Grue ; Nicée ; Fi. — X. RA ; Monté ; Lait. — XI. Géromé ; Pilule. — XII. Alès ; Nicot ; Etés. — XIII. Rit ; Atre ; Rats. — XIV. Net ; Innominée. — XV. Ires ; Estonie ; Es.

Verticalement

1. Commandos ; Garni. — 2. Oreiller ; Relier. — 3. ND ; El ; Cigarette. — 4. Dialoguer ; Os. — 5. Ans ; Nu ; As. — 6. Mas ; Piètement. — 7. Nièrent ; Iris. — 8. Armure ; Innocent. — 9. Tébessa ; It ; No. — 10. Réception. — 11. Obélisque ; Mi. — 12. Nés ; Coutellerie. — 13. Pâle ; Autant. — 14. Tenaces ; Filetée. — 15. Utile ; Vitesse.

GUY BROUTY.

TENNIS

LE TOURNOI DES ÉTATS-UNIS

Dure journée pour Billie-Jean

VOIR OU ÊTRE

Journal officiel

Transports

DOLLARS

Le Monde

économie

SOCIAL

LA SEMAINE D'ACTION DE LA C.G.T. A EU UNE PORTÉE LIMITÉE

Les divergences entre syndicats persistent

Aucune date n'était encore fixée, samedi, pour la rencontre C.G.T.-C.F.D.T. que les dirigeants des deux centrales entendent toujours vouloir organiser. Cette réunion — si elle a bien lieu — risque d'être difficile dans la mesure où les dirigeants cégétistes ont de nouveau critiqué la C.F.D.T. « Rien n'autorise le secrétaire général de la C.F.D.T. à mettre en doute la volonté d'unité d'action de la C.G.T. », a déclaré vendredi M. Georges Séguy. « Il n'est pas bon de déclencher, juste à la veille d'une rencontre, une polémique publique. » La partie de cache-cache continue donc et les positions, tant de la C.G.T. et de la C.F.D.T. que de la FEN, demeurent aussi éloignées les unes des autres sur les modalités d'une action jugée par tous nécessaire. La semaine d'action de la C.G.T. qui vient de se terminer — sans être un échec total — n'a pas eu un succès tel qu'il puisse inciter les autres centrales à se lancer rapidement dans des initiatives d'ampleur nationale. Plus que jamais, la FEN et la C.F.D.T. insistent sur leur volonté de privilégier, dans un premier temps, des actions sectorielles sur des objectifs limités.

« *Inaperçue* » et « *insignifiante* » selon le patronat, « *intense* » et « *mobilisatrice* » pour la C.G.T., la semaine d'action cégétiste qui vient de se terminer donne lieu — et ce n'est pas une surprise — à des commentaires tout à fait opposés.

La C.G.T., dans un communiqué publié vendredi 7 septembre après-midi, dressait un bilan positif mais guère triomphaliste. « *Du 3 au 7 septembre, une intense activité syndicale a été déployée durant la semaine d'action organisée par la C.G.T. Plus de six millions de tracts ont été distribués, des milliers de rassemblements et d'arrêts de travail se sont déroulés. Ils témoignent de la profondeur du mécontentement existant et de la volonté d'action qui existe chez les salariés.* »

Durant toute la semaine, la C.G.T. a remis à la presse des dossiers énumérant ces interventions. Le document du 5 septembre (treize pages) citait notamment : « *Dunkerque : cinquante mille salariés touchés par des prises de parole. Grèves chez Beliard (90 %), à la Consip, etc. ; Creuse : seize mille travailleurs ont été touchés par diverses initiatives (...) ; Côtes-du-Nord : sept prises de parole réalisées, trois syndicats ont été constitués et cent adhésions (...) ; Loire : cent vingt mille salariés touchés (...) ; Val-de-Marne : cent quatre-vingt-douze prises de parole, vingt-six arrêts de travail (...), deux cents adhésions (...) ; Vaucluse : soixante assemblées et trente mille salariés concernés.* »

Pas de manifestations spectaculaires

Pour le patronat, en revanche, la semaine cégétiste est un échec : « *Les unions régionales du C.N.P.F. n'ont pas recensé d'agitation particulière ; les débrayages, quand ils ont eu lieu, ont été insignifiants ou symboliques et 95 % des prises de parole ont eu lieu à l'extérieur de l'entreprise.* » Pour l'Union des industries métallurgiques, « *la semaine*, affirmait-elle le 6 septembre, *est passée pour l'instant inaperçue. Il n'y a rien à signaler en particulier dans la région parisienne si ce n'est la présence de plusieurs milliers d'employés des municipalités communistes à la manifestation de la République* ».

Selon nos correspondants en province, la semaine d'action cégétiste ne semble pas avoir eu un impact très important.

● *Dans les Bouches-du-Rhône*, elle s'est déroulée généralement dans le calme et sans manifestation de masse en dépit de l'annonce d'une « *mobilisation exceptionnelle* ».

Il est vrai que l'on avait choisi la formule de la multiplication des actions ponctuelles au sein des entreprises, peu favorable au déploiement de force. Mais même dans les secteurs « *chauds* » de l'économie du département (ports, réparation navale), la semaine d'action n'a pas provoqué de manifestations spectaculaires. Selon M. René Bulh, secrétaire confédéral, dans les Bouches-du-Rhône, quatre-vingt-dix meetings auraient rassemblé cent mille personnes. La semaine s'est terminée à Marseille par l'envoi d'une délégation au siège de la chambre patronale, vendredi, à 16 heures, où une cinquantaine de personnes ont déployé des banderoles de la Société des ateliers de la Méditerranée, l'une des sociétés de l'ex-groupe de réparations navales Terrin, avant d'aller déposer une motion à la préfecture.

● *En Loire-Atlantique*, l'action a revêtu la forme d'une campagne d'explication et d'information. Lundi 3 septembre, les militants ont ainsi distribué près de soixante mille tracts aux portes des entreprises et dans les rues de Nantes et de Saint-Nazaire. Jeudi 6, la C.G.T. avait organisé devant la préfecture de région un rassemblement des délégations syndicales d'entreprises et de branches professionnelles. Trois cents personnes environ sont ainsi venues déposer une pétition sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Jeudi, des arrêts de travail ont également été observés en fin de poste dans la métallurgie nantaise.

● *Dans le Nord*, l'U.D. C.G.T. dresse un bilan assez positif : quelque deux cent mille tracts distribués et plus de deux cents entreprises touchées « *d'une manière ou d'une autre* ». Mais si les prises de parole ont été nombreuses aux portes des entreprises, elles ont été suivies très moyennement et parfois médiocrement par les travailleurs. On a fort peu utilisé la cassette portant le discours de M. Séguy. Ce sont les grandes entreprises qui ont été surtout visées, comme la Lainière dans le textile. Mais dans les secteurs aussi névralgiques que Denain on n'a guère senti une réponse empressée au mot d'ordre cégétiste.

Dans le Pas-de-Calais, dans des villes comme Calais et Boulogne, des meetings organisés à cette occasion n'ont rassemblé que deux à trois cents personnes.

Dans le bassin minier, même situation. Un dirigeant régional de laa C.F.T.C., M. Bergamini, constate : « *La fermeture d'un puits à Bruay, techniquement condamné, devait soulever, selon la C.G.T., de très vives protestations... Que s'est-il passé ? La centrale de M. Séguy aurait voulu ne pas réussir cette semaine d'action qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.* »

A *Dunkerque*, peu de perturbations dans l'activité économique, sauf dans la réparation navale, qui a été le secteur le plus réceptif aux mots d'ordre d'action cégétistes. Le gros des effectifs des trois principales entreprises étaient en grève lundi matin. Il ont cessé le travail vendredi à 15 h. pour toute la durée du week-end.

Un maigre bilan

Un peu partout en province, le bilan est le même. Au total, la C.G.T. estime — d'après un « *bilan partiel* », que plus de trois mille prises de parole ont eu lieu et que plusieurs milliers d'adhésions ont été enregistrés.

Faut-il, dès lors, parler d'échec ? La C.G.T. qui, comme d'autres organisations syndicales (1) s'inquiète d'une baisse de ses effectifs — quelques dizaines de milliers en deux ans, — voulait à la fois sensibiliser les salariés, renforcer le Syndicat et développer l'action revendicative.

Le pari, il est vrai, était audacieux puisque de nombreux salariés, y compris des militants et responsables syndicaux, venaient à peine de rentrer de congés payés. Certes la C.G.T. a innové en lançant une action à objectifs multiples dès la première semaine de septembre, mais elle n'en ignorait pas les risques.

Si l'on additionne les prises de parole, les débrayages et adhésions — en relevant que la C.G.T. parle davantage des « *salariés concernés* » dans les entreprises visitées, c'est-à-dire des effectifs des firmes et non pas des salariés contactés — le bilan, certes approximatif, demeure bien malgre. La C.G.T. n'a pas réussi à provoquer une grande vague d'adhésions ; elle n'a pas suscité de débrayages importants.

Au siège de la centrale, on précise qu'il s'agissait d'empêcher la masse des travailleurs de sombrer dans la torpeur ou le désespoir, de faciliter une prise de conscience et de déclencher un mouvement qu'il importe maintenant de développer... et cela à une période où habituellement règne le plus grand calme.

Sur ce point, la C.G.T. a raison : jamais une telle initiative n'avait été prise aussi précocement, et même si les débrayages semblent réduits, ils restent non négligeables si on les compare au « vide » des années précédentes.

La C.G.T. a donc réussi à faire parler d'elle et à « *déclencher* » quelque chose. Mais quoi ? Peut-être aussi une sensibilisation plus grande des salariés aux difficultés de l'heure, mais aussi les critiques voir les « sarcasmes » de ses adversaires, qui ne se recrutent pas tous dans les milieux patronaux. Seul, l'avenir proche dira si, en faisant « *cavalier seul* », la C.G.T. a réussi à provoquer un sursaut et à redorer le blason d'un syndicalisme qui cherche toujours sa voie.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) A Rouen, M. Edmond Maire a déclaré que les effectifs de sa centrale avaient diminué en un an de 2,5 % : 1 125 000 au lieu de 1 150 000. Selon un bilan plus ancien, la C.G.C. a, de 1976 à 1978, perdu 1 % de ses troupes (322 181 fin 1978). F.O., en revanche, fait état d'une progression de 5 % par an.

Le discours de rentrée de la C. F. T. C.

Les salariés se méfient des initiatives unilatérales et précipitées

De notre correspondant

Lille. — M. Jean Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C., était à Lille vendredi après-midi où il a tenu une conférence de presse avant de participer, dans la soirée à Arras, au « meeting de rentrée » qui rassemblait quelques centaines d'adhérents. « *Devant une situation sociale qui s'aggrave*, a dit M. Bornard, *nous demandons que soit repris d'urgence et sérieusement le dialogue entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Si rien n'est fait pour la relance de l'emploi et le soutien du pouvoir d'achat, des grèves sont inéluctables...* »

Pour M. Bornard, le gouvernement a senti la menace qui alourdit le climat social, ce qui explique les récentes mesures « *Mais*, ajoute-t-il, *il faut aller plus loin et plus vite. On ne peut demander aux salariés de renoncer à toute augmentation de leur pouvoir d'achat pour laisser des bénéfices aux seuls employeurs. Cela est inadmissible... Il nous faut obtenir soit une augmentation du pouvoir d'achat soit une réduction du temps de travail, soit la participation des salariés aux accroissements de capitaux de l'entreprise...* »

La C.F.T.C. réclame la mise en œuvre d'un plan global de relance, car, prétend-elle, « *sans le soutien de la consommation il n'y aura pas de reprise des investissements. L'effort doit porter en priorité sur les familles, premières victimes de la crise, et il faut tout d'abord faire cesser ce qui est un véritable détournement des prestations familiales* ».

M. Bornard souligne cependant qu'il préfère la politique contractuelle et le syndicalisme de la responsabilité à la politisation et à la surenchère des organisations. « *Il ne suffit pas de protester, il faut aussi proposer. La semaine d'action de la C.G.T. n'a pas rencontré l'écho escompté par ses organisateurs. Cela prouve que les travailleurs se méfient des positions unilatérales, précipitées et démagogiques. Cela est grave pour le syndicalisme. Prenons garde qu'un jour n'éclatent des mouvements incontrôlables en dehors des organisations.* » — G. S.

Les grévistes de Dassault-Sanguinet contre « le marchandage de la main-d'œuvre »

De notre correspondant

Mont-de-Marsan. — Depuis le 31 août, l'atelier de Dassault-Breguet-Aviation à Sanguinet (Landes), annexe de l'atelier principal de Cazaux (Gironde), est occupé par une soixantaine de grévistes. Ces derniers veulent veulent par là protester contre l'utilisation abusive du travail intérimaire sous toutes ses formes.

La direction a réagi en faisant citer le délégué syndical de Dassault-Cazaux devant le tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan pour entendre ordonner l'expulsion. C'est chose faite depuis vendredi après-midi, décision exécutoire dans les vingt-quatre heures qui suivront la signification de l'ordonnance.

Toutefois, sur ce conflit normal du travail qui, selon le syndicat C.G.T., a été provoqué par le refus de la direction de négocier à l'origine les revendications mineures, s'est greffé le grave problème de l'utilisation à grande échelle par l'entreprise de personnel intérimaire ou de sous-traitants.

De quoi s'agit-il ? Les cégétistes ont mis l'accent sur ces « *boîtes de sous-traitance fabriquées artificiellement dans le but de tirer un profit maximal du travailleur intérimaire par le jeu d'une double location* ». Pour être précis, le chercheur d'emploi s'adresse à une agence de travail temporaire; il est embauché. L'agence le place dans une société de sous-traitance par ailleurs bénéficiaire de subventions d'Etat pour création d'emplois, laquelle le loue, dans le cas qui nous occupe, à Dassault.

Le double intérêt de l'opération est évident : l'un est de maintenir le travailleur temporaire dans la précarité de l'emploi et, partant, lui interdire toute possibilité de s'organiser syndicalement. L'autre peut constituer un moyen de pression sur le personnel titulaire afin de diminuer, mieux, de faire disparaître son influence syndicale et par là remettre en cause ses statuts et ses acquis sociaux.

L'union départementale C.G.T. de la Gironde a annoncé qu'elle portait plainte contre la société Dassault « *pour infraction à la législation du travail* » et singulièrement « *pour marchandage de main d'œuvre* ». — G. D.

CONJONCTURE

PROGRESSION DE LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire en France a augmenté de 0,4 % (+ 1,7 % en données brutes) en juin par rapport à mai. En un an (juin 1979 comparé à juin 1978), la progression est de 13,6 %. Rappelons que l'objectif fixé par le gouvernement est une progression de 11 % en fin d'année. La croissance de la masse monétaire, qui avait été rapide depuis le début de l'année, s'est donc ralentie en juin. Elle porte à 2,6 % l'augmentation enregistrée au deuxième trimestre contre 4,6 % au premier.

Les contreparties de la masse monétaire ont varié de façon inégale : les avoirs en or et en devises n'ont guère varié (+ 0,4 milliard) ; les créances sur le Trésor public (financement du déficit budgétaire), qui ont progressé de 2,2 milliards de francs, se sont sensiblement accrues (+ 1,4 %). Quant aux crédits à l'économie, leur croissance est restée soutenue (14,2 milliards de francs, soit + 1,4 % en données lentes).

● RECTIFICATIF. — *Les concours de l'Etat aux entreprises nationales.* — Plusieurs erreurs dans la composition des tableaux ont altéré la signification des décisions du gouvernement, inscrits dans le projet de budget pour 1980, concernant les concours de l'Etat aux entreprises nationales, que nous avons mentionnées dans *le Monde* du 7 septembre, page 32. Voici les chiffres exacts qu'il fallait lire : R.A.T.P., 2 296 millions de francs (contre 2 252 en 1979) ; C.G.M., 284 (contre 136) ; S.N.C.M., 240 (contre 208) ; Air France, 443 (contre 495) ; Aéroport de Paris, 61 (contre 11).

LES LIVRETS D'ÉPARGNE : UN PARADIS FISCAL

Des millions de contribuables jouissent en France d'un paradis fiscal : les livrets d'épargne. Telle est la thèse défendue dans une étude par la Compagnie bancaire, filiale du groupe Paribas, qui entend dénoncer les abus du « privilège » dont bénéficient surtout « *les épargnants les plus cossus* ».

Le total des sommes placées dans les livrets A de la Caisse d'épargne et les livrets « bleu » du Crédit mutuel (1) dépasse 400 milliards de francs. Le montant des intérêts versés au taux actuel de 6,5 % s'élève donc à 26 milliards de francs par an, totalement exonérés d'impôt. En comparant ce résultat aux taxes que rapporteraient les mêmes fonds s'ils étaient placés sur des comptes imposables, la Compagnie bancaire estime à un montant compris entre 5 et 10 milliards de franca le coût pour le Trésor du privilège dont jouissent les livrets d'épargne.

Or ces 26 milliards de francs de revenus annuels échappent, chaque année, à l'impôt, « *quel que soit le niveau de revenu des bénéficiaires* », et ce sont, en fait, les titulaires de hauts revenus qui bénéficient réellement de cet avantage. A l'appui de sa démonstration, la Compagnie bancaire donne deux exemples :

● Un ménage modeste qui dispose de 10 000 F d'épargne sur livret perçoit 650 F d'intérêt net par an, intérêt modeste, qui ne serait de toute façon pas imposé si le privilège n'existait pas ;

● En revanche, une famille de cinq personnes, utilisant les seules possibilités légales de cumul, peut obtenir un revenu net annuel de 26 650 F avec cinq livrets A et cinq livrets « bleu » de 41 000 F chacun. Dans ce cas, l'avantage lié au privilège fiscal est de 17 760 F par rapport à un placement soumis au prélèvement libératoire de 40 % (dépôt à terme en banque, par exemple) et de près de 40 000 F par rapport aux revenus d'un placement en actions.

En conclusion, la Compagnie bancaire dénonce un système qui attache le privilège au livret et non à l'épargnant, et propose de fixer à 3 000 F par foyer le plafond de l'exonération fiscale, afin de privilégier réellement les épargnants modestes.

(1) Depuis le 1er septembre, le cumul d'un livret de caisse d'épargne et d'un livret « bleu » est interdit.

● *Le Comité interprofessionnel pour les économies d'énergie* a été mis en place le 7 septembre par le ministre de l'industrie. Ce Comité, qui comprend des parlementaires, des professionnels de l'énergie et des représentants des usagers, donnera son avis au ministre sur la politique d'économies d'énergie et sera consulté sur tous les textes à caractère réglementaire.

● *Les difficultés de British Leyland.* — Un porte-parole du groupe automobile britannique British Leyland a démenti les informations publiées le 2 septembre par le *Sunday Telegraph*. Selon ce journal, British Leyland envisagerait de licencier cinquante mille personnes et de demander une nouvelle aide financière à l'Etat.

AFFAIRES

Provocation et concurrence déloyale

LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES BOULANGERS S'INQUIÈTE DE L'OUVERTURE D'UNITÉS DE FABRICATION INDUSTRIELLE

M. Francis Combe, président de la Confédération de la boulangerie-pâtisserie française s'attache, dans un long éditorial publié par le journal professionnel *les Nouvelles de la boulangerie*, à dresser ce qui lui semble être le « *vrai bilan de la liberté* » des prix du pain.

M. Combe, qui est député européen élu sur la liste Simone Veil, estime que « *chacun doit savoir que depuis des années le pain n'était pas vendu à son prix* ».

M. Combe souligne, par ailleurs, les difficultés pour recruter du personnel qualifié et insiste sur le caractère astreignant du métier de boulanger.

Après avoir estimé que « *la boulangerie a usé normalement de la liberté* », M. Combe, qui est aussi membre du Conseil économique et social, écrit : « *L'heure est venue de considérer que notre liberté ne peut être mise en péril par la volonté de quelques-uns de combler en un jour un retard de plusieurs années.* » Il demande ainsi aux boulangers de « *répercuter les différentes charges le plus tard possible* ».

Enfin, s'agissant des aides que recevront les boulangeries industrielles, comme l'ont récemment déclaré les pouvoirs publics, M. Combe déclare que, « *agiter cette menace, c'est nous dissuader de créer les emplois dont nous avons besoin* ». « *L'utilisation de l'argent public, pour faire aux quarante mille boulangers-artisans une concurrence déloyale*, serait, affirme-t-il, *une provocation.* »

Nouvelles expulsions au foyer Sonacotra de Nancy

De notre correspondant

Nancy. — Agissant en vertu d'une ordonnance du tribunal des référés de Nancy, un huissier a procédé, vendredi matin, en présence des forces de police, à l'expulsion des résidents locataires de foyer Sonacotra. Visant primitivement quelque soixante-quinze locataires qui observent une grève des loyers, ce sont finalement trente-deux résidents du foyer Sonacotra de la rue de Phalsbourg à Nancy et cinq résidents du foyer d'Essey-lès-Nancy qui ont été expulsés. Les autres résidents visés par l'ordonnance du juge des référés ont régularisé immédiatement leur situation ou sont partis de leur plein gré sans attendre l'expulsion. Les forces de police en présence ne sont pas intervenues, l'opération s'étant déroulée dans le calme.

Dans un communiqué, les résidents des foyers Sonacotra de Nancy et le collectif S.O.S.-refoulement (qui regroupe diverses organisations de gauche) « *s'élèvent contre ces expulsions : D'intervention policière en intervention policière, c'est ainsi que la Sonacotra et le gouvernement entendent répondre aux revendications des résidents. Environ soixante-quinze résidents sont encore menacés d'expulsion à Nancy dans les jours qui viennent.* »

Les résidents « *appellent à la solidarité tous les travailleurs et tous ceux qui défendent les droits de l'homme, pour s'opposer à ces expulsions et en empêcher de nouvelles* ». Une réunion devait se tenir samedi pour mettre au point la riposte à l'action en cours.

● *Une manifestation organisée par la C.G.T.* a eu lieu vendredi 7 septembre devant le ministère du commerce et de l'artisanat pour protester contre un projet de loi visant à autoriser l'ouverture des magasins le dimanche. Deux mille personnes étaient réunies. Elles ont ensuite défilé boulevard Saint-Germain et rue de Solférino, après qu'une délégation eût déposé une lettre à l'intention du ministre.

Par ailleurs, les organisateurs faisaient état d'arrêts de travail, ce même vendredi, dans plusieurs grands magasins de la région parisienne.

ÉTRANGER

La R.D.A. et la France vont signer un accord de coopération

Leipzig. — La R.D.A. et la France vont signer, ces jours prochains, à Paris, un accord *de coopération économique. Le texte, le premier* du genre entre les deux capitales, serait accompagné d'un protocole commercial définissant les axes privilégiés d'échange et précisant les conditions financières de l'ouverture d'une ligne de crédit à hauteur d'une douzaine de milliards de francs pour la durée du prochain plan quinquennal est-allemand (1980-1985).

Une délégation de la R.D.A., conduite par M. Günther Mittag, membre du bureau politique pu parti socialiste unifié et M. Gerhard Beil, *secrétaire d'Etat au commerce extérieur*, doit se rendre du 12 au 15 septembre, à Paris, afin de mener à bien les ultimes négociations.

Les discussions porteront notamment sur le taux d'intérêt des futurs crédits, lié à la conclusion des ventes de biens d'équipement. Ce taux est normalement de 7,75 %, auquel s'ajoute 0,5 % relatif aux frais de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

La signature de cet accord sera un nouveau signe d'une relance des rapports entre la R.D.A. et la France, après les contrats *importants qui ont été conclus en* 1978 par Citroën pour la construction d'une usine de joints homocinétiques (1), et cete année par Creusot-Loire (1,5 milliard pour la réalisation d'une usine d'engrais), sans oublier les traditionnels wagons (0,9 milliard de francs).

Dans l'attente de cet événement les industriels français faisaient en tout cas preuve d'un certain optimisme à la traditionnelle foire d'automne, qui a réuni à Liepzig quelque six mille exposants d'une cinquantaine de pays. *Les échanges (2) franco*-allemands avaient progressé sensiblement en 1976, passant de 1,47 milliard de francs en 1975 à 1,91 milliard. Ils avaient ensuite régressé à 1,38 milliard en 1977, pour remonter à 1,76 milliard en 1978, et cette reprise s'est poursuivie au cours des sept premiers mois de 1979 : 1,40 milliard, en augmentation de 37 % par rapport à la même période de 1978. Cette hausse est liée à un bond de 99 %

De notre envoyé spécial

des ventes françaises, du fait de la livraison des quatre mille cinq cents wagons, alors que les achats à la R.D.A. ont baissé de 14 %. Ainsi, la balance commerciale, déficitaire pour Paris de 250 millions en 1978, est devenue excédentaire de 400 millions de janvier à juillet de cette année.

Aggravation de l'endettement

Cette évolution est suivie avec attention par les responsables de R.D.A., particulièrement soucieux de l'équilibre de leurs échanges extérieurs. Jusqu'ici, contraire*ment à d'autres pays de l'Est*, la R.D.A. avait préféré ne pas avoir trop recours aux emprunts à l'étranger, préférant, face à l'augmentation des prix mondiaux, limiter ses importations.

Cependant ce pays, même s'il effectue 70 % de son commerce avec les pays de l'Est (30 % avec l'U.R.S.S.) a structurellement besoin de la technologie et des équipements occidentaux pour moderniser son économie et répondre à l'appétit de consommation, à défaut d'autres satisfactions, de sa population.

Est-une grave perte d'équilibre qui *explique la disparition, depuis* l'an dernier dans les publications officielles, des statistiques détaillées sur le commerce extérieur ? (3). Seul apparait maintenant le montant global des échanges, mais la décomposition en exportations et importations est absente. D'après les documents de l'O.C.D.E., la balance est-allemande est faiblement déficitaire vis-à-vis des pays de cette zone : 60 millions de dollars en 1977, 80 millions en 1978, mais toutefois 130 millions pour le premier trimestre de 1979. En réalité, les *chiffres sont* trompeurs. Ils n'intègrent pas surtout les 3 millions de tonnes de blé achetées chaque année aux Etats-Unis, soit 350 millions de dollars (+ 100 millions pour des fruits et légumes). En outre, il faudrait ajouter le coût des achats de pétrole à l'OPEP (environ 3 millions de tonnes), l'Union soviétique limitant ses fournitures et vendant le brut à un prix inférieur de 15 % seulement au cours mondial.

Ainsi, le déficit extérieur de la R.D.A. est-il estimé à 2 milliards de dollars par an, si bien que l'endettement de ce pays à l'égard de l'Ouest a fortement augmenté. Atteignant, selon des sources américaines, 7 milliards *de dollars à la fin de 1977*, la dette extérieure représenterait actuellement une douzaine de milliards de dollars. Compte tenu de son potentiel industriel, la R.D.A. continue toutefois à être considérée comme un bon risque par les banquiers occidentaux.

Il n'en reste pas moins que, à un mois de son trentième anniversaire, l'Allemagne de l'Est connaît, semble-t-il, une crise masquée au moment même où elle charchait à sortir d'une sorte de grisaille austère pour entrer lentement dans la société de *consommation*. Afin de limiter son endettement, la R.D.A., qui ne dispose que de peu de produits exportables vers l'Ouest, a choisi la voie de la compensation, c'est-à-dire d'imposer à des partenaires occidentaux le paiement à 100 % en nature des ensembles industriels que ceux-ci lui vendent. Ce paiement peut se faire soit en produits de l'usine *elle-même, comme dans le cas* de Citroën, soit en toute autre marchandise.

Dès lors, « *on peut vendre une usine trois fois. Une première fois en signant le contrat ; une deuxième fois en accordant un crédit avantageux ; une troisième fois en rachetant sa production* », soulignait à Leipzig un exposant français. L'affaire, qui peut s'avérer négative sur le plan financier, n'aurait finalement d'autre intérêt que de procurer de l'emploi à l'Ouest. Ainsi se créent de curieuses complicités entre les responsables de l'Est et les hommes de pouvoir et d'affaires occidentaux.

MICHEL BOYER.

(1) Joints de transmissions.

(2) *Le commerce extérieur franco*-est-allemand représente entre 1 % et 2 % des échanges globaux de la R. D. A., environ 0,3 % de ceux de la France.

(3) Cette omission a fait l'objet *d'une réclamation* auprès de la commission économique des Nations unies pour l'Europe à Genève.

● *L'agence canadienne pour l'expansion des exportations* (S.E.E.) vient d'ouvrir à la Chine une ligne de crédit de 2 milliards de dollars.

Aux termes de cet accord — le plus important jamais conclu par le Canada — des prêts commerciaux à long terme permettront aux entreprises canadiennes d'éventuelles ventes à la Chine pendant les cinq prochaines années.

L'INFLATION RESTE VIVE AUX ÉTATS-UNIS

(Suite de la première page.)

Conséquence de l'inflation, mais aussi de la politique restrictive menée par les pouvoirs publics pour lutter contre elle : les taux d'intérêt ne cessent de monter, *battant allègrement chaque semaine* tous les records de l'histoire financière et bancaire américaine. C'est ainsi que, coup sur coup, la Citibank — deuxième *banque commerciale américaine* — a porté de 12,25 à 12,50 % le taux d'intérêt qu'elle sert à ses meilleurs clients, tandis que la Morgan Guaranty Trust le portait à 12,75 %.

Cette escalade des taux qui stupéfie l'Américain moyen peu — et même pas du tout — habitué à payer aussi cher le crédit bancaire, est due à deux facteurs. D'une part, les entreprises restent très « demandeuses » : l'activité est encore soutenue et beaucoup d'entre elles qui anticipent la hausse spéculent sur ce que seront demain les taux. Mais il y a aussi la politique des pouvoirs publics qui, pour défendre le dollar et freiner l'inflation, laissent monter les taux des fonds fédéraux que *se prêtent les banques au jour le* jour, comme sur notre marché monétaire. Ces taux sont passés en quelques jours de 10,5 à 11 3/8.

Il est difficile de dire quel délai sera nécessaire à M. Miller pour recueillir les premiers résultats tangibles de sa politique anti-inflationniste. Mais on peut prévoir que si des progrès n'étaient pas enregistrés dans les mois qui viennent, son action se durcirait tant il est impensable que M. Carter puisse préparer sa campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1980 dans *la situation inflationniste* que connaissent actuellement les Etats-Unis.

ALAIN VERNHOLES.

MONNAIES

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La balance des paiements courants de la France est restée nettement excédentaire

La balance des paiements courants de la France est restée très nettement excédentaire au deuxième trimestre, indiquent les dernières statistiques du ministère de l'économie : + 7,3 milliards de francs en données brutes (+ 3,3 milliards de francs après correction des variations saisonnières). *Cet excédent* est en nette progression par rapport au premier trimestre, période au cours de laquelle il avait atteint 1,2 milliard (ou 2,5 milliards de francs après correction des variations saisonnières). Mais il est sensiblement inférieur à celui du deuxième trimestre 1978 : 8,7 milliards en brut, 4,7 milliards après correction des variations saisonnières.

Ce bon résultat s'explique surtout par le fort accroissement de l'excédent de la balance des services qui passe — en données brutes — de 5,2 *milliards* de francs à 8,4 milliards de francs (+ 61,5 % en un trimestre ou + 5,6 % en un an). Même après correction des variations saisonnières, *l'excédent est important* (7,6 milliards de francs contre 6 milliards au premier trimestre soit + 25 % et + 6 % en un an).

Deux raisons expliquent cette *progression : les grands travaux* et la coopération technique (ventes d'ingénierie aux pays du Proche-Orient et de l'Est, participation de la France à plusieurs *grands programmes internationaux*, notamment dans le domaine aérospatial). La balance « tourisme » est, elle aussi, excédentaire : + 2,9 milliards de francs *contre 1,5 milliard de francs* au premier trimestre et 2,7 milliards de francs au deuxième trimestre 1978, soit respectivement +87,5 % et + 5,2 % (2,1 milliards contre 1,5 milliard de francs au premier trimestre après correction des variations saisonnières, soit + 40 %).

En revanche, les services liés au commerce *extérieur* marquent une légère dégradation (— 30 millions de francs contre + 80 millions de francs au premier trimestre et + 220 millions de francs au deuxième trimestre 1978). Cette évolution semble due à la hausse des tarifs du fret maritime et à de mauvais résultats en matière d'assurance.

Il faut noter enfin que la *balance commerciale proprement* dite (export-import) est restée excédentaire au deuxième trimestre (+ 3,3 milliards de francs ou + 540 millions après correction des variations saisonnières), les hausses du pétrole décidées fin juin par l'OPEP n'ayant pas encore eu d'effets. Au deuxième trimestre 1978, l'excédent commercial avait été plus important puisqu'il avait atteint 4,8 milliards de francs en données brutes et 1 milliard de francs après correction des variations saisonnières. Le recul était donc sensible.

[Pour 1980, les prévisions — officieuses — des pouvoirs publics sont les suivantes : déficit d'une quinzaine de milliards de francs de la balance commerciale, mais équilibre de la balance des paiements courants.]

LE SCHILLING AUTRICHIEN EST RÉÉVALUÉ DE 1,5 %

La Banque nationale d'Autriche a annoncé vendredi 7 septembre, après la fermeture des banques, une réévaluation de 1,5 % du schilling. Le ministre de finances commentant cette mesure a insisté sur la nécessité « *de protéger les succès obtenus jusqu'à présent* » pour stabiliser l'économie autrichienne. L'Autriche, en effet, est un des pays européens les moins touchés par l'inflation (3,9 % de hausse des prix en rythme annuel).

Cette réévaluation a été mal accueillie par les milieux industriels qu'ils estiment amplifiée et *redoutent un ralentissement des* exportations.

ENVIRONNEMENT

INQUIÉTUDE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE APRÈS LA DÉCOUVERTE DE THALLIUM PRÈS DE PLUSIEURS CIMENTERIES.

Après la découverte de thallium, poison mortel, dans le sol et les légumes près d'une cimenterie de Rhénanie-Westphalie, des analyses sont en cours en Allemagne fédérale et des traces de ce métal toxique ont été repérées auprès de seize usines. Mais nulle part la proportion ne dépassait la dose admise de cinq milligrammes par kilo de légumes. A Lengerich, le thallium était présent à raison de 35 milligrammes par kilo de légumes, ce qui a déclenché un véritable scandale écologique.

Les autorités *ouest-allemandes* s'efforcent toutefois d'éviter le développement d'une « psychose » et les dirigeants des Länder, responsables de la santé, multiplient les déclarations apaisantes.

En France, on devrait connaître en déut de semaine les résultats de l'enquête lancée par le Syndicat des fabricants de ciment *(le Monde* du 6 septembre). Le thallium est contenu *dans les pyrites* de fer utilisées pour la fabrication de certains ciments spéciaux.

LA POLLUTION EN BAIE DE SOMME

Amiens récuse toute responsabilité

De notre correspondant

Amiens. — La pollution de la *baie de Somme continue à faire* des remous. C'est ainsi que la ville d'Amiens, mise plusieurs fois en cause, vient de réagir. Elle relève que, si la pollution est bien réelle à la sortie d'Amiens — les enquêtes effectuées le prouvent, — elle disparait à peu près complètement 20 kilomètres en aval grâce à l'auto-épuration. La municipalité d'union de la gauche nie *donc toute responsabilité* de la capitale picarde dans la pollution de la baie.

Il reste que l'assainissement de la ville d'Amiens est un problème non résolu. En *effet*, 50 % des logements ne sont pas raccordés au tout-à-l'égout. Un certain nombre d'entre eux parce que les propriétaires n'en voient pas l'intérêt, d'autres parce qu'il n'y a pas de collecteur. Il faudrait dépenser 24 millions de francs pour l'équipement du tout-à-l'égout et une somme identique devrait être trouvée pour les *futurs quartiers*.

Or, les subventions de l'Etat tournent autour de 30 %, proportion que la municipalité que dirige *M. René Lamps (communiste)* juge insuffisante. Cependant elle se déclare prête à collaborer à l'élaboration d'un plan d'ensemble d'assainissement pour la vallée de la Somme. Elle répond ainsi au désir de M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, qui avait souhaité, le 12 juillet, avoir rapidement un projet sur son bureau afin de débloquer des crédits avant la fin de l'année. Une réunion des élus concernés doit avoir lieu prochainement à l'initiative du préfet de Picardie.

Prenant au mot le gouvernement et l'administration, Amiens se met donc sur les rangs, espérant ainsi bénéficier d'éventuelles subventions...

MICHEL CURIE.

CIRCULATION

DES MOTARDS PAS CONTENTS

« A quand la vignette sur les poissons rouges » ?

« A quand la vignette sur les poissons rouges ? Nous avons déjà droit à 33 % de T.V.A., la vignette pour les « gros cubes », on n'en veut pas. Pour les jeunes, dont tout l'argent passe dans « la bécane », c'est une atteinte aux libertés individuelles ! », s'indigne un motard d'âge respectable, planté fièrement devant sa grosse B.M.W. 900 cm3. Après l'annonce par M. Maurice Papon, ministre du *budget, de la création d'une* vignette pour les motos de plus de 500 cm3 (*le Monde* du 6 septembre), les motards avaient décidé de manifester vendredi *7* septembre à Paris.

Réunis comme tous les vendredis soirs place de la Bastille, gros cubes, petits cubes et même vélomoteurs prennent, vers 22 heures, le chemin des Champs-Elysées, hélant au passage tout ce qui a deux roues et un moteur : *« Venez avec nous, c'est pour la vignette ! »* Tandis que quelques motards, partis en éclaireurs, bloquent la circulation place de l'Etoile, le *gros de la troupe, deux à trois* mille motards, est arrêté place de la Concorde par un important barrage de police. Dans tout le quartier, la circulation *tourne à une invraisemblable* pagaille. Mais les automobilistes prennent leur mal en patience et les touristes, du haut de leurs cars à air conditionné, contemplent le spectacle, éberlués.

Vers 23 h. 30, la jonction est faite entre les deux courants de la manifestation, et c'est le « raid » *à travers les rues* de la capitale : place de l'Opéra, Saint - Germain - des - Prés, Saint-Michel, et retour « à l'écurie », place de la Bastille.

Klaxonnant, pétaradant, grillant les feux rouges, le défilé tapageur provoque, chez les passants, une sympathie qui s'est souvent manifestée de manière exubérante. On applaudit, au passage, les prouesses des motards qui, au mépris de toute logique et de toute organisation, parviennent, moteur contre moteur, à éviter les accrochages. Comme si, pour les noctambules, ce bruit, cette fumée, ces lumières étaient une fête inat*tendue*. — Ag. L.

● *Mille six cents jeunes tués sur les routes.* — Environ mille six cents jeunes âgés de moins de vingt ans, piétons ou utilisateurs de deux-roues, trouvent la mort chaque année dans des accidents de la circulation, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.). Soixante-dix mille jeunes, dont quinze mille cinq cents piétons, sept mille cyclistes et quarante-sept mille cinq cents pilotes de deux-roues à moteur sont blessés chaque année ; l'absence de casque de protection est à l'origine des accidents les plus graves et les blessures à la tête sont responsables de trois décès sur quatre.

ÉQUIPEMENT

CÉRÉMONIE A BANTRY BAY A LA MÉMOIRE DES CINQUANTE MORTS DU « BÉTELGEUSE »

M. Joël Le Theule, ministre des transports, s'est rendu le samedi 8 septembre en Irlande, pour assister à une cérémonie religieuse commémorative et à l'inauguration d'une stèle à la mémoire *dis disparus du pétrolier Bételgeuse.*

L'explosion, le 8 janvier dernier à Bantry Bay, du pétrolier français avait fait cinquante victimes. Menée par les autorités judiciaires irlandaises, l'enquête n'est pas, actuellement, terminée. L'audition des principaux témoins a eu lieu au printemps. Un rapport technique doit être remis le 15 septembre. La synthèse des informations rassemblées au cours de l'enquête publique et des conclusions techniques sera connue à partir du début octobre.

Au conseil régional de Provence-Côte d'Azur

6 MILLIONS DE FRANCS POUR LES SINISTRÉS DES INCENDIES DE FORÊT

Après les incendies qui ont ravagé près de trente-cinq mille hectares de forêts et de bois en Provence, dont la moitié dans le département des Bouches-du-Rhône, M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, et président de l'établissement public régional, a annoncé que le vote d'un *crédit de six millions* de francs serait proposé au conseil régional pour indemniser les sinistrés.

Le bureau du conseil régional demande d'autre *part* que le nombre des Canadair soit doublé, que les *effectifs* et le matériel soient augmentés, et que la troupe soit mieux utilisée pour lutter contre les incendies *de* forêt.

● *Enquête dans le dix-septième arrondissement de Paris.* — Une enquête publique sera ouverte du 17 sepetmbre au 13 novembre à la mairie annexe du dix-septième arorndissement pour la création de la ZAC Saussure. Cette zone d'aménagement concerté doit s'étendre sur 3 hectares de part et d'autre de la rue de Saussure, entre le chemin de fer et le boulevard Pereire. Le plan approuvé par le Conseil de Paris au printemps prévoit la construction de cinq cent soixante-cinq logements, sociaux pour la plupart, un jardin public de 3 700 mètres carrés, une crèche, une école maternelle, un bureau de poste. Le projet initial a été modifié et la hauteur des immeubles réduite de quatorze à neuf niveaux maximum, tandis que la surface de l'opération était augmentée de 50 %.

TRANSPORTS

Les belles croisières DÉJA QUARANTE-CINQ MILLE RÉSERVATIONS POUR LE « NORWAY »

C'est vrai, peu d'armateurs *peuvent se flatter* d'avoir *bénéficié* d'une pareille campagne de publicité pour présenter l'un des paquebots de leur flotte. Et c'est vrai aussi que ce paquebot-là a longtemps fait rêver les amateurs de croisières du monde entier, qui n'auraient jamais espéré pouvoir un jour arpenter les *coursives d'un tel navire sans le* coup du sort qui allait le frapper.

C'est vrai. Mais les premiers chiffres que les représentants de l'armement Klosters Rederi, nouveaux propriétaires de l'ex-*France*, viennent de rendre publics ont quand même de quoi étonner. Selon les déclarations *du directeur adjoint de la com*pagnie Klosters à un journal d'Oslo, le *Norway* aurait déjà dans ses carnets de commandes quelque quarante-cinq *mille* options de personnes désireuses d'aller faire un tour en mer sur le joli bateau — on ne précise pas le nombre de clients français qui se sont mis sur les rangs...

Les croisières doivent normalement débuter l'été prochain au *départ de Miami*, après la transformation du paquebot, actuellement en cours aux chantiers navals ouest-allemands de Bremerhaven.

ÉNERGIE

IMPORTANTE DÉCOUVERTE PÉTROLIÈRE DANS L'OCÉAN ARCTIQUE CANADIEN

La compagnie pétrolière canadienne Dome Petroleum vient d'annoncer qu'elle a réalisé la plus importante découverte des dix dernières années dans l'océan Arctique canadien.

Cette information vient confirmer le sentiment selon lequel la mer de Beaufort, qui borde à la fois l'Alaska et le Nord-Est canadien, recèlerait de fortes réserves pétrolières. Les géologues le soupçonnaient depuis la découverte de champs pétrolifères dans la voie voisine de Prudhoe, en Alaska.

Le puits Kopanoar M 13, où la découverte a eu lieu, est considéré par Dome Petroleum comme « *porteur d'espoirs commerciaux significatifs* ». Situé à 145 kilomètres des côtes, le forage de 432 mètres a pu être réalisé dans une zone où la mer surjacente reste de faible profondeur. La société estime pouvoir en attendre une production de 6 000 barils par jour, soit environ 300 000 tonnes par an.

Bien entendu, l'annonce faite par Dome Petroleum a provoqué à Wall Street un regain d'intérêt pour les titres des sociétés intéressées aux recherches dans la région.

D'autre part, si elle se confirmait, la nouvelle pourrait avoir d'*importantes conséquences* pour l'approvisionnement canadien, à l'heure où ses puits exploités déclinent et où, malgré les efforts réalisés, l'extraction de pétrole à partir des schistes *bitumineux*, qu'il possède en quantité, reste très onéreuse.

Enfin, il est probable que la découverte incitera les compagnies *concurrentes à renforcer* leurs recherches dans la mer de Beaufort.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Forte baisse du dollar - Flambée sur l'or

Ruée sur l'or, baisse du DOLLAR : cette semaine, le scénario traditionnel a été respecté, alors que les semaines précédentes, la hausse du métal n'affectait pas outre mesure la monnaie américaine. Une certaine nervosité a régné sur les marchés internationaux, où la confiance dans la solidité du « billet vert » s'est trouvée à nouveau ébranlée, tandis que l'once de métal jaune (31,1 grammes) battait tous ses records de hausse en dépassant, jeudi, le cours record de 340 dollars, pour fléchir un peu à la veille du week-end.

Aux dires des spécialistes, ce nouvel accès de faiblesse du DOLLAR n'est pas dû à des causes spécifiques, hormis la répugnance à conserver cette monnaie en période agitée. Sans doute l'envolée de l'or a-t-elle, cette fois, réagi sur sa tenue. Mais les craintes engendrées par la vigueur de l'inflation outre-Atlantique, et renouvelées par l'annonce d'une hausse des prix dépassant actuellement plus de 14 % en rythme annuel, sont toujours présentes. Elles ont été avivées par l'annonce, mardi, d'une réunion des responsables financiers des cinq principaux pays occidentaux, à Paris, le 16 septembre prochain, pour *« examiner la situation »*.

Beaucoup redoutent que la politique de hausse des taux d'intérêt menée par les autorités monétaires américaines, voire d'autre part, ne soit pas suffisants pour lutter efficacement contre cette inflation.

ment pour cette dernière). Il semble, à certains égards, que l'on soit revenu à l'automne 1978, lorsque la devise américaine était victime d'une crise de défiance, à laquelle mit fin le plan de défense annoncé le 1er novembre par le président Carter, avec ses 30 milliards de dollars de munitions. En mai, juin et juillet derniers, les autorités monétaires des Etats-Unis n'ont-elles pas consacré plus de 5 milliards de dollars à la défense de leur monnaie, en empruntant DEUTSCHEMARKS et FRANCS SUISSES à la Bundesbank et à la Banque nationale suisse dans le cadre des fameux accords « swap » (emprunts temporaires entre banques centrales) ? Ce montant n'avait été dépassé qu'entre novembre 1978 et janvier 1979.

Ailleurs, on a remarqué la stabilité du taux d'escompte ouest-allemand, que beaucoup s'attendaient à voir relever jeudi, afin de mieux lutter contre l'inflation. Apparemment, on a renoncé, temporairement, outre-Rhin, à manier cette arme, pour sans doute ne pas encourir les reproches de ceux qui, aux Etats-Unis, accusent l'Allemagne fédérale d'annuler l'effet du relèvement des taux outre-Atlantique. Cela n'empêche pas de DM de s'affermir encore par rapport à l'ensemble des monnaies européennes.

La LIVRE STERLING a fléchi quelque peu en raison de l'attitude menaçante des syndicats qui croisent le fer avec Mme Thatcher, ce qui a fait passer un peu au

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	2,2495	9,5097	3,6711	4,0749	65,4154	4,4798	1 827,71
	—	2,2525	9,5843	3,7312	4,1119	65,8856	4,4937	1 840,29
New-York.	2,2495	—	23,6546	61,2745	55,2028	3,4387	50,2134	0,1230
	2,2525	—	23,5017	60,3682	54.7795	3,4188	50,1253	0,1223
Paris....	9,5097	4,2275	—	259,03	233,37	14,5374	212,27	5,2030
	9,5843	4,2550	—	256,86	233,08	14,5470	213,28	5,2080
Zurich....	3,6711	163,20	38,6043	—	90,0910	5,6121	81,9482	2,0086
	3,7312	165,65	38,9306	—	90,7422	5,6632	83,0325	2,0275
Francfort.	4,0749	181,15	42,8503	110,9987	—	6,2293	90,9615	2,2295
	4,1119	182,55	42,9024	110,2022	—	6,2410	91,5037	2,2343
Bruxelles.	65,4154	29,0800	6,8787	17,8186	16,0529	—	14,6020	3,5790
	65,8856	29,2500	6,8742	17,6577	16,0230	—	14,6616	3,5801
Amsterdam	4,4798	199,15	47,1082	122,0281	109,9365	6,8483	—	2,4518
	4,4937	199,50	46,8860	120,4346	109,2851	6,8285	—	2,4418
Milan....	1827,71	812,50	192,1939	497,8553	448,5233	27,9491	407,9639	—
	1840,29	817,00	192,0094	493,2985	447,5486	27,9316	409,5238	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

En tout cas, les banques centrales sont intervenues massivement pour enrayer la baisse du dollar, que ce soit la Réserve fédérale des Etats-Unis, la Bundesbanq ou la Banque nationale suisse (en fin de semaine seule-

second plan les spéculations sur la richesse pétrolière en mer du Nord. Quant au FRANC FRANÇAIS, s'il a fléchi par rapport au DM, il a surtout amélioré ses positions par rapport au FLORIN, au FRANC BELGE et à la LIRE.

Notons enfin que la Bundesbank a dû maintenir vendredi, pour soutenir la COURONNE DANOISE, dont le cours est revenu à son plancher, et que le SHILLING autrichien a été réévalué de 1,5 % (voir d'autre part).

Sur le marché de l'or, un vent de folie semble avoir soufflé cette semaine sur les marchés mondiaux, où l'on enregistra jeudi un bond sans précédent de près de 12 dollars pour une once de 31,1 grammes en une seule séance (à Londres). Cette ruée sur le métal, due en grande partie à des inquiétudes monétaires, et pour une part, à des achats arabes, est amplifiée et exagérée par la spéculation internationale, notamment à New-York, où les autorités du marché de l'or ont dû relever de 50 % le dépôt en espèces exigé des opérateurs. Ces derniers ne doivent toutefois consigner que 1 500 dollars pour un achat à découvert de 100 onces d'or (33 000 dollars), soit moins de 5 %, ce qui est bien peu, et permet des gains rapides (et parfois des pertes). — F. R.

● ERRATUM. — Dans la revue hebdomadaire des changes publiée dans nos éditions datées 2-3 septembre, nous avons écrit par erreur en évoquant le comportement de la *livre sterling « qu'il fallait 2,25 livres dans la City pour obtenir un dollar contre 2,22 livres le 24 août »*. C'est bien entendu *« 2,25 dollars pour obtenir une livre contre 2,22 dollars le 24 août »* qu'il fallait lire.

L'or, éternel refuge

L'or a battu de nouveaux records cette semaine à la Bourse de Paris.

Le lingot d'un kilo qui valait 46 120 francs à la veille du week-end dernier s'est élevé jusqu'à 49 680 francs jeudi (niveau sans précédent) avant de « retomber » à 47 800 francs le 7 septembre.

Quant au napoléon, qui ne progresse pas seulement pour des raisons internationales, il s'est établi à 453 francs vendredi, contre 421 francs une semaine plus tôt. Le 6 septembre, un nouveau record a été établi à 459,90 francs.

Le rythme des transactions quotidiennes sur ce marché s'est progressivement accéléré au fil des séances. Pour la première fois depuis le 1er janvier 1977, date à laquelle fut instaurée une taxe de 4 % sur les ventes de métal jaune, le volume des échanges visibles (non compte tenu des compensations entre achats et ventes effectuées directement par les intermédiaires) a atteint 42,04 millions de francs le 7 septembre. La veille, ce montant s'élevait à 33,58 millions de francs contre 39 millions mercredi.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.
Terme ...	108 190 512	149 627 736	191 029 929	176 880 520	174 898 982
Compt. R. et obl.	89 166 456	87 813 516	96 671 901	186 916 680	135 051 850
Actions.	66 948 230	62 809 161	84 665 096	67 677 486	69 887 582
Total	264 305 198	300 250 413	372 366 926	431 474 686	379 838 414*

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978)

	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.
Franç. ..	116,9	117,7	116,7	118,2	119,9
Etrang. .	130,5	131	129,8	129	128,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100. 29 décembre 1978)

	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.
Tendance.	110,7	111,5	111,2	111,8	112,5

(base 100. 29 décembre 1961)

	3 sept.	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.
Ind. gén...	101,6	102,4	103,2	102,8	103,4

(*) Chiffre provisoire.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 3 AU 7 SEPTEMBRE

La hausse, toujours...

« LA capacité du marché à absorber les mauvaises nouvelles, *même celles qui le concernent directement*, est proprement ahurissante. » Cette réflexion émise par un professionnel de la corbeille illustre bien le climat qui a continué de régner cette semaine au palais Brongniart. D'un vendredi à l'autre, les différents indices de valeurs françaises se sont adjugés autour de 2 % de hausse, les pétroles gardant la tête d'un mouvement qui, à la veille du week-end, ne semblait pas s'essouffler le moins du monde.

Lundi, pourtant, sur la rumeur d'une taxation exceptionnelle des profits des compagnies pétrolières, les valeurs du compartiment accusaient un recul général. Mais le reste de la cote tenait bon : en fin de séance, l'indicateur instantané de la chambre syndicale affichait un léger progrès (0,3 %). Le lendemain, la rumeur était oubliée, « l'or noir-papier » reprenait la vedette d'une séance qui s'acheva par une hausse moyenne d'environ 0,7 %. Mercredi, les choses se précisèrent : il était bien question dans le budget d'un prélèvement exceptionnel sur les compagnies pétrolières. En Bourse, où l'on apprit la nouvelle en cours de séance, la réaction fut immédiate. L'indicateur instantané, qui progressait de 0,5 % à l'ouverture, termina en repli de 0,2 % environ. Peu à peu, la baisse des pétroles s'étendit aux autres sociétés dont on disait qu'elles devraient, elles aussi, régler un impôt supplémentaire sur leurs profits de cette année.

Avec la présentation publique du budget, un démenti fut opposé le soir même à toutes ces rumeurs. Pas question de taxer les entreprises industrielles, aucune charge nouvelle ne s'abattrait sur elles. Seules les compagnies pétrolières auraient à subir un prélèvement exceptionnel sur leurs « réserves pour reconstitution de gisement ». Mal accueillie par les intéressées, cette mesure n'entama guère le moral des boursiers. Les analystes financiers se livrèrent à un rapide calcul : pour Aquitaine et Esso, seules concernées par la nouvelle taxe, le prélèvement représenterait 20 F à 25 F et 10 F par action. A l'issue de la séance, la hausse des deux valeurs en question était nettement supérieure. La taxe était oubliée, le mouvement de progression pouvait reprendre.

Lors de la dernière séance de la semaine, la Compagnie française de raffinages s'adjugea 17 % de hausse, suivie, loin derrière, par sa maison mère, la Française des pétroles, mais aussi par Esso et les Pétroles BP. Grâce à ces performances, l'indice global des valeurs afficha un nouveau progrès d'environ 0,5 %.

Deux déceptions de taille ont pourtant été infligées à la corbeille. D'abord, il n'est plus question de doubler ni même d'augmenter l'avoir fiscal. La plaidoirie de M. Flornoy, syndic des agents de change, n'a pas été entendue. Pas question non plus de porter à 6 000 francs le montant de la déduction fiscale autorisée dans le cadre de la loi Monory. Le bruit en avait pourtant longtemps couru, entretenu d'ailleurs par certains hauts responsables de l'économie française.

« En ne réagissant aucunement à ces mauvaises nouvelles, nous avons commis l'erreur de laisser croire que notre marché n'en avait cure », confiait un agent de change. « Mais comment arrêter un cheval lancé en plein galop ? »

Parce que les bénéfices des entreprises cotées promettent d'être brillants cette année, mais aussi l'année prochaine, peut-être. Parce que les rendements offerts par les actions sont encore très attrayants. Parce que les Français seraient, sans doute, nombreux à souscrire aux SICAV-Monory avant la fin de cette année, la Bourse se refuse à tenir compte de l'environnement socio-économique de ce pays et réclame même de nouveaux avantages. Lui céder eût été non seulement politiquement maladroit mais aussi inutile dans les circonstances présentes. Elle vient encore de le prouver.

PATRICE CLAUDE.

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'argent et du caoutchouc

MÉTAUX. — *Nouvelle flambée des cours de l'argent, dans le sillage de l'or à Londres, qui enregistrent une progression de 10 %. Les niveaux records n'ont pu être conservés en fin de semaine. L'amenuisement des stocks sur les différentes places, des achats pressants de la part des utilisateurs et la fuite devant la monnaie, expliquent ce mouvement largement spéculatif.*

Après avoir touché leurs niveaux les plus élevés depuis trois mois et demi, les cours du cuivre se sont ensuite repliés au Metal Exchange de Londres, revenant en-dessous de leurs cours de la semaine précédente. En Grande-Bretagne, les stocks sont revenus à 160 850 tonnes (— 2 175 tonnes). Plusieurs producteurs américains ont relevé le prix de leur métal raffiné de 2 cents par livre pour le porter à 94 cents.

Repli des cours du zinc à Londres. Les stocks de métal dans la plupart des pays importants utilisateurs s'accroissent et la perspective d'un ralentissement de l'expansion laisse prévoir une diminution de la consommation.

CAOUTCHOUC. — *Reprise des cours du naturel sur les places commerciales, stimulés par des achats passés pour le compte de pays d'Europe orientale. Facteur supplémentaire de fermeté, le regain de tension à la frontière sino-soviétique.*

DENRÉES. — *Renversement de la tendance sur le marché du cacao, où une légère hausse a été enregistrée. L'Organisation internationale du cacao estime à 49 000 tonnes l'excédent mondial de fèves pour la saison 1978-1979.*

Nouvelle avance des cours du sucre. La récolte européenne de betteraves est estimée à 28,6 millions de tonnes contre 30,6 millions de tonnes en 1978-1979. Le cyclone qui a dévasté les Caraïbes aurait peu endommagé les plantations de canne à sucre.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 7 septembre 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 897 (925), à trois mois, 894 (915) ; étain comptant, 6.800 (6 785), à trois mois, 6 770 (6 745) ; plomb, 529 (550) ; zinc, 302 (310) ; argent (en pence par once troy), 509,50 (456,6).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 87,05 (90,50) ; aluminium (lingots), inch. (63) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 88,17 (90,77) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (290-300).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct., 62,95 (65,65) ; déc., 64,40 (66,36).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), octo., inch. (233 ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 233 (235).

— Roubaix (en francs par kilo) : laine, 24,30-24-65 (24,20-24,55).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R. S. S. comptant, 58.90-59,60 (56,90-57,50).

— Penang (en cents des Détroits par kilo) : 280-280,50 (276,50-277).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao, déc., 139,05 (133,40) ; mars, 142,80 (137,60) ; sucre, oct., 9,76 (9,75) ; janv., 10,35 (10,52) ; café, déc. 206,30 (205,70) ; mars, 196 (196,75).

— Londres (en livres par tonne) : sucre, oct., 113,40 (113) ; déc., 117.50 (116,60) ; café, nov., 1 843 (1 852) ; janv., 1 882 (1 870) ; cacao, déc., 1 451 (1 398) ; mars, 1 493 (1 436).

— Paris (en francs par quintal) : cacao, déc., 1 359,50 (1 335) ; mars, 1 385 (1 370) ; café, nov., 1 724 (1 753) ; janv., 1 750 (1 770) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 120 (1 104) ; déc., 1 154 (1 138).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, déc., 430 (456) ; mars, 438 (467) ; maïs, déc., 271 3/4 (288) ; mars, 283 1/2 (298).

— Indices. — Moody's : 1 108,5 (1 101,19) ; Reuter : 1 577,3 (1 582,3).

Bourses étrangères

NEW-YORK

Repli assez sensible

Ecourtée d'une séance en raison de la célébration du « Labour Day » lundi aux Etats-Unis, la semaine s'est achevée par un repli assez sensible vendredi à Wall-Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est, en effet, établi à 874,14 le 7 septembre contre 887,62 le 31 août.

Dès mardi, une chute de 15 points était enregistrée, les opérateurs se montrant découragés par la hausse persistante de l'or et les tensions grandissantes sur les taux d'intérêt. A la veille du week-end, les grandes banques portaient leur taux de base (« prime rate ») au niveau sans précédent de 12,50 % (et même 12,75 % pour certaines) tandis que le département du commerce annonçait une hausse des prix de gros de 1,2 % pour le mois d'août.

Ces mauvaises nouvelles, bien qu'anticipées, eurent sans doute accéléré la chute des indices, si les valeurs pétrolières ne s'étaient brusquement envolées jeudi et vendredi. Le 6 septembre, en effet, la compagnie canadienne Dome Petroleum a annoncé une importante découverte d'hydrocarbure dans la mer de Beaufort au Canada (voir d'autre part).

Finalement, l'indice Dow Jones des transports s'est établi à 258,56, contre 266,41, et celui des services publics est passé de 108,76 le 31 août à 108,42 le 7 septembre.

L'activité de la semaine a porté sur 139,36 millions d'actions contre 148,93 millions au cours des cinq séances précédentes.

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Alcoa	55 7/8	56 1/8
A.T.T.	56 1/2	56 1/4
Boeing	48	46
Chase Man. Bank	42 1/2	40 7/8
Du P. de Nemours	43 1/4	43
Eastman Kodak	57 3/4	55 1/2
Exxon	56 1/8	57
Ford	43 1/8	43 3/4
General Electric	53 1/4	52 1/8
General Foods	34 3/4	34 1/2
General Motors	60	59 1/4
Goodyear	15 5/8	15 1/4
I.B.M.	70	67 5/8
I.T.T.	30 1/8	29 1/4
Kennecott	27 1/8	25 7/8
Mobil Oil	43 7/8	45 7/8
Pfizer	35 1/2	34
Schlumberger	86 5/8	83 1/4
Texaco	28 1/4	29 1/4
U.A.L. Inc.	27 5/8	26 1/8
Union Carbide	43 1/2	42 3/4
U.S. Steel	23	22 5/8
Westinghouse	22	20 5/8
Xerox Corp	66 1/2	65 3/8

TOKYO

Effritement

Le marché est resté très calme cette semaine au Kabuto-cho, où de nombreuses actions-vedettes se sont effritées.

Même les houillères et les pétrolières ont dû subir des prises de bénéfices.

L'indice Nikkei Dow Jones s'est finalement établi à 6 410,96 contre 6 436,13 le 31 août, tandis que celui de la Bourse passait de 454,11 à 451,94.

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Canon	566	572
Fuji Bank	342	341
Honda Motors	588	573
Matsushita Electric	663	663
Mitsubishi Heavy	173	170
Sony Corp	1 870	1 850
Toyota Motors	877	885

LONDRES

Hausse modérée

Les valeurs industrielles se sont mieux comportées cette semaine au Stock Exchange où l'indice Financial Times a terminé à 472,5 contre 465,5 le vendredi précédent.

D'abord découragés par les tensions sociales persistantes, les opérateurs se sont peu à peu portés sur les vedettes de la cote.

Le mouvement inverse s'est produit sur les mines d'or, qui ont battu de nouveaux records en début de semaine avant de se replier à la veille du week-end en liaison avec le recul de l'or-métal.

Peu stimulés par l'annonce d'une nouvelle augmentation de la masse monétaire, ce qui réduit les chances d'une détente du taux de l'escompte (actuellement à 14 %), les fonds d'Etat sont restés à peu près stables.

Aux Pétroles, l'annonce d'un triplement du dividende semestriel, et la perspective d'une prochaine division par quatre de ses titres, a valu à British Petroleum une hausse non négligeable, avant que des prises de bénéfices ne viennent en réduire l'ampleur.

Indices « Financial Times » des mines d'or du 7 septembre : 188.20 contre 192.9. Fonds d'Etat : 73.18 contre 73,16.

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
Bowater	166	175
Brit. Petroleum	1 150	1 170
Charter	139	137
Courtaulds	87	88
De Beers	382	394
Free State Geduld	31	30 1/4
Gt Univ. Stores	396	400
Imp. Chemical	265	270
Shell	328	330
Vickers	160	158
War Loan	33 1/2	33 1/2

FRANCFORT

Toujours bien orienté

Le marché ouest-allemand des valeurs mobilières est resté bien orienté cette semaine à Francfort.

Après une série d'effritements légers, un redressement d'envergure s'est produit en fin de semaine, bénéficiant notamment aux automobiles (B.M.W., Mercedes, VW) et à la construction mécanique (K. H. D., G. H. H. et M. A. N.).

En revanche, la plupart des obligations, y compris les fonds d'Etat et les emprunts étrangers, se sont constamment repliés.

	Cours 31 août	Cours 7 sept.
A.E.G.	46,80	46
B.A.S.F.	139,70	138,30
Bayer	132	132,30
Commerzbank	201,80	201,80
Hoechst	130	130,60
Mannesman	162,50	161,80
Siemens	261,10	262,10
Volkswagen	204,90	208,80

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Elf-Aquitaine	89 425	91 638 525
Emp. 4 1/2 % 1973	64 100	90 251 800
Cie Fse des Pétroles	248 625	55 922 469
B.S.N. - G.D.	46 700	35 374 375
Cie Midi	43 525	31 713 025
Cie Fse Raffinage..	112 900	20 365 500

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Hausse générale des taux

Après huit jours de pause, la hausse a repris avec vigueur sur le front des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique. A New-York, la Citibank, après avoir porté, vendredi 31 août, son taux de base (prime rate) de 12 % à 12 1/4 %, l'a relevé à nouveau de 12 1/4 % à 12 1/2 % à la veille du week-end, pendant que la Morgan Guaranty Trust portait le sien, d'un coup, de 12 1/4 % à 12 3/4 %. Ce regain de tension n'a rien d'étonnant, puisque les autorités monétaires américaines, et notamment M. Paul Volcker, nouveau président du « FED » poussent à la roue en relevant sensiblement le niveau de leur intervention sur le marché entre banques, passé en quelques semaines de 10 1/2 % à 11 1/4 %. Ce relèvement a pour objet de dissuader les entreprises de recourir au crédit, comme elles le font massivement à l'heure actuelle : pendant les deux derniers mois, les demandes de prêts ont augmenté de plus de 30 % en base annuelle. La perspective d'une poursuite de la hausse des taux incite sans doute les entreprises à se tâter d'emprunter. La Banque du Canada, de son côté, a annoncé que le taux de l'escompte serait porté, à compter du 10 septembre, de 11,75 % à 12,50 %.

outre-Atlantique n'a pas manqué de se répercuter. A Paris, il est probable que les pouvoirs publics ont décidé d'imiter l'exemple américain en évitant de laisser se creuser l'écart avec les taux pratiqués à New-York. Vendredi en fin d'après-midi, la Banque de France annonçait un relèvement de 1/4 de point de ses taux d'intervention contre bons du Trésor, désormais fixés à 10 1/2 % à un mois, 10 3/4 % à trois mois et 10 7/8 % à un an, ce qui ne va pas manquer de pousser au-delà de 10,50 % le loyer de l'argent au jour le jour, la semaine prochaine. Il est également vraisemblable que les établissements bancaires vont décider de relever à nouveau leur taux de base d'ici peu. A terme, bien que les opérateurs aient anticipé la décision de la Banque de France, la tension reste forte. A noter qu'à un an, l'argent vaut près de 12 % (11 7/8 %), niveau plus élevé que celui du rendement des obligations à long terme, comme cela s'était produit en 1974. Comme en 1974 également, les opérateurs pensent que la tension actuelle ne saurait se maintenir indéfiniment et recherchent donc des rendements élevés à l'échéance de fin 1980. Un tel état de choses ne favorise guère les émissions d'obligations. Selon certains échos, l'emprunt d'Etat de 7 milliards de francs dont la souscription a été close officiellement le 4 septembre, ne se placerait pas très facilement, notamment auprès des investisseurs de placement institutionnels, auxquels il aurait fallu forcer un peu la main. Les émissions ont, sans doute, été stoppées depuis le début d'août, et les liquidités sont théoriquement abondantes, mais un taux de 10,80 % pour l'emprunt d'Etat n'est pas des plus mirobolants, d'autant qu'un autre emprunt important devra vraisemblablement être lancé avant la fin de l'année. FRANÇOIS RENARD.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 31/8	COURS 7/9
Or fin (kilo en barre)	45850	47800
— (kilo en lingot)	46120	47800
Pièce française (20 fr.)	421	453
Pièce française (10 fr.)	290	378
Pièce suisse (20 fr.)	402	406 50
Union latine (20 fr.)	375	378
● Pièce tunis. (20 fr.)	312 50	...
Souverain	497 50	495
● Souverain Elizabeth II	430	584
● Demi-souverain	526	...
Pièce de 20 dollars	1950 40	2086
— 10 dollars	1083	1050
— 5 dollars	680	...
— 50 pesos	1798	1940
● — 20 marks	460	...
— 10 florins	380	395
● — 5 roubles	248 50	...

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

LA FIN DES ENTRETIENS DE RAMBOUILLET

MM. Giscard d'Estaing et Gierek décident de se rencontrer « régulièrement »

Le départ de M. Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié (communiste) polonais, ce samedi après-midi 8 septembre, devait être marqué par une brève cérémonie militaire à la base aérienne d'Evreux. Le président de la République tenait à ce qu'un homme particulier soit rendu à la Pologne, à l'occasion du quarantième anniversaire du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Les entretiens — a déclaré le porte-parole de l'Elysée — se sont déroulés « *dans un climat d'extrême cordialité et de confiance réciproque* ». Un premier tête à tête Giscard d'Estaing - Gierek, vendredi après-midi, a duré trois heures et a été consacré aux relations bilatérales et à la détente. Les deux ministres des affaires étrangères, MM. François-Poncet te Wojtaszek, qui se sont rencontrés vendredi au Quai d'Orsay, se sont joints samedi matin au sommet de Rambouillet.

Le communiqué publié à l'issue des entretiens annonce que MM. Giscard d'Estaing et Gierek ont décidé de rendre « *régulières* » leurs rencontres, qui ont en fait lieu jusqu'ici un efois par an. Ils déclare notamment :

« *Le président de la République française et le premier secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais ont constaté avec satisfaction la haute qualité des relations franco-polonaises. Ils ont rappelé leur détermination de faire en sorte que ces relations continuent ou se développent dans tous les domaines (...).*

» *Les deux hommes d'Etat se sont en particulier félicité du dialogue politique étroit qui existe entre la France et la Pologne. Ils ont marqué leur volonté de le poursuivre en maintenant la tradition qui s'est établie entre les plus hauts dirigeants des deux pays de se rencontrer personnellement et régulièrement.*

» *Relevant, d'autre part, le rôle que revêt, pour le rapprochement des deux pays, le développement de leurs relations économiques, ils ont examiné les moyens d'accroître le volume des échanges commerciaux et de renforcer et élargir la coopération industrielle franco-polonaise.*

» *Le président de la République française et le premier secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais ont réaffirmé l'engagement résolu de leurs deux pays en faveur de la politique de détente. (...)*

» *M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Gierek ont rappelé l'importance capitale qu'ils attachent personnellement à l'arrêt de la course aux armements ainsi qu'au désarmement. Ils ont insité sur la nécessité que des progrès réels tenant compte du droit de chaque Etat à sa sécurité soient réalisés dans ce domaine en ce qui concerne notamment le continent européen. Ils ont échangé leurs vues sur les différentes propositions qui ont été avancées afin de parvenir à ce but.* »

Après avoir approuvé la signature de l'accord SALT 2, les deux hommes d'Etat ont exprimé le souhait « *que cet important accord puisse entrer prochainement en vigueur* ». Ils ont aussi « *souligné la contribution que leur rencontre apporte au renforcement de l'amitié et de la coopération entre la France et la Pologne, ainsi qu'à l'affermissement de la détente* ».

M. Edward Gierek a invité M. Valéry Giscard d'Estaing à faire une visite officielle en Pologne. Le président de la République a accepté avec grand plaisir cette invitation.

● *Entretien franco-soviétique sur Berlin.* — M. J.-P. Bruner, ambassadeur de France à Bonn, a reçu vendredi 7 septembre M. Abrassimov, ambassadeur de l'U.R.S.S. en R.D.A. Les deux ambassadeurs sont les interlocuteurs habituels pour les questions touchant à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble. L'entretien aurait porté sur la visite — la première d'un président français — que fera M. Giscard d'Estaing à Berlin-Ouest les 28 et 29 octobre.

Le détournement du DC-8 d'Alitalia

Les pirates de l'air libanais se sont rendus à leur arrivée à Téhéran

Les trois pirates de l'air libanais qui avaient détourné, vendredi 7 septembre, le DC-8 Téhéran-Rome, de la compagnie Alitalia, se sont rendus aux autorités iraniennes « après de difficiles négociations », a annoncé, samedi matin 8 septembre, le vice-premier ministre d'Iran, M. Sadegh Tabatabai. L'appareil, venant de Rome, s'était posé sur l'aérodrome de Téhéran en début de matinée. Des représentants des autorités étaient montés à bord, où ne se trouvaient plus que les trois Libanais et les membres de l'équipage — après que l'avion eut été isolé par un important dispositif de sécurité. Les pirates de l'air auraient obtenu qu'un message expliquant les motifs de leur action soit lu à la télévision iranienne.

C'est peu après midi, vendredi, que le détournement avait commencé. Trois hommes armés avaient fait irruption dans la cabine de pilotage tandis que le DC-8 qui venait de quitter l'estés les trois hommes, commençait à survoler l'île de Chypre.

Les auteurs du détournement avaient donné l'ordre au commandement de bord de ne pas atterrir à Rome, mais à Nice, pour faire le plein et repartir pour Cuba. Ils avaient déclaré aux passagers qu'ils voulaient défendre à La Havane la cause des Palestiniens à la conférence des non-alignés. Les autorités françaises ayant interdit l'atterrissage, ils avaient accepté que l'appareil se pose à Rome, où ils avaient également exigé de faire le plein pour La Havane, mais en se présentant, cette fois, comme Kurdes, et en disant qu'ils défendraient à la conférence le peuple kurde « opprimé » par le nouveau régime de l'Iran.

On souligne à Rome, nous indique notre correspondant, que si tout s'est bien terminé, dans la capitale italienne, c'est sans doute grâce au calme avec lequel les autorités locales et le commandant de bord de l'avion détourné ont mené les négociations avec les pirates de l'air. Les autorités italiennes, en particulier, ont pu obtenir finalement que tous les passagers soient libérés avant le redécollage de l'avion. Mais le syndicat des pilotes de ligne italiens, ajoute notre correspondant, a demandé le boycottage des escales de Beyrouth et de Téhéran en raison de l'insuffisance manifeste des mesures de sécurité sur ces deux aérodromes.

∴

Les trois pirates de l'air — indique Lucien George, notre correspondant à Beyrouth — sont des militants du mouvement chiite libanais que dirigeait l'imam Moussa Sadr, disparu mystérieusement le 31 août 1978, à l'issue d'une visite qu'il effectuait à Tripoli (Libye). Leur intention initiale était de se rendre à La Havane pour mettre en accusation le président Kadhafi, lequel n'a cessé d'affirmer que l'imam Sadr avait quitté, vivant, Tripoli *pour* Rome. *L'enquête menée par les autorités italiennes avait conclu que le chef spirituel des chiites libanais n'était pas arrivé à Rome. Les partisans de l'imam craignent que celui-ci n'ait été assassiné en Libye et espèrent, dans l'hypothèse la plus optimiste, qu'il est encore détenu à Tripoli.*

« L'affaire » a eu de désagréables conséquences pour le président Kadhafi : des campagnes de presse dans le monde arabe dénonçant le « meurtre » dont il se serait rendu coupable : des manifestations populaires qui l'ont empêché, en juillet, de faire une visite officielle au Liban ; une grève générale de protestation organisée le 31 août dans le secteur palestino-progressiste de Beyrouth ; le refus persistant, malgré de multiples démarches, de l'imam Khomeiny d'autoriser l'ouverture d'une ambassade libyenne à Téhéran. Le président Kadhafi, pour sa part, a mis en cause la Savak iranienne, le Mossad israélien, la bande à Baader...

Le numéro du « Monde » daté 8 septembre 1979 a été tiré à 571 275 exemplaires.

VASTE OPÉRATION DE POLICE DANS LES BOUCHES-DU-RHONE

Une importante opération de police a été déclenchée dans la nuit de vendredi 7 à samedi 8 septembre dans le département des Bouches-du-Rhône. Les polices urbaines, les C.R.S., la gendarmerie mobile ont contrôlé trois cent sept établissements ouverts la nuit et dressé des barrages routiers sur tous les axes. Sept mille sept cents personnes ont vu leur identité vérifiée. Vingt et une d'entre elles ont été arrêtées pour des délits divers. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité dans la région marseillaise.

La mort violente — au cours des derniers jours — de trois membres du « milieu » et l'arrestation de douze malfaiteurs au cours de la semaine ont incité la préfecture de police à déclencher cette opération d'envergure.

UN SONDAGE SOFRES - « FIGARO-MAGAZINE »

Le chef de l'État et le premier ministre perdent respectivement six points et sept points

Un sondage de la Sofres, effectué entre le 24 et le 30 août auprès d'un échantillon national de mille personnes et publié, samedi 8 septembre dans *le Figaro-Magazine*, fait apparaître une baisse de six points de la « cote » de M. Valéry Giscard d'Estaing, par rapport à juillet dernier. 49% des personnes interrogées font confiance (« *tout à fait* », 12 % ; « *plutôt* », 37 %), au chef de l'Etat pour « *résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement* ». 45 % ne lui font pas confiance (« *pas du tout* », 22 % ; « *plutôt* », 23 %). En juillet, les chiffres de « *confiance* » et de « *non « confiance* » et de « *non-*41 % ; en janvier dernier, ils étaient de 62 % et 34 %.

La confiance en M. Raymond Barre a reculé de 7 points (29 % contre 36 %) depuis le sondage publié en juillet, et la proportion des personnes ne faisant pas confiance au premier ministre est passée de 58 % à 63 %, ce qui, selon *le Figaro-Magazine*, constitue un nouveau record.

Parmi les personnalités, à la question : « *Souhaitez-vous lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ?* », Mme Simone Veil obtient 43 % de réponses positives (contre 49 % en juillet), M. Jean Lecanuet 19 % (contre 23 %). MM. Jacques Chirac et Jacques Chaban-Delmas 26 % (contre 24 %). Dans l'opposition, M. Pierre Mauroy gagne 1 point (35 % contre 34 %), MM. Michel Rocard et François Mitterrand perdent un point (respectivement 42 % contre 43 % et 37 % contre 38 %), M. Georges Marchais en perd 2 (26 % contre 28 %).

Tous les partis politiques sont en recul, sauf le Mouvement des radicaux de gauche, qui gagne 1 point (29 % de « *bonne opinion* » contre 28 % en juillet). L'U.D.F. perd 8 points (31 % contre 39 %).

Le sondage Sofres - *Figaro-Magazine* effectué en ces termes n'existe que depuis novembre 1978. C'est la première fois depuis cette date qu'il fait apparaître l'indice de confiance de M. Giscard d'Estaing à moins de 50 %. Le sondage IFOP - *France-Soir* avait indiqué une « cote » de 48 % de satisfaits pour le chef de l'Etat, en février dernier. C'était la première fois, depuis septembre 1977 que ce chiffre était inférieur à 50 %.

LES JOURNÉES DU P.R. A VITTEL

M. Blanc fustige les « perceurs de coque »

De notre correspondant

Vittel. — A l'occasion de la clôture des Journées-rencontres du parti républicain, M. Jacques Blanc, secrétaire général de cette formation, a réaffirmé, ce samedi 8 septembre, la ligne politique du parti giscardien : « *Elle est tracée, elle est droite : soutien à l'action du premier ministre et du gouvernement, unité autour du président de la République.* »

Faisant écho aux propositions de plate-forme idéologique avancées par M. Lionel Stoléru et aux récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing à *Paris-Match*, M. Blanc a insisté sur la nécessité d'un discours politique renouvelé. « *Nous devons fonder une société nouvelle à partir de l'homme, sur le double principe de la solidarité et de la responsabilité*, a-t-il dit. *Nous ne devons pas rester attachés à un monde qui s'en va. Nous n'avons pas peur du débat d'idées, nous le souhaitons parce que nous avons un projet de société de démocratie française auquel nous adhérons tous.* »

Pour M. Blanc, le P.R. doit être le noyau de ce « *groupe central* » dont parle le président de la République dans *Démocratie française*. « *Nous apparaîtrons comme ceux dont la seule recherche est celle d'une voie médiane, raisonnable et réaliste, aussi éloignée que possible de tous les fantômes des extrémistes tous azimuts.* »

Comparant la situation actuelle de la France à celle d'un navire « *dans une passe difficile* », le secrétaire général du P.R. a fustigé « *certains membres de l'équipage installés au fond de la cale pour faire des trous sous la ligne de flottaison* ». « *A qui fera-t-on croire*, a-t-il lancé, *que tous les prophètes de malheur, que tous ceux qui préfèrent au courage l'abandon, au travail le laisser-faire et au combat la désertion et l'esprit de déroute, à qui fera-t-on croire que ceux-là ne sont pas à l'image de ces perceurs de coque ?* »

M. SOISSON : pas de « gugusses à Moscou ».

Auparavant M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, avait confirmé le souhait du gouvernement de n'envoyer aux Jeux olympiques de Moscou que des athlètes capables de figurer honorablement. Il avait déclaré : « *Pas question d'envoyer des gugusses qui se contenteraient de faire du shopping, ce qui serait doublement inutile puisqu'il n'y a rien à acheter à Moscou.* »

A SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

M. Chirac : tout jugement sur l'attitude du R.P.R. en 1981 serait prématuré

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — M. Jacques Chirac a regagné Paris, samedi matin 8 septembre, au terme de son voyage à La Réunion.

Le maire de Paris, après avoir dans une ambiance de corso fleuri, de carnaval et de fête populaire, inauguré le nouvel hôtel de ville de Saint-Denis a visité, vendredi, huit communes de l'ouest et du sud de l'île. Il s'est notamment rendu à Saint-Louis, où il a été accueilli par le maire M. Jean Fontaine, député non inscrit, mais proche du R.P.R.

Au cours de ce voyage, dû à l'initiative de M. Michel Debré autre député de l'île, le nom du troisième député M. Lagourgue, U.D.F., n'a jamais été mentionné. Il est vrai, bien qu'une sourde rivalité oppose gaullistes et giscardiens, que personne n'a voulu attiser les antagonismes. MM. Debré et Chirac se sont même appliqués à évoquer la majorité « nationale » dont le R.P.R. serait le chef de file, pour l'opposer aux « séparatistes » du parti communiste réunionais dont le secrétaire général est M. Paul Vergès, élu à l'Assemblée de Strasbourg sur la liste de M. Georges Marchais, le 10 juin dernier. Mais tout au long de ce voyage, ni l'U.D.F. au sein de laquelle s'opposent parfois les giscardiens et les centristes, ni les partisans de l'autonomie, ni les communistes partisans de l'indépendance, ne se sont manifestés.

Avant de quitter Saint-Denis, M. Chirac a donné une conférence de presse. Il est revenu sur ses déclarations de la veille relatives à la stratégie de son parti pour 1981 (*le Monde* du 8 septembre). Il a précisé : « *J'indique qu'à propos de l'élection présidentielle de 1981, tout jugement serait aujourd'hui prématuré et je ne ferai aucun commentaire sur l'attitude qu'aura alors le R.P.R. C'est en parlant d'un plan général que j'ai dit qu'il me semblait qu'un grand mouvement politique national pouvait difficilement être absent d'une grande consultation. Je ne ferai donc aucun commentaire sur l'élection de 1981 et je le dirai au comité central du R.P.R. du 23 septembre.* » Le maire de Paris a aussi démenti avoir l'intention de donner sa démission de l'Assemblée européenne avant le terme d'un an fixé par la « rotation » prévue pour les élus de la liste DIFE.

Interrogé ensuite sur les critiques que M. Raymond Barre, dans son interview au *Matin de Paris*, avait portées contre l'action du gouvernement que dirigeait M. Chirac jusqu'en 1976, l'ancien premier ministre a répondu : « *Ce qu'a dit M. Barre n'est pas convenable. Lorsqu'il appartenait à mon gouvernement, il n'a jamais fait la moindre critique, suggestion ou réserve à l'égard de la politique du gouvernement. Or la politique économique était alors faite en réalité directement par le chef de l'Etat et le ministre des finances, M. Fourcade. M. Barre critique donc aujourd'hui directement la politique du président de la République. Ce qu'il dit est inexact. Ses affirmations sont purement et simplement inexactes.* » — A. P.

Dans une interview au « Nouvel Observateur »

M. ROCARD : l'aveuglement du président.

M. Michel Rocard, député des Yvelines, animateur de l'un des courants minoritaires du P.S., dénonce, dans une interview publié par *le Nouvel observateur* du 8 septembre, « *l'aveuglement du président de la République et de son premier ministre* ». Il estime qu'il faut « *arracher* » à du 8 septembre, l'« *aveuglement que de libéralisme et de tranquillité, qui cache autoritarisme, imprévoyance et indécision* ». M. Rocard n'évoque pas les débats internes du P.S.

● *M. Guy Hermier*, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique du P.C.F., écrit, dans *France nouvelle* du 8 septembre, que les communistes ont accepté de rencontrer le parti socialiste « *par souci de ne compromettre aucune chance de renforcer la riposte populaire au gouvernement et au patronat* », mais que « *l'heure n'est pas aux rencontres entre les directions, à quelque niveau que ce soit, aux déclarations d'autant plus vigoureuses qu'elles masquent l'inaction du parti socialiste ou aux actions communes qui lui servent de faire-valoir, voire de marchepied* ».

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DE LA IVe INTERNATIONALE

Rapprrochement entre deux organisations trotskistes

Le comité central de la Ligue communiste révolutionnaire, réuni du 28 août au 2 septembre, a examiné notamment la préparation du congrès de la IVe Internationale, prévu pour le mois de novembre. Ce congrès doit marquer une étape dans le processus de réunification du mouvement trotskiste engagé entre le secrétariat unifié (S.U.) de la IVe Internationale, dont la L.C.R. est la section française, et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale (CORQUI), auquel adhère, en France, l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I.).

L'O.C.I. ayant proposé à la L.C.R. de discuter de la préparation du congrès international, le comité central de la L.C.R. a répondu positivement, dans une lettre que publie *Rouge* daté 7-13 septembre. Il écrit notamment :

« *Le débat politique et l'action commune, dans la perspective d'une fusion, entre la L.C.R. et l'O.C.I. constituent dans ce cadre des éléments décisifs tout comme la démarche identique que nous avons envers les camarades de Lutte ouvrière.* » La L.C.R. formule plusieurs propositions tendant au « *développement des activités et du débat politique* » entre les deux organisations.

LES ÉDITIONS TROTSKISTES LA BRÈCHE NE SONT PAS ADMISES A LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

Les éditions La Brèche, liées à la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), ont fait savoir qu'elles s'étaient vu refuser la possibilité de louer un stand au village du livre de la fête de *l'Humanité*. Après avoir reçu un contrat de participation en date du 29 août, les éditions La Brèche ont appris que la direction de la fête refusait « *les éditions liées à une organisation politique, autres que les Editions sociales* ». Celles-ci sont la maison d'édition du P.C.F.

Les responsables du village du livre ont adopté cette attitude parce que les Editions La Brèche avaient fait connaître leur intention d'inviter les auteurs des ouvrages qu'elles ont publiés, et notamment M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la L.C.R., à signer leurs livres au cours de la fête.

M. JEAN-PHILIPPE LECAT INAUGURE LA CRYPTE D'OSIRIS AU LOUVRE

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a inauguré, vendredi 7 septembre, la crypte d'Osiris au Louvre. Cette nouvelle salle, consacrée aux croyances funéraires, et notamment à la pratique de l'embaumement à la fin de la civilisation pharaonique, est composée en grande partie d'objets collectés par Champollion, le déchiffreur des hiéroglyphes, qui, il y a cent cinquante ans, créa le département des antiquités égyptiennes du Louvre. L'inauguration de cette salle, dont les travaux duraient depuis quatre ans, avait été retardée afin qu'elle coïncide avec le congrès mondial d'Egyptologie de Grenoble (*le Monde* du 7 septembre).

Le prince Sihanouk repousse l'offre des Khmers rouges de prendre la tête de la résistance

L'équilibre

Un congrès d'ouverture en Tunisie

Sociobiol

